

cahiers

LEON TROTSKY



MÉLANGES

- Ph. Robrieux** □ 1934, on tourne à Moscou (2^e partie).
□ **George R. Esenwein** □ L'anarchisme espagnol au
XX^e siècle. □ **M.W. Attignies** □ Complot franquiste :
la Cagoule. □ **G. Roche** □ Malraux et Trotsky :
la rencontre de la Légende et de l'Histoire.

31

septembre 1987

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 200 F — Etranger : 250 FF ou \$ 50 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 400 F — Etranger : 500 FF ou \$ 100 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 300 F — Etranger : 350 FF ou \$ 70 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 600 F — Etranger : 650 FF ou \$ 130 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire
ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert
*Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble*

cahiers

LEON TROTSKY

N° 31

SEPTEMBRE 1987

MÉLANGES....

C.L.T. — Mélanges... 3

ARTICLES

Philippe Robrieux — 1934 : On tourne à Moscou (2^e partie) 4

George R. Esenwein — L'anarchisme espagnol au XX^e siècle 62

M.W. Attignies — Complot franquiste : la Cagoule 79

CHRONIQUE

Gérard Roche — Malraux et Trotsky : La rencontre de la Légende et de l'Histoire 103

NOTES DE LECTURE

Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple. Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux Etats-Unis 1919-1939* 117

Fondazione Giacomo Feltrinelli, *Vichy 1940-1944* 118

Willy Buschak, *Das Londoner Büro. Europäische Linkssozialismus in den Zwischenkriegszeit* 120

LES DÉPARTS

Rae Spiegel (Raya Dunayevskaya) (1910-1987) 125

Gérard Bloch (1920-1987) 126

Cahiers Léon Trotsky

Mélanges...

Depuis maintenant plus de six années, les Cahiers Léon Trotsky publient très régulièrement des numéros thématiques et leurs lecteurs ne s'en sont jamais plaints.

Nous n'avons pas l'intention d'abandonner cette pratique mais il nous a fallu nous décider à faire une exception avec ce numéro. Le petit exploit rédactionnel et technique qui consiste à sortir tous les trois mois un numéro homogène de 128 pages — nécessité d'un budget régulier oblige — ne peut durer indéfiniment sans jamais connaître d'accroc.

Une série de facteurs différents, retards individuels, grèves, malentendus épistolaires, ont fini par entasser dans nos tiroirs des articles arrivés trop tard pour des numéros qu'on avait dû publier sans les attendre et des articles arrivés, si l'on peut dire, à temps pour des numéros qui n'ont pas été publiés faute d'avoir reçu les autres contributions prévues. Et nous ne parlons pas des articles « hors-normes », trop minces pour combler une lacune importante, trop volumineux pour s'insérer dans un sommaire déjà chargé ou pour ne pas nous contraindre à opérer une censure difficilement acceptable pour nos collaborateurs, qu'ils soient ou non réguliers. Il faut ajouter aussi les articles rédigés dans une langue étrangère pour lesquelles nous avons eu des difficultés de tout ordre pour les traduire.

Ce numéro de Mélanges a pour objectif de sortir des tiroirs un certain nombre des productions les plus valables. Nos lecteurs trouveront des articles qui leur ont été de tout temps destinés. Philippe Robrieux, l'historien du P.C.F., termine l'article sur le tournant du Front populaire en 1934-1936 à Moscou dont la première partie a paru dans notre numéro 27 de septembre 1986 intitulé « Souvenirs de 1936 ». Le jeune historien nord-américain George R. Esenwein étudie l'anarcho-syndicalisme espagnol comme un syndicat de masse au XX^e siècle et clarifie pour nous quelques problèmes complexes pour le non-spécialiste. M. W. Attignies (un pseudonyme) s'est attaché à une étude de la conspiration dite de « la Cagoule » qu'il a examinée en partant de l'hypothèse qu'elle était un « franquisme » — un franquisme qui n'avait pas finalement résolu de passer à l'action contre la révolution.

Gérard Roche revient dans une « chronique » sur les rapports Trotsky-Malraux.

1934, on tourne à Moscou

DEUXIÈME PARTIE

L'après-février

Il y avait là pour le moins une situation entièrement nouvelle. Mais cela ne change rien à la « ligne » suivie par la section française du Comintern.

Les obsèques des militants tombés lors des journées de février devaient avoir lieu cinq jours plus tard. La C.A.P. (commission administrative permanente) du Parti socialiste décida que la S.F.I.O. serait représentée par les militants de ses fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise ainsi que par ceux du comité national mixte des Jeunesses socialistes. C'était un geste symboliquement très fort. La direction y répondit en faisant donner Vaillant-Couturier dans *l'Humanité*. Sans attendre les funérailles, ce dernier décréta qu'il ne fallait pas oublier que les balles qui avaient tué des camarades avaient été payées par des crédits votés par les élus socialistes et il en conclut que le parti se refusait à voir dans le « geste » de la C.A.P. une réalisation du Front unique ⁶⁴.

Doriot, lui, s'était lancé dans une direction opposée. Entraînant Barbé, responsable du rayon de Saint-Ouen, dans son sillage, dès le 12, il a mis sur pied à Saint-Denis une manifestation très réussie, dans l'unité la plus totale avec les socialistes. Du balcon de sa mairie, devant une assistance considérable, il a pris l'initiative de lancer un nouveau mot d'ordre : « Une seule classe ouvrière. Une seule C.G.T. Un seul parti ouvrier », et il a soulevé l'enthousiasme de la foule.

A la différence de Thorez et d'autres membres du bureau politique disparus dans la clandestinité, Doriot était donc présent dans la rue le 12. Plus grave encore, alors que militants et responsables locaux « dans la ligne » s'étaient appliqués à se constituer en cortège séparé, se bornant à rejoindre le flot de la manifestation socialiste, lors du final, Place de la Nation ; non seulement Doriot avait appelé à la grève, puis organisé à Saint-Denis une démonstration de rue en commun avec les socialistes, mais il avait même mis sur pied, en compagnie de Barbé et de militants de Saint-Ouen des comités de vigilance et d'union antifasciste avec ces mêmes socialistes. Dès le lendemain, la direction le fit attaquer systématiquement partout, exigeant en particulier la dissolution des comités d'union constitués à son initiative avec les socialistes. Mais le député-maire de Saint-Denis s'y refusa, contre-attaquant même là où il le pouvait.

La Crise à l'intérieur du P.C.

Entre Doriot et la direction du P.C.F., l'épreuve de force était engagée. Il est malheureusement impossible d'en décrire le déroulement, ou même d'évaluer approximativement l'évolution du rapport des forces à l'intérieur du Parti. Du moins dans les premiers moments, ceux qui sont en règle générale décisifs dans ce genre d'affrontement. Dès que l'historien tente, ne serait-ce que de reconstituer à l'échelle du parti entier, l'histoire de cette crise, entre le 12 février et la fin avril, tout devient confus et incertain. Faute de documents d'époque incontestables, de comptes rendus des réunions internes du Parti, les points de repère habituels manquent et on ne parvient pas à discerner clairement dans quel sens se fait l'évolution des militants et des responsables.

Tout au plus peut-on dire que Doriot semble être demeuré plus ou moins isolé au bureau politique, lors de la réunion du 1^{er} mars à laquelle il s'est encore rendu. Le fait que le comité central ait été réuni seulement à la mi-mars, soit tout près de cinq semaines après les événements de février, donne à penser que les choses furent sensiblement plus difficiles pour l'appareil du côté des membres du C.C. Mais même s'il avait fallu là une longue et délicate « préparation » d'appareil, le résultat n'en fut pas moins satisfaisant pour la direction, laquelle parvint également à battre par 84 voix contre 54, donc plutôt difficilement, les partisans de Doriot à l'issue d'une conférence de délégués des membres du Parti de la région Paris-Nord tenue les 1^{er} et 2 avril, assemblée au sujet de laquelle on manque, hélas de précisions ⁶⁵.

Inversément, Doriot et son nouvel allié Barbé l'emportèrent facilement à Saint-Denis et à Saint-Ouen. Selon Jean-Paul Brunet, il y avait en 1931 à Saint-Denis entre deux cents et trois cents cotisants au P.C. dont soixante-dix militaient. Mais cela ne représentait pas tout le noyau dur du Parti. Basée à l'Hôtel de ville, la force de frappe de l'organisation pouvait disposer aussi de quatre cents (sur 550) employés et ouvriers communaux inscrits à la C.G.T.U. Au printemps de 1934, l'action unitaire de Doriot aurait entraîné un afflux d'adhésions, portant les effectifs du P.C. à Saint-Denis aux alentours de neuf cents dont huit cents auraient suivi Doriot au moment de la rupture définitive ⁶⁶.

Nous pouvons certainement faire confiance à Jean-Paul Brunet dont les conclusions pour ce qui est de Saint-Denis s'appuient sur une étude minutieuse des archives et des données locales. Nous pouvons aussi tenir pour acquis le fait que le comité central et la région Paris-Nord ont bel et bien échappé à Doriot. Mais nous ignorons toujours ce qui s'est passé ailleurs, un peu partout, à la base et dans les fédérations. Nous ne connaissons même pas la situation exacte dans les cellules et les rayons de Paris-Nord. Nous sommes donc a fortiori incapable de dire si la courte majorité arrachée par la direction dans cette région reflétait bien la situation à la base dans les cellules, ou s'il n'en allait pas là, comme il en avait été autrefois dans le parti bolchevique, lors de la grande discussion de 1923-1924, quand la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev avait réussi, grâce à ses méthodes d'appareil, à transformer en majorité la minorité à laquelle elle avait été réduite au sein des organisations de base.

Ce qui est par contre absolument certain, c'est que la direction du Parti français — laquelle ne pouvait pas ne pas être contrôlée étroitement par le Comintern — restait figée sur « la ligne », toute chargée d'anti-socialisme primaire, qui avait été la sienne jusque-là. Le 8 mars en effet, Thorez, qui n'était pas encore réapparu en public, publiait dans *l'Humanité* un article intitulé « Une falsification éhontée. Pour l'Unité du Proletariat ». En fait de falsification, Thorez réussissait là le tour de force d'analyser les journées de février sans mentionner une seule fois les initiatives socialistes et cégétistes. Sous sa plume, le 12 février devenait purement et simplement une journée « où s'affirmèrent dans la grève et dans d'innombrables manifestations, l'élan et la combativité des travailleurs groupés dans les organisations révolutionnaires ». Quant à la C.G.T. et au parti socialiste, à qui revenaient le déclenchement de la grève générale et la mise sur pied de la grande manifestation de Paris, auxquelles le Parti et la C.G.T.U. s'étaient décidés à se joindre, tous deux avaient purement et simplement disparu, balayés de la scène historique, pour basculer dans le non-être stalinien, qu'Orwell n'avait pas encore découvert. Pour ce qui était de la présence des socialistes et des cégétistes dans la journée du 12, loin de la nier, Thorez l'expliquait par le fait que « le Front unique de lutte, classe contre classe, se développe ; se renforce, s'organise, gagne en étendue et en profondeur ». Il s'agissait donc d'une « victoire obtenue sur l'ennemi capitaliste, grâce au Parti communiste et malgré le Parti socialiste et ses chefs, adversaires irréductibles du Front unique ». Et Thorez en déduisait qu'il y avait là une « première victoire du communisme sur la social-démocratie ». En d'autres termes, après avoir réécrit l'histoire en inversant les rôles, Thorez retournait contre le parti socialiste tout ce qui avait été fait avec lui et au moins en partie grâce à lui. Mieux, alors que le P.C. français était précisément en train de traverser une crise sans précédent, Thorez affirmait, lui, que « l'influence » et le « prestige de l'Internationale communiste » grandissait « au moment où s'accroissent la dislocation de la II^e Internationale, la désagrégation du Parti socialiste ».

Restait à expliquer comment le P.C.F. pouvait concrètement faire avancer « l'unité du prolétariat » ; quarante-huit heures plus tard, toujours dans *l'Humanité*, Thorez, fait nouveau, commençait par introduire une modification de taille dans l'énoncé de l'orientation en écrivant : « Le parti communiste, qui organise le Front Unique de lutte à la base, admet que son Comité central puisse engager, en certaines circonstances et sur des buts précis d'action, d'éventuels pourparlers avec la direction du parti socialiste ». Toutefois, la portée du changement annoncé se trouvait aussitôt singulièrement limitée du fait qu'avant même de terminer sa phrase, Thorez enchaînait d'un « mais il (le parti) ne tolérera jamais une politique d'entente au sommet, une politique de recul et d'abdication devant le social-fascisme »... , qui ne pouvait guère contribuer à faire progresser l'unité de lutte contre l'extrême-droite.

A l'adresse des membres du parti travaillés par le sentiment unitaire (et par Doriot) qui auraient pu ne voir dans cette dernière phrase qu'une simple formule de réthorique, uniquement destinée à justifier un tournant de fait, le dirigeant du P.C. avait clarifié au maximum les choses dans son article du

8 mars, en concluant que « chaque communiste de Calais à Saint-Denis et Marseille » était « fermement convaincu de la nécessité de renforcer la lutte contre le parti socialiste, dont les dirigeants falsificateurs n'empêcheront pas les progrès du Front Unique à la base et la victoire des travailleurs ». « Saint-Denis » ! La mise en garde visait Doriot. Pourtant, bien qu'il eût déjà violé publiquement la discipline du Parti, ce dernier n'était pas dénoncé nommément. « Renforcer la lutte contre le parti socialiste » : cela signifiait que « le Parti » allait plus que jamais attaquer, avec la dernière violence, les réformistes et leurs « dirigeants falsificateurs ». En d'autres termes, même nuancée par l'allusion à d'éventuels contacts au sommet, l'orientation anti-unitaire dite « classe contre classe » du Comintern était fondamentalement maintenue et allait continuer à être mise en œuvre, peu ou prou, durant plus de dix semaines encore.

De fait, à de nouvelles offres socialistes d'unité d'action, dont la proposition précise d'organiser en commun des « groupes d'auto-défense contre les agressions fascistes éventuelles », le tandem Fried-Thorez répondra une première fois, le 14 mars, par l'intermédiaire de Cachin qui opposera dans *l'Humanité* une simple fin de non-recevoir, une seconde fois, le 21 mars, par une résolution du comité central qui affirmera que « les organisations du parti, en décuplant les efforts pour réaliser le Front unique d'action, repousseront toute politique ayant pour conséquence la réalisation d'un bloc avec le Parti socialiste ». « Parti socialiste, social-fascisme », refus de tout « bloc » avec eux, « unité du prolétariat contre eux » ; on retrouve encore rigoureusement les mêmes formules, les mêmes assimilations et jusqu'aux mêmes mots dans l'article de Maurice Thorez, publié dans *l'Humanité* du 19 avril et intitulé « Pour l'unité du prolétariat, contre le Bloc avec le social-fascisme » et jusque dans l'article, signé toujours de Thorez, du 26 avril, où il sera notamment question du nécessaire « renforcement de l'attaque contre la social-démocratie pour démasquer, isoler et vaincre le Parti socialiste », ainsi que « des calomnies social-fascistes contre le Parti communiste et son comité central », lesquelles seraient « favorisées par " les affiches placardées à Saint-Denis " »,... ce qui visait plus précisément Doriot. Étrangement en effet, ce dernier, qui n'avait pas encore été sanctionné, n'était même pas nommé, alors qu'il persistait à se conduire non seulement en fractionniste déclaré, mais qui plus était, en scissionniste. Pour ce qui était du fractionnisme, n'avait-il pas, en effet, fait contresigner par de nombreux militants et responsables, dont Guy Jerram, membre du comité central, « une lettre ouverte à l'Internationale communiste » se prononçant pour l'unité d'action avec les socialistes, qu'il avait été jusqu'à sortir en brochure le 9 avril ? Et n'était-ce pas pourtant préparer non moins ouvertement une scission que de se refuser à dissoudre les comités unitaires mis sur pied à son initiative, sur la base des mots d'ordre anti-Comintern, « une seule classe ouvrière, un seul syndicat, un seul parti », lancée par lui le 12 février à Saint-Denis !

Dès lors, en avril, cette mansuétude, si contraire aux habitudes et aux réflexes de Staline, étonne d'autant plus que Doriot semble bien marquer le pas : isolé à partir de cette date au comité central dont il ne parvient à déboucher véritablement que le seul Guy Jerram, stoppé en banlieue Nord, il ne

paraît plus capable de faire tache d'huile et de gagner à lui des régions, des organisations ou des cadres importants du Parti. Préfigurant en cela les pétitions qui verront le jour à partir de la grande crise ouverte en 1978 dans le P.C.F., les signatures marquantes au bas de l'appel de Doriot sont pour l'essentiel le fait d'élus, de militants locaux en vue, d'anciens ou d'autres figures, et non des hommes qui occupent des postes-clés de l'appareil.

Mais il n'y avait pas que Doriot. Derrière lui, visiblement, ce qui préoccupait le plus l'appareil du Comintern, c'était Trotsky, le plus célèbre des révolutionnaires vivants venait d'avertir publiquement, encore dans son article « Ouvrez les Yeux ! »⁶⁷ que la politique entièrement tissée dans l'anti-socialisme primaire du Comintern conduisait le mouvement ouvrier tout droit à une impasse. Une telle critique risquait de porter d'autant plus que nombre de militants ne pouvaient ne pas savoir que le même Trotsky avait déjà formulé les mêmes avertissements au sujet de l'Allemagne, à la veille de l'avènement de Hitler et de la débâcle cominternienne qui lui avaient donné raison d'une façon d'autant plus spectaculaire que les chefs staliniens s'étaient obstinés en s'enfermant eux-mêmes dans un optimisme aussi superficiel que délirant.

De plus, le grand révolutionnaire ayant, depuis le début et contre vents et marées, critiqué de gauche la politique stalinienne, aussi bien que la social-démocratie, il ne pouvait qu'être plus difficile de le faire passer pour un opportuniste liquidant l'héritage de Lénine pour se mettre à la remorque du réformisme. D'où, plus que jamais, cette obsession anti-trotskyiste qui devenait maintenant une véritable hantise, laquelle ne pouvait que se traduire par des dénonciations renouvelées et plus virulentes que jamais de ceux qui suivaient Trotsky, les craintes staliniennes se trouvant encore accrues par le fait que l'ancien compagnon de Lénine se trouvait en France, donc sur le terrain, depuis de nombreux mois déjà⁶⁸, par conséquent tout près, trop près, de la masse de ceux que l'orientation anti-unitaire du Comintern mécontentait. En application des consignes reçues, l'éditorial du 31 mars de *l'Humanité*, signé Thorez, contenait donc la condamnation désormais obligatoire des trotskystes, amalgamés, pour la circonstance, aux « social-fascistes », de façon à prouver que « toute activité oppositionnelle et fractionnelle » servait « l'ennemi de classe »⁶⁹. Et le 26 avril, dans le leader, signé Thorez, déjà cité, le lecteur de *l'Humanité* trouvait une nouvelle et violente dénonciation, avec la bonne citation du camarade Knorine accompagnée de la référence obligatoire au 13^e plénum de l'exécutif du Comintern de la fin 1933, et à la nécessité du combat « pour la suppression des groupes de trotskystes et de brandlériens encouragés par les fascistes ». Autrement dit, le 26 avril 1934, les communistes de droite et de gauche se voyaient accusés par Moscou de faire « bloc », — ce qui n'était certainement pas un hasard à cette date — le tout pour « désagréger le mouvement ouvrier en face du fascisme menaçant et du social-fascisme qui l'aide », ce qui constituait une nouvelle escalade dans la calomnie politique.

A Moscou

Mais ce que les militants et les cadres du P.C. ne pouvaient pas savoir, c'est que cet article de *l'Humanité* du 26 avril devait être le dernier de la série

violemment anti-unitaire et anti-socialiste, à être imprimé avec la signature de Thorez. Parce que quelque chose avait commencé à bouger à Moscou... Le tout dans le plus grand secret, un secret tel que l'on ne parvient pas encore à le percer totalement aujourd'hui.

On sait à présent qu'une nouvelle étoile nommée Kirov était à cette époque déjà apparue à l'horizon du huis-clos du haut appareil. Stalinien discipliné qui devait comme les autres toute sa carrière à Staline, apparatchik expérimenté et méfiant, mais en même temps politique plus réaliste, sans doute encore habité par un fort reste de sentiment communiste, Sergéï Kirov était devenu un avocat de l'anti-fascisme à l'extérieur et un partisan de la détente à l'intérieur ⁷⁰. Bien entendu, beaucoup trop prudent pour s'opposer à Staline lorsque ce dernier avait tranché, il s'était, semble-t-il, limité, au sein du Politburo, à appuyer toutes les « propositions » qui allaient dans son sens et à laisser entrevoir, au dehors du Politburo, ses véritables penchants, à l'aide de petites phrases aussi discrètement ciselées que possible dans sa langue de bois ⁷¹.

Comme le secrétaire général ne disposait pas encore du pouvoir absolu et qu'il était de son côté beaucoup trop circonspect pour imposer au Politburo une mesure importante, dès lors qu'il sentait la sourde hostilité de la majorité, rien n'était tranché. Notamment en politique internationale, où l'U.R.S.S., on y reviendra, conservait à cette date plusieurs fers au feu. Or, Kirov était devenu d'autant plus dangereux pour Staline qu'il venait de faire la preuve de sa trop grande popularité dans l'appareil au moment même où le secrétaire général, lui, commençait à devenir sérieusement impopulaire. Au 17^e congrès, en février 1934, en effet, lors de l'élection du comité central, Kirov avait été élu à l'unanimité moins trois voix, alors que Staline, lui, avait été de tous les candidats, celui qui avait obtenu « le moins de voix », son nom ayant été rayé deux cent soixante-dix fois par les délégués avec droit de vote ⁷², soit par près du quart du total de ceux-ci ⁷³. Etant données les conditions tout à fait particulières de scrutin à liste unique et de liberté très surveillée offertes à ces délégués, tous sélectionnés et contrôlés en permanence de façon policière par la toute-puissante section des cadres à la dévotion du seul secrétaire général, il y avait là un véritable vote de défiance qui exprimait l'inquiétude et le mécontentement profond de l'appareil.

Certes, sur ordre de Kaganovitch, chargé de l'organisation du congrès, on avait annoncé aux congressistes qu'il n'y avait eu « que trois voix contre Staline, autant que contre Kirov » ⁷⁴. Mais, si le printemps venu, congressistes russes, dirigeants cominterniens et responsables français demeuraient presque tous dans l'ignorance des véritables résultats du 17^e congrès, Staline savait...

Est-ce pour désamorcer le danger que Kirov représentait désormais pour lui ? Toujours est-il que Staline s'intéressait visiblement à un autre « anti-fasciste », à un homme du Comintern devenu le symbole de l'anti-nazisme, ce Dimitrov, tout auréolé du prestige que lui avait valu son attitude courageuse et ses réparties percutantes face au tribunal de Hitler. Le 27 février, tout juste extrait des geôles hitlériennes, à peine arrivé à Moscou, le Bulgare, qui avait été auparavant fait citoyen soviétique, se voyait traité en héros. Il s'était

déclaré heureux de constater qu'il avait contribué, dans la mesure de ses forces, à sceller l'unité indestructible des lutteurs « anti-fascistes du monde entier »⁷⁵. Presque aussitôt, entre le 10 et le 15 mars, Dimitrov s'était enhardi jusqu'à écrire à Staline⁷⁶. D'après les explications fournies par le journaliste de *l'Humanité* Jean Mérot, Staline l'avait reçu « un peu plus tard »⁷⁷. Quel était précisément le contenu de cette lettre de Dimitrov ? Comment et pourquoi ce dernier avait-il eu l'idée de l'écrire ? Était-ce de sa propre initiative ou avait-il été conseillé, et par qui ? Jusqu'où s'était-il avancé lors de son entrevue avec Staline ? Que s'était-il entendu dire exactement ? Nous ne le savons pas. Nous ne savons même pas si cet entretien eut lieu avant le 17 avril et s'il doit donc être distingué de la rencontre qui, d'après Georges Cogniot, intervint ce jour-là entre Staline, accompagné du Politburo et Dimitrov.

Selon Jean Mérot, lequel se réfère lui-même, pour la circonstance, à des « recherches » de Dobrin Michev, de l'Institut d'histoire du P.C. bulgare, qu'il qualifie de « passionnantes », cette entrevue a eu lieu « entre autres » en présence de Manouïlsky, l'homme de confiance du secrétaire général russe à la tête du Comintern ; quant à Dimitrov qui s'était employé jusque-là « à mettre en ordre ses idées relatives à l'état et au rôle du mouvement révolutionnaire », il s'est « alors » trouvé « confronté à un Staline méfiant, encore très attaché à l'ancienne conception, peu disposé à changer de position, à accepter le tournant qu'il lui propose »⁷⁸.

Toujours selon la source Mérot-Mitchev, il s'ensuivit une « discussion... ardente, difficile, passionnée » et « à la fin, les thèses de Dimitrov l'emportèrent ». A la sortie du Kremlin, « Manouïlsky, le seul qui, de tous les assistants, avaient soutenu cette nouvelle bataille de l'acquiescement de Leipzig », serait allé jusqu'à lui confier : « Camarade Dimitrov, votre confrontation avec Staline aura une importance historique ». Selon Georges Cogniot, écrivant près de six ans après Jean Mérot, « dès le 7 avril, lors de la conversation de Dimitrov avec le bureau politique du P.C.U.S., Staline avait proposé que ce fût le militant bulgare qui dirigeât le travail de l'Internationale en promettant l'aide constante de son parti »⁷⁹.

Dans cette étude qu'il a intitulée « Dimitrov et le Parti Communiste Français (1934-1935), après avoir jugé « excellent » le « livre sur Dimitrov de son camarade Jean Mérot, Georges Cogniot, lui, se réfère aux archives du parti bulgare ainsi qu'à la revue soviétique *Voprosy Istorii KPSS* (Questions d'histoire du P.C.U.S.), à la deuxième édition de V.M. Leibson et K.K. Chirinia, *Povorot v politike Kominterna* (Le Tournant dans la politique de l'Internationale communiste) et aux mémoires de Franz Dahlem sur « la veille de la Seconde Guerre Mondiale ». Mais l'ancien représentant du P.C.F. auprès du Comintern et du Kominform se garde bien de faire siennes les affirmations de Mérot-Mitchev relatives à une opposition entre Staline et Dimitrov⁸⁰. Il ne mentionne pas davantage l'existence d'un autre entretien Staline-Dimitrov - Manouïlsky avant la rencontre du 7 avril avec le secrétaire général et le bureau politique russe.

Y a-t-il eu réellement heurt politique entre un Staline sectaire et un Dimitrov militant déjà pour la réalisation de l'unité d'action communiste-

socialiste, comme l'expose la seule source Mérot-Mitchev ?

Joint à ce que nous savons de la suite des événements et de la façon dont se déroulaient les discussions avec Staline, dont on sait assez qu'il ne se livrait jamais une fois au pouvoir, et moins encore face à un contradicteur, tant que celui-ci n'était pas anéanti, le fait que la lettre de Dimitrov demandant à être reçu par Staline n'ait jamais été publiée, nous conduit à en douter sérieusement. Tout en admettant que nous ne sommes pas en état de trancher définitivement la question, en l'absence des pièces historiques qui permettraient de l'éclairer, nous avons tendance à suivre Georges Cogniot sur ce point précis, en estimant qu'il était impossible que Dimitrov ait pu découvrir d'un seul coup, en mars 1934, l'orientation totalement nouvelle qui allait être appliquée en 1935 ⁸¹.

Quoi qu'il en ait été, c'est en tout cas au cours de cette entrevue du 7 avril 1934 entre le Politburo et Dimitrov que Staline « proposa » à ce dernier de diriger désormais le travail du Comintern.

Il va de soi que cette « proposition » — qui équivalait à une nomination — de l'homme qui était pour les militants des P.C. — et pas seulement pour eux — le symbole de la lutte anti-nazie, signifiait par elle-même que la perspective de s'engager davantage dans la lutte anti-nazie était déjà retenue par Staline et le Politburo. Le fait que cette désignation n'ait pas été rendue publique d'une manière ou d'une autre, suffit à montrer que Staline, et avec lui le Politburo, n'avait pas encore opté pour un engagement irréversible.

Mais il paraît bien difficile de croire que le maître du Kremlin savait lui-même déjà jusqu'où il irait, lui qui avait probablement d'abord en vue le maintien de son propre pouvoir, qu'il ne pouvait que juger menacé, peut-être par Hitler, sûrement par Kirov, lui qui avait déjà pour principe de jouer triple jeu et de brouiller toutes les pistes.

Faute de comptes rendus et de documents fiables, tout le reste n'est que pure conjecture et il faut maintenant mettre entre parenthèses une quinzaine de jours sur lesquels on ne sait rien, pour pouvoir se reporter à l'arrivée de Vassart à Moscou. C'est en effet au cours de la seconde quinzaine d'avril que le nouveau représentant du P.C.F. auprès du Comintern se présenta à Moscou pour occuper son poste. Il fut reçu chaleureusement. Gagné de longue date déjà à l'idée d'une politique plus souple à l'égard des socialistes, il eut l'agréable surprise de découvrir, dès ses premières conversations, que les dirigeants du Comintern désiraient voir le P.C.F. sortir de son isolement et jouer réellement un rôle politique plus important ⁸².

Il s'était vu demander par Manouïlsky un rapport sur la situation en France. Il avait été appelé à la présenter dans le cadre d'une petite réunion informelle. Il y avait là, avec quelques responsables, une demi-douzaine de professeurs russes de l'école internationale des cadres du Comintern et son rapport fut tout à fait dans la ligne. C'est alors que, Manouïlsky lui dit que c'était un rapport officiel très valable, mais qu'une fois la cérémonie officielle terminée, il lui fallait comprendre qu'il lui demandait ce qu'il pensait.

Vassart, qui ignorait les usages en vigueur au Comintern de Staline, tenta bien de se réfugier derrière quelques formules toutes faites, mais

Manouïlsky coupa court : « Je vous verrai demain matin. Je veux savoir ce que vous pensez et dites vous bien que je dispose de certaines informations que vous n'avez pas. Je ne crois pas que le 12 février ait constitué une grande victoire pour le parti. D'autres forces existent qui devraient rejoindre le Parti français dans la bataille »⁸³.

C'était un ordre. Après le rapport officiel, Vassart devait, lui aussi, se soumettre à la confession libre. Il s'exécuta devant un auditoire trié sur le volet. S'adressant à une réunion fermée et à effectif restreint de la commission politique, il indiqua que Doriot avait raison d'estimer que le P.C. français était voué à l'insuccès tant qu'il suivrait la ligne fixée par le comité exécutif. Mais on voulait savoir ce qu'il proposait.

Ayant soulevé un tollé en répondant qu'il fallait faire venir Doriot devant le Comintern, il annonça à l'assemblée qu'il avait lui-même discuté, juste avant son départ, avec Doriot et qu'il lui avait suggéré de demander lui-même à être invité. Doriot lui ayant répliqué que les Russes n'accepteraient jamais de le recevoir, il lui avait demandé ce qu'il ferait si lui, Vassart, lui obtenait une invitation à Moscou. Doriot, rapporta-t-il, l'avait alors encouragé à essayer encore de le faire inviter.

Ayant suscité quelques vigoureuses objections, dont celle de Manouïlsky, la proposition de Vassart était apparemment enterrée. Quelques jours plus tard, le même Manouïlsky vint trouver Vassart pour lui ordonner d'expédier un télégramme demandant à Thorez et Doriot de venir rapidement à Moscou. Le message atteignit Paris le 23 avril au plus tard⁸⁴. Il était court mais singulier : il exigeait l'arrêt de « la lutte intérieure dans le Parti et l'envoi de Thorez et de Doriot à Moscou ». Le texte indiquait sèchement : « L'Internationale communiste examinera le désaccord fractionnel dans le Parti français. Informez-nous quand ils partiront »⁸⁵.

Fait étrange dans un mandement où chacun des protagonistes savait que chaque terme avait été soigneusement calculé, le Comintern semblait oublier complètement que Doriot venait de se livrer coup sur coup à deux actes de rébellion caractérisée, en pratiquant ouvertement l'unité au sommet avec les socialistes que Moscou n'avait cessé d'anathématiser, puis en décidant de provoquer par sa démission de nouvelles élections municipales, destinées à faire plébisciter sa politique unitaire par la base ouvrière de son fief de Saint-Denis. Mais ce qui surprenait encore plus les initiés, était que Doriot, l'indiscipliné, coupable du crime le plus grave, fût mis exactement sur le même plan que Thorez, le modèle de discipline.

Les militants et cadres français, eux, se trouvaient soumis depuis près de deux semaines à des pressions publiques de plus en plus violentes, destinées à les mobiliser contre « le groupe Barbé-Doriot ». Le 21 avril, « on » leur avait ainsi donné un encart qui n'était qu'une condamnation définitive. Le sous-titre appelait à manifester le jeudi 26 avril au soir « contre les saboteurs du Front Unique... à Saint-Denis ». Ils avaient pu alors lire que *Le Populaire* de la veille avait annoncé que Doriot avait démissionné de ses postes de maire et de conseiller municipal, que le groupe « Barbé-Doriot » avait fait apposer une affiche qui constituait une « agression inqualifiable contre le parti communiste et son " Comité central " » et qu'il ne cherchait qu'à dresser les travail-

leurs dionysiens contre le communisme ». Après avoir indiqué que l'affiche de Doriot se terminait en « invitant Maurice Thorez à le contredire jeudi soir au théâtre municipal », le ton s'était fait plus solennel pour déclarer que « le Comité central du Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, appellera les ouvriers à la lutte antifasciste, à la lutte pour le pouvoir des soviets sous le drapeau de Lénine et de Staline »⁸⁶.

Les jours suivants, le quotidien du parti avait littéralement abreuvé ses lecteurs de lettres diverses et de résolutions d'organisations accablant « le groupe Barbé-Doriot ». Le 26 avril, la livraison de *l'Humanité* contenait encore la rubrique condamnant au nom du « Front Unique de lutte » la « déviation social-démocrate » et « l'indiscipline du groupe Barbé-Doriot ».

Mais le 27 avril, subitement, paraissait un compte rendu partial mais très modéré du débat contradictoire qui avait opposé Doriot à la direction du P.C.F. à Saint-Denis, avec un chapeau révélant les décisions de l'Internationale et annonçant que le bureau politique avait décidé « le départ immédiat du camarade Thorez et du camarade Doriot » et qu'il n'avait pas dépendu de lui que « le meeting de Saint-Denis » n'ait revêtu « le caractère d'unité de lutte que le comité central entendait lui donner »⁸⁷, comme il avait été proposé « au camarade Doriot ». Toutefois bien qu'ayant annoncé à la une l'appel de l'Internationale demandant l'arrêt de la lutte fractionnelle, l'organe du Parti continuait, en page intérieure, la publication du courrier anti-Doriot que suscitait l'appareil.

Mais le lendemain 28 avril, *l'Humanité* se bornait à poursuivre le compte rendu du meeting de Saint-Denis, interrompu la veille en raison de l'heure tardive à laquelle il avait continué à se dérouler. Pour regretter en termes encore plus modérés que Cachin y ait été empêché de parler et pour reproduire ce qu'il y aurait dit s'il l'avait pu. Suivait un exposé entièrement fait de propos lénifiants quant à l'unité du Parti qui annonçait l'arrêt de la « discussion publique sur les divergences intérieures », comme l'avait demandé le Comintern.

Effectivement les attaques s'étaient arrêtées et Thorez avait pris le chemin de Moscou. Mais le mystère demeurait entier. Si le télégramme du Comintern demandant l'arrêt de la polémique avait bien été expédié, donc reçu le 23, comme ce dernier devait lui-même le préciser ultérieurement, a fortiori s'il avait été envoyé avant, soit le 21, comme l'ont indiqué Danielle Tartakovsky, une des historiennes officielles du P.C.F., et Jean-Paul Brunet, le biographe de Doriot⁸⁸, comment expliquer que la polémique ne se soit arrêtée que le 27 avril ?

Faut-il croire que Fried et Thorez aient tardé à appliquer les consignes ? Cela ne leur ressemble guère. Faut-il penser qu'il y avait manœuvre du dit Comintern indiquant à Doriot qu'il ordonnait l'arrêt des polémiques, pour le faire venir à Moscou, et faisant savoir en même temps à Fried et Thorez qu'il fallait en fait lui désobéir ? Rien ne permet de l'affirmer, mais le précédent de Célor, attiré à Moscou en 1931 pour une promotion, alors que son procès était déjà décidé, montre que la chose n'est pas vraisemblable.

« On » peut très bien avoir caressé l'idée de donner à Doriot l'illusion que l'« on » s'apprêtait à prendre son point de vue en considération, pour le

faire venir à Moscou. L'idée étant alors de permettre à l'appareil de manœuvrer plus efficacement, du fait de son absence, des opposants désorientés. Ce qui accroît encore les soupçons en ce sens, c'est la mystérieuse et brève parenthèse que constitue dans toute cette affaire *l'Humanité* du 24 avril.

Ce jour-là, contredisant la cascade de lourdes condamnations qui se déversaient jusque-là sur la tête de Doriot, paraît une déclaration tout à fait apaisante. Destinée à « couper court à toute interprétation inexacte quant à la réunion de jeudi à Saint-Denis », cette étonnante mise au point ne contient plus la moindre attaque ou la plus petite critique contre Doriot. Elle assure qu'il y a uniquement « divergences » entre « Doriot et le Comité Central, sur l'application de la tactique du Front Unique telle qu'elle a été définie par notre Internationale », pour conclure *in fine* que l'on a « eu le tort de personnaliser... toute la controverse actuelle ».

Mais, dès le lendemain et le surlendemain, l'organe officiel du P.C.F. « personnalise » de plus belle. En dépit des précisions parues avec le label du Comité central le 24, Doriot est de nouveau nommé mis en cause et « on » formule à nouveau contre « le groupe Barbé-Doriot » les accusations accablantes de « déviation social-démocrate », de « travail fractionnel » et d'« indiscipline ». Comme si un ordre d'en haut était venu annuler dans l'intervalle compris entre le 23 et le 24 au soir les directives d'apaisement reproduites dans *l'Humanité* du 24. Or le 24, jour de la marche arrière du P.C.F., est le lendemain du 23, date officiellement donnée six semaines plus tard pour l'envoi du télégramme de Moscou exigeant l'arrêt de la polémique... Jusque là, tout peut paraître logique. Mais comment expliquer ensuite la reprise de la polémique contre Doriot le 25 et le 26 ? Manœuvre ou flottement ? Entre les deux explications, avouons-le tout de suite, il est impossible de choisir faute de documents d'époque. Mais en 1934, Doriot, lui, ne pouvait que croire à une manœuvre. On sait que Barbé lui avait conté, dès 1932, toute la dramatique histoire du voyage de Célor à Moscou ⁸⁹. Il devait se dire qu'il ne voyait pas pourquoi Moscou réserverait un sort favorable au membre du bureau politique indiscipliné et déloyal qu'il était ouvertement devenu, quand un dirigeant de premier plan aussi parfaitement discipliné et loyal que Célor avait pu être projeté, moins de trois ans auparavant, dans les profondeurs d'un engrenage policier inextricable et terrifiant, au point de craindre de ne plus pouvoir rentrer en France, alors même qu'il avait été attiré en Russie par l'annonce d'une promotion spectaculaire dans la hiérarchie du Comintern ⁹⁰.

Informé comme il l'était, Doriot devait donc redouter l'éventualité d'un accueil d'un genre très particulier et venant après la réception du télégramme du Comintern, les variations de *l'Humanité* n'étaient pas faites pour le rassurer quant à la sincérité de l'invitation. On peut donc penser qu'il fut d'autant plus enclin à se méfier qu'il était vraisemblablement décidé à rompre depuis janvier ⁹¹.

Manœuvre ou non quoi qu'il en ait été, Doriot ne vient pas à Moscou. Est-ce parce qu'il ne répond pas au télégramme ? Toujours est-il qu'au Comintern, « on » l'attend. Ou « on » fait comme si « on » l'attendait, car, là encore, le mystère demeure. Vassart croit savoir que Thorez fait

antichambre ⁹². Compte tenu de ce que nous avons appris depuis, grâce aux quelques pièces historiques produites ces dernières années, nous ne sommes plus du tout certain d'avoir eu raison de le suivre dans notre biographie de Maurice Thorez ⁹⁴. Vassart affirme en effet que Thorez est retourné en France vers la mi-mai, sans avoir eu aucune discussion avec un organisme responsable du Comintern. Mais Vassart ne pouvait tout savoir sur le P.C.F. dans un univers aussi secret et aussi cloisonné que celui du Comintern. La preuve, le 11 mai, Thorez était reçu par Dimitrov.

Ce fut pour s'entendre dire que « le mur qui séparait les ouvriers communistes et les ouvriers social-démocrates » devait « être abattu » et que « tout moyen » qui conduirait « à ce but » serait « justifié ». Il lui fut expliqué qu'il fallait « prouver que le parti communiste voulait et pouvait » « effectivement et en acte lutter conjointement avec les socialistes ». Mais ce fut pour ajouter aussitôt que « l'expérience de Février et des derniers temps montrait à quel point cela réussit ». Ce qui restreignait considérablement la portée de l'ouverture qui précédait ⁹⁵.

D'ailleurs, à l'évidence, le but était toujours de détacher les ouvriers socialistes du réformisme pour les gagner à la politique du Comintern. Mais par contre, il lui fut précisé qu'il fallait pour y parvenir, substituer la critique argumentée aux injures : « Tant que les ouvriers social-démocrates n'ont pas compris pourquoi exactement nous traitons leurs dirigeants de traîtres, il est bien possible que nous attachions ces ouvriers encore plus fortement à eux ». Bien que la plus grande partie des propos tenus par Dimitrov devant Thorez ce jour-là dorment toujours dans les archives de Sofia et de Moscou, le peu qui nous est communiqué ici nous incite à penser que le changement de ligne stratégique n'était pas encore décidé. On voit en effet clairement que l'objectif était toujours de combattre le parti socialiste, de l'affaiblir, non de réaliser avec lui un combat tourné contre d'autres ⁹⁶.

Cinq jours plus tard, le 16 mai, les interventions successives de Thorez et de Manouïlsky devant la réunion élargie du présidium du C.E. du Comintern confirment pleinement cette idée que l'on se contente alors d'assouplir la ligne générale ⁹⁷. Donnée intégralement par les *Cahiers d'Histoire* de l'Institut de recherches du P.C.F., la première ne saurait s'interpréter autrement ⁹⁸. D'autant que la seconde, celle de Manouïlsky, ne la corrige, comme on va le voir, que sur un point relativement secondaire.

Premier orateur de la journée, dans un exposé qu'il consacre entièrement à la dénonciation de Doriot, Thorez définit textuellement ainsi la ligne à suivre :

« La perspective pour notre parti est de durs combats pour lesquels il doit se préparer en étendant encore, en consolidant la vague de Front Unique, en l'organisant nous-mêmes dans les entreprises, en faisant en premier lieu son travail auprès des ouvriers socialistes, auprès des ouvriers confédérés en vue de les gagner au Front unique de lutte sous la direction du parti communiste ». Pour Manouïlsky, il est inutile de continuer « à parler avec Blum » sur l'unité en général avec lui [...]. Mais il faudra souligner que vous n'étiez pas adversaires de pourparlers et que vous ne l'êtes pas si une situation convenable se présente ».

Mais Manouïlsky ne s'en tient pas à ce qui pourrait être compris par Thorez, comme un simple retour à une tactique utilisée en 1933, puis abandon-

née et condamnée comme opportuniste. Il demande que le comité central saisisse « la première occasion pour mobiliser la masse... contre le fascisme [...] quand les fascistes convoquent une réunion », le Parti français doit « adresser un appel au C.C. de la social-démocratie en disant : voilà sur quelle base nous sommes prêts pour engager une lutte contre le fascisme qui menace la classe ouvrière ». Précisant immédiatement le sens, la portée et les limites de la correction qu'il apporte à la ligne, le représentant de Staline avertit aussitôt :

« Mais lorsque vous ferez ces propositions à la première occasion concrète, veillez bien à ne pas porter surtout ces problèmes sur un terrain général, mais au contraire sur les revendications concrètes ».

Et d'insister : « Maurice, tu entends, bien concrètes ! ».

Que veut-il dire exactement ? Il le précise sur-le-champ :

« Vous ne devez pas poser des conditions inacceptables, en général notre parti a l'habitude de poser des conditions qui ne sont pas acceptables. Vous devez poser des conditions que les ouvriers socialistes puissent accepter », parce que « c'est la lutte avec les ouvriers socialistes qui nous intéresse ».

Pourquoi un tel changement de tactique avec le recours à ce nouveau « moyen » ? Dans les derniers mots de sa mise au point, Manouïlsky donne la raison suivante : « Si vous utilisez ce moyen, je suis certain qu'au bout d'un certain temps, vous allez liquider l'influence de Doriot, si vous ne savez pas utiliser cela, il continuera à vous présenter comme l'adversaire du Front unique, par conséquent, il faut absolument liquider cela ».

Aux yeux de Manouïlsky donc, la question posée n'était pas de réaliser le Front Unique avec le parti socialiste, mais de ne plus apparaître comme des adversaires du Front unique. Plus exactement, de ne plus permettre à Doriot de continuer à pouvoir présenter (sous-entendu avec succès) le P.C.F. comme un ennemi de l'unité.

De façon à pouvoir espérer le vaincre « au bout d'un certain temps ». Et Manouïlsky n'allait pas plus loin. A constater l'importance du glissement politique qu'il ordonnait d'opérer dans la ligne, on peut bien entendu légitimement se demander si le même Manouïlsky ne préparait pas en réalité déjà le terrain pour un changement de stratégie. Mais, comme il est impossible de le savoir, on ne peut que s'en tenir aux faits et, dans les faits, Manouïlsky n'allait pas au-delà d'un important correctif tactique ⁹⁸. Il avait parlé en français pour « que le camarade Thorez transmette cette opinion au présidium » ⁹⁹, en d'autres termes, pour que le bureau politique du P.C.F. applique les nouvelles directives.

Thorez l'a-t-il fait ?

A peine de retour à Paris, le 20 mai, devant le bureau politique, ou un certain nombre de ses membres ou au moins en tous cas devant ses collègues du secrétariat présents dans la capitale, le 23 mai Thorez s'exécute. Il reprend contre Doriot la vieille accusation d'avoir voulu former un bloc avec les socialistes, mais ajoute que la politique du parti de Front unique par en bas n'exclut nullement des négociations au sommet avec la S.F.I.O.

Le lendemain, le 21 mai, devant les « délégués au congrès national anti-fasciste », rassemblés au Cirque d'Hiver par Amsterdam-Pleyel, enfin le

23 mai, cette fois devant l'assemblée d'information des militants du Parti des cinq régions parisiennes, réunis à la Grange-aux-Belles, Thorez indique la politique à suivre.

Dimitrov et Manouïlsky viennent de lui demander de ne pas injurier les chefs socialistes, de ne plus les traiter de « traîtres », il s'en abstient totalement. Le 19 mai encore, dans un texte accompagnant la publication dans *l'Humanité* de la « décision du comité exécutif de l'Internationale communiste » datée du 16 mai condamnant « la politique scissionniste du camarade Doriot », une « résolution du bureau politique » appelait à « démasquer concrètement l'attitude de trahison et de division de la social-démocratie » ; le 21, puis le 23 mai, Thorez, lui, se gardait bien de reprendre publiquement cette formule à son compte. Le 16 mai, à Moscou, Manouïlsky insistait pour que Thorez fasse des propositions « concrètes » d'unité d'action aux « ouvriers socialistes ».

Le 21 mai, à Paris, Thorez déclare demander seulement « aux ouvriers socialistes » de « s'unir avec nous sur des revendications précises, sur des buts concrets », qu'il vient d'énumérer : « unité d'action pour la lutte contre les décrets-lois, contre la diminution de salaire, contre le fascisme, contre la démocratie capitaliste ». Dans le même souffle, il a également déclaré savoir « que les ouvriers socialistes restent attachés à leur parti » et a précisé : « Nous ne leur demanderons pas d'adhérer à tous nos principes bolcheviques ». Mais, Thorez critique toujours les « chefs confédérés » et réformistes qui, en cent endroits, se sont efforcés de saboter le mouvement du 12 février¹⁰⁰. Quarante-huit heures plus tard, le 23 mai, devant les militants du Parti, il les attaque plus violemment encore. S'étendant complaisamment sur « la crise » socialiste, il affirme que « le congrès de Toulouse offre le spectacle d'un parti en décomposition », que « les dirigeants socialistes manœuvrent, particulièrement les Farinet, les Pivert qui se rendent compte des progrès du communisme et de l'effondrement de leur organisation dans la région parisienne », tandis que « les ouvriers socialistes cherchent leurs voies et que beaucoup s'orientent vers le communisme »¹⁰¹.

Pour lui, tout irait bien, dans le meilleur des mondes, si « les chefs socialistes » ne cherchaient pas à se glisser dans le courant du Front unique « qu'ils n'ont pu briser... aidés par les groupuscules, pupistes, trotskystes et d'autres renégats qui tendent de désagréger le mouvement ». De façon que l'on offre la 4^e Internationale du contre-révolutionnaire Trotsky... aux travailleurs socialistes dressés contre la 3^e Internationale ».

Une telle vision de la situation une fois substituée à l'examen de la situation réelle, le reste coule de source et « la politique de Doriot ne peut qu'être scissionniste et anti-unitaire » puisqu'elle permet « aux chefs déconsidérés du parti socialiste et de la C.G.T. » de maintenir leur influence sur les ouvriers socialistes alors que la véritable politique unitaire consiste à « faciliter » leur « passage » sur « les positions révolutionnaires »... Celles-ci ne pouvant se définir qu'« en accord avec leurs frères » du P.C.¹⁰², en d'autres termes sur la base de la ligne du P.C.F.

Au-delà de la véritable obsession anti-trotskyiste qu'ils traduisent, de tels propos aussi violemment antiréformistes contenaient — ils quoi que ce soit

qui ait quelque peu contredit les desiderata exprimés une semaine auparavant par Manouïlsky et Dimitrov à Moscou ? Apparemment pas quand on lit la livraison datée du 2 juin de *La Correspondance internationale*. S'agit-il de « la décomposition du parti socialiste » ? La revue officielle du Comintern publie un article de Joanny Berlioz intitulé « la désagrégation du Parti socialiste (S.F.I.O.) » où se trouve développée une analyse en tous points identique à celle de Thorez ¹⁰³. De même, exactement comme Thorez à Paris, le commentaire de la décision du présidium du C.E. concernant Doriot, que publie la *Pravda*, accuse ce dernier de ne « pas être un partisan honnête du Front Unique » puisqu'il « fait bloc contre le parti communiste contre les chefs socialistes qui ont systématiquement saboté le Front unique de lutte » ¹⁰⁴.

Manouïlsky avait, on s'en souvient, préconisé une initiative antifasciste unitaire, assortie uniquement de « conditions que les ouvriers socialistes puissent accepter » ¹⁰⁵. Le 31 mai, c'est chose faite. Ce jour-là paraît dans *l'Humanité* un appel pour Thaelmann. Adressé par le comité central du P.C.F. « aux ouvriers et aux sections socialistes, à la C.A.P. socialiste « pour mettre au point cette action commune » dans le but de « faire reculer les bourreaux hitlériens » qui « veulent tuer Thaelmann », « chef du Parti communiste d'Allemagne qui a entrepris tous les efforts pour unir dans le combat antifasciste la classe ouvrière divisée ». Avant d'aller plus loin, il faut relever que la campagne pour Thaelmann avait débuté dans le numéro du 24 mars 1934 de la *Correspondance internationale*, soit plus de deux mois auparavant ¹⁰⁶. Il importe également de noter que la présentation du malheureux Thaelmann comme un partisan exemplaire de l'unité d'action socialiste-communiste, ce qu'il n'avait certainement pas été, n'était pas le meilleur moyen de mobiliser immédiatement le parti socialiste au côté d'un parti dont les responsables déclaraient au même moment qu'il n'y avait « pas une minute à perdre » pour l'arracher à la mort ¹⁰⁸.

Fin mai donc, que ce soit à Moscou ou à Paris, on ne discerne toujours pas de changement de cap, pour ce qui est de l'orientation stratégique du mouvement, et on ne perçoit pas davantage de dissonances sérieuses entre Manouïlsky au Comintern et Thorez à Paris.

Tout au plus peut-on supposer, sans d'ailleurs pouvoir s'appuyer sur l'ensemble de leurs interventions, que Dimitrov et Manouïlsky ont peut-être adopté un ton différent parce qu'ils savaient déjà que Staline se disposait à aller au-delà de quelques corrections de langage ou d'approche. Réserve faite des surprises que pourraient apporter un jour les archives de Moscou, avec le compte rendu de l'ensemble des interventions de Manouïlsky et de Dimitrov ainsi que de leurs conversations avec Staline, il nous semble, par conséquent, que Vassart a exagéré quand il se demande si Thorez avait réalisé, quand il a quitté Moscou, peu après la mi-mai, qu'il avait été rejeté, lui et la politique qu'il incarnait, et que le Comintern comptait bien, fin avril-début mai, s'appuyer sur Doriot pour avoir plus de chances de réussir le rapprochement avec les socialistes français, grâce à un tel changement de direction dans le P.C.F. ¹⁰⁷

Le Comintern prend le grand tournant

Confirmation, si besoin était, qu'en fait, le tournant stratégique n'avait pas encore été ordonné, les incertitudes et la nervosité de Manouïlsky en mai, telles que Vassart lui-même les a rapportées à Branko Lazitch et à Claude Harmel. L'homme de Staline lui ayant alors confié qu'il risquait sa tête pour arranger les affaires du parti français.

Un peu plus tard toutefois, toujours en mai, selon le même récit, devant Vassart et Revai, qu'il venait de convoquer dans son bureau, Manouïlsky aurait qualifié de crétinisme politique une déclaration de Ramette devant la Chambre des députés, assurant qu'il n'y avait pas de différence entre l'aile gauche de la bourgeoisie et la social-démocratie. Il aurait alors expliqué en substance à ses interlocuteurs que la différence fondamentale entre la droite et la gauche devait être bien comprise. Non qu'elle ait la moindre consistance au niveau des principes, mais parce qu'elle devenait une réalité fondamentale dès qu'on considérait les choses du point de vue tactique ¹⁰⁸.

Selon Vassart, c'était là, pour Manouïlsky, une façon de faire comprendre que Staline venait d'approuver le changement de ligne. Il est fort possible qu'il en soit ainsi, malheureusement la chronologie des papiers de Vassart est terriblement floue et force est de se reporter à des faits probablement plus tardifs, mais vérifiables, pour situer le tournant avec une certitude minimum.

Le 28 mai 1934, le présidium du C.E. avait entériné la convocation du VII^e congrès mondial pour le second semestre de 1934 ¹⁰⁹. Le 13 juin, les commissions préparatoires avaient été mises en place. Le lendemain, la commission chargée du premier point à l'ordre du jour, « Les tâches essentielles de la lutte de classe du prolétariat dans les pays développés », se réunissait pour la première fois et « le représentant du P.C. bolchevique D. Manouïlsky » y intervenait pour exprimer l'idée que « le mot d'ordre de la lutte immédiate pour la dictature du prolétariat ne correspond pas aux conditions réunies en ce moment dans de nombreux pays capitalistes ». Le « socialisme » restait certes « l'objectif du mouvement ». Mais on était désormais « obligés d'avoir un programme plus concret de la lutte : pas la dictature du prolétariat, pas le socialisme, mais ce qui amène les masses dans la lutte pour la dictature du prolétariat et le socialisme » ¹¹⁰.

A cette date, les dés étaient déjà jetés. Le 11 juin en effet, au nom de l'exécutif, Vassart avait déjà expédié secrètement une lettre au C.C. du P.C.F., qui « contenait une série de recommandations » destinées à l'aider « à prendre des décisions importantes » à l'occasion de sa conférence nationale prévue pour les 23-26 juin ¹¹¹.

Que disaient ces recommandations secrètes ? Confirmant ici point par point Vassart, Cogniot le précise. Pour plus de clarté, citons-le longuement :

« On y soulignait que, contre le fascisme, danger principal, il convenait de concentrer toute la puissance des actions de masse. La question du changement d'attitude devant la démocratie bourgeoise était posée avec force : les communistes devaient, dans la presse, comme dans les discours, cesser de parler comme si le parti luttait pour détruire la démocratie bourgeoise, ces déclarations étant politiquement erronées » ¹¹⁴.

La stratégie n'étant que la poursuite à long terme d'un « objectif principal » et d'un seul, théoriquement l'appareil ne pouvait, ne devait pas s'y tromper. Dans un document rédigé sous le contrôle et la responsabilité du secrétariat du Comintern, la désignation soudaine du fascisme comme « danger principal » avec la décision corollaire de ne plus combattre frontalement la démocratie bourgeoise, tout cela ne pouvait que signifier un changement de stratégie.

Bien qu'il n'en aient sans doute pas bien compris tout de suite toute la portée, Fried et Thorez s'employèrent à appliquer les nouvelles instructions. Dès leur réception. Ils firent cesser les attaques contre la démocratie bourgeoise et s'efforcèrent de concentrer les coups contre le fascisme. Tant bien que mal ; car, pour autant qu'on le sache, ni la cible, ni les moyens n'avaient été définis avec précision dans la lettre de Vassart au nom de l'exécutif. Confronté à une situation difficile à saisir, Thorez adressa dès le 15 juin au parti socialiste une « offre d'action commune ». A l'occasion d'un discours à la Chambre, il proposa « de mener la bataille contre la bourgeoisie, contre les menaces de fascisme, contre la guerre impérialiste »¹¹³. Comme on ne lui avait pas dit que le travail antimilitariste devait être arrêté, peut-être parce qu'on n'y avait pas encore pensé, il déclara en même temps aux socialistes : « Vous êtes les hommes de la défense nationale. Nous, nous la rejetons, et nous, nous sommes avec Lénine les partisans du défaitisme révolutionnaire ». Puis, il leur demanda de lutter « contre l'utilisation des crédits de guerre », contre les « préparatifs de guerre, les manœuvres aériennes, les exercices de pseudo-défense passive et contre le fascisme ». Ce qui revenait à rendre inopérante son offre d'action commune contre les menaces de guerre et, ce qui prouvait qu'il assimilait encore confusément fascisme, défense nationale et guerre contre l'U.R.S.S. que la France était censée préparer. Comme on lui avait répété jusque là qu'il ne devait sous aucun prétexte cesser la critique publique du socialisme réformiste, et en l'absence d'ordre contraire, il revendiqua hautement le droit de continuer à « répondre différemment devant la classe ouvrière »¹¹⁴. Toutes choses qui condamnaient d'avance ses propositions à l'échec.

Dans l'intervalle, le 6 juin, la C.A.P. socialiste avait déjà fait savoir qu'elle acceptait de rencontrer les représentants du P.C.F. pour examiner les modalités d'une action commune en faveur de Thaelmann et de « toutes les victimes du fascisme ». Mais la direction socialiste posait en même temps une condition, en se déclarant désireuse « de recevoir dès à présent du parti communiste l'assurance que, jusqu'à l'achèvement des manifestations envisagées, il soit mis fin aux polémiques visant nos organisations respectives ». Et elle indiquait qu'elle signalait pour sa part d'avance cette « trêve » qui lui paraissait « seule capable » de donner à « l'action commune » toute « l'efficacité » et la « signification » souhaitables¹¹⁵.

Aussitôt le P.C.F. avait donné son acceptation, non sans l'assortir d'une restriction qui en diminuait singulièrement la portée. La direction du P.C.F. avait en effet répondu aux socialistes qu'il fallait d'abord que l'« accord » se soit « réalisé dans la pratique » pour qu'ensuite les militants du parti soient « disposés, au cours de l'action commune, à cesser toute attaque », seulement

« contre les organisations luttant avec » eux. Car, « dans l'intérêt même du succès de cette bataille commune », les communistes français « seront impitoyables envers ceux qui entravent la réalisation du Front Unique, désertent et tentent de briser le mouvement » 116.

Plus que cavalière, la formulation de cette réponse revenait à dire aux socialistes que le P.C.F. acceptait, mais qu'il persistait à se réserver le droit, 1) de juger la qualité de leur engagement, 2) d'exercer publiquement sur eux ou sur certains d'entre eux toutes les pressions de manière à les diviser et à les affaiblir.

Les socialistes pouvaient d'autant moins s'y tromper que la publication de la lettre de leur C.A.P. par *l'Humanité* du 7 juin n'avait pas été seulement suivie de celle de la réponse du P.C.F. ; juste en dessous, dans le même alignement, un encart en italique appelait à déborder « dès maintenant » les dirigeants socialistes, en se tournant vers les ouvriers et les organisations de base socialistes pour décrocher « immédiatement » « l'action commune », non seulement pour « la libération de Thälmann », mais encore pour « les revendications immédiates, contre les décrets-lois, le fascisme et la guerre impérialiste » 117.

Le but visé était clair. En reprenant littéralement, mot à mot, les propositions contenues dans sa lettre de réponse, la direction du P.C.F. tentait d'obtenir par en-bas tout ce qu'elle demandait par en-haut, sans même attendre les résultats de l'entrevue qu'elle-même proposait pour le 9 juin, soit seulement deux jours après. La manœuvre était grossière, voire insolente. Néanmoins la direction socialiste accepta la rencontre au sommet proposée, en se bornant à la retarder de 48 heures. Celle-ci eut donc lieu le 11 juin. Thorez, Gitton et Frachon y représentèrent le P.C.F. face à Blum, Sévérac et Zyromski, délégués par le parti socialiste.

Comme il était facile de le prévoir, les parties en présence campèrent sur leurs positions. A un détail près, toutefois, si l'on en croit Léon Blum, les socialistes auraient insisté auprès du P.C.F. non pour qu'il renonce à son droit de critique, mais pour qu'il se décide à « suspendre les attaques injurieuses dirigées contre « leur » parti et ses militants — attaques dont il était aisé de trouver des exemples dans les tout récents numéros de *l'Humanité* 118. A quoi, toujours selon *le Populaire*, « les délégués du P.C. » auraient « répondu » en distinguant « entre les sujets entrant dans le cadre de l'action commune une fois décidée », sujets sur lesquels ils auraient accepté de « prendre un engagement formel » et « les autres questions que pourrait soulever l'actualité politique », point sur lesquels ils se seraient refusés à s'engager à cesser la polémique 119.

La version qu'en donne dès le lendemain le secrétariat du P.C. est totalement différente. Pour lui, « les délégués du parti socialiste ont posé comme condition préalable à l'action commune la cessation de toute critique communiste vis-à-vis du parti socialiste ». A quoi « la délégation communiste » a opposé que « le parti communiste était fermement décidé à cesser toute critique à l'égard des organisations socialistes participant à l'action commune ».

Précisant que « plus l'action commune s'élargira, plus les organisations socialistes collaboreront efficacement à cette action commune, moins les com-

munistes seront dans l'obligation de critiquer », face aux socialistes qui indiquaient qu'il ne leur restait plus qu'à rendre compte à leur C.A.P., arguant de « la proximité du procès Thaelmann », les envoyés du P.C.F. avaient encore demandé que, « sans plus attendre », la « dite C.A.P. autorise les fédérations socialistes à répondre favorablement aux propositions d'action immédiate des organisations communistes correspondantes »¹²².

Comme on pouvait le prévoir, la C.A.P. socialiste réunie le 12 juin, répondit en maintenant la même condition dans des termes rigoureusement identiques. Elle se déclarait

« ... disposée à poursuivre [...] les pourparlers [...] non certes en demandant l'abandon d'un droit de critique doctrinale, mais en réclamant un engagement public et loyal de cesser immédiatement des attaques et polémiques d'un caractère injurieux et diffamatoire »¹²³.

Bien que la lettre de la C.A.P. eût maintenu ostensiblement la porte ouverte à la négociation et à la perspective d'un accord, en « constatant avec satisfaction que les pourparlers engagés avec le parti communiste constituent un progrès vers l'action commune des travailleurs », et en prenant soin d'indiquer en conclusion qu'elle avait décidé de maintenir sa délégation, avec les mêmes camarades, ce qui revenait à se déclarer prêt à reprendre aussitôt la discussion au sommet... Soit qu'elle ait hésité, soit, plus vraisemblablement, parce qu'elle avait été conduite à solliciter l'opinion du Comintern, à la différence du 6 juin où elle avait répondu instantanément, la direction du P.C.F. mit cette fois deux jours avant de répliquer par une fin de non-recevoir qui sonnait comme une mise en accusation¹²². Toujours curieusement signée « pour le Comité central du P.C.F., l'un des secrétaires »¹²³, la lettre de réponse reprochait aux socialistes, 1) de différer une action commune en faveur de Thaelmann, pourtant urgente, 2) de poser au P.C.F. des conditions nouvelles qui, de surcroît, ne pouvaient lui être adressées, « l'injure et la diffamation étant des méthodes étrangères » au « Parti ». Après quoi, sans avoir changé d'un iota sa position, la direction du P.C.F. concluait sèchement :

« Nous espérons une réponse ferme de votre part à nos positions loyales d'action commune dans un délai de 48 heures ».

S'entendre dire par ceux-là même qui les qualifiaient moins de deux ans auparavant de « social-fascistes » qu'ils ne voulaient « pas plus que dans le passé [...] avoir recours dans l'avenir à l'injure ou à la diffamation », voilà qui ne risquait guère de mettre en confiance les socialistes ; se voir ensuite accorder 48 heures pour répondre positivement, sur un ton comminatoire, ressemblait de surcroît, plus à un ultimatum qu'à une démarche unitaire.

Dès lors la situation se trouvait à nouveau bloquée. Le jour même où le P.C.F. publiait son refus, à la Chambre des députés, lors du débat sur les crédits militaires, l'un de ses porte-parole, Ramette, malmenait tout aussi durement le parti socialiste, qu'il accusait d'avoir exprimé par la voie de Jules Moch son « souci » que l'on « réalise à meilleur marché la préparation de la guerre », alors que le parti socialiste s'appêtait à voter contre les crédits militaires. Pour le P.C.F. et pour Ramette, la question n'était pas là : la seule chose à faire étant encore pour eux de se dresser contre la préparation de la

guerre « en bloc » et de proclamer que, si celle-ci « éclatait », le but serait de « la transformer en guerre civile ». Ainsi, en attendant la réponse socialiste, le parti continuait-il imperturbablement, comme Cachin dans *l'Humanité* du 17 juin, à se féliciter quand une organisation réformiste, en l'occurrence la fédération S.F.I.O. du Rhône, signait un accord d'unité qui lui convenait, et à attaquer nommément et violemment les socialistes, dès lors que ceux-ci refusaient d'accepter ses conditions. Comme Sampaix, le 20 juin, toujours dans *l'Humanité*, dans un article intitulé « La collaboration socialiste aux journaux bourgeois »¹²⁶, rédigé au vitriol de l'amalgame à la stalinienne. D'ailleurs, pour lever les derniers doutes sur la position du parti, le numéro 12 des *Cahiers du bolchevisme*, daté du 15 juin, publiait un leader où Maurice Thorez en personne rappelait les deux « conditions » précises qu'il fallait absolument imposer aux « social-réformistes », à savoir :

« 1) La consolidation du Front Unique, avant tout dans les entreprises au moyen de comités élus démocratiquement par l'ensemble des travailleurs appelés à décider et à réaliser l'action.

2) La critique sévère (...) de tous ceux qui entravent, sabotent, ou brisent le front unique de lutte antifasciste »¹²⁷.

Même si la première des deux conditions posées par Thorez semblait quelque peu abandonnée, la lecture de son factum ne pouvait qu'ancrer les socialistes dans leur volonté de raidissement.

Ce fut très exactement ce qui se produisit et, le 21 juin, par 22 voix contre 8 à une proposition de réponse plus unitaire de Zyromski et Pivert, la C.A.P. faisait savoir au P.C.F. qu'elle se jugeait « obligée de suspendre » ses « conversations » avec lui. Le lendemain, 22 juin, *l'Humanité* informait ses lecteurs de la décision de la C.A.P. sans toutefois publier la lettre de cette dernière.

Au siège du Comintern

On était à Paris à la veille de l'ouverture de la conférence nationale du parti. Vassart assure qu'à Moscou la direction du Comintern était, depuis la mi-juin au moins, consternée par l'attitude des responsables du P.C.F. qu'elle jugeait stupide¹²⁸. Il est difficile de le suivre sur ce point. Il est en effet malaisé de croire que Joanny Berlioz ait pu approuver, sans l'accord du Comintern, dans la livraison du 23 juin de son organe officiel, la réponse en forme d'ultimatum du P.C.F. du 14 juin, reprenant toutes les accusations habituelles contre la S.F.I.O. en précisant que :

« Le but des leaders socialistes » était « évidemment de bavarder sur un pacte de non-agression qui permettrait à leur parti de continuer à jouer son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie sans subir la critique des travailleurs révolutionnaires et d'abuser ses adhérents de base qui veulent sincèrement le Front Unique de classe »¹²⁹.

Le même Berlioz ayant obligatoirement soumis son article à l'approbation des autorités supérieures dans la période comprise entre le 16 et le 21 juin, sachant que ce que l'on sait sur la rapidité des communications entre Moscou et Paris en pareil cas, on voit mal comment le Comintern aurait

laissé passer un article contenant un exposé de politique général complet, lequel comprenait en outre une approbation totale des propositions de la C.G.T.U. à la C.G.T. en date des 8 et 13 juin, action commune, puis institution de syndicats uniques par fusion à la base, lesquelles relevaient d'une même tactique de débordement par le bas, le tout désormais contraire à ses intentions...

Bien après, Berlioz encore, toujours dans l'hebdomadaire officiel du Comintern et de Moscou, le 14 juillet, Vassart lui-même indique une fois de plus qu'il faut « condamner avec force tous ceux qui mettent des obstacles à la réalisation » du Front unique « qu'ils soient socialistes ou démocrates » et qu'il importe de :

« dénoncer leur carence, leur hésitation, leur incapacité, leur manque de volonté à engager une action efficace contre le fascisme » et de « montrer que, par une telle attitude, ils ouvrent la voie au fascisme »¹³⁰.

Ce qui, on le remarquera, équivalait à reprendre au compte du Comintern, à la date du 24 juillet, la condition que Vassart avait rejetée depuis trois semaines.

A lire ces textes, à les dater et à les replacer dans le contexte de fonctionnement de la machine stalinienne qui est le leur, on est en réalité davantage enclin, nous semble-t-il, à se représenter l'évolution de la situation d'une façon sensiblement différente de celle que Vassart nous suggère. En pensant que le leadership du Comintern a plus vraisemblablement lui aussi attendu des instructions à venir de plus haut, ou en estimant encore qu'il a tout simplement jugé que le moment n'était pas tout à fait venu de faire de nouvelles concessions. Ce cas de figure ayant le mérite de nous permettre d'expliquer par un double ou un triple jeu bien dans la manière de Staline, ... les contradictions, difficilement explicables autrement, entre le témoignage de Vassart et les documents d'époque.

Quoi qu'il en ait été, en tout cas, *La Bataille ouvrière*, journal de la fédération socialiste du Nord, avait, de son côté, proposé publiquement ce même 22 juin de négocier avec le P.C.F. ce « pacte de non-agression » que Berlioz avait nommément dénoncé, on l'a vu, dans l'organe officiel du Comintern.

Le lendemain, le 23, *le Populaire* avait repris la proposition du Nord et Léon Blum lui-même l'avait approuvé, en assurant qu'elle reflétait fidèlement l'esprit qui prévalait dans le parti socialiste. Le 24 juin, *le Populaire* avec le leader de Léon Blum arrivait par la voie des airs au siège du Comintern. Presque aussitôt, Vassart s'en entretint avec Manouïlsky qui l'avait lu également. Il s'aperçut que ce dernier pensait comme lui qu'il y avait là une chance inespérée à saisir, pour arriver à l'unité d'action. Il s'entendit même dire par le responsable russe qu'il ne fallait pas laisser à la direction française le temps d'embrouiller la situation¹³¹.

Passant sur-le-champ à l'action, Manouïlsky faisait expédier par le canal de l'O.M.S. un télégramme secret ordonnant au parti français d'attendre pour répondre aux nouvelles offres socialistes, l'arrivée imminente de propositions cominterniennes. Puis il chargea Vassart de la rédaction¹³². Le lendemain 25, s'inspirant de cette conversation, Vassart câblait à Paris des

contre-propositions à soumettre aux socialistes dont il venait juste de faire approuver le détail par le secrétariat du Comintern, après les avoir rédigées à toute allure ¹³³.

Comme il était d'usage en pareil cas, ces deux messages du Comintern atteignirent leur destination en quelques heures et les instructions qu'il contenait furent immédiatement appliquées. Avant l'arrivée de ces nouvelles directives, dans la rapport qu'il avait prononcé à l'ouverture de la conférence nationale du P.C.F., le 23 juin, Thorez avait violemment attaqué « la S.F.I.O. » dont la politique serait de plus en plus « à démasquer et à combattre » ; le 25 juin encore, *l'Humanité* avait alors sous-titré « le parti socialiste contre l'unité ouvrière », la partie de son rapport intitulée « communistes et socialistes », publiée ce jour-là. Juste après avoir maintenu pour la dernière fois l'analyse « troisième période », expliquant que la France était « désormais un pays où l'explosion révolutionnaire peut se produire à brève échéance » et que « le parti communiste [...] prévoyant la marche des événements [...], préparant les travailleurs en vue de ces événements », avait « servi honnêtement et efficacement la cause de l'unité », le même Thorez avait une fois de plus dénoncé « le désarroi, la décomposition » du P.S. et affirmé que ce qui avait dominé le dernier congrès socialiste, c'était « la volonté des ouvriers socialistes favorables au Front Unique, [...] l'orientation vers Moscou ». De même, aux yeux du rapporteur, « le mot d'ordre des soviets » continuait « à submerger le mot d'ordre socialiste et cégétiste de défense de la République ». Il fallait donc continuer à être « les partisans convaincus et acharnés » de l'organisation de « l'action commune avec les ouvriers socialistes ».

Il fallait aussi plus que jamais en une telle période appuyer, conformément aux décisions de la C.G.T.U., toutes les tentatives de fusion à la base ¹³⁴. Evidemment, « la conférence du parti » devait mettre au point les idées sur « la démocratie bourgeoise ». N'entendait-on pas « des déclarations de militants de notre parti (lire des dirigeants de notre parti) d'après lesquelles nous lutterons contre la démocratie bourgeoise ? ». Bien entendu, des « déclarations » aussi « unilatérales » étaient (désormais) absolument « erronées ».

Il importait en effet de « démasquer le processus de la dégénérescence réactionnaire de la démocratie bourgeoise frayant la voie au fascisme », ce qui supposait la défense persistante de « toutes les libertés démocratiques conquises par les masses elles-mêmes ». S'agissant seulement de corriger des erreurs sectaires commises ici ou là, somme toute, le P.C.F. poursuivait finalement la même politique de Front Unique par en bas, simplement guidé par le seul souci de l'efficacité, il en donnait une expression sensiblement améliorée. La preuve, lors des prochaines échéances électorales, son choix serait celui de toujours. « Naturellement, le parti » allait « appliquer la tactique classe contre classe » ¹³⁵.

Puisqu'il fallait continuer à diriger le Front Unique systématiquement vers le bas, revenant à l'unique condition que le sommet dirigeant de la S.F.I.O. persistait à poser à la réalisation d'un accord unitaire, très logiquement Thorez avait réaffirmé que ce serait « une erreur » que de renoncer à la critique nécessaire du Parti socialiste et de « ses chefs quand ceux-ci accom-

plissent des actes anti-ouvriers ou s'opposent au Front Unique prolétarien »¹³⁶, avant d'aligner à nouveau chacun des arguments déjà utilisés pour réfuter la demande des réformistes.

Cependant, devant la même conférence nationale, après l'arrivée des deux télégrammes secrets du Comintern, le discours de clôture de Thorez rendait un tout autre son.

Plus d'attaque, plus même de mise en cause du parti socialiste, le même Thorez se contentant de déplorer, là où il accusait trois jours auparavant, quand il était par exemple question du refus opposé par la C.A.P. de la S.F.I.O. aux dernières propositions du P.C.F.¹³⁷, ou de limiter ses critiques à des reproches présentés sous forme d'interrogations polies, telle celles adressées au *Populaire* ; Thorez, en restant alors à la simple question de savoir si le journal socialiste « fait la démonstration de sa loyauté en reproduisant les calomnies contre notre parti du scissionniste Doriot ». Plus la moindre allusion non plus à une « explosion révolutionnaire » possible à « brève échéance » et donc plus question d'y préparer le parti, plus de « décomposition du parti socialiste » !

Bien que trois jours avant encore il submergeât tous les autres, dont celui de défense de la République, « le mot d'ordre des soviets » avait aussi disparu, tout comme « la tactique classe contre classe »... et le « Front Unique » qui devait, comme l'unité syndicale, se faire par en-bas le 23 encore, était devenu le 26 le Front unique, tout court. Jusqu'à *l'Humanité* qui titrait « Front unique pour battre le fascisme », en présentant le discours de clôture de Thorez le 29 alors qu'elle avait titré « En avant pour l'organisation d'un puissant Front unique de lutte, pour le pouvoir des soviets », tout en privilégiant soigneusement à l'aide de caractères deux fois plus gros le second de ces mots d'ordre, trois jours auparavant. Enfin, le renoncement « à la critique nécessaire du Parti socialiste et de ses chefs quand ceux-ci accomplissent des actes anti-ouvriers », qualifié gravement d'« erreur » le 23 juin dans le rapport d'ouverture, devenait pour le discours de clôture, dans la bouche du même orateur, trois jours plus tard, un « Nous, Parti communiste, nous sommes prêts à renoncer, durant l'action, à la critique du Parti socialiste ».

Les dirigeants socialistes ayant fort mal réagi aux attaques, notamment à celles auxquelles il s'était livré dans le numéro des *Cahiers du Bolchevisme* du 15 juin précédent, Thorez concédait même qu'il n'y aurait plus « la moindre attaque », que ce fût « dans la bouche d'aucun de nos propagandistes » ou « dans *l'Humanité*, voire dans les *Cahiers du Bolchevisme* ».

Ayant ainsi débloqué la situation en supprimant tout ce qui pouvait inquiéter les dirigeants socialistes, Thorez martelait aussi une formule entièrement nouvelle de l'unité d'action à tout prix¹³⁸. Ce qui revenait à laisser paraître un désir d'aboutir « à tout prix » qui était également nouveau.

Bien qu'il se fût appliqué aussi à expliquer à la stalinienne qu'il ne fallait surtout pas voir là « une nouvelle ligne », bien qu'il ait affirmé solennellement que « ce n'était pas un tournant » mais une marche plus résolue et plus rapide dans la voie juste tracée par l'Internationale communiste », bien qu'il ait seulement admis aussitôt après, de façon d'ailleurs passablement ambiguë, que la dite voie avait été « déterminée pratiquement dans le déve-

loppement de la situation »¹³⁹, dans son discours de clôture, Thorez venait en fait de réorienter le parti en le plaçant d'un seul coup sur un nouvel axe stratégique et il l'avait fait avec beaucoup de force et d'habileté.

Vu avec le recul, tous les éléments de la politique de Front populaire sont déjà en effet présents dans ce discours, même s'ils y figurent quelquefois seulement à l'état embryonnaire, tel le développement sur le thème « Nous aimons notre pays » — et non « notre patrie », comme Thorez tenait alors à le préciser — ou l'ouverture en direction des radicaux — qui ne sont pas encore nommés — avec la volonté exprimée d'« élargir le Front antifasciste » au-delà des socialistes en lui gagnant « la petite bourgeoisie urbaine et rurale » et la décision de « prendre en mains la défense de chaque revendication des classes moyennes », même si cette ultime intention comporte encore une clause temporairement restrictive, puisque la revendication en question ne doit pas « s'opposer aux intérêts du prolétariat ».

Cela ne devait pourtant pas suffire à emporter l'adhésion de la direction socialiste. Sollicitée à nouveau le 24 juin par une lettre contresignée par la Conférence nationale du P.C.F., qui lui proposait à nouveau une série d'actions communes à travers le pays, celle-ci avait répondu publiquement quatre jours plus tard. Signée de son secrétaire général, Paul Faure, sa réponse était cette fois un long document, d'autant plus argumenté qu'il lui fallait tenir le plus grand compte de la force considérable d'une poussée unitaire grandissante. Celle-ci venait de se traduire par la décision prise le 25 juin par la Fédération socialiste de la Seine et par la région Paris-ville du P.C. de tenir un grand meeting antifasciste commun à la salle Bullier à Paris, le 2 juillet, avec la participation personnelle du secrétaire de la Fédération socialiste de la Seine Émile Farinet et de trois ténors nationaux des deux partis, à savoir Cachin, Duclos et Zyromski.

Ayant observé que la lettre de la Conférence nationale faisait le silence sur la condition qu'ils avaient à plusieurs reprises posée, les dirigeants socialistes revenaient à la charge :

« Nous sommes convaincus que l'unité d'action est nécessaire et qu'elle finira par s'imposer victorieusement. Mais pour cela, il faut que la phase de guerre fratricide soit définitivement close ».

Ils allaient aussitôt au fond du problème politique :

« Il faut que l'unité d'action ne soit pas conçue et pratiquée comme une arme aux mains d'un parti contre un autre, et c'est pourquoi nous avons spécifié que les polémiques injurieuses et diffamatoires visant à discréditer militants responsables et organisation devaient cesser absolument »¹⁴⁰.

Après quoi, ils citaient longuement, à titre d'exemples, de larges passages de Thorez, Duclos et Guyot, publiés dans le numéro du 15 juin des *Cahiers du Bolchevisme*, « au moment même » où se déroulaient les « pour-parlers » entre les deux directions et ils faisaient un sort particulier à un développement du rapport de Thorez devant la Conférence nationale, déjà cité plus haut, où il était affirmé qu'il était « nécessaire d'assurer la cohésion des masses en ruinant l'influence et en isolant la social-démocratie qui compose avec la bourgeoisie et empêche le développement de l'offensive des masses

contre le capitalisme », à quoi ils opposaient ensuite une partie d'un discours parlementaire qui avait vu Ramette s'aligner sur les concessions du discours de clôture thorézien en affirmant que le P.C.F. était prêt à cesser les attaques anti-socialistes du genre de celles des *Cahiers du Bolchevisme* du 15 juin.

De plus, les socialistes avaient été fâcheusement impressionnés par l'exclusion de Doriot en qui *le Populaire* du 24 juin précédent voyait « l'homme qui, au sein du parti communiste » avait « voulu l'accord loyal et fraternel avec le parti socialiste ». Leur lettre revenait donc sur le sujet en faisant remarquer que le P.C.F. « venait d'exclure le citoyen Doriot, au moment précis où il a tenté, avec succès, semble-t-il, de pratiquer à St-Denis une action commune à laquelle notre section locale et toute la classe ouvrière de la ville avaient donné leur adhésion ». Et de poser à la direction du P.C.F. la question de confiance : « Qui faut-il croire ? Comment voir clair et franc à travers ces contradictions si troublantes ? », de demander « des explications décisives » qui permettraient d'« envisager le rapprochement désirable, le coude-à-coude fraternel, qui donneraient au monde du travail force et confiance ». Et la lettre concluait en affirmant que les socialistes attachaient tellement « d'importance au rapprochement des deux partis et à la réponse qui le rendrait possible » qu'ils avaient « décidé la convocation d'un conseil national pour le 15 juillet, avec comme ordre du jour les problèmes de l'unité d'action », conseil destiné à délibérer « souverainement » et sur tous « les compléments d'information » que le P.C. estimerait devoir leur « faire parvenir ».

Nantie des nouvelles directives du Comintern, la direction du P.C.F. n'avait aucune raison de ne pas saisir la balle au bond. La lettre signée Paul Faure était parue dans *le Populaire* du vendredi 29 juin, signée du secrétariat, la réponse du P.C.F. fut publiée dans *l'Humanité* du lundi 2 juillet. Précédé d'un préambule, ajouté au câble de Vassart dans le but de l'actualiser, le texte de celle-ci reprenait ensuite dans une rubrique intitulée « pour un pacte de lutte contre le fascisme », les propositions en cinq points faites par ce dernier de Moscou.

Après le discours de clôture de Thorez du 26 juin et après Ramette, le préambule confirmait l'abandon des formules employées dans les *Cahiers du Bolchevisme*, dont les socialistes avaient exigé la disparition ¹⁴¹. Là résidait la concession la plus spectaculaire, car, pour le reste, les cinq points de Vassart n'étaient rien d'autre qu'un habile compromis ou, plus exactement, un remarquable exercice d'équilibre destiné à céder le moins possible, du point de vue stalinien, sur la nécessité du maintien d'une polémique d'un certain type, en enveloppant le tout dans une présentation faite de bouts de phrases destinées, soit à séduire les socialistes, soit, à tout le moins, à éviter de les choquer. Après quoi il était proposé aux socialistes d'accepter d'entendre, lors de leur conseil national, une délégation composée de Cachin, Thorez, Marty, Duclos et Renaud Jean.

A Moscou encore...

C'était incontestablement un pas en avant. Mais l'impression fâcheuse produite sur les responsables de la S.F.I.O. par les attaques anti-socialistes des

Cahiers du Bolchevisme et du rapport d'ouverture à la conférence nationale du 23 juin demeurait trop forte, en ce début de juillet, pour que ce geste de bonne volonté suffise à enlever la décision. Du fait de ces maladroites, le passé pesait encore. A Moscou, Manouïlsky en rendit Fried responsable.

Convoqué le 1^{er} juillet dans le bureau du lieutenant de Staline en présence de Vassart, Fried se fit tancer d'importance. A en croire Branko Lazitch et Claude Harmel, à qui Vassart a raconté la scène, l'algare de Manouïlsky fut brutale. Sérieusement réprimandé, Fried tenta vaguement de se justifier : se déclarant dépassé par tout ce que le Comintern exigeait de lui à la fois, il osa demander quelle était sa tâche principale, en sous-entendant visiblement qu'il pourrait peut-être mieux réussir en s'y consacrant en priorité. Mais Manouïlsky explosa :

« Pensez-vous que ce soit une question à poser par un délégué du Comintern ? Vous ne retournerez pas à Paris ! »

Ayant esquissé la défense de Fried, Vassart se vit aussitôt prié de se tenir tranquille : « Vous n'êtes pas qualifié pour parler de cela (...). Nous connaissons notre personnel mieux que vous » ¹⁴², coupa sèchement Manouïlsky.

Mais Manouïlsky était nerveux. Peut-être parce qu'il craignait de se voir reprocher plus haut le désordre politique qui régnait dans le P.C.F., sûrement parce que de nouvelles instructions urgentes venaient de lui être communiquées. De son côté, en effet, Dimitrov avait déjà pris l'initiative (?) d'écrire une nouvelle lettre au Comité central du P.C.U.S. et, le 2 juillet, il avait été en mesure d'annoncer de nouveaux pas en avant unitaires lors de son intervention devant la commission préparatoire du 7^e congrès mondial ¹⁴³.

C'est ici que surgit une nouvelle énigme. Le biographe officiel de Dimitrov précise que la lettre était destinée « de nouveau à Staline » et la date du 2 juin ¹⁴⁴. Le non moins officiel Georges Cogniot s'en tient pour sa part à l'évocation d'une lettre du même Dimitrov « au comité central du parti bolchevik » sans la moindre précision de date ¹⁴⁵. Ayant lu le recueil de documents et de commentaires *L'Internationale communiste*, Branko Lazitch, lui, se réfère à une lettre de Dimitrov du 2 juillet « adressée à la fois au comité exécutif du Comintern et au comité central du parti bolchevik ».

S'agit-il toujours de la même lettre ou bien faut-il penser qu'il y a eu deux lettres successives et distinctes de Dimitrov, la première réservée à Staline personnellement et la seconde destinée au C.E. du Comintern et du C.C. russe ? Quoi qu'il en ait été de sa ou de ses lettres — dont nous ignorons d'ailleurs toujours le contenu exact —, il serait bien étonnant que Dimitrov ne se soit pas, comme précédemment, mis en règle avec Staline, avant d'intervenir le 2 juillet devant la commission cominternienne *ad hoc*.

Du peu que nous savons de cette correspondance de Dimitrov, à travers les bribes portées à notre connaissance, il ressort en tout cas qu'il n'était plus « juste » de « considérer la social-démocratie (...) comme le principal appui social de la bourgeoisie » et « tous les groupes social-démocrates de gauche comme le danger principal ». Il résulte également, mais cette fois de seconde main, que la démarche dimitroviennne visait aussi à obtenir du Comintern un changement d'attitude vis-à-vis « des cadres des partis social-démocrates et des syndicats réformistes ».

Traduit de la langue de bois, cela revient à demander aux P.C. de cesser le feu nourri ouvert jusque là sur les directions réformistes ¹⁴⁶.

A lire enfin le passage que Jean Mérot consacre à ce moment décisif du tournant vers l'union antifasciste, cela signifiait aussi que Dimitrov s'employait alors à Moscou à ce que la ligne cominternienne déjà exprimée dans le discours de clôture thorézien du 26 juin à Paris fût, en ce début de juillet, comme il le dit, portée « plus haut par le VII^e congrès en préparation » ¹⁴⁷.

De fait, à considérer ensuite l'évolution des événements à Paris, on est conduit à voir dans cette démarche de Dimitrov le signe de la décision d'engager plus résolument et plus avant le mouvement dans la voie ouverte par le recours à une nouvelle stratégie. Au même moment, en effet, une véritable dynamique unitaire se développait à Paris. Sur la lancée du premier grand meeting d'union P.C.-S.F.I.O. de Bullier, qui avait connu un énorme succès, une manifestation commune avait été convoquée pour le dimanche 8 juillet, place de la Nation, par la région de Paris-ville du P.C. et par les fédérations socialistes de la Seine et Seine-et-Oise. Annoncée le 5 juillet dans *l'Humanité*, cette démonstration unitaire était tournée à la fois contre la « mobilisation des bandes fascistes des Croix-de-Feu », le même jour, devant le tombeau du Soldat inconnu à l'Etoile, et contre « les manœuvres aériennes qui préparent la guerre ». Ce qui constituait un succès politique notable pour le P.C.F., lequel s'efforçait encore alors d'élargir et de gauchir au maximum la plate-forme de l'action commune.

Il faudrait des pages pour avoir une très faible chance de faire saisir au lecteur ce qui fut l'extraordinaire ambiance de cette journée. La ferveur et l'élan des foules militantes où dominaient des activistes du P.C. préfigurent la formidable réussite des grands défilés du Front populaire.

Le succès du 8 juillet était prévisible. Son effet, comme prévu, fut immense. Peu importait que *l'Humanité* eût exagéré en titrant « Hier, nous étions plus de 100 000 à Vincennes ». Même nettement moins nombreux, militants et sympathisants, avaient eu pour la première fois depuis longtemps le sentiment d'être en force. Autour d'eux, plus largement, dans les secteurs de l'opinion qui influençait la gauche et l'extrême-gauche, devant le rapprochement si visible des deux grands partis, commençait à se dégager l'idée de l'ouverture de cette perspective nouvelle qui faisait tant défaut jusque-là. Politiquement, cela seul comptait et la section française du Comintern aurait dû très logiquement miser sur cette dynamique unitaire de masse pour obtenir de meilleures conditions d'une direction socialiste, à son tour soumise à de très fortes pressions unitaires.

Etrangement, elle n'en fit rien. Sans même laisser le temps à la journée du 8 de produire tous ses effets, sans plus attendre, dès le lendemain soir, *l'Humanité* recevait l'ordre de publier un éditorial intitulé « Pour le pacte de lutte contre le fascisme ». Dans le *leader* ¹⁴⁸, Thorez écrivait : « Les communistes déclarent honnêtement être prêts à renoncer dans l'intérêt de la cause aux attaques contre le parti socialiste ». C'était déjà clair et net, mais ce n'était pas tout à fait nouveau. Aussi, avant de terminer cette phrase qui tournait tout entière autour du verbe « renoncer », Thorez s'empressait-il d'ajou-

ter « et même à certaines formules » qui ouvrait la porte à d'autres concessions...

Quarante-huit heures plus tard, toujours dans *l'Humanité*, le même Thorez annonçait que le parti n'adhérerait pas au mot d'ordre « Défense de la République », mais qu'il allait lutter de « tout son cœur », de toute sa force, « pour la défense des libertés démocratiques ». Ce qui constituait, au-delà des apparences de respect de la doctrine, un nouvel infléchissement de la politique du P.C.F. dans la direction de celle des socialistes. De fait, après un ultime baroud d'honneur doctrinal, le lendemain 13 juillet, avec l'éditorial de *l'Humanité* intitulé « Défaitisme révolutionnaire », dès le 14 juillet, Thorez conduisait la délégation du P.C.F. au siège du parti socialiste pour une rencontre qui ne pouvait qu'être décisive.

Composée, outre Thorez, de Lampe, secrétaire de la région Paris-ville, de Cachin, Soupé, secrétaire d'organisation, de Gitton, secrétaire du parti, de Wodli et de Billoux, respectivement secrétaires régionaux d'Alsace-Lorraine et de Marseille, la délégation du P.C.F. devait bien entendu manœuvrer avec une totale discipline, dans le respect absolu de la répartition des rôles décidée avant. En face, la délégation de la S.F.I.O. qui comprenait, outre Blum, Claude Just, très unitaire, Zyromski, fort unitaire lui aussi, Frossard, qui ne l'était pas du tout, Séverac, méfiant, Lebas et Descourtieux, était infiniment moins soudée et de fortes divergences apparurent dans la discussion. Malgré cet avantage supplémentaire, ce fut cependant la délégation du P.C.F. qui fit le plus de concessions.

Sans attendre les réunions du Conseil national de la S.F.I.O. prévues pour le lendemain même, elle se déclara par exemple prête à abandonner l'idée de lancer des grèves, qu'elle avait avancée à l'article 2 de son projet de Pacte Unitaire, parce que les socialistes avaient objecté qu'ils refusaient d'admettre que les deux partis se substituaient aux syndicats. Bien entendu, le P.C. acceptait également de modifier encore, pour aller davantage dans le sens des préoccupations socialistes, la formulation de tout ce qui concernait, dans les articles 3, 4 et 5, l'arrêt de la polémique et la réglementation de la liberté d'expression et d'action de chacun des deux partis. De même, « le Parti » acceptait que toute décision et tous les problèmes fussent réservés au comité de coordination au sommet proposé par les socialistes, bien qu'il fût à l'opposé de ces comités de base qu'il avait réclamés jusque-là. Enfin, les socialistes lui ayant demandé de renoncer à être entendus par leur Conseil national, la délégation du P.C.F. renonça aussitôt.

Bref, il ne restait plus grand chose des prétentions initiales de la section française du Comintern et le Conseil national de la S.F.I.O. ne s'y trompa pas en votant, dès le lendemain, le 15 juillet, par 3 471 mandats contre 366, son adhésion au principe de l'action commune. Ayant été mandatée pour signer sous certaines conditions le pacte d'unité d'action, après s'être réunie le 19 juillet, la C.A.P. avait adressé une lettre à Maurice Thorez, signée du secrétaire général adjoint Séverac, datée du 20 juillet, et deux projets, l'un de protocole d'accord, l'autre de Pacte d'Unité d'action.

Dans leurs nouvelles propositions, les socialistes demandaient que l'action antifasciste fût non violente, ils refusaient de voir figurer le mot de

grève dans le pacte, même sous forme de suggestion, rejetaient l'inclusion de controverses doctrinales et voulaient encore, contrairement au P.C., que chaque parti séparément — et non les deux ensemble — se charge de réprimer les manquements à l'action d'union qui pourraient intervenir en son sein.

Alors qu'il s'était montré fort pressé, le bureau politique attendit cette fois cinq jours pour répondre. Une telle lenteur permettant de supposer que le Comintern fut consulté. Daté du 25 courant, la réponse parut dans *l'Humanité* du 26. Des quatre exigences socialistes, elle n'en repoussait qu'une seule, celle qui avait trait à la non-violence.

Toutefois, s'il acceptait de renoncer à obtenir la caution des controverses doctrinales, le bureau politique ou le secrétariat ¹⁴⁹ s'efforçait d'obtenir en échange l'arrêt de toute critique socialiste de la Russie de Staline. En déclarant à ce propos qu'à son « avis, la cessation des injures, attaques et outrages, comme le prévoit l'article 3 du pacte, devait être également observée à l'égard de l'Union soviétique, pays du socialisme » ¹⁵⁰.

Mais ce n'était là qu'une pression de caractère purement propagandiste, car « le Parti » ne la reprenait même pas dans l'ultime projet d'accord qu'il transmettait aux socialistes en annexe à cette lettre. Le P.C.F. proposait à la C.A.P. une entrevue entre les deux délégations pour le surlendemain 27 au restaurant Bonvallet. Avec ces ultimes concessions, le résultat ne faisait plus de doute. Comme beaucoup, les socialistes le comprenaient. Ils acceptèrent le rendez-vous proposé par le C.C.

Le 27 juillet donc, les deux délégations se rencontrèrent et, comme prévu, le Pacte était signé. Comme prévu, le P.C.F. avait cédé sur les grèves, les controverses doctrinales, le comité de coordination et le contrôle par chaque parti de ses propres engagements, tandis que les socialistes abandonnaient leur référence à la non-violence.

La nouvelle ligne était lancée.

Un ou plusieurs tournants ?

La politique de juillet 1934 n'est pas la politique de juin 1936. On le sait. Aussi, pour tenter maintenant de comprendre ce qui vient de se passer, faut-il obligatoirement prendre en considération la suite.

Or, la suite, c'est le Front populaire et le Front populaire, c'est l'accord avec les radicaux. Comme il est rigoureusement impossible d'en donner ici une relation complète et détaillée, on nous pardonnera de nous limiter à un rappel sommaire des grandes étapes de cette évolution, notre unique but étant de faciliter la compréhension des questions d'histoire que nous allons soulever aussitôt après.

Brièvement résumés, voici les faits. Comme le montrent les données fournies par l'ouvrage officiel *L'Internationale communiste* déjà cité, dans « le courant du mois d'août 1934 », de nouvelles décisions sont élaborées, puis prises par Moscou ¹⁵¹. Le 21 août, le secrétariat du Comintern adresse une lettre secrète à la direction du P.C.F. Dès le lendemain, le 22 puis le 29 août, Manouïlsky s'en explique dans deux réunions du Comintern. Il parle alors de la nécessité « pour les partis communistes d'entrer en négociation

avec les partis petits-bourgeois paysans et avec d'autres organisations que les fascistes tendent à mettre sous leur influence »¹⁵². Commentaire de l'ouvrage officiel soviétique (rédigé avec l'entière approbation de Jacques Duclos et Georges Cogniot) : « C'est ainsi que fut exprimée l'idée qui prit plus tard la forme du Front populaire »¹⁵³.

Plus tard ? En réalité, la formule ne fut pas longue à apparaître. Manouïlsky avait parlé à la fin août ; le 4 octobre, dans *l'Humanité*, Thorez proposait « d'inciter les parlementaires radicaux [...] décidés à défendre les libertés démocratiques, à contresigner les textes élaborés en commun par les communistes et les socialistes ». Et huit jours plus tard, le 12, le mot d'ordre d'un « large Front populaire » faisait son apparition dans *l'Humanité* sous la forme d'un sous-titre destiné à présenter le discours prononcé à Bullier par le même Thorez, lequel venait de proposer, le 9, au comité de coordination P.C.-S.F.I.O., l'élargissement de l'alliance¹⁵⁴. Un peu avant, ou un peu après, Jacques Duclos et Benoît Frachon avaient rendu visite à Edouard Herriot, alors ministre d'Etat dans le gouvernement Doumergue¹⁵⁵. Le 24 octobre, à Nantes, Thorez renouvelait son appel « aux groupements radicaux hostiles à la réaction »¹⁵⁶ afin que ceux-ci entrent avec les socialistes, les syndicats et « les organisations de masse paysannes durement frappées par la crise » dans « le Front populaire de la Liberté, du Travail et de la Paix »¹⁵⁷. Bien entendu, l'appareil suit, Jacques Duclos s'applique et mobilise le parti ; coup sur coup, les 1^{er} et 15 novembre, ses éditoriaux des *Cahiers du Bolchevisme* appellent au Front populaire, la première fois avec « les organisations radicales » hostiles aux « méfaits » de la coalition Doumergue, la seconde fois avec les « travailleurs radicaux »¹⁵⁸. Mais le 19 novembre, un envoyé du Comintern, Ercoli (Togliatti), fait son rapport à Manouïlsky. Le discours de Thorez à Nantes y est sévèrement critiqué. D'un côté, il s'est trop avancé, de l'autre, il n'est pas allé assez loin ; il a commis des erreurs de droite et de gauche, bref, il n'a pas compris ce qui lui était demandé¹⁵⁹.

Comme Ercoli-Togliatti est devenu imbattable pour deviner le sens dans lequel le vent va souffler, et compte tenu de ce qui va suivre, il y a plutôt lieu de penser que le Comintern, qui durcit apparemment son attitude, tâtonne et marque un temps d'arrêt.

De fait, alors que le bimensuel les *Cahiers du Communisme* titrait en couverture, le 15 novembre, « En avant pour le Front populaire », le 1^{er} décembre, toujours en couverture, il appelle « la lutte pour le Front Unique »¹⁶⁰. Ce qui n'est plus du tout la même chose. Plus de radicaux donc dans le Front populaire. Dans son éditorial du 15 janvier 1935, qui traite de la tactique pour les élections municipales, non seulement Gitton ne parle même plus d'eux, mais il dénonce maintenant dans la position du parti socialiste « des conceptions qui ne sont pas précisément dans l'esprit du Pacte »¹⁶¹.

Alors que Thorez avait appelé à la constitution d'un parti unique du prolétariat dès le 26 juillet, avant même la signature du Pacte, derrière Vas-sart, lequel vient de parler de Moscou¹⁶², le parti explique désormais que cette unité organique avec les socialistes est tout à la fois souhaitable et impossible du fait des errements opportunistes et réformistes, désormais complai-

samment détaillés. Le 15 mars 1935 encore, dans les *Cahiers du Bolchevisme*, Duclos persiste. Il ignore les radicaux et s'en prend « aux attaques des droitières et de leur associé Paul Faure », lequel n'est autre que le secrétaire général de la S.F.I.O. ¹⁶³.

Début 1935 donc, le P.C.F. gauchit son discours et donne à entendre qu'il pratiquera au second tour des municipales le désistement réciproque avec les seuls socialistes. Dans le même laps de temps, toutefois, le même Duclos multiplie « les démarches en direction des dirigeants radicaux » en vue de négocier avec eux l'alliance du Front populaire, rencontrant notamment Yvon Delbos, Maurice Violette, ainsi que l'ex-président du conseil Théodore Steeg. Il participe par ailleurs « avec Maurice Thorez à plusieurs rencontres avec les dirigeants socialistes et radicaux chez Vincent Auriol » ¹⁶⁴.

Il faut croire que ces négociations avaient fini par progresser puisque les radicaux firent leur réapparition dans les déclarations de la direction du parti. Timidement en avril, plus nettement en mai, une fois évoquée la possibilité d'un désistement pour certains d'entre eux aux municipales ¹⁶⁵, triomphalement en juin, avec l'hommage extraordinaire rendu par Thorez au parti radical, « le plus grand des partis de France » ¹⁶⁶.

Thorez intervenait lui-même, après qu'Edouard Herriot, Pierre Cot et Yvon Delbos aient accepté de cautionner les journées nationales de l'association pour compagnons de route des « Amis de l'U.R.S.S. » ¹⁶⁷, après que les radicaux fussent entrés dans le comité d'organisation pour les manifestations du 14 juillet dont la tenue avait été proposée par la secrétariat du P.C.F. et enfin juste après que le leader radical Edouard Daladier eût assisté en personne au meeting unitaire de la Mutualité ¹⁶⁸.

Cette soudaine conversion de Thorez aux charmes du radicalisme aurait en d'autres temps stupéfié les militants. Mais ceux-ci étaient bouleversés par le communiqué commun Laval-Staline du 15 mai. Antimilitaristes jusqu'au plus profond de leur être, ils avaient été littéralement assommés par la lecture du passage du-dit communiqué où « Monsieur Staline » déclarait comprendre et approuver « pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ».

Mais l'appareil avait réagi rapidement, éditant une affiche « Staline a raison » ¹⁶⁹ et faisant donner Thorez, lequel avait été chargé dès le 17 mai de faire comprendre au parti qu'il fallait rester antimilitariste dans le cas où la France ferait la guerre contre l'U.R.S.S. ou sans l'U.R.S.S., mais qu'il faudrait devenir militariste dans le cas où la France ferait la guerre avec l'U.R.S.S. contre Hitler ¹⁷⁰.

Restait à adapter le travail anti-militariste illégal du parti et des J.C. à cette dernière éventualité, devenue soudain la plus probable. Etant entendu qu'on ne déstabilise pas un allié, quand on se situe dans la perspective d'une guerre, ainsi que nous l'a confié, avant sa mort, son responsable d'alors, Laurent Casanova, « le travail anti » fut entièrement revu et corrigé de façon à ne plus servir que la ligue antifasciste avant d'être mis en sommeil, voire plus ou moins abandonné ¹⁷¹. Même si les souvenirs de Laurent Casanova, tels que nous les avons recueillis, ne permettent pas de datation précise, il y a tout lieu de penser que le célèbre « il faut savoir arrêter une grève » lancé par Thorez le

11 juin 1936 intervient au cours de la même évolution et pour les mêmes raisons ¹⁷².

Les Questions que pose l'Histoire

Mais il n'y a pas de révolution sans déstabilisation. Le travail antimilitariste illégal et la tentative de déclencher des grèves à tout prix au début des années trente, c'était encore une volonté de déstabilisation, l'arrêt en 1936 de ce même « travail anti » et de la plus formidable vague de grèves avec occupation d'usine jamais vue en France, c'est au contraire et pour plus de trois ans le refus arrêté de toute déstabilisation. Et c'est ici qu'il nous faut formuler, pour tenter maintenant d'y répondre, les questions que nous posions au début de la présente étude. Qui a voulu ce grand tournant ?

Qui ? Quand ? Où ? Pourquoi ? Comment ?

Pour tenter de répondre à toutes ces interrogations qui sont celles de l'Histoire, il n'est pas d'autre moyen que de comprendre les réactions des principaux acteurs de ce drame.

Les trois grandes catégories de la pensée stalinienne

Plutôt que de les juger, prenons un instant la place de ces « responsables » cominterniens. Pour eux, non seulement toutes les décisions doivent être conformes à la « ligne générale », mais toutes les conceptions et tous les raisonnements politiques doivent encore obligatoirement entrer dans le cadre rigoureusement contraignant des trois grandes catégories de leur pensée logique. Baptisées marxistes-léninistes et énoncées dans l'ordre de l'importance que leur confère Staline, ces trois catégories sont « les principes », « la stratégie » et « la tactique », et elles sont présentées par le même Staline comme des lois immuables forgées par Marx et par Lénine pour régir le fonctionnement du « Parti communiste mondial » que le Comintern et ses sections nationales prétendent toujours incarner.

Les « principes » désignent tout ce qui touche le pouvoir et son exercice. Ils englobent le gouvernement proprement dit, avec « le centralisme démocratique » et toutes les décisions censées maintenir l'orientation vers la révolution sociale. En fait, les dits « principes » servent à sacraliser et donc à justifier d'un point de vue communiste l'autorité absolue du commandement en chef sur le Comintern et sur le P.C., à l'aide de considérations qui n'ont que l'apparence du marxisme et du léninisme.

La « stratégie », elle, n'est au fond rien d'autre qu'une orientation de politique générale conçue pour une longue durée et tournée vers la réalisation d'un seul but, « l'objectif principal ».

« La tactique » n'intervient qu'en dernier lieu, comme une réponse immédiate à une question précise posée, ou plus exactement imposée par une des contraintes de l'actualité politique. Il s'agit en l'occurrence d'une adaptation à une nécessité temporaire... On ne touche pas « aux principes », on change rarement de « stratégie », mais on modifie souvent « la tactique ».

Le Pouvoir

Le Comintern évoluant à l'échelle mondiale, la stratégie est mondiale ; seule la tactique peut être nationale, tout en restant subordonnée à la stratégie, laquelle relève toujours du ressort exclusif de l'autorité suprême. Ce qui nous ramène à la question du pouvoir qui a décidé le grand tournant stratégique de 1934-1936.

S'agissant d'un tournant ordonné en France — et ailleurs —, une fois clairement posé le problème, il est de bonne méthode d'en chercher la solution en commençant par une délimitation la plus précise possible dans l'espace temps de l'Histoire.

Quand ?

Se pose alors la première des questions. De quand date le tournant ? Réponse : en l'état actuel des sources, il faut considérer que tout débute le 11 mai 1934, quand Dimitrov reçoit Thorez à Moscou, pour lui faire les premières recommandations nouvelles... immédiatement suivies d'effet, mais le final n'intervient pas avant que la note décisive ne soit donnée, avec l'arrêt effectif, vers le début de l'été 1936, de la politique de déstabilisation en France. Comme le prouvent la triple fin du travail anti-militariste ¹⁷³, du travail anti-colonial, notamment celui mené jusque-là en Algérie, pour l'indépendance de ce pays ¹⁷⁴ et des grandes grèves de juin 1936.

La description chronologique détaillée fait ressortir une seconde évidence : loin d'avoir été réalisé d'un seul coup, on l'a vu, le tournant a pris plus de deux ans et s'est opéré par infléchissements et tâtonnements successifs, mêlés de temps d'arrêt, voire de périodes de recrudescence de tension avec les futurs alliés.

Où

Où toutes ces décisions ont-elles été prises ? Là encore, un examen attentif de la chronologie permet de répondre. Pour ce qui est de la période étudiée ici plus en détail, les changements interviennent successivement en mai, puis par deux fois en juin, et enfin en juillet 1934.

Or, en mai, Thorez n'abandonne pas ses injures et les qualificatifs de « social-fascistes » et ne fait enfin au parti socialiste une proposition d'action commune pour Thaelmann, qui a une chance d'être acceptée, *qu'après* se l'être entendu demander à Moscou par Dimitrov et Manouïlsky. Le 23 juin, à l'ouverture de la conférence nationale, dans son rapport, le même Thorez ne développe une nouvelle politique *qu'après* avoir reçu de Moscou, le 11 juin, une lettre que les historiens officiels du P.C.F., Claude Willard, Jacques Chambaz, Jean Bruhat, Georges Cogniot et Claude Gindin qualifient eux-mêmes de « document historique » ¹⁷⁵.

A la même conférence nationale, le 26 juin, dans le discours de clôture, Thorez effectue un nouveau mouvement en direction des socialistes, en se prononçant pour « l'unité d'action à tout prix [avec eux] », *seulement après*

avoir reçu un télégramme de Moscou. En juillet, pour terminer, Thorez, toujours lui, consent aux dirigeants socialistes les ultimes concessions nécessaires à la signature du pacte d'Unité d'action, *après* que Dimitrov a fait, selon l'expression de Georges Cogniot, « un pas de plus dans cette ' voie ' » 176.

Les modifications apportées à la ligne du P.C.F. étant formulées à chaque fois, à Paris, *après* qu'elles ont été énoncées à Moscou, la réponse à la question de savoir où se prennent les décisions ne saurait faire le moindre doute. De fait, de 1921 à 1934, et pour ce qui est du P.C.F., il est évident qu'il y a eu déplacement du pouvoir de Paris vers Moscou.

Qui ?

Concédant enfin aujourd'hui que le tournant vers le Front populaire fut décidé dans la capitale de l'U.R.S.S., les tenants de l'école de l'histoire officielle du P.C.F. donnent à entendre que toutes les décisions y furent prises par des dirigeants du Comintern et par des responsables du P.C.F. agissant de concert. A l'appui de leurs thèses, ils affirment que la direction cominternienne était et est restée assez longtemps divisée entre ceux qui voulaient le tournant et ceux qui s'y opposaient. Sans être toujours d'accord entre eux sur la répartition exacte des tendances, les historiens du P.C.F. classent généralement Dimitrov et Manouïlsky dans le camp des partisans de l'ouverture, à laquelle se seraient opposées Béla Kun, Lozovsky, et Ercoli-Togliatti ou Piatnitsky, selon que nos informateurs ont nom Cogniot ou Gacon 177.

Ce qui revient à nous proposer l'image d'un pouvoir collectif, partagé entre Français et « internationaux », traversé de débats, donc de caractère démocratique, pouvoir que ces mêmes auteurs situent, soit à l'intérieur du secrétariat, soit à l'intérieur du présidium et de différentes commissions du comité exécutif du Comintern.

A priori séduisantes, ayant acquis droit de cité, de telles vues nous font obligation d'examiner maintenant les données de l'exercice du Pouvoir en 1934.

A la question de savoir qui l'exerce alors, les actuels historiens du P.C.F. répondent Dimitrov, Manouïlsky, Ercoli-Togliatti, Piatnitsky, Béla Kun et Lozovsky, désignant ainsi quatre membres du secrétariat et deux membres du présidium du comité exécutif du Comintern, les deux derniers nommés. Ont-ils raison ? Est-il certain que le pouvoir puisse se situer en 1934, et — *a fortiori* plus tard — à l'intérieur du Comintern ? Nous ne le pensons pas et pour plusieurs raisons :

1. — Parce que les historiens du P.C.F. qui ne produisent pour leur part aucune archive, se trouvent sur ce point en contradiction absolue avec les documents d'époque — en ce que ceux-ci, tous, sans exception, désignent explicitement Staline comme le chef du Comintern... et du P.C.F. A commencer par le rapport de Maurice Thorez à la conférence nationale du parti le 23 juin 1934 qui l'appelle « notre chef Staline » 178.

2. — Parce qu'on ne voit pas comment Manouïlsky et Piatnitsky, simples membres du comité central du parti russe, auraient pu donner des directives à leur tout-puissant secrétaire général... à l'intérieur du présidium du

comité exécutif du Comintern, sous le prétexte que ce dernier en était membre, quand ils étaient, en tout état de cause, contraints de lui obéir, dès lors qu'ils le retrouvaient en-dehors.

3. — Parce qu'on voit d'autant moins comment Staline aurait pu être subordonné ou même simplement étranger au Comintern, sachant que tous ceux que les historiens nomment ont disparu dans le trou noir des purges, sur ordre de Staline, à la seule exception d'Ercoli-Togliatti et de Manouïlsky... lequel ne fut disgracié, pour sa part, qu'en 1950.

4. — Parce que l'on ne peut ignorer le fait que la terreur policière s'abattait déjà sur les membres des directions du Comintern avant les grandes purges de 1936-1938, bien avant 1934, comme le prouve, entre autres, l'exemple de Célor en 1931, déjà cité.

5. — Parce que l'on sait aussi depuis les révélations du rapport Khrouchtchev et par les archives exploitées par Roy Medvedev¹⁸⁴ que la machine de terreur policière se trouvait entre les mains du seul Staline et que celui-ci s'en servait déjà largement en 1934 pour maintenir son pouvoir personnel sur l'appareil de l'État et du parti russe, auquel appartenaient précisément Manouïlsky, Piatnitsky et Lozovsky, alors que les émigrés politiques, comme Dimitrov, Ercoli-Togliatti, Florin, Pieck, Béla Kun qui peuplaient le secrétariat et le présidium du comité exécutif dépendaient aussi directement qu'étroitement du maître et de son système... Tous, Russes ou émigrés, constituant pour le pouvoir une masse de manœuvre qui faisait à tout coup la décision au sein des dits organismes.

6. — Parce qu'il suffit, pour mesurer le caractère policier du régime en vigueur en 1934, de rappeler le rôle joué tout au long de l'ascension de Staline par les manipulations policières et les montages comme l'affaire de « l'imprimerie illégale » de 1927 qui avait vu l'Opposition unifiée accusée de complot et de collusion avec les Gardes Blancs, grâce à l'introduction dans ses rangs d'un ex-officier de l'armée Wrangel... qui était en fait un agent du G.P.U.¹⁷⁹

7. — Parce qu'enfin la leçon dont le secrétaire général du Parti-État a pu, comme on l'a remarqué, truquer délibérément le résultat du vote du 17^e congrès en février 1934 d'abord, la manière dont il a usé ensuite, pour installer Dimitrov dans les fonctions de secrétaire général du Comintern aussitôt après qu'il en eût décidé ainsi, mais bien avant que le comité exécutif n'en ait discuté... constituent autant d'indications qui soulignent la toute-puissance d'un Staline, lequel peut légiférer seul, au mépris du pouvoir légal qu'incarne le congrès du parti russe, dans le premier cas, le comité exécutif du Comintern dans le second.

Concluons donc sur ce point. Dans le Comintern et par voie de conséquence dans le P.C.F., loin de demeurer cantonné à l'intérieur du secrétariat ou du présidium démocratiquement partagé entre Français et « internationaux », le Pouvoir est en 1934 entre les mains du seul Staline.

Quel Pouvoir ?

Sur la nature de ce pouvoir, politologues anti-communistes ou plus ou moins indépendants et historiens « officiels » se rejoignent sur les mêmes

généralités et les mêmes raccourcis, aussitôt qu'ils abordent le chapitre de l'analyse structurelle du pouvoir stalinien dans les années trente. Tout se passe comme si le lecteur était tenu d'accepter comme autant de postulats scientifiques l'attribution des qualificatifs de ce pays « socialiste », d'« Internationale » et de « parti communiste » aux réalités moscovites des années trente. Nous n'avons pas ici la possibilité d'engager un débat de fond sur la nature de classe de l'Union soviétique en 1934. Nous voulons seulement souligner la croissance vertigineuse des inégalités au sein de la société soviétique à la fin des années vingt et au début des années trente et noter que ce mouvement n'affecte pas seulement la société civile et le parti russe, mais tout autant le Comintern stalinisé, au sein duquel les contrastes deviennent tellement criants qu'ils frappent les visiteurs étrangers : au siège même, avant 1930, les membres du Comintern se voyaient encore proposer la même nourriture ; en 1934-1935, deux services distincts offrent... un menu de luxe avec caviar, réservé aux grands dirigeants et... un repas où le caviar a été remplacé par le hareng... tandis que de maigres pitances sont réservés aux « camarades » du petit personnel de service, lequel, bien que passé au crible et jugé de toute confiance, n'a même pas droit au hareng ¹⁸⁰.

Citant une circulaire de Smolensk sur le rationnement par catégorie socio-professionnelle, Pierre Broué souligne qu'il faut y voir le recensement de ceux à qui le régime stalinien « offre l'exorbitant privilège de ne pas mourir de faim quand tous sont frappés » ¹⁸¹. Comment ne pas admettre qu'il est insoutenable de tenir pour « communiste » tout système aux structures sociales aussi inégalitaires ? Comment ne pas comprendre qu'une distance du même ordre sépare, dans le temps aussi bien que socialement, l'organisation à tendance égalitaire de Lénine et celle de Staline qu'un parti-pris intéressé identifie dans leur continuité historique ?

Un pouvoir contre son peuple...

Sous cet angle, l'apport des archives est décisif. Analysées dans les *Cahiers Léon Trotsky*, les informations fournies par les correspondants soviétiques de Trotsky et de Sedov recourent celles qu'avaient déjà livrées les sources policières de Smolensk. A partir des années vingt, la collectivisation forcée et l'industrialisation forcenée ont entraîné une fantastique montée des tensions sociales et de la répression. Chiffrables en millions d'arrestations et de déportations qui s'inscrivent sur fond d'usines paralysées, de grève passive de la paysannerie, de révoltes écrasées et de famines meurtrières, les évaluations les plus modestes prouvent sans conteste qu'il s'est agi là d'une guerre sociale totale de plus en plus dure opposant un pouvoir politique de plus en plus isolé à l'immense majorité paysanne et ouvrière.

... et contre son parti...

A tout le moins Staline a-t-il commencé cette guerre sociale avec le soutien actif d'une bureaucratie du Parti-Etat qu'il avait transformée en couche sociale ultra-privilégiée. Or, cet unique appui devient de plus en plus dange-

reusement incertain à partir de 1932, comme le démontrent les épurations successives, avec près de huit cent mille exclusions en 1933 et encore plus de trois cent mille en 1934¹⁸². A quoi il convient d'ajouter encore la manifestation d'opposition silencieuse (déjà mentionnée plus haut) des 270 délégués au XVII^e congrès rayant le nom de Staline lors de l'élection au comité central cette même année. Menacé à partir de 1936, Staline réagit par le massacre de cette bureaucratie qui avait constitué son soutien, et procède à l'élimination physique des trois-quarts du comité central qu'il avait lui-même composé et de la moitié de ce parti qu'il avait si soigneusement épuré. Liquidant dans le sang, comme l'a écrit Souvarine, le parti de Lénine, effectuant des coupes sombres dans son entourage et jusque dans sa propre famille, il consolide ainsi un système de pouvoir absolu à vie au sein duquel le risque de mort croissait systématiquement avec l'ascension vers les sommets et proportionnellement à l'attribution des privilèges...

Structures et fonctionnement du système stalinien : la sinistre fiction des délégations et des contrôles du pouvoir

A la fin de 1922 et au début de 1923, c'était au congrès du parti, non à son comité central ou son bureau politique que Lénine avait adressé ses dernières réflexions connues sous le nom de « testament ». De son temps, en effet, le congrès annuel du parti était le dépositaire des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire. Il les déléguait chaque année au comité central et à la commission centrale de contrôle qu'il avait élus. Dans l'intervalle de ses réunions, le C.C. déléguait à son tour ses pouvoirs au bureau politique qu'il contrôlait à la manière d'un parlement. Elections et contrôle étaient alors des réalités, comme le prouve l'existence de vigoureuses minorités et de la capacité du C.C. — comme dans l'affaire Chliapnikov — à résister à Lénine lui-même.

De Lénine à Staline, le Pouvoir se déplace, se concentre et change de nature, passant du congrès, du comité central de la commission centrale de contrôle et du bureau politique au secrétaire général et à ses affidés regroupés dans son tout-puissant secrétariat particulier ainsi qu'à la tête de la non moins puissante section des cadres, nouveau maître disposant de surcroît d'un appareil policier hypertrophié et placé désormais au-dessus de l'appareil du parti lui-même. Le but étant d'interdire toute possibilité d'opposition, de critique et d'information non officielle, toutes les communications horizontales entre organisations et militants sont supprimées. La « direction » impose à tous un cloisonnement très strict. A partir de quoi le pouvoir stalinien s'exerce, sans le moindre contrepoids, sur un ensemble d'organisations et de responsables qu'il a rigoureusement isolés en les transformant en une myriade d'atomes déconnectables à volonté.

Démontrant qu'en théorie, « le pays est dirigé par le Parti, mais » qu'« en fait l'appareil de la terreur dépendait directement » du seul Staline et fonctionnait entièrement « au-dessus » de toutes les institutions et contre elles, Roy et Jaurès Medvedev constatent que, dans ce système, « toute personnalité du parti et du gouvernement pouvait toujours disparaître sans laisser de traces »¹⁸³. Le développement du Comintern est là pour illustrer la

généralisation du processus. Combien disparaissent « sans laisser de traces » ? Pour nous en tenir aux têtes d'affiches, contentons-nous de citer Manouïlsky, homme de Staline à la tête du Comintern ¹⁸⁴, Piatanitsky, les directions presque entières des sections polonaise et yougoslave, secrétaires généraux en tête, des dizaines de dirigeants du parti allemand, avec des hommes-clés comme Leo Flieg et Willy Münzenberg, les Hongrois, avec Béla Kun lui-même, Marcel Pauker, du P.C. roumain, les compagnons bulgares du procès de Dimitrov, Popov et Taney, sans oublier le Français Jean Crémet, tombé en mer au cours d'une mission en Extrême-Orient et le beau-frère de Togliatti, Paolo Robotti, exception à la règle du temps, qui s'en tira avec deux ans de prison et deux côtes cassées ¹⁸⁵. Tous, sauf Crémet, ayant pratiquement soutenu Staline jusqu'au bout.

Faut-il ajouter que le principal instrument de sa conquête du pouvoir absolu en U.R.S.S. ayant été le binôme G.P.U.-section des cadres, Staline s'est très logiquement employé à en réaliser la greffe sur le Comintern, à Moscou et au siège d'abord, à l'intérieur des sections étrangères ensuite, autant que faire se pouvait, compte tenu des limites qui découlaient d'obligations politiques évidentes dans le cas particulier de pays diplomatiquement liés à l'U.R.S.S. stalinienne et où les P.C. étaient légaux.

Pour le reste, les moyens employés pour la maîtrise totale du Comintern sont les mêmes que ceux déjà utilisés dans le parti russe et le résultat est aussi spectaculaire. Nouvelle version d'une classique adulation à l'orientale, hâtivement et lourdement badigeonnée d'un vernis marxiste, le « culte de la personnalité » fait son entrée dans le Comintern. Le reportage sur son arrivée au VII^e congrès fait de Staline le « chef, maître et ami des prolétaires et des opprimés du monde entier » ¹⁸⁶, tandis que l'adresse du congrès, adoptée le 29 juillet, lance ses « salutations enflammées » au « chef aimé ». Dès lors, Staline est partout. Le terme de « chef » revient sans cesse et l'on se prosterne obligatoirement devant son « nom » qui « remplit de foi dans la victoire finale ».

On comprend dans ces conditions les conclusions de Trotsky pour qui « l'ingérence du G.P.U. dans les affaires du Comintern, le système de subordination et de corruption des dirigeants du mouvement ouvrier dans les autres pays, devinrent systématiques, à partir de 1926 environ, lorsque Staline fut définitivement reconnu comme chef incontesté du Comintern » ¹⁸⁷. Même si l'on admet que le système ne pouvait être implanté tel quel, même si l'on tient compte que les massacres furent ainsi épargnés aux P.C. légaux, même si l'on constate qu'il en résulta des limitations dans le jeu du G.P.U., il n'en reste pas moins que les P.C. étaient tous ravalés au rôle de simples appendices de l'appareil de Staline...

Au temps du Front populaire et des procès de Moscou, délégations et contrôles de pouvoir d'autrefois étaient devenus de sinistres fictions : le Comintern s'était mué en « Stalintern ».

Le pouvoir de Staline sur le P.C.F.

Comme ses homologues, la section française du Comintern avait, à partir de 1930, progressivement glissé à l'adulation à l'orientale de Staline. Au

début de 1934, le comité exécutif de Moscou et le bureau politique du P.C.F. donnaient de concert le signal de la francisation du « culte » avec le 65^e anniversaire du « meilleur camarade de combat » de France, en l'occurrence Marcel Cachin ¹⁸⁸. L'éloge de Cachin n'était qu'un début, comme on devait le voir au congrès de Villeurbanne, en janvier 1936, qui plaça Thorez sur l'orbite du culte. Puis *Fils du Peuple* sortait des presses : le terrain ayant été jugé en haut lieu suffisamment préparé, en octobre 1937, on venait de procéder au grand lancement du culte du secrétaire général. La suite est connue. Tenu de reproduire dans la mesure du possible le processus de hiérarchisation sociale évoquée plus haut, l'appareil du parti subit à son tour un processus de différenciations sociales internes accentuées.

C'est en 1934 que les responsables de l'appareil français se voient octroyer pour la première fois des vacances d'été ; c'est à partir du Front populaire que s'élève le niveau de vie des principaux fonctionnaires de l'appareil central et des députés dont beaucoup ont alors la possibilité de troquer de modestes logements contre appartements ou pavillons plus confortables ou mieux situés, les principaux leaders accédant alors aux superbes voitures particulières, voire, dans le cas de Thorez, Duclos, Fried, Cerreti, aux délices des manoirs et du yachting ¹⁸⁹. S'il demeure malheureusement impossible de mesurer réellement l'ampleur du changement social, il n'est pas interdit d'en relever certaines retombées sur le plan de la mentalité en se référant aux sources les plus officielles.

Rapportant dans ses souvenirs les conséquences de sa promotion au C.C. français en 1932, Cerreti-Allard, chef adjoint de la M.O.I. et de l'appareil secret, mentionne voiture et pavillon et écrit ces lignes révélatrices : « Adieu..., chambre garnie au papier sale qui sent les punaises, le tabac et le sexe : maintenant je vais te tourner le dos. Je loue ma place dans un hôtel propre... » Et d'évoquer les rêves qui lui viennent, « les cent billets de 10 000 dans les poches » et le « bon repas au champagne », au cours duquel il ferait « couler » ce dernier dans le dos velouté de la belle femme qui l'« accompagnera », le tout constituant à ses yeux sa « vengeance d'homme de rien arrivé en haut de l'échelle » ¹⁹⁰. Nous ignorons si Cerreti fit frissonner de jolies femmes, mais nous savons qu'il dépensa de gros billets et sabla le champagne en compagnie des Fried, Duclos et autres Thorez, en un temps où l'idéalisme révolutionnaire des compagnons de Lénine et des détenus de la Santé était loin. D'autant plus lointain qu'il ne restera plus, des 51 titulaires, suppléants et nouveaux suppléants du comité central à Arles, fin décembre 1937, à la sortie du tournant, que cinq élus de janvier 1924 ¹⁹¹, dont l'inamovible Marcel Cachin, seul survivant des sept membres du bureau politique d'alors ¹⁹².

La nouvelle tour de contrôle stalinienne

C'est à partir de 1932 que le Comintern installe au cœur de l'appareil français la commission des cadres. Pour rendre celle-ci opérationnelle, la première directive est de faire remplir par chaque responsable, du C.C. aux cadres locaux, « un questionnaire autobiographique établi sur le modèle déjà utilisé par le parti russe ». Les intéressés devaient répondre par écrit à toutes

les questions, fournir toutes sortes de précisions concernant leur situation de famille, leurs relations familiales ou personnelles éventuelles avec des militaires, des policiers, des membres d'autres partis ou des organisations ennemies, leurs arrestations, leurs séjours en prison, les licenciements dont ils avaient été l'objet ou les positions qu'ils avaient défendues. Ils devaient donner en référence au moins trois noms de militants, en indiquant leurs responsabilités, ce qui sous-entendait clairement que toutes leurs réponses seraient vérifiées.

Elles le furent et, de plus, les « bios » elles-mêmes devinrent bientôt objet de recoupement, de comparaisons, d'analyses systématiques. Il s'agissait d'établir un fichier central où militants et responsables seraient secrètement classés en quatre catégories, des éléments de valeur aux indésirables déjà éliminés ou encore à rejeter en passant par les suspects¹⁹³. La « commission », bientôt « section des cadres », était appelée à devenir la tour de contrôle de l'appareil français. « A Moscou », signale Vassart, « le P.C.F. fut cité en exemple sur ce point particulier »¹⁹⁴.

Les critères de sélection de Staline

Un examen des réponses aux questions sur leurs antécédents militants apportées par les neuf titulaires du bureau politique de 1936, déjà membres de cet organisme en 1932, nous permettra de mieux comprendre mécanisme et critères de sélection.

Alors qu'il avait déjà à rappeler son passé de belliciste, en « service commandé » auprès de Mussolini, Cachin dut expliquer pourquoi il avait lutté jusqu'à la fin 1922 contre l'Internationale ; Thorez eut à donner les raisons de son soutien au combat de Souvarine, contre la campagne anti-trotskyiste de la troïka en 1924 ; Sémard a été contraint d'avouer le détail de son opposition à la constitution des fractions communistes dans les syndicats en 1921 et à la mise en œuvre en 1927-1928 de la tactique « classe contre classe » ; le grand leader syndical Monmousseau fut obligé de renouveler sa pénible confession de « jaune » en 1910¹⁹⁵. Sur les emprisonnements, force fut à Thorez de revenir sur deux de ses défaillances les plus graves en faisant de sa main le récit de ce moment de panique de juin 1929 qui l'avait entraîné à se laisser arrêter au lieu de s'enfuir comme prévu, puis en expliquant comment il avait cru pouvoir violer à son profit la règle qui prévoyait que nul ne devait payer l'amende pour pouvoir sortir de prison.

Sur ce point délicat entre tous, même le glorieux « marin de la Mer Noire », l'« indomptable Marty » eut à rapporter par écrit le détail de l'interrogatoire de mai 1919 au cours duquel il avait qualifié sa révolte d'aberration passagère ainsi que la faiblesse de 1927 qui l'avait conduit à s'alimenter en cachette tandis que ses camarades menaient pour de bon leur grève de la faim¹⁹⁶. Ainsi, cinq au moins des neuf membres du bureau politique étaient-ils désormais paralysés par le dépôt à Moscou des preuves d'un passé enfoui et dissimulé, mais susceptible de resurgir sur commande. Et nous ne savons pas tout ; quels secrets révélerait donc le dossier de Marcel Gitton, plus ou moins accusé, après sa rupture, à tort ou à raison, de mœurs inavouables à l'époque ?¹⁹⁷

Trouvera-t-on dans un autre dossier individuel l'explication du comportement d'un septième membre du bureau politique, Lucien Midol..., qui confia un jour à Souvarine qu'il ne pouvait le suivre, bien qu'il eût raison et que tous les dirigeants fussent « des salauds », parce qu'il ne pouvait supporter l'idée d'être « sali » sans pouvoir se défendre ? ¹⁹⁸ Billoux n'avait-il pas « avoué » son soutien à Barbé et Célor, de même que Raymond Guyot, secrétaire général de la J.C., membre officieux du B.P. et suppléant du présidium du C.E. du Comintern depuis 1935, qui, en outre, avait autrefois soutenu Souvarine ? Deux au moins des quatre représentants du P.C.F. qui se sont succédé à Moscou sont dans la même fâcheuse situation : Georges Cogniot, signataire en 1925 de la « Lettre des 250 », Albert Vassart, qui a donné prise à l'accusation d'« opportunisme » et épousé une Allemande de tendance brandlérienne. Quant au secrétaire général de la commission centrale de contrôle politique, Henri Gourdeaux, n'a-t-il pas à faire pardonner deux votes hostiles à la résolution de l'I.C. de sa compagne Marie-Thérèse, au comité central de juillet 1926 ? ²⁰⁰.

Arrêtons-là l'énumération ; ce que nous entrevoyons des lignes de vie qui s'entrecroisent à l'intérieur de l'appareil suffit à nous prouver que le pouvoir avait programmé la promotion systématique d'hommes qui avaient quelque chose à dissimuler et sur qui « la section des cadres » avait prise. La chose étant devenue possible et facile précisément au moment du tournant quand le secret en fût arrivé à être absolu et le cloisonnement total. Alors, isolement et impuissance face au « centre » mystérieux et lointain furent désormais la règle pour tous. Pour ne rien dire de l'aliénation au sens que Marx donnait à ce terme.

Les résultats

Le résultat est particulièrement net : au congrès de mars 1932, avant les « bios » et la « section des cadres », nul certes ne discute plus la ligne, mais il se trouve encore des délégués pour demander des explications sur la composition de la liste prévue pour le C.C. ; au congrès suivant, en 1936, après que chacun ait rempli sa ou ses « bios », après que la section des cadres est devenue opérationnelle, on n'intervient plus que sur ordre, on obéit aux dirigeants, aux chefs de délégation qui transmettent les consignes, on applaudit au signal, on acclame en cadence « le secrétaire aimé », Maurice Thorez, on ovationne frénétiquement Staline. Entièrement préfabriqué, monolithique à cent pour cent, Villeurbanne, en janvier 1936, est le premier congrès stalinien de l'histoire du P.C.F. Concédant le maximum à l'extérieur, le parti français y achève de se glacer à l'intérieur... et il est pourtant des observateurs pour assurer qu'il avait commencé à se libéraliser.

Assimilant le lancement du stalinisme à la française à une libéralisation et à une autonomie croissante vis-à-vis de Moscou, les mêmes ont commis le contre-sens le plus total sur l'évolution du pouvoir de 1920 à 1937 : ils n'ont pas vu qu'un mouvement, identique à celui de Russie et du Comintern, avait déplacé le centre de gravité du parti, de son comité directeur et son congrès annuel au secrétariat particulier de Staline *via* le Comintern. Avec un déca-

lage dans le temps et les atténuations qui lui valent sa position excentrique, se termine la mutation silencieuse qui achève de faire du P.C.F. un vassal profondément soumis au despotisme stalinien.

Les recherches récentes effectuées par l'équipe de l'Institut Léon Trotsky ont montré l'importance décisive de ces années 1932-1937, jusque-là sous-estimées par tous, y compris par nous. C'est au cours de cette période que le pouvoir se mue en despotisme totalitaire — ce que Trotsky et Souvarine, à travers des démarches différentes, expriment par leurs comparaisons avec Néron et Caligula ²⁰¹ : la terreur la plus folle, la hiérarchie la plus stricte, le secret le plus absolu, le cloisonnement le plus rigoureux, l'isolement le plus total, la soumission, l'adoration du Maître, ou, pour paraphraser Marx, les organisations stéréotypées, isolées comme autant d'atomes déconnectés, et un gouvernement despotique, voilà les éléments qui se combinent à la sortie du « tournant » pour fonder un nouveau despotisme à l'orientale. Pour ce qui est de l'histoire intérieure, ce ne seront plus dès lors que purges et massacres infligés par le nouveau maître pour maintenir son empire sur « la base de la passivité de cette société sans résistance et sans changement ».

Concluons avec Trotsky et Souvarine que le pouvoir qui ordonne et conduit le tournant du Front populaire est totalement extérieur au P.C.F., qu'il est le produit d'une transformation qui l'a mué en un totalitarisme moyenâgeux armé de toute la technologie du XX^e siècle et qu'il s'appuie soit sur la peur de perdre sa place, soit, plus souvent encore, sur une charge de religiosité due à l'idéologie qu'il secrète et sur un potentiel de foi accru par l'éloignement.

Pourquoi ?

Tout pouvoir, quel qu'il soit, réagit toujours en priorité à ce qu'il ressent comme une menace. A quelle menace Staline a-t-il voulu parer en prenant le tournant de 1934 ?

La politique intérieure française ?

Une série d'historiens et politologues continuent à reproduire, comme si elle coulait de source, l'explication des historiens officiels du P.C.F. qui postule que ce fut la montée de l'extrême-droite, au début de 1934, en France, qui motiva le tournant du P.C.F. vers les socialistes et le Front populaire.

Faut-il supposer que le pouvoir que nous venons de décrire et de situer s'est senti menacé à Moscou par l'agitation anti-parlementaire des Ligues à Paris ? L'explication ne résiste pas à l'examen attentif des sources même qu'elle invoque. Pourquoi le P.C. aurait-il refusé toute unité d'action, quand le danger d'extrême-droite était à son apogée, alors qu'il devait consentir les concessions les plus lourdes et les plus coûteuses pour la réaliser et l'étendre en 1935-1936, une fois le péril amoindri, pour ne pas dire estompé ?

La contradiction ici est d'autant plus flagrante que les principaux acteurs du moment, côté Comintern, ont une claire conscience de cet aspect déterminant de l'évolution de la question : le 5 janvier 1936, dans le huis clos du

« secrétariat romain », Jacques Duclos détaille avec complaisance les échecs électoraux de l'extrême-droite avant de souligner que « certaines couches du Capital financier » cessent de soutenir les Croix-de-Feu et que « le mouvement réactionnaire modifie » une « orientation » jusque-là favorable aux fascistes ²⁰².

La politique extérieure de l'U.R.S.S. stalinienne ?

Il est déjà significatif que Duclos ait — à l'époque secrètement — exprimé des vues en contradiction avec une des données majeures de la ligne officielle. Plus encore l'est l'analyse du Comintern, par Duclos interposé, de l'intérêt des divisions radicales. On découvre en effet que le critère de l'homme de Staline dans le P.C.F. n'est pas le degré d'antifascisme, mais le clivage entre partisans et adversaires de « l'amitié envers l'U.R.S.S. ». Herriot démissionnaire et Daladier briguant la présidence du parti radical, Duclos rappelle que « Herriot a toujours fait des déclarations pro-soviétiques », que « ce n'est pas le cas de Daladier » et assure qu'il faut compter sur le « fort courant pro-soviétique dans le parti radical » ²⁰³.

Comment, dans ces conditions, s'étonner du traitement de faveur réservé par le Comintern au parti radical, « le plus grand parti de France » et comment ne pas voir que Moscou misait, selon toute vraisemblance, en 1935, sur une victoire électorale des radicaux qui leur aurait donné la présidence du gouvernement de Front populaire et une influence déterminante dans le gouvernement ? Comment ne pas être tenté d'expliquer cette attitude du Comintern par l'espoir que Staline commençait à nourrir, d'influer directement sur la politique étrangère française *via* Herriot, Pierre Cot et les radicaux pro-soviétiques ?

Jean P. Joubert signalait par ailleurs récemment l'extraordinaire concordance entre le rapprochement diplomatique franco-soviétique et le tournant vers les socialistes en notant que « c'est au mois de mai 1934 » que s'effectue le véritable « renversement des alliances », après que « la possibilité d'une garantie commune de l'U.R.S.S. et l'Allemagne à la Finlande et aux pays baltes se soit effondrée en avril », et c'est alors que « Louis Barthou propose à Litvinov un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique » ²⁰⁴. Or, nous l'avons vu, c'est le 11 mai 1934 que Thorez, convoqué à Moscou, s'entend signifier un premier changement de cap par Dimitrov. A la fin du même mois, les Anglais, persistant à vouloir en rester à Locarno pour garantir le statu quo des frontières occidentales de l'Allemagne (alors que l'U.R.S.S. ne s'intéresse qu'à celles de l'Est) deviennent la cible de Gabriel Péri dans *l'Humanité* lequel dénonce aussitôt le « plan » de « l'impérialisme britannique » visant à « une entente franco-allemande anti-soviétique sur la base du réarmement de l'Allemagne, sous le contrôle britannique et avec l'appui du Japon » : l'éditorialiste de politique étrangère du P.C.F. ne manque pas d'y voir « le danger essentiel, celui qu'il faut avant tout conjurer ». Du coup, il discerne « dans le chassé-croisé des groupements qui se font et... se disloquent », la possibilité que « la politique soviétique coïncide momentanément et partiellement avec la politique de tel groupe, et explique : « Cette politique sert l'U.R.S.S., cela

suffit à la justifier ». Le même jour, *l'Humanité* publiait l'ordre du jour du VII^e congrès convoqué par l'exécutif du Comintern. Tout était dit.

Bien des indices attestent au même moment de contacts diplomatiques et militaires entre la France et l'U.R.S.S. Ainsi, le 23 avril, le lieutenant-colonel de Lattre de Tassigny refuse-t-il de répondre aux questions que lui pose la commission parlementaire d'enquête sur les événements du 6 février : il s'agit de ses contacts, en tant qu'officier d'état-major du général Weygand, avec « les représentants officiels des soviets »²⁰⁵. On signale, le 6 mai suivant, la visite de l'arsenal de Toulon par une mission d'officiers de marine soviétiques en tenue civile. C'est le moment où le Comintern, on s'en souvient, met la dernière main à sa lettre et à ses « recommandations » qui « vont aider les communistes français à prendre des décisions importantes à la conférence d'Ivry »²⁰⁶...

L'automne venu, au refroidissement diplomatique entre Paris et Moscou qui suit l'assassinat de Barthou correspond une détérioration des relations avec les socialistes, que le P.C. recommence à critiquer, tout en interrompant sa marche vers un accord avec les radicaux. En avril 1935, quand le climat se réchauffe entre les deux capitales, le P.C.F. relance aussitôt le processus unitaire en direction de la S.F.I.O. ...et des radicaux. Dans la livraison du 20 avril de *Correspondance internationale*, Gabriel Péri fustige « les réticences coupables de Laval » devant le pacte, mais ne parle plus des préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S., dénoncés si violemment, il y a peu, de l'impérialisme français, n'y fait plus l'ombre d'une allusion et salue au contraire le pacifisme de la bourgeoisie française²⁰⁷.

Herriot, Duclos, Péri, Staline, Barthou, le parti radical, entre l'évolution de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et celle de la politique intérieure du P.C.F., les concordances, on devrait dire les coïncidences, chronologie comprise, sont trop nombreuses pour qu'il n'y ait pas de lien de cause à effet entre l'une et l'autre. Tout exclut que la première ait pu être au service de la seconde. Il est plus sage d'estimer que le Front populaire fut pour Staline un moyen d'obtenir que les diverses fractions de la bourgeoisie et des représentants des classes moyennes gagnées à l'idée d'une alliance avec lui, pèsent sur le pouvoir pendant toute une période.

La menace intérieure dans le parti russe ?

Hitler constituait-il en 1934-1935 l'unique menace pour Staline ? Poser la question ramène à la chronologie et... aux purges sanglantes qui coïncident avec toute la seconde partie du tournant. De ce point de vue, il paraît peu probable que Staline se soit décidé à ne déclencher le massacre qu'après la mort de Kirov.

On voit mal comment Staline ne serait pas à l'origine du décret du 8 juin 1934 prévoyant la peine de mort pour transmission de secret d'Etat ou fuite à l'étranger, les parents majeurs du « traître » encourant eux-mêmes prison ou déportation. Confirmées par les révélations de Khrouchtchev et les travaux des frères Medvedev, il y a les confidences de Babel à Souvarine, précisément entre 1932 et 1935. Rapportées par un écrivain observateur et particulière-

ment bien placé puisque familier du chef de la section des cadres, Ejov, lui-même alors très proche de Staline, ces échos du sérail incitent à penser que « le secrétaire général » méditait déjà l'hécatombe qui lui permettrait d'en finir avec Kirov et la politique de détente intérieure et de réintégration des bolcheviks exclus que ce dernier préconisait et, du même coup, avec le parti de Lénine ²⁰⁸.

Il existe au moins un rapport de fait entre les purges, le péril nazi et le tournant vers les Fronts populaires. En janvier 1934, Kirov dénonçait publiquement Hitler et Araki comme les ennemis les plus dangereux de l'U.R.S.S., tandis que Kaganovitch ne distinguait au même moment dans la situation internationale que contradictions inter-impérialistes à utiliser, sans que la moindre hiérarchie soit à établir dans les dangers ²⁰⁹.

Faut-il croire que ce fut seulement un hasard si le dirigeant qui donnait ouvertement à entendre que l'U.R.S.S. devait s'engager dans la lutte anti-nazi fut assassiné dix mois plus tard, alors que celui qui écartait cette conclusion devait demeurer au Politburo jusqu'en 1957 ?

Que nous apportent sur ce point les sources que les sources que constituent les imprimés d'époque du P.C.F. ? Rien de plus que l'explication officielle sur la mort de Kirov. On est en revanche frappé à leur lecture par la place réservée aux dénonciations des « trotskystes ». La permanence, l'ampleur et la fureur de cette campagne lui confèrent une allure générale tellement hors de proportion avec ce que nous savons de l'importance réelle de l'Opposition de gauche, que nous l'avons trop longtemps expliqué par la seule obsession des staliniens. Faut-il y voir la peur d'une jonction en France entre les partisans de Doriot et ceux de Trotsky ? Cela a pu jouer au début. Mais toutes les sources disponibles démontrent que la menace a été écartée dès l'été 1934 à l'intérieur du P.C.F., puis définitivement exclue, y compris à l'extérieur du P.C., moins d'un an plus tard, par l'évolution même de Doriot.

A partir de quoi il devient rigoureusement impossible d'expliquer, du point de vue de l'histoire politique, la contradiction criante entre la faiblesse apparente des « trotskystes » en France et la puissance de la campagne anti-trotskyiste du P.C.F. en 1934-1935, aussi longtemps qu'on ne fait pas entrer en ligne de compte la « préparation » à la stalinienne des purges sanglantes de 1936-1938 en U.R.S.S. ...et la perspective d'une réévaluation à la hausse de l'influence directe ou indirecte des partisans de Trotsky en U.R.S.S. en 1932-1935, perspective ouverte par les travaux que notre ami Pierre Broué se prépare à publier, ses découvertes archivistiques faisant surgir des ténèbres staliniennes les contours de ce qui pourrait bien avoir été, de Kirov aux « trotskystes » et peut-être à Trotsky lui-même, un bloc d'opposition anti-stalinienne en voie de formation, ce qui nous contraint à abandonner la vision historique d'oppositions totalement exclues de la scène de l'histoire en 1934 par un Staline tout-puissant.

La prise en compte de la menace que représentait pour Staline l'existence d'un tel potentiel d'opposition conduit à envisager de lui attribuer aussi d'autres raisons d'agir que celles qui lui sont non moins traditionnellement prêtées : dans la logique de la lutte qu'il menait pour garder le pouvoir, Sta-

line pensait très probablement au moins autant à Kirov, à Boukharine et à Trotsky qu'à Hitler. Seules de telles pensées expliquent la mue du totalitarisme mou en totalitarisme sanglant qui caractérise l'évolution du pouvoir stalinien au cours de ces tragiques années trente. Une mutation qui a entraîné une croissance à nouveau vertigineuse du « secteur spécial » dont le pouvoir s'était doté pour faire face aux problèmes que soulevait sa fuite en avant dans l'isolement du totalitarisme.

L'usage généralisé de l'« appareil spécial » de terreur policière et de services spéciaux qui en a résulté débouchait à son tour, comme on peut le constater en Espagne, mais aussi en France, sur la priorité donnée désormais partout aux méthodes conspiratives de politique au sommet, basées sur la ruse, la désinformation, les complots et le noyautage. Alors que Lénine voulait d'abord mobiliser les masses par en-bas, pour les engager dans le combat de front contre les classes dominantes, Staline tissait maintenant sa toile en haut, à l'intérieur même de l'appareil d'Etat, accumulant patiemment complaisances discrètes et connivences soigneusement dissimulées. Des exemples ? Complaisance, pour le moins, celle d'Herriot ; complaisance encore, celle de Paul Reynaud, acceptant, si l'on en croit les auteurs des *Brigades de la Mer*, de recevoir Georges Gosnat entre le 20 et le 23 août 1939... et de contribuer à éviter — provisoirement — le séquestre de la compagnie cominternienne ²¹⁰ ; connivence avérée, plus tard, celle de Pierre Cot, complaisance ou connivence, l'étrange attitude d'Anatole de Monzie, l'éternel ministrable qui comptait parmi ses collaborateurs aussi bien l'anti-stalinien Souvarine que le stalinien Fréville-Schkauff, le co-rédacteur de *Fils du Peuple*, alors que ce même de Monzie s'employait lui-même, au début de 1937, à expliquer dans les dîners parisiens aux incrédules comme Georges Duhamel que « le trotskysme était vraiment le danger du siècle et, somme toute, que Staline avait bien raison » ²¹¹.

Quant aux méthodes conspiratives proprement dites, on les retrouve à plusieurs reprises. A titre d'exemple, bornons-nous à citer :

1) L'épisode de 1935 rapporté par Fred Zeller, où l'on voit un certain Béranger, futur compagnon de Ramón Mercader et, sous l'occupation, hôte clandestin d'Epstein, lui avouer, une fois démasqué, qu'il a été introduit dans la Jeunesse socialiste — et sa commission exécutive fédérale — par l'appareil stalinien, qu'il obéit aux ordres de Raymond Guyot, avant de lui proposer une rencontre secrète avec deux dirigeants de la J.C. russe venus secrètement en France dans le double but de gagner tout aussi secrètement des dirigeants de la J.S., comme Zeller, au combat contre les trotskystes ainsi qu'à la conquête du dedans de leur propre organisation par les Staliniens et... à l'arrêt de tout travail antimilitariste ²¹².

2) Le journal de Georges Duhamel, lequel fait ressortir le rôle d'agent d'influence stalinien qu'a joué Maria Pavlova Koudachef peut-être auprès de l'ambassade de France à Moscou ou des écrivains français de passage à Moscou, comme Durtain ou Duhamel, qu'elle s'est efforcée de séduire, assez vraisemblablement, auprès de Romain Rolland enfin qu'elle vint rencontrer en France, et qu'elle épousa, ce qui n'a pas dû être sans influencer sur l'étonnante évolution qui transforma en compagnon de route stalinien le gandhiste et non-violent qui n'avait pas voulu suivre Lénine ²¹³.

3) Les interventions de l'appareil secret liées aux activités de la compagnie cominternienne France-Navigation, laquelle avait assuré à Staline les avantages afférents au quasi-monopole du ravitaillement en armes de l'Espagne républicaine. Les évoquer suffit à montrer aussi qu'il faudra bien un jour que les historiens dressent le compte des facilités supplémentaires naïvement offertes à l'appareil et aux réseaux secrets staliniens par les gouvernements de Front populaire en France. En attestent, pour nous en tenir au seul exemple de cette compagnie, les stupéfiantes révélations de son responsable Cerretti-Allard, titulaire de la caisse noire, également membre de la commission centrale de contrôle des cadres ²¹⁴, lequel évoquer dans ses souvenirs « la plus grande qualité » de Vincent Auriol... « sa facilité à apposer sa signature au bas des papiers officiels que Cusin lui présentait » et attribue, sans le moindre complexe une « imbécilité naturelle » au ministre de l'intérieur Marx Dormoy, bien que ce dernier lui ait, selon ce qu'il rapporte lui-même, rendu les plus grands services ²¹⁵. Faute de pouvoir tout citer, bornons-nous à remarquer qu'on peut se demander si les hommes de Staline n'ont pas spéculé sur la confiance que leur faisaient des gouvernants socialistes singulièrement naïfs pour obtenir que ces gens, culpabilisés par leurs responsabilités dans la « non-intervention » et désireux d'aider secrètement les républicains espagnols, en viennent, sans le savoir, à couvrir les tueurs du G.P.U. à l'œuvre à Paris.

Méditant devant nous à voix haute, l'un des anciens responsables de l'appareil secret de ce temps, Laurent Casanova, concluait que le P.C.F. n'était jamais parvenu à mettre en œuvre la conception que Lénine avait du mouvement de masses et l'attribuait à une « incompréhension » de la pensée du fondateur du bolchevisme. Nous retiendrons qu'il y avait là en sus la volonté stalinienne de substituer à la vision léniniste de la révolution par le bas toute une stratégie de l'infiltration des sociétés par le haut — définie au 7^e congrès par Dimitrov lui-même comme le retour à l'antique tactique du cheval de Troie.

Concluons donc sur ce point. Les raisons qui ont poussé Staline à ordonner le tournant formaient sans doute un tout. Parmi elles, et à partir d'un moment, il y a eu la menace extérieure nazie, laquelle n'a pu, à ses yeux, qu'accroître la menace intérieure des opposants réels ou potentiels, de Kirov à Trotsky. A la nécessité de liquider les vieux-bolcheviks s'est ajouté, toujours dans la même logique, le besoin d'éliminer jusqu'au derniers souvenirs des conceptions politiques de masse de l'époque révolutionnaire.

Comment ?

Il reste à se demander comment le despote a pu entraîner ainsi les hommes et les femmes du P.C.F. des années trente à des milliards d'années-lumière de la mentalité de ces fondateurs du parti qu'ils ne comprenaient même plus. On ne nous tiendra pas rigueur de nous en tenir ici à l'esquisse de quelques directions de recherche.

Observons d'abord que les raisonnements basés sur le postulat d'un P.C.F. réduit, pour la commodité de l'analyse, à un noyau dur, homogène et immuable, ont systématiquement débouché sur des impasses ou des contre-

sens. Pour avancer vers la solution du problème historique posé, il faut au contraire distinguer entre théories et idéologies, électeurs, adhérents, militants bénévoles, hommes d'appareil et machine.

Laissons l'analyse d'un électorat, d'ailleurs ni homogène, ni éternel.

Pour ce qui est de l'évolution des idées entre 1921 et 1936, nul ne saurait en contester l'ampleur, la moindre étude comparative démontrant que les thèmes ne sont plus les mêmes et que les mots, quand ils survivent, ont changé de sens.

Quant aux adhérents, sans remonter à Tours, il suffit de s'interroger sur le destin des quelque 25 000 de 1934, en se demandant combien d'entre eux sont restés et ce que devinrent ces quelques milliers de survivants une fois disséminés et noyés au milieu des 300 000 du parti de 1937. Cette notation étant d'autant plus significative que les adhérents sont loin d'être tous des militants, alors que ces derniers sont précisément des leaders d'opinion pour la base du parti. Malheureusement, il est quasiment impossible, en l'état actuel de la documentation, d'arriver à une estimation du nombre des militants. Des indications éparées, émanant le plus souvent de rapports de police permettront tout au plus de penser que ceux-ci étaient peu nombreux en 1934, mais sans possibilité de comparer avec 1937. Un exemple, le dossier F 7 13132 des archives de police, consacré à la surveillance du P.C.F. à la fin de 1933 et au début de 1934, contient, du fait de la présence d'un indicateur au sein du bureau de rayon, une intéressante série de rapports sur Nice. L'un de ceux-ci — daté du 7 juillet 1934 et confirmé par d'autres — nous apprend que « les membres du rayon de Nice se sont réunis en assemblée générale » la veille « au nombre de 60 »²¹⁶. On peut donc évaluer à soixante le nombre des militants proprement dits à Nice. Or, un état d'organisation du secrétariat du P.C.F. nous apprend que dans le secteur concerné, les Alpes-Maritimes, les effectifs du parti se montaient à 7 600 en 1937. On sait aussi que le P.C.F. totalisait dans les Basses-Alpes 86 cotisants en 1932, 74 et 7 cellules au 31 décembre 1933, 250 et 39 cellules en 1937... Mais on n'a malheureusement pas la moindre idée de la proportion des militants à l'échelle des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes et, pour Nice, on ignore le nombre des adhérents en 1934 et celui des militants en 1937²¹⁷.

On conçoit dès lors qu'il soit impossible d'y voir plus clair tant que font défaut sources et monographies locales consacrées à l'évolution du P.C.F. dans les années trente. Pour les mêmes raisons, il faut espérer que des études de géographie politique et sociale comparées permettront de recenser la présence, l'absence et l'influence des oppositions sur le comportement d'alors de la base du P.C.F. Dans l'immédiat, et du peu que nous savons, il ressort deux évidences : la base du P.C.F. en 1937 n'est plus celle de 1934 et, à l'intérieur, la crise Doriot paraît surmontée pour l'essentiel à partir de l'été 1934, donc de la signature du pacte d'unité d'action P.C.-S.F.I.O.²¹⁸

Pour l'appareil, les indicateurs documentaires de tendance fiable sont tout aussi rares. Toutefois il semble bien que l'alignement de la machine française ne puisse s'expliquer que par la réussite du processus de stalinisation totale, engagée en 1932 avec la greffe de la section des cadres, poursuivie par

la « nomenklaturisation » et menée à son terme en 1936-1937 grâce à l'adaptation du parti à l'adulation à l'orientale.

Plus encore que la contrainte ou que la corruption — et à la différence du modèle russe — il se pourrait que le rôle de la foi ait été décisif, du moins en l'état actuel de nos connaissances et à en juger par la faiblesse relative du taux de défection au sein du C.C. de 1936 pendant la très dure période de 1939-1944 : trois démissions, deux défaillances sérieuses, un cas connu d'abandon de toute action, quelques points d'interrogation sur un total de 33 titulaires et de 12 suppléants confrontés aux risques suprêmes. En regard des 4 membres du même C.C. exécutés à leur poste de combat, c'est finalement peu ²¹⁹.

En fait, tout se passe comme si l'appareil avait été renouvelé à l'épreuve du grand tournant. De mars 1932 à janvier 1936 et d'un congrès à l'autre, on relève l'élimination de 11 des 44 titulaires, et de 3 des 10 suppléants, de l'effectif de départ, alors que sur les 35 titulaires du comité central de janvier 1936, 5 seulement disparaissaient au congrès suivant : fin décembre 1937, les 12 suppléants demeurant au C.C. Il apparaît donc qu'en ce qui concerne le renouvellement du comité central, le tournant de 1934 a produit plus d'effet que les procès de Moscou.

Partant de constatations, on peut avancer trois éléments d'explication à titre d'hypothèses.

La comparaison des taux de renouvellement du comité central au congrès de 1936 et 1937 ne suggère-t-elle pas qu'il était plus facile à un homme d'appareil, formé avant 1932, de croire religieusement, ou de se forcer à croire aux procès, Moscou étant loin, que d'accepter un tournant dont il avait les conséquences sous les yeux ? La même étude comparative nous paraît confirmer le rôle de la perspective en politique. On peut en effet penser que la croyance en la victoire, elle-même alimentée par le flux grossissant des adhésions et les succès électoraux, à quoi s'ajoutaient encore les facilités nouvelles et tout le côté promotion sociale que procurait la fréquentation des allées du pouvoir, a grandement contribué à la conversion de l'appareil français à la politique du Front populaire... comprise comme une manœuvre géniale. Le troisième et dernier facteur d'explication réside dans la combinaison du jeu d'une machine internationale bien rodée et de l'intervention de cette masse de jeunes néophytes, portée par la mystique du Front populaire triomphant, qui a littéralement submergé les anciens plus expérimentés, les poussant à la démission ou à l'acceptation. Que l'on veuille bien se souvenir que c'est précisément en 1935 — et cela a valeur de symbole — que Manouchian, le type même du militant anti-fasciste qui a adhéré en 1934 — entre dans l'appareil... au moment où Viersboloviecz, gérant de la librairie du parti et pur produit de la filière anarchiste et classique de l'extrême-gauche française... le quitte.

Que de telles considérations ne constituent pas une démonstration en règle, nous l'admettons. Qu'il faille attendre d'autres travaux et d'autres découvertes pour que se dégagent enfin des réponses satisfaisantes aux grandes questions que pose le tournant, nous en sommes convaincu. Mais qu'on ne nous accuse pas de noircir intentionnellement le tableau. Nous qui conser-

vons intacts, malgré les épreuves, notre foi en l'avenir des idées de Marx comme en celui de l'U.R.S.S. Notre conviction profonde est que les historiens de l'avenir seront plus impitoyables que nous et qu'ils démontreront mieux que nous que Staline fut celui qui imposa le tournant de 1934-1937 à un P.C.F. qui n'avait plus rien à voir avec le parti communiste des années vingt, pour des raisons aussi extérieures à la politique française qu'étrangères aux intérêts du mouvement ouvrier français ou international.

NOTES

64. *L'Humanité*, 17 février 1934. L'article est intitulé « Responsabilité des socialistes. Qui a payé les balles ? ».
65. Voir sur ce point Jean-Paul Brunet, qui a fait la synthèse de tout ce qui était connu à l'heure actuelle dans sa thèse *Saint-Denis la rouge*, puis dans le chapitre 9, pp. 145-168 de son récent *Jacques Doriot* (Balland). *Saint-Denis la rouge* est la thèse de doctorat d'Etat (1 647 pages dactylographiées) de J.P. Brunet. Il a rassemblé des extraits de sa thèse dans deux livres, *Saint-Denis la rouge 1890-1936* (462 p., Hachette-Littérature, 1980) et *Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la rouge 1890-1939* (251 p., éditions Cujas, 1981).
66. Brunet, thèse de doctorat d'Etat, pp. 1169-1170 pour les effectifs P.C. et C.G.T.U. de 1931 et p. 1 344 pour 1934.
67. Contenant une critique pertinente de l'orientation aveuglément anti-unitaire du Comintern, l'article a été publié dans *La Vérité* du 27 avril 1934.
68. Trotsky était arrivé en France le 24 juillet 1933.
69. On lit dans l'éditorial signé Maurice Thorez dans *l'Humanité* du 31 mars 1934 : « Toute activité oppositionnelle et fractionnelle sert l'ennemi de classe, est mise par lui à profit contre la classe ouvrière et son parti communiste. Il n'est que d'entendre les clameurs des social-fascistes et des trotskistes pour s'en convaincre ».
70. Comme l'a montré Roy Medvedev dans *Le Stalinisme*, p. 206, dont il faut rappeler qu'il est à ce jour le seul livre d'histoire de l'appareil et du P.C. russe à avoir été fait à partir des archives secrètes du P.C.U.S. auxquelles l'auteur a accédé grâce à son ami Snegov, responsable du dossier « Stalinisme » sous Khrouchtchev avant d'être exclu du P.C.U.S. après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie de 1968.
71. *Ibidem*.
72. *Ibidem*, p. 205.
73. Si l'on en croit le rapport Khrouchtchev sur Staline (voir *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, éd. du Seuil, 1976, introduction et notes de Branko Lazitch, p. 76), il y avait en tout 1 966 délégués. Mais on ne sait pas avec certitude combien d'entre eux disposaient du droit de vote. Il paraît raisonnable d'estimer que ceux-ci devaient représenter de 60 à 70 % du total.
74. Medvedev, *op. cit.*, p. 205. A noter que si les congressistes eurent droit, selon Medvedev, à une communication de résultats truqués, on ne trouve aucun résultat, aucun chiffre dans le compte rendu de l'élection donné par l'organe officiel du Comintern, *Correspondance internationale*, n° 15/16, 17 février 1934, p. 243.
75. Interview de Dimitrov par Florimond Bonte, *l'Humanité*, 8 mars 1934 : « Du pays des soviets, terre libre. Le chaleureux salut de Dimitrov aux combattants anti-fascistes de France ».
76. J. Mérot, *Dimitrov, un révolutionnaire de notre temps*, éditions sociales, 1972, 238 p., p. 184. Cette datation a été fournie à Mérot par Dobrin Mitchev, de l'Institut d'Histoire du P.C. bulgare.
77. Mérot, *op. cit.*, p. 185, cite textuellement Mitchev.
78. *Ibidem*, pp. 184-185.
79. *Ibidem*, p. 187 et Georges Cogniot, « Georges Dimitrov et le Parti Communiste Français » dans *Cahiers d'Histoire* de l'Institut Maurice Thorez, n° 25/26 « Le P.C.F. et l'Internationale communiste » (2^e trimestre 1978).

80. Dans la version déjà citée de l'entrevue Staline-Dimitrov selon D. Mitchév, Mérot écrit que le responsable bulgare « exposa et développa ses idées qui étaient contraires à celles de Staline » (*op. cit.*, pp. 187-188).
81. Se situant en juin 1934, Georges Cogniot écrit : « Dimitrov fit un pas de plus sur la voie de l'orientation nouvelle dans sa lettre au Comité central du Parti Bolchevik et son discours du 2 juillet 1934, à la séance de la commission qui traitait du deuxième point à l'ordre du jour du prochain congrès » (au 7^e congrès du Comintern, N.D.L.R.).
82. Papiers Vassart (inédits, déposés à l'Institution Hoover), cités dans A. & C. Vassart, « Moscow Origins of the French Popular Front », Drachkovitch & Lazitch, *The Comintern-Historical Highlights*, Stanford, 1966, 430 p., p. 243.
83. *Ibidem*, p. 243 : notations en italiques intercalées dans le texte de C. & A. Vassart, notations rédigées par B. Lazitch et C. Harmel sur la base de leurs conversations avec Albert Vassart en 1955-1957.
84. Dans la « décision du comité exécutif de l'Internationale communiste concernant la politique scissionniste du camarade Doriot », en date du 16 mai 1934, publiée le 19 mai par *l'Humanité*, puis le 2 juin par *Correspondance internationale* n° 52/53, p. 895, décision qui condamne Doriot, laisse prévoir son exclusion mais ne l'exclut pas encore, on lit que « le comité exécutif de l'Internationale communiste a proposé le 23 avril dernier au comité central du Parti communiste de France et à Doriot de cesser la lutte intérieure dans le Parti et de soumettre les divergences à « son examen ». Toutefois, en 1984, dans le n° 18 des *Cahiers d'Histoire* de l'Institut de Recherches Marxistes, dans un article intitulé « Archives communistes février 1934 - juin 1934 choisies et présentées par Danielle Tartakowsky », on lit p. 40 que « M. Thorez et Doriot sont conviés le 21 avril à venir s'expliquer à Moscou » mais on note qu'aucune référence ne suit. De plus, pour Jean-Paul Brunet, *op. cit.*, p. 157 ; c'est le 21 avril que Doriot a reçu communication du télégramme du Comintern l'invitant à Moscou. 21 ou 23 avril, ce qui est étrange, c'est que Thorez, moins d'un mois plus tard, s'expliquant sur les événements du 16 mai, puisse dire au présidium de l'I.C. : « J'ai expliqué ce que nous avons fait deux jours après le premier télégramme, après que nous l'ayions communiqué à Doriot, le Comité central cessait toute polémique dans *l'Humanité* (*ibidem*, p. 72). Or, la polémique en question ne s'arrête que le 28 avril, soit cinq ou sept jours après le premier télégramme... et non deux comme le soutient Thorez devant le présidium et Manouïlsky qui devait savoir à quoi s'en tenir. Il y a, comme on le voit, de curieuses contradictions entre les dates avancées à chaud par les protagonistes et celles des historiens officiels un demi-siècle plus tard. Pourquoi ce décalage chronologique ? Question sans réponse.
85. Texte du télégramme dans Vassart, *loc. cit.*, p. 244.
86. *L'Humanité*, 21 avril 1934, p. 2.
87. Publié à la une, le chapeau était : « Pour l'unité de lutte, contre le fascisme, l'Union nationale et les décrets-lois. Huit mille prolétaires étaient rassemblés hier à Saint-Denis ». On pouvait également lire en italique que le B.P. avait « insisté [auprès de Doriot] pour que toute question intérieure au parti ne soit pas évoquée ».
88. *Cf.* n. 84.
89. Souvenirs inédits d'H. Barbé (Institut d'Histoire sociale, 15, av. Raymond-Poincaré, Paris). Rencontrant Doriot fin octobre ou début novembre 1932, à son retour de Moscou, Barbé : « Je résumai à Doriot tout ce qui s'était passé à Moscou depuis que j'étais parti ».
90. Membre du secrétariat et du présidium de l'exécutif, Célor était venu sans méfiance à Moscou où il avait été convoqué en juin 1931, d'autant qu'on lui avait assuré qu'il allait représenter le parti français au siège (voir sur ce point notre *Histoire intérieure du Parti communiste 1920-1945*, Fayard, pp. 356 sq).
91. Entretien avec André Ferrat, à qui Doriot avait annoncé son intention de rompre avec le P.C. à la réunion du C.C. de janvier 1934.
92. Vassart, *loc. cit.*, p. 245.
93. Maurice Thorez, *Vie secrète et vie publique*, p. 190, Fayard, 1975.
94. Vassart, *loc. cit.* Vassart affirme que Thorez quitta Moscou sans avoir eu de discussion avec un organe responsable. Or, nous savons qu'il avait été reçu par Dimitrov et qu'il était intervenu au présidium : il s'est trompé et nous avons eu tort de le suivre sur ce point.
95. Les citations de Dimitrov qui suivent sont tirées de G. Cogniot (*op. cit.*, pp. 217-218), lui-même faisant référence aux « archives centrales du Parti près le comité central du Parti communiste bulgare, Fonds 146, rôle 2, Dossier 317, Folio 11 et Folio 13, pour ce qui est de la

phrase de Dimitrov recommandant de ne pas traiter de traîtres les dirigeants socialistes. Une bonne partie de ces déclarations de Dimitrov se retrouve chez Mérot (*op. cit.*, p. 177) qui lui fait également dire que le front unique doit être fait « par en-haut, par le milieu, par en-bas ».

96. On peut supposer que, si l'on ne sait toujours pas ce qu'a dit Dimitrov le 11 mai 1934, ce n'est pas seulement pour ne pas gêner le P.C.F. quant à l'authenticité de sa propre démarche au printemps 1934, mais que c'est aussi pour ne pas révéler date, origine, motifs réels et mécanismes réels de ce tournant stratégique dont nous ne croyons pas pour notre part qu'il était effectif à cette date.
97. Deux de ces interventions sont dans *Cahiers d'Histoire*, n° 18, pp. 67-73 et 73-74.
98. Une réserve est nécessaire ici : nous ignorons si Manouïlsky et Dimitrov n'ont pas infléchi la ligne générale plus nettement dans des interventions que nous ne connaîtrions pas.
99. Toutes les citations de Manouïlsky, *Cahiers d'Histoire* de l'I.R.M., n° 18, p. 74.
100. Toutes les citations de Thorez qui précèdent dans *l'Humanité*, 22 mai 1934, p. 2.
101. « Compte rendu analytique du rapport présenté par le camarade Maurice Thorez à l'assemblée des communistes de la Région parisienne à la Grange-aux-Belles. Le 23 mai », *l'Humanité*, 25 mai 1934, p. 4.
102. *Ibidem*.
103. Témoin la conclusion de cet article de Berlioz : « Nous devons donc lutter avec plus de vigueur à la fois contre l'opportunisme de droite qui, sous prétexte d'unité loyale, tend à renflouer le Parti socialiste en pleine crise et contre les restes du sectarisme qui, parfois encore, nous empêchent de trouver le chemin vers les travailleurs socialistes dégoûtés de leur parti » (*Correspondance internationale*, n° 52/53, pp. 882-883).
104. « Pour le Front Unique, contre la scission », *La Correspondance internationale, ibid.*, pp. 896-898, citation p. 897, *l'Humanité*, 31 mai 1934, p. 4.
105. *Cahiers d'Histoire, op. cit.*, p. 74.
106. Wilhelm Pieck, « Arrachez Thaelmann aux chiens sanglants fascistes », *Correspondance internationale*, n° 30/31, 24 mars 1934, pp. 569-570.
107. Célie et Albert Vassart, « The Moscow origin of the French Popular Front », *loc. cit.*, p. 245.
108. Vassart, *op. cit.*, p. 246. (Notations en italique sur la base de conversations avec Vassart, intercalées par Claude Harmel et Branko Lazitch).
109. Georges Cogniot, « Georges Dimitrov et le Parti communiste français 1934-1935 », p. 217, *Cahiers d'Histoire*, n° 25-26, 1978.
110. *L'Internationale communiste*, éd. Institut du Marxisme-Léninisme, Moscou, p. 377, cité par Lazitch, *Contre-Point*, n° 9, 1971, p. 90.
111. Cité *ibidem*, p. 375 de l'ouvrage de Moscou.
112. Cogniot, *loc. cit.*, p. 219.
113. *l'Humanité*, 16 juin 1934, p. 1.
114. *Ibidem*.
115. *Ibidem*, 7 juin 1934, p. 2.
116. *Ibidem*, publié en dessous de la reproduction de l'acceptation socialiste.
117. *Ibidem*.
118. Léon Blum, « Unité d'action », *Le Populaire*, 14 juin 1934.
119. « Unité d'action. La rencontre des délégués des partis communiste et socialiste », *Le Populaire*, 12 juin 1934.
120. « Pour sauver Thaelmann, pour battre le fascisme. Front unique » communiqué, *l'Humanité*, 12 juin 1934, p. 1.
121. Lettre de la C.A.P. signée Paul Faure, *l'Humanité*, 15 juin 1934, p. 1.
122. *Ibidem*. Datée du 14 juin, cette réponse du P.C. a été publiée au dessous de la lettre de la C.A.P. socialiste datée, elle, du 12.
123. Cette curieuse formule figurait déjà en guise de signature au bas de la lettre du 7 juin.
124. *l'Humanité*, 15 juin 1934.
125. *Ibidem*.
126. *Ibidem*, 20 juin 1934, p. 5.
127. « A la veille de la conférence du parti. Pour l'organisation du front unique de lutte antifasciste », *Cahiers du Bolchevisme*, n° 15, juin 1934, p. 709.
128. Drachkovitch & Lazitch, *op. cit.*, p. 248.

129. Berlioz, « Sur le chemin de l'unité pour la lutte », *Correspondance internationale*, n° 59/60, 23 juin, pp. 995 et 996.
130. Vassart, « La conférence nationale du P.C. de France », *Correspondance internationale*, n° 65/66, 14 juillet 1934, pp. 1 075-1 078, référence ici à la page 1 077.
131. Drachkovitch & Lazitch, *op. cit.*, p. 248. A noter que le projet de « Pacte socialo-communiste » était publié à la une du *Populaire* du 22 juin 1934 à côté du « Pacte de non agression franco-soviétique » du 29 novembre 1932, sous le titre : « A l'instar de ceci... est-il vraiment impossible d'obtenir cela ? ».
132. Propos de Vassart rapportés par Harmel et Lazitch, *ibid.*, pp. 248-249.
133. *Ibidem*, p. 251.
134. Toutes les citations de « Les travailleurs veulent l'unité », *l'Humanité*, 25 juin 1934, p. 4. Il s'agit de la première partie du rapport de Thorez, présenté le 23 juin.
135. « En avant pour l'organisation d'un puissant Front Unique de lutte anti-fasciste pour le pouvoir des Soviets », deuxième partie du rapport de Thorez, *l'Humanité*, 27 juin 1934, p. 4.
136. *l'Humanité*, 25 juin 1934, p. 4.
137. « Nous déplorons la décision de la C.A.P. », discours de clôture de Maurice Thorez intitulé « Front unique pour battre le fascisme », *l'Humanité*, 29 juin 1934, p. 4.
138. *Ibidem*, intertitre de la rédaction ; « Nous voulons à tout prix l'unité d'action ».
139. *Ibidem*. A noter que Thorez avait tranquillement attribué cette détermination pratique au comité central du P.C.F.
140. Lettre signée Paul Faure, *Le Populaire*, 29 juin 1934, reproduite dans *l'Humanité*, 2 juillet 1934, p. 4.
141. Lettre signée du secrétariat du P.C., *l'Humanité*, 2 juillet 1934, pp. 1-2.
142. Vassart cité par Harmel et Drachkovitch, *op. cit.*, p. 249.
143. Cogniot, *loc. cit.*, p. 129.
144. Jean Mérot, *op. cit.*, p. 188.
145. Georges Cogniot, *loc. cit.*, *ibidem*.
146. Citations des « lettres 1905-1949 » de Dimitrov, éditées à Sofia en 1949, par G. Cogniot.
147. Mérot, *op. cit.*, p. 191.
148. *l'Humanité*, 12 juillet 1934 ; le dernier membre de phrase constitue le titre du leader de Thorez.
149. La lettre du Bureau Politique est signée du Secrétariat, *l'Humanité*, 27 juillet 1934, p. 4.
150. Cette déclaration visait notamment Marx Dormoy à qui Thorez avait reproché le 17 juillet précédent, dans *l'Humanité*, p. 1, dans un article intitulé « Et maintenant à l'action ! », d'avoir déclaré : « Moscou, sous le masque du Bolchevisme, poursuit une politique tsariste ! ».
151. Selon le compte rendu qu'en donne B. Lazitch dans *Contre-Point*, p. 91.
152. *L'Internationale communiste*, p. 379, citée par B. Lazitch, *op. cit.*, *ibidem*.
153. *Ibidem*.
154. Le titre de l'article, dans *l'Humanité*, 12 octobre 1934, p. 4, rendant compte de l'intervention de Thorez le 9 octobre à Bullier, fut : « A tout prix battre le fascisme, pour un large Front populaire antifasciste ».
155. J. Duclos, *Mémoires*, t. 1, pp. 419-420.
156. « Pour barrer la route aux ennemis du peuple, nous proposons la création d'un large Front populaire », *l'Humanité*, 25 octobre 1934, p. 4. Curieusement, *l'Humanité* prévient qu'elle ne donne qu'un résumé du discours de Thorez.
157. *l'Humanité*, 25 octobre 1934, p. 4.
158. Editoriaux de J. Duclos, « Pour le Front populaire de la liberté, du Travail et de la Paix » et « Contre l'Union Nationale, en avant pour le Front populaire », *Cahiers du Bolchevisme*, 2^e semestre 1934, pp. 1 246-1 247 et 1 312.
159. Lettre de Togliatti à Manouïlsky du 19 novembre 1934, dans Togliatti, *Opere* III (1), 1929-1935 (Ed. Riuniti, 1973), p. CXCI et CXCLII. A noter que les discours de Bullier et de Nantes de Maurice Thorez n'ont pas été publiés dans le volume correspondant de ses œuvres, le tome 7 du livre deuxième (septembre 1934 - janvier 1935), édité en 1952.
160. Ce titre en couverture de ce numéro du 1^{er} décembre 1934 est celui de l'éditorial signé Georges Dimitrov (pp. 1 371-1 377) qui marque un net coup d'arrêt dans le développement de la politique unitaire.

161. M. Gitton, « Notre tactique aux élections municipales », *Cahiers du Bolchevisme*, n° 15, janvier 1935, p. 72.
162. Vassart, « Le Front unique de lutte et l'unité organique », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 décembre 1934, pp. 1 447-1 455 ; plus particulièrement pp. 1 451 et 1 455.
163. Editorial de Duclos, « Après le conseil national socialiste. En avant vers l'unité d'action », *ibidem*, 15 mars 1935, pp. 326-327. Duclos reproche à Paul Faure de s'être « lancé dans une diatribe violente contre l'Union soviétique » et d'avoir soutenu que « les communistes sont devenus partisans du Front Unique pour des raisons de politique extérieure du gouvernement des Soviets ».
164. Jacques Duclos, *Mémoires 1935-1939. Aux jours ensoleillés du Front populaire*, p. 12. Duclos indique qu'il rencontra également alors Marc Rucart, Pierre Paraf et encore Victor Basch ainsi qu'Emile Kahn, respectivement président et secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme. On peut supposer qu'il commença dès à ce moment à les désinformer quant aux arrestations et condamnations de Vieux-Bolcheviks en U.R.S.S., ce qui pourrait expliquer, au moins en partie, les positions à venir plus que complaisantes de la dite Ligue sur les procès de Moscou. Dans le même mouvement, Duclos écrit encore qu'il rencontra aussi « le sénateur radical Theodore Steeg qui en tant que président du conseil... ne s'était pas opposé, en janvier 1931, au vote d'une motion » lui « redonnant le droit de remplir son mandat de député après trois ans de vie clandestine ». A noter la tournure particulièrement emberlificotée de cette phrase qui ne laisse pas d'intriguer l'historien.
165. F.B., « Pour le Front populaire », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 avril 1935, p. 473. On y lit : « Nous sommes prêts à envisager les désistements pour des candidats anti-fascistes appartenant même au parti radical à condition qu'ils se prononcent catégoriquement contre la politique du gouvernement d'union nationale, contre sa politique de décrets-lois, de soutien au Fascisme et contre la guerre ».
166. M. Thorez, « Avant la réunion du comité exécutif Radical, la cause commune », *éditorial de l'Humanité*, 30 juin 1935, p. 1. Il écrit : « N'est-il pas évident que nous pouvons nous entendre, pour sauvegarder la paix, avec un parti dont les chefs les plus éminents et notamment le président Herriot n'ont jamais cessé de dire et de prouver leur amitié pour l'Union soviétique, considérée par eux, aussi bien que par nous, comme la grande force de paix dans le monde. Les présidents Herriot et Daladier ainsi que le président du groupe Radical à la Chambre, Yvon Delbos, ont rendu visite à nos frères Soviétiques et ont bien souvent porté témoignage en faveur de l'admirable effort de construction socialiste qui s'accomplit au pays de Staline ».
167. Yvon Delbos en a présidé une séance.
168. Ce qui était un grand succès pour le P.C., Daladier étant le plus réticent à son égard.
169. L'affiche « Staline a raison » est reproduite dans *Les Cahiers du Bolchevisme*, 15 mai - 1^{er} juin 1935, pp. 646-648.
170. *Ibidem*, *éditorial* de Maurice Thorez « Tout pour défendre la paix », pp. 579-588 et discours du même prononcé le 17 mai à Bullier, reproduit pp. 589-596 (*ibidem*) et intitulé : « Les succès du parti communiste aux élections municipales et l'avenir du Front populaire ».
- Dans l'éditorial, signé Thorez, on lit : « Nous mobilisons en même temps les masses travailleuses de chaque pays contre les provocations guerrières des dirigeants Fascistes Allemands et contre quiconque favorise les menées guerrières de l'impérialisme Allemand [...] Car nous savons qu'Hitler signifie la guerre et que le renversement d'Hitler par la révolution prolétarienne éteindra à tout jamais le foyer de guerre de l'impérialisme Allemand. » Après cette citation de l'appel commun des huit P.C. d'occident (publié à la veille du 1^{er} mai 1935) Thorez précise : « Nous soutiendrons en cas de guerre contre-révolutionnaire contre la patrie du socialisme, l'armée rouge de l'Union Soviétique par tous les moyens, et nous lutterons pour la défaite de toute puissance qui mènera la guerre contre l'Union Soviétique. » Et encore (p. 584) : « si la situation politique est telle que la guerre de contre-révolution capitaliste n'est pas menée par l'ensemble des pays impérialistes, si certains d'entre eux, en raison de contradictions d'intérêts les opposant à d'autres, agissent de concert avec le pays du socialisme, leur action sert objectivement la cause de la paix, qui se confond avec la cause du pouvoir des travailleurs, elle sert objectivement la cause du prolétariat, qui ne se sépare pas de la sauvegarde du pays ou les travailleurs ont conquis leur patrie. »

Toutes les explications qui précèdent... permettant à Thorez de conclure en précisant que « les dangers qui menacent l'Union Soviétique sont graves. Elle est menacée à l'Ouest par le fascisme hitlérien qui essaie d'entraîner à sa suite le fascisme polonais, et à l'Est par le Japon impérialiste. Si dans ces conditions une guerre contre l'Union Soviétique éclatait et si à côté de l'Union Soviétique, pour des intérêts quelconques, il se trouve un Etat impérialiste, la guerre n'est pas une guerre de deux camps impérialistes, car il serait monstrueux de considérer comme un camp impérialiste, le camp où se trouve le pays du socialisme... » Comme on peut le constater, toute la stratégie stalinienne est contenue dans cet éditorial... ici tout est dit.

171. Notes prises par l'auteur en 1969, au cours d'une série d'entretiens avec Laurent Casanova, alors responsable pour le Comintern du travail au sein de l'armée en France. Responsabilité camouflée derrière la façade du poste de secrétaire particulier de Maurice Thorez, ce qui faisait que Laurent Casanova travaillait au siège du parti, 120, rue Lafayette, dans le bureau de Thorez. Il faut préciser qu'à chaque échelon local, régional, national, le travail au sein de l'armée — menée en liaison avec les réseaux secrets du Comintern — se trouvait placé sous la responsabilité de trois hommes : le secrétaire politique du parti, celui de la J.C. et le responsable « technique » (clandestin). En France, nationalement, le triangle de direction de ce travail se composait donc de Thorez, Guyot et Casanova.
172. *L'Humanité*, 12 juin 1936, p. 1, in compte rendu résumé intitulé : « Importantes déclarations de Maurice Thorez à l'assemblée des communistes parisiens ». (assemblée tenue au gymnase Jean Jaurès). Et *L'Humanité*, 13 juin, p. 4, compte rendu plus complet.
173. Sans annoncer l'arrêt de tout travail, Duclos, dans son intervention devant le présidium du C.E. du Comintern le 9 janvier 1936, donne clairement à entendre qu'il ne s'agit plus de déstabiliser (voir des extraits reproduits in *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 12-13, pp. 307-316, plus particulièrement, p. 311.
174. Entretien de l'auteur avec Jean Chaintreton, responsable en Algérie même de ce travail de l'été 1935, à la fin de l'été de 1936.
175. Dans leur ouvrage collectif intitulé : *Le Front Populaire. La France de 1934 à 1939*, p. 124, éditions sociales, 1972.
176. *Cahiers d'Histoire*, *op. cit.*, n° 25-26, 2^e trimestre 1978, p. 219.
177. Georges Cogniot, *op. cit.*, p. 218, Jean Gacon, lettre à la revue *L'Histoire*, 2 mars 1980.
178. *L'Humanité* du 25 juin 1934, *op. cit.*, p. 4, Thorez dit : « Notre chef Staline ». Dans le paragraphe intitulé « Le progrès de la révolution dans le Monde ».
179. P. Broué, *Le Parti bolchevique*, Minuit, 1963, p. 263.
180. Selon André Ferrat, entretien avec l'auteur, 22 juin 1980.
181. Broué, *op. cit.*, pp. 329-330.
182. Roy Medvedev, *Staline et le stalinisme*, Albin Michel, 1979, p. 146.
183. Roy et Jaurès Medvedev, *Khrouchtchev : les années de pouvoir*, Maspéro, 1977, p. 39.
184. Manouïlsky est resté en poste au moins jusqu'en 1941. Il a disparu en 1950 et est mort en 1959, réhabilité par le biais de l'octroi d'une décoration.
185. Branko Lazitch, « Stalin's massacre of the foreign communist leaders », Drachkovitch et Lazitch, *op. cit.*, pp. 139-174 ; pour l'arrestation de Robotti, voir Souvarine, « Comments on the massacre », *ibidem*, pp. 163-175.
186. I.A., « Le VII^e Congrès mondial de l'Internationale communiste », *Correspondance internationale*, n° 62/63, 3 août 1935, p. 870.
187. L. Trotsky, « Le Comintern et le G.P.U. ». Cet article, l'un des derniers de Trotsky, parut au Mexique en 1940, aux Etats-Unis en 1941. Il figure dans le prochain tome 24 des *Oeuvres*.
188. *L'Humanité*, 14 septembre 1934, p. 1, et *Cahiers du Bolchevisme*, 15 septembre 1934, pp. 1 053-1 054, pour le message du C.E. du Comintern, et *ibidem*, pp. 1 055-1 056, et *L'Humanité*, 12 septembre 1934, p. 1, pour celui du Bureau politique. A noter l'ampleur de cette « campagne » avec banquet, meeting, adresses, des pages entières de *L'Humanité* et la promotion Marcel Cachin d'adhésion au parti.
189. Pour les aspects les plus luxueux, tels que yachting et réceptions dans les manoirs, se reporter au témoignage de Cerreti-Allard tel qu'il a été enregistré dans Dominique Grisoni et Gilles Hertzog, *Les Brigades de la mer*, Grasset, 1979, pp. 190-194.
190. Cerreti, *A l'ombre des deux T*, p. 112.

191. Grisoni & Hertzog, *op. cit.*, *ibidem* et particulièrement p. 193. A noter qu'André Ferrat nous a rapporté que les membres du Bureau politique se sont vus attribuer chacun une voiture à partir de 1931.
192. Les cinq survivants du C.C. de janvier 1924 sont Thorez, Cachin, Péri, Renaud Jean et Sémard. Des 32 titulaires et suppléants élus au comité directeur à l'issue du congrès de Tours, il ne reste que Cachin et Renaud Jean.
193. Mémoires inédites de Vassart, p. 338.
194. *Ibidem*, pp. 341-342.
195. Dans *Trois Scissions syndicales*, Ed. ouvrières, 1958, p. 173, Pierre Monatte écrit sur Monmousseau : « En 1910, ayant liquidé son atelier de charron pour entrer au chemin de fer, il s'est vu perdu devant la grève des cheminots et lui, anarchiste, il a fait le jaune [...], il s'en confessa devant son syndicat de Paris-Rive droite... ».
196. Henri Barbé, *op. cit.*, pp. 124-125.
197. Reprise ou relayée par toute une série d'auteurs, la rumeur attribue toujours à Gitton des mœurs inavouables, ce qui expliquerait qu'il ait été tenu par la police. Nous n'avons personnellement jamais rien trouvé qui aille dans ce sens, dans toute la documentation policière d'époque.
198. Entretien de l'auteur avec Boris Souvarine.
199. Lettre de Raymond Guyot, *Bulletin communiste*, 11 janvier 1924, p. 51.
200. Lettre de Marie-Thérèse Gourdeaux au secrétariat, *Cahiers du Bolchevisme*, n° 66, 15 février 1927, p. 241.
201. Trotsky, *Staline*, Grasset, 1948. Dans cette biographie malheureusement inachevée, Trotsky écrit p. 525 : « Les noms de Néron et de César Borgia ont été mentionnés plus d'une fois à l'occasion des procès de Moscou et des récents événements. Puisque les anciens fantômes ont été évoqués, il convient, me semble-t-il, de parler désormais d'un super-Néron et d'un super-Borgia. De son côté, dans l'« arrière-propos » qu'il a donné à la réédition de son *Staline*, Champ Libre, 1977, Souvarine juge que cette phrase de Trotsky que nous venons de citer est « l'équivalent » de son « Caligula » (Voir sur ce point N. Valentinov et B. Souvarine, « Un Caligula au Kremlin. Le cas pathologique de Staline », *B.E.I.P.I.*, 16 novembre 1953).
202. *Cahiers d'Histoire* de l'Institut Maurice Thorez, n° 12/13, 2^e trimestre 1975, pp. 290-292.
203. *Ibidem*, p. 301. Duclos évoque encore le discours de Delbos, lequel « témoigne du courant » favorable à l'« amitié envers l'Union Soviétique ».
204. Jonathan Halsam, *The Struggle for collective Security in Europe 1933-1939*, Macmillan, 1984, citations de Jean P. Joubert, « Autour du VII^e congrès de l'I.C. », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 28, décembre 1986, p. 23.
205. *La Révolution prolétarienne*, 10 mai 1934, n° 174, p. 17.
206. *L'Internationale communiste*, *op. cit.*, p. 375, cité par B. Lazitch, *Contre-Point*, n° 3, 1971, p. 90.
207. Gabriel Péri, « Stresa et l'organisation de la paix », *Correspondance internationale*, 20 avril 1935, pp. 495-496.
208. On trouve l'expression « secrétaire génial » dans B. Souvarine, *Derniers entretiens avec Babel*, p. 7. Rapproché des révélations du rapport Khrouchtchev et des aperçus fournis par Roy Medvedev dans *Le Stalinisme*, tenu par Babel à Souvarine le 18 octobre 1932 (p. 2), le propos qui suit ne manque pas de laisser rêver : « Staline veut qu'on aille au-devant de ses volontés. Il n'aime pas mettre trop de précisions dans ses ordres. Il voudrait être compris à demi-mot. Il se réserve la possibilité de désavouer un maladroit, même un subordonné irréprochable en cas d'insuccès. De cette façon, il esquivé les responsabilités ».
209. Kaganovitch, *Pravda*, 22 janvier 1934, dans le compte rendu de la 4^e conférence régionale du parti à Moscou, et Kirov, *Izbrannye stat'ii rechi*, Moscou, 1937, pp. 472-473, cités par Halsam, *op. cit.*, pp. 32-33.
210. Grisoni et Hertzog, *op. cit.*, p. 393. L'histoire de la compagnie maritime cominternienne qui traversa la guerre sans dommage est plus que curieuse. Parmi les contacts pris en août 1939 par Georges Gosnat pour la préserver, on retrouve Herriot et De Monzie, *ibidem*, p. 394.
211. Georges Duhamel, *Le Livre de l'amertume*, Mercure de France, 1983, le « journal 1952-1956 », p. 265, à la date du 1^{er} février 1937, l'auteur rapporte « un entretien de la semaine dernière », au cours d'un dîner chez « le doyen Roussy », avec De Monzie. Duhamel écrit :

- « On est venu à la politique et l'entretien s'est élargi. De Monzie en arrivait à dire avec toutes sortes d'arguments que le trotskysme était vraiment le danger du siècle et, somme toute, que Staline avait bien raison ». Après quoi, l'écrivain commente, en estimant que De Monzie « a contribué aux accords franco-soviétiques » et qu'il « défend sa politique ».
212. Fred Zeller, *Trois Points c'est tout* (les mémoires de l'ancien Grand Maître du Grand Orient), Laffont, 1976. Voir pp. 64-72 et plus particulièrement la page 66 où les dirigeants russes demandent à Zeller l'arrêt de tout travail anti-militariste des J.S. et où on lit : « Non, expliquaient les Russes : vous devez dès maintenant cesser tout travail anti-militariste. Nous avons besoin d'une armée française forte et disciplinée. En cas de conflit, vous devez marcher avec votre état-major ». Et plus loin : « Il vous faut donc nous soutenir et amener vos amis dans la voie de l'adhésion au léninisme. Le premier travail est d'isoler le groupuscule trotskyste et de l'empêcher de nuire ».
213. G. Duhamel, *op. cit.*, pp. 185-192, 415, 417. De cette lecture, il ressort qu'après avoir, selon Blanche Duhamel, pris connaissance des passages du journal de l'écrivain qui la mettaient en cause, Maria Pavlovna Koudacheva (Mme Romain Rolland), a nié avoir été un agent du G.P.U. mais a admis avoir « été manipulée » en ce qui concerne Romain Rolland (p. 185). Un exemple parmi d'autres, Duhamel, à la date du 27 mars 1932 note : « Et la voilà qui raconte [à Duhamel — P.R.] son histoire ; pendant qu'elle était employée à l'ambassade de France à Moscou, elle fournissait des renseignements secrets aux soviets. Elle avait d'abord refusé, mais les gens du G.P.U. l'avaient menacée à leur façon [...] elle a cédé ». Commentaire de la dite Maria Koudacheva, devenue Mme Romain Rolland, à qui ce texte a été soumis avant publication (p. 188) : « Cela se passait au consulat ». A la fin de l'ouvrage, dans une « Note sur Maria Pavlovna » (pp. 414-417), Blanche Duhamel fait le point. Exposant la réaction de Mme Romain Rolland après lecture des pages du journal de Duhamel la présentant comme un agent de Moscou, Blanche Duhamel écrit : « Marie se défend d'avoir été manipulée par les soviets. Elle était, m'a-t-elle dit, « emballée » par la Révolution, mais ne la servait pas. C'est son ami (son « chef », a-t-elle toute de même lâché) qui se serait servi d'elle, de son amour épistolaire pour Romain Rolland, pour essayer d'attirer celui-ci en U.R.S.S. et, qui sait, de le convertir au communisme » (p. 417). Pour sa part, Henri Guilbeaux, également cité par Blanche Duhamel, a lui aussi écrit : « Si Maria Koudacheva n'a pas agi délibérément, n'est-elle pas utilisée par les hommes du Kremlin qui l'ont envoyée ? ». Il a écrit aussi : « On saisit toute l'importance de ce mariage que j'ai toutes raisons de tenir pour un mariage d'Etat » (*Ibidem*).
214. Grisoni et Hertzog, *op. cit.*, p. 391. Le 17 août 1939, confronté au danger de perquisitions au siège de France-Navigation, Cerreti-Allard, engagé dans les escaliers, aurait, selon les auteurs, stoppé net, parce qu'il avait déposé dans le coffre de son bureau, « outre des liquidités importantes, la majeure partie de ses dossiers sur lesquels figuraient notamment la liste complète des membres de la classe politique et de l'administration émergeant à la caisse noire du Parti ». Il est à noter que les dits auteurs, qui ont longuement écouté Cerreti-Allard, lui-même, n'ont pas cette fois utilisé les guillemets pour rendre compte de son récit, ce qui diminue évidemment la portée du récit que nous venons de citer. Reste qu'il y a d'autres raisons de penser que Cerreti-Allard était bien le gestionnaire des fonds secrets. Dans les papiers Vassart (archives Maitron), le manuscrit intitulé « L'organisation du Parti communiste avant la guerre », p. 6, on lit que Janin, chargé du travail courant de la commission centrale de contrôle politique « était secondé par deux collaborateurs permanents, Allard et Maurice » (Tréand), de « véritables tchékistes ». Or, le travail en question était celui des cadres.
215. Cerreti, *op. cit.*, p. 134 pour le jugement sur Auriol et pp. 208-209 pour l'épisode avec Dormoy. Gaston Cusin, né le 15 juin 1903 à Annecy, contrôleur-adjoint des douanes en 1921, militant syndicaliste actif de la C.G.T., devenu en tant que sous-chef du cabinet du ministre des finances Vincent Auriol, dans le premier ministère Blum, le responsable de l'aide clandestine à l'Espagne, et donc en quelque sorte l'*alter ego* de Cerreti-Allard. Selon le dictionnaire Maitron, auquel nous empruntons toutes ces informations, il fut ensuite directeur de cabinet du sous-secrétaire d'Etat aux finances (juillet 1937), chef-adjoint du cabinet du ministre du commerce (janvier 1938) dont le directeur était Jean Moulin, chef de cabinet du ministre, chargé de la coordination à la Présidence du Conseil (mars 1938). Rétrogradé par Vichy, emprisonné, puis relâché, il devint le 1^{er} juillet 1942 chargé de la coordination des services régionaux de l'économie nationale dans la zone Sud, puis, ayant

- créé un « service de renseignements et d'aide à la résistance », fut Commissaire de la République à la Libération, délégué du Gouvernement provisoire dans le Sud-Ouest et enfin, après la Libération, un « haut fonctionnaire sans appartenance politique, mais qui bénéficiait de bons rapports avec les milieux syndicaux et les diverses composantes de la gauche. Cf. *Dictionnaire Maitron*, notice « Cusin », t. 23, p. 397, par Claude Penetier.
216. Archives nationales F713132, rapport du 7 juillet 1934 adressé par le directeur de la police d'Etat à la direction générale de la Sûreté nationale de Paris.
217. Pour les effectifs de 1937 dans les Alpes-Maritimes et les Basses-Alpes, la source est l'état d'organisation du secrétariat du P.C.F. (1937-1953), exemplaire original (archives Robrieux). A noter que les chiffres de 7 600 et de 250 fournis ici par notre document correspondent probablement au total des cartes dites « placées » ou « remises », lequel est toujours supérieur à celui, rigoureusement secret, des cartes effectivement payées. Les chiffres concernant les Basses-Alpes en 1932 proviennent du rapport du 17 janvier 1934 du préfet des Basses-Alpes au Président du Conseil, ministre de l'intérieur, contenant en annexe le rapport du commissaire de Digne (F713132).
218. C'est ce que tendent à démontrer l'ensemble des rapports contenus en F713132 et notamment ceux de l'indicateur de police infiltré dans le noyau dirigeant du P.C. à Nice. En effet, après la signature du pacte d'unité d'action et plus particulièrement à partir de la fin de l'été 1934, on ne trouve plus guère de trace de tous les remous qu'avait suscité l'affaire Doriot.
219. Les trois démissionnaires furent Gitton, Soupé et Vassart ; les deux défaillances ont été celles de Cachin et de Racamond, et, en l'état actuel de nos sources, le seul cas dûment établi d'abandon de l'action militante a été celui de Renaud Jean. Vaillant-Couturier décéda le 10 octobre 1937, Anstett exclu le 26 mai 1939, ce sont seulement 33 des 35 titulaires du congrès de Villeurbanne qui affrontèrent la guerre. Quatre d'entre eux ont été exécutés par l'occupant pendant la guerre : Péri (le 15 novembre 1941), Ramier (le 12 juillet 1944), Sémard (le 7 mars 1942) et Wodli (le 1^{er} avril 1943).

George Esenwein

L'anarchisme en Espagne au XX^e siècle : syndicalisme de masse

Le soulèvement militaire espagnol de juin 1936 a déclenché une révolution populaire massive qui s'est répandue spontanément dans de larges secteurs du pays. Dans sa phase initiale, elle s'est distinguée de toutes les autres révolutions du XX^e siècle non seulement par son ampleur, mais aussi par l'ampleur du changement qu'elle a apporté à la topographie économique et politique de la zone républicaine. Au fur et à mesure que la révolution se développait dans les villes et la campagne, il apparaissait de plus en plus que, bien que nourrie par l'enthousiasme populaire, elle était pour l'essentiel animée et dirigée par les anarcho-syndicalistes représentés par la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) et la Federación Anarquista Ibérica (FAI). La rapidité avec laquelle les anarcho-syndicalistes se sont mis à restructurer la société suggère que leur doctrine plongeait en Espagne de profondes racines. Comment précisément les anarcho-syndicalistes en sont-ils venus à exercer une telle influence à la veille de la guerre civile, surtout dans la classe ouvrière, est le sujet de cet essai.

Bien que l'anarchisme ait été introduit en Espagne pendant le premier quart du XIX^e siècle, ce n'est pas avant la première guerre mondiale qu'il a atteint les proportions d'un mouvement de masse. Après une brève étude du développement idéologique de l'anarchisme jusqu'à l'époque de la Deuxième république, notre article se concentre sur les deux tendances concurrentes qui ont dominé le mouvement durant les années trente, à savoir les syndicalistes (*Treintistas*) et les ultra-révolutionnaires (*faistas*). Le thème de cet article porte sur les différentes façons dont les *faistas* ont pris le dessus. Contrairement aux interprétations antérieures de l'anarchisme dans cette période qui ont cherché à donner une grande importance aux méthodes « dictatoriales » des ultra-radicaux, on assure que les *faistas* ont établi leur hégémonie au moyen d'une propagande efficace sur leur programme et l'accent qu'ils ont mis sur la tactique considérée comme une « gymnastique révolutionnaire ». Pour illustrer l'impact qu'ils ont eu sur les classes ouvrières sous la II^e République, on a donné dans la dernière partie de brefs rapports de diverses insurrections *faistas* en liaison avec le changement des conditions politiques pendant le *bienio negro* de novembre 1933 à février 1936.

L'Héritage anarchiste

Malgré l'opinion persistante — largement avancée par les historiens libéraux et marxistes — que l'anarchisme espagnol resta virtuellement inchangé de ses débuts en 1869 jusqu'à la guerre civile, le fait est qu'à travers les années la doctrine elle-même connut de significatives transformations. L'anarchisme, tel qu'il fut pour la première fois formulé en Espagne, était un mélange de fédéralisme proudhonien et de collectivisme bakouniste. Fondé sur les principes de l'A.I.T. comme sur les articles de la fraternité secrète de Bakounine, l'Alliance de la démocratie sociale, le mouvement anarchiste espagnol fut lancé pendant les tumultueuses journées de la « Glorieuse révolution » de 1868.

Travaillant secrètement par le biais de la Alianza, société secrète sur le modèle de la fraternité de Bakounine, les disciples de Bakounine devinrent la force qui contrôlait et dirigeait la section espagnole de la 1^{re} Internationale ; la Federación Regional Espanola.

De son début en 1870, la FRE était basée sur une structure de syndicats de métier. Ses dirigeants organisèrent la fédération conformément aux principes anarchistes, s'assurant qu'il n'existait pas de hiérarchie et que le pouvoir venait du bas vers le haut. Ainsi chaque syndicat de métier (*oficio*) — l'unité de base de la FRE — n'était-elle tenue de suivre aucune décision prise aux niveaux national ou régional. La souplesse de la FRE avait aussi l'avantage de lui permettre de se rétrécir ou de s'étendre conformément aux circonstances. Par exemple, quand la FRE a été obligée de passer dans la clandestinité pendant sept ans, son effectif tomba brusquement de 30 000 en 1874 à moins de 3 000 en 1881. Mais à la fin de 1882, la FRE — qui s'appelait désormais la Federación de Trabajadores de la Región Espanola (FTRE) — comprenait 218 fédérations, 663 sections avec un effectif de plus de 57 000 ¹.

Pendant les années 1880 et 1890, le mouvement anarchiste traversa une de ses phases les plus violentes et connut par conséquent un sérieux affaiblissement. Un cycle d'attentats à la bombe, d'assassinats et d'actes de violence connus comme « propagande par le fait » amena les autorités espagnoles à déchaîner une campagne impitoyable de persécution contre les anarchistes et quiconque s'identifiait à leur cause. Pendant cette période, le mouvement anarchiste lui-même fut paralysé par des discussions doctrinales incessantes et souvent âpres. A partir de 1878 surgit une tendance militante qui commença à mettre en question l'objectif de la FRE d'organiser des syndicats ouvriers. Ce groupe expliquait que la révolution sociale se ferait non par une organisation syndicale massive, mais en mettant en pièces la fabrique de la société bourgeoise au moyen de la « propagande par le fait ». Quand la théorie du communisme anarchiste — une variante de la doctrine anarchiste dérivée des écrits de Piotr Kropotkine, Errico Malatesta et Elisée Reclus, et qui ne reposait pas sur les syndicats — pénétra finalement en Espagne dans les premières années 1880, la FTRE scissionna en plusieurs camps théoriques rivaux. Il y avait d'un côté les « communistes » de la tendance militante, anti-syndicale, et de l'autre les « collectivistes ». Les « communistes » remportèrent une victoire décisive au congrès de Valence en 1888, quand il fut décidé de dissoudre

la FERE et de s'organiser en cellules anarchistes fédérées de façon lâche, connues plus tard sous le nom de « groupes d'affinité ».

Le communisme anarchiste conserva l'hégémonie jusqu'au tournant du siècle. Puis, au lieu d'être abandonné, il fusionna avec les idées syndicalistes révolutionnaires récemment importées de France (Fernand Pelloutier et Emile Pouget) et d'Italie (Arturo Labriola) ². Le produit final de ce mariage d'idées fut la doctrine de l'anarcho-syndicalisme telle qu'elle fut conçue et pratiquée en Espagne au XX^e siècle. Selon la nouvelle théorie, il fallait retenir la violence dans la stratégie révolutionnaire, mais elle devait être pratiquée essentiellement par les syndicats sous la forme de grèves générales, de sabotage et actions similaires. L'anarcho-syndicalisme fut officiellement inauguré avec la formation de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) en 1910. Sa croissance fut d'abord lente, puis, avec l'éclatement de la guerre mondiale, ses effectifs grandirent, passant de 15 000 en 1915 à plus de 700 000 en fin de 1919. Bien que cette croissance spectaculaire fût incontestablement un résultat de circonstances sociales et économiques provoquées par la guerre — la hausse des prix et la baisse des salaires, par exemple, le véritable succès de la CNT réside dans sa formule syndicaliste et dans les brillants efforts d'organisation d'hommes comme Salvador Seguí et Angel Pestana.

Les problèmes structurels posés avec le rapide développement de la C.N.T. furent en partie résolus à la conférence régionale catalane de Sans en 1918. Le congrès décida d'abandonner l'organisation des ouvriers par métiers pour une forme de syndicalisme d'industrie. Aussi les ouvriers devaient-ils être groupés en gros syndicats (*sindicatos únicos*) comprenant tous les ouvriers d'une industrie donnée. Une fédération locale consistait maintenant de divers *sindicatos únicos* d'une ville donnée ; puis plusieurs fédérations locales étaient regroupées au niveau du district (*comarcal*) et finalement les fédérations de districts étaient liées par une fédération régionale, comme la Fédération régionale catalane ou andalouse. Ces deux types de modifications permettaient non seulement à la CNT d'étendre sa base industrielle, mais conservaient aussi le caractère fédéraliste de son mouvement syndical. Lors d'un congrès national de la CNT tenu à Madrid en 1919, l'idée de *sindicato único* fut formellement adoptée et elle devait demeurer un trait de l'organisation jusqu'à la guerre civile ³.

Parallèlement à ces changements structurels, les membres de la CNT se radicalisaient de plus en plus. L'introduction du *sindicato único* peut bien avoir contribué à ce processus. Selon l'historien Joaquín Romero-Maura, le fait que tous les ouvriers d'une industrie étaient dans un seul et même syndicat rendait plus facile au groupe plus nombreux et habituellement plus militant des ouvriers non qualifiés d'imposer leurs vues à « l'aristocratie ouvrière ». En tout cas, les sentiments révolutionnaires des ouvriers s'affirmaient depuis 1917. La révolution bolchevique fit une profonde impression sur la Gauche espagnole en général, mais elle inspira particulièrement les jeunes militants de la CNT. Transportés par l'exemple russe, des groupes d'action comme « Los Solidarios » et ceux qu'on appelait « anarcho-bolcheviks », dirigés par Manuel Buenacasa, semblaient presque prêts à embrasser tous les aspects du modèle bolchevique de révolution, y compris

l'idée de la dictature du prolétariat. Leurs efforts pour imiter les bolcheviks les mirent en conflit avec les dirigeants syndicalistes, provoquant de nombreuses et chaudes discussions concernant l'orientation que le mouvement allait prendre. L'influence « anarcho-bolchevique » culmina au congrès de Madrid de 1919. Grâce à Buenacasa et aux fractions militantes, la plupart des propositions syndicalistes, comme celle qui appelait à la création de fédérations nationales d'industries et le plan de Seguí de fusionner les rivales CNT et Unión General de Trabajadores (UGT) furent repoussées. L'action des militants fut couronnée à la fin du congrès quand la majorité des *cenetistas* acclama leur adhésion provisoire au Comintern⁴.

Entre 1919 et 1923, des syndicalistes dirigeants luttèrent vainement pour contrôler les éléments extrémistes du mouvement. Mais, dans le contexte de grèves générales, lock-outs, développement des syndicats jaunes (*sindicatos libres*) et surtout le type de guerre de gangs connu comme « pistolerismo », il n'y avait que peu d'espoir de gagner la CNT à une position modérée. En un sens, l'assassinat de Salvador Seguí, peut-être le plus doué de tous les organisateurs anarchistes en Espagne, en mars 1923, symbolisa la position des syndicalistes à la fin de cette phase historique du développement anarcho-syndicaliste.

L'instauration de la dictature militaire de Miguel Primo de Rivera (1923-1930) mit rapidement un terme à l'ère de la violence ouvrière. Dans les quelques années suivantes, la CNT, obligée maintenant d'agir clandestinement, disparut pratiquement et ne ressuscita pas avant sa sortie de la clandestinité en 1931. Le sectarisme continua à ravager la CNT, mais cette fois, à partir des débats se cristallisèrent deux tendances opposées qui allaient dominer le cours du mouvement à travers les années trente.

On peut appeler sommairement la première l'aile syndicaliste. Nous avons vu comment les syndicalistes acquièrent la prééminence après la formation de la CNT en 1910. En 1924, ils constituaient le plus important groupe à l'intérieur du mouvement anarcho-syndicaliste. A quelques exceptions près, les syndicalistes étaient un groupe homogène d'anarchistes qui, comme les collectivistes des années 1880 et 1890 considéraient la révolution comme un objectif lointain des classes ouvrières. Nous ne pouvons faute de place discuter en détail leur stratégie révolutionnaire : il suffit d'indiquer que le syndicat était le pivot de leur programme. A un niveau, les syndicats étaient considérés comme les fondations dans le plan des syndicalistes pour ériger une société anarchiste à côté de l'ordre bourgeois existant. Le syndicat était ainsi considéré comme l'axe autour duquel tournerait toute la vie ouvrière. A travers des clubs ouvriers, des *ateneos* libertaires (généralement le local pour la danse ou la salle de récréation qui servait aussi de bibliothèque et d'école), et d'autres organisations patronnées par les syndicats, la CNT pouvait non seulement exercer son hégémonie sur les affaires sociales et économiques de l'ouvrier, mais l'isoler de ce qui était considéré comme les « mauvaises » influences des institutions bourgeoises. Sur un autre plan, le syndicat était considéré comme l'unique instrument pour mener la guerre de classes. Les grèves, sabotages et autres armes syndicales devaient être utilisées dans la lutte quotidienne pour améliorer le sort du travailleur, tandis que la grève générale devait être réservée

vée pour les occasions où la révolution sociale semblait imminente. Une fois que la CNT se fut établie dans toute l'Espagne et parut capable de soutenir elle-même sa propre société ouvrière, on croyait qu'il ne restait qu'à appeler la grève générale et que la société bourgeoise serait facilement renversée.

Pendant la dictature de Primo de Rivera, les syndicalistes subirent une série de coups dont ils ne se remirent jamais totalement. A partir de 1925, la direction Pestana de la CNT fut de plus en plus contestée par un nombre grandissant d'extrémistes. En particulier, ce groupe était extrêmement mécontent des tentatives de Pestana pour couper de la CNT les groupes d'action dominés par les anarchistes. La formation des *comités paritarios* (bureau d'arbitrage sous contrôle gouvernemental) en 1926, posa ce conflit avec un grand éclat. Car Pestana défendait maintenant une ligne « possibiliste » d'action, qui, entre autres, prévoyait la coopération de la CNT avec ces organisations. Cette fois, son tournant à droite était inacceptable non seulement pour les radicaux mais pour son ancien allié Juan Peiró et les autres membres éminents de l'aile syndicaliste. La discussion entre Pestana et ses partisans d'un côté et le groupe Peiró de l'autre, brisa le bloc de pouvoir syndicaliste dans la CNT et, bien que leurs divergences furent ultérieurement surmontées, ils ne réussirent jamais à reconquérir la position prépondérante dont ils avaient bénéficié autrefois.

En réponse tant à la politique de Pestana qu'à la détérioration de la force de la CNT sous la férule répressive de Primo surgit à cette époque ce qu'on pourrait appeler la tendance FAI — les soi-disants anarchistes « puristes » qui se décrivaient eux-mêmes comme les gardiens de la doctrine anarchiste. Cette tendance était formée de militants anarcho-syndicalistes qui se répartissaient en gros en deux catégories. La première était la FAI elle-même, qui naquit en juillet 1927. Fondée par des dissidents ultra-radicaux à l'intérieur de la CNT, intraitablement opposés aux membres réformistes de l'aile syndicaliste et par des cadres d'émigrés anarchistes portugais (d'où son nom péninsulaire), la FAI était de bien des façons la réincarnation de l'Alliance secrète de Bakounine : elle devait fonctionner clandestinement avec le but exprimé de préserver l'esprit révolutionnaire et le caractère anarchiste de la CNT. Là où la FAI différait de ses prédécesseurs du XIX^e siècle, c'était dans l'accent qu'elle mettait à former un « trabazón », un lien organique avec les syndicats anarchistes. La FAI devait être organisée selon les mêmes lignes que la CNT ; les membres d'une localité étaient groupés en fédérations locales ou de districts et ces dernières étaient liées par un comité régional, tous les comités régionaux convergeant au Comité péninsulaire. Pour se protéger contre les *agents provocateurs* comme contre les éléments anti-révolutionnaires, le noyau de la FAI, l'*agrupación* (connue auparavant comme un groupe d'affinité) devait comprendre entre cinq et dix membres. Le deuxième groupe à l'intérieur de la tendance de la FAI comprenait un assortiment de *cenetistas* radicaux qui sympathisaient avec la politique de la FAI et, bien que pas affiliés à elle, étaient stigmatisés comme « faistas » par leurs adversaires. Les plus connus de ce groupe étaient les Montseny, la dynastie anarchiste bien connue comprenant Juan (Federico Urales), Soledad Gustavo (Teresa Mané) et leur fille Federica, qui était si étroitement identifiée aux éléments radicaux du

mouvement anarchiste pendant les premières années trente qu'elle y gagna en 1932 le sobriquet de « Miss FAI » bien qu'elle n'ait pas rejoint cette dernière avant juillet 1936 ⁶.

Tendances rivales : Syndicalistes/Faistas et la naissance de la II^e République

Quant la CNT émergea de la clandestinité en 1930, la FAI était une entité relativement inconnue, n'ayant qu'une faible influence dans la classe ouvrière. Au III^e congrès national CNT tenu à Madrid en juin 1931, la FAI participa pour la première fois à un débat public avec ses rivaux syndicalistes. Mais, dans ce congrès qui allait se révéler pro-syndicaliste, le discours ultra-révolutionnaire de la FAI se révéla impopulaire. Plus tard dans l'été, un tour dramatique d'événements provoqua le développement rapide de la force et de l'influence de la FAI. De ce moment, la FAI put jouer un rôle décisif dans le destin du mouvement anarcho-syndicaliste.

A partir de juillet, une série de grèves très graves secouèrent la République nouvellement établie. Au fur et à mesure que le mouvement gagnait en importance dans les mois suivants, il apparut de plus en plus que les grèves elles-mêmes échappaient à tout contrôle : la défaite d'une grève en suscitait plusieurs autres, de « sympathie ». Comme l'UGT socialiste n'y était pas impliquée, les autorités choisirent de persécuter la CNT. Les dirigeants syndicalistes prirent une posture défensive, blâmant la FAI pour la prolongation du cycle chaotique des grèves. Dans la presse de la CNT, ils réclamèrent un moratoire de l'activité, affirmant que la poursuite des grèves ne ferait qu'inciter le gouvernement à poursuivre sa répression. D'un autre côté, l'interprétation des événements par les *faistas* montrait une compréhension différente de la nature de la révolution. Pour eux, les grèves signifiaient un mouvement révolutionnaire qui devait être spontané pour abattre la République. Alejandro Gilibert, dirigeant *faista*, définissait ainsi leur position :

« La révolution est-elle un problème d'organisation ? Ou est-elle, par ailleurs, une question d'audace, pour, au moment donné, lancer dans l'action la puissance sans limites profondément enracinée dans le cœur des masses et qui pourrait être mobilisée par une succession d'incidents naissant de l'esprit du peuple ? Les événements sont-ils déterminés par l'économie ou la libre volonté de l'homme ? » ⁷

Du fait que les *faistas* constituaient une minorité dans le mouvement anarcho-syndicaliste, ils étaient confrontés au problème de comment appliquer leur stratégie et demeurer en conformité avec leurs principes anti-autoritaires. Les critiques de la FAI ont affirmé depuis longtemps que cette organisation n'a pas réussi à unir la théorie et la pratique anarchistes, avant tout, assurent-ils, parce que la FAI a conquis la CNT en y imposant sa propre « dictature ». Bien qu'il soit exact que certains *faistas* aient eu souvent recours à des méthodes anti-démocratiques dans leur lutte pour l'emporter au sein de la CNT, la structure fédérale de la FAI ne la conduisait pas à l'établissement d'une telle dictature. Au zénith de leur pouvoir en 1933, les *faistas* ne représentaient encore qu'une fraction de l'effectif total de la CNT. Par conséquent, pour contrôler une organisation qui comptait à cette époque plusieurs centaines de milliers de membres, la FAI aurait eu besoin de la structure

rigide d'un parti organisé sur le modèle tracé par Lénine dans *Que faire ?* un parti révolutionnaire rigidelement centralisé. En fait, le processus par lequel la FAI établit son hégémonie dans la CNT était plus compliqué que ce que ses critiques l'ont suggéré. Comme l'a expliqué un ancien membre de la CNT et critique de la FAI ; les *faistas* gagnaient un *sindicato* à leurs positions non en s'en emparant de façon blanquiste, mais en y travaillant en tant qu'unité. En conséquence, les propositions pro-FAI avaient une bonne chance d'être adoptées par le *sindicato* parce que les *faistas* votaient toujours comme un bloc. La FAI exerçait aussi une influence considérable à travers les *Comités de Défense* et les *Comités pro-presos* ⁸. Les derniers surtout étaient utiles pour promouvoir l'image de la FAI. En se consacrant de tout leur cœur à la cause des ouvriers emprisonnés, des *faistas* comme Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso ont non seulement gardé vivant l'esprit de la révolution pendant les époques de répression, mais aussi gagné le respect et l'allégeance de la base.

Ce ne fut pas non plus un moindre facteur de la montée au pouvoir de la FAI que le grand succès de son programme de propagande, grâce auquel il exerça une influence considérable sur la stratégie et la tactique de la CNT dans les années trente.

Pour comprendre le rôle joué par la propagande de la FAI dans la conversion des ouvriers à ses perspectives, il faut garder à l'esprit qu'ils exploitaient divers moyens pour parvenir à leurs fins. Selon Juan Molina, un des membres fondateurs de la FAI et son secrétaire de 1930 à 1932, la FAI faisait son travail non seulement dans les syndicats, mais aussi dans les nombreux *ateneos* et clubs sociaux comme les *Juventudes libertarias* (Jeunesses libertaires) et les *Mujeres Libres* (Femmes libres), qui faisaient partie du riche tissu de la vie associative dans les centres urbains. Bien que les *ateneos* aient été traditionnellement le principal foyer des activités anarchistes d'éducation, ils étaient largement, pendant les années trente, sous l'influence des groupes d'action extrémistes et des *faistas* travaillant dans la C.N.T. En-dehors des grandes villes où la vie associative n'était pas aussi complexe, les *ateneos* ou *centros obreros* — les salles de réunion syndicales qui servaient aussi de centres culturels — étaient la plupart du temps l'unique endroit où un ouvrier pouvait apprendre à lire. Comme ils étaient généralement sous la direction de la CNT, il n'est guère surprenant que la doctrine anarchiste soit devenue si populaire. Un ouvrier qui fréquentait régulièrement l'*ateneo* de Fraga (Aragón) explique comment il devint anarchiste :

« Mes amis et moi nous y allions parce qu'il avait une école et nous pouvions apprendre à lire. Ils avaient beaucoup de petites brochures, là, et nous avons commencé là-dedans à apprendre à lire... Plus j'entendais parler de l'anarchisme, plus je l'aimais [...] En plus, ils étaient les seuls à l'époque qui se souciaient apparemment de la culture, de l'humanité » ⁹.

De tous les groupes militants de cette période, la FAI fut sans doute celui qui réussit le mieux à introduire ses idées dans les innombrables hebdomadaires et quotidiens lus par les ouvriers. C'était particulièrement vrai en 1922 quand Diego Abad de Santillan, éminent théoricien anarchiste qui avait acquis de l'expérience comme journaliste politique en écrivant pour *La Protesta* à Buenos Aires, utilisa le très diffusé *Tierra y Libertad* et sa propre revue théorique

Tiempos Nuevos pour exposer la ligne *faista*. En même temps, des centaines de *folletos* (brochures) et livres anarchistes étaient publiés avec l'imprimeur de la FAI. De cette façon, ceux des ouvriers qui connaissaient la littérature anarchiste dans l'*ateneo* pouvaient associer la FAI aux tracts modèles des Kropotkine, E. Malatesta et Sébastien Faure ¹⁰.

Il est intéressant de relever que le programme de propagande de la FAI pendant les années trente ne visait pas tellement à éduquer les ouvriers qu'à leur inculquer la ferveur révolutionnaire. Le type de formation préparatoire que le travailleur recevait dans les *ateneos* sous influence de la FAI, qui n'était habituellement rien de plus que l'exposition à la propagande, ne ressemblait guère à la forme conventionnelle de l'éducation libertaire telle qu'elle est conçue par les pédagogues libertaires. Les vues sur l'éducation de l'éminent penseur anarchiste Ricardo Mella, par exemple, soulignaient avant tout que l'éducation proprement dite d'un « individu » ne pouvait ni devoir être simple propagande ¹¹. Pourtant la plupart des *faistas* de cette période croyaient que la révolution était si à la portée de leurs mains qu'il n'y avait pas de temps pour développer formellement l'esprit des ouvriers. Leurs raisons d'abandonner les principes de l'éducation anarchiste classique ont été résumées par un membre célèbre du groupe d'action « Nosotros » et affilié à la FAI, Francisco Ascaso :

« Je ne prétends pas, il s'en faut, que la médiocrité intellectuelle soit un avantage. Au contraire, j'aimerais que chaque prolétaire, chaque camarade, puisse épuiser toute source d'instruction. Comme ce n'est pas le cas, nous devons agir en tenant compte des possibilités de chacun [...] Nous sommes dans le cours de la construction et, pour construire, il faut aussi de l'énergie musculaire, peut-être plus que d'agilité mentale pour exercer son jugement [...] Je pense que le prolétariat espagnol a plus appris par les expériences pratiques que les anarchistes lui ont fait traverser que par les publications qu'ils ont éditées et que les ouvriers n'ont pas lues » ¹⁰.

En fait, avec l'intensification de l'agitation ouvrière pendant les années trente, la maxime « une action = mille brochures » devint courante dans la CNT et, tandis que la FAI continuait son programme de propagande écrite jusqu'à la guerre civile, sa campagne pour renverser le gouvernement par une série de grèves entrelacées et un « cycle d'insurrections » était au centre de la scène.

Tactique révolutionnaire : flexion des muscles ouvriers

La FAI commença sa campagne d'insurrections avec un plan simple. Par tactique, elle entendait « la gymnastique révolutionnaire », la pratique de l'organisation de révoltes sociales, les *faistas* espéraient réveiller les instincts de rébellion des masses et accélérer ainsi leur mouvement vers l'établissement du « comunismo libertario ». Les agents principaux de la « gymnastique révolutionnaire » étaient les *agrupaciones* de la FAI qui devaient faire de l'agitation pour la révolution dans les *sindicatos* CNT respectifs, tandis que les *Comités de Defensa* paramilitaires devaient servir en même temps d'élément dynamique et de soutien du cycle des révoltes ¹³.

La première et la plus représentative de ces insurrections se produisit en janvier 1932 dans les districts miniers catalans de Alto Llobregat et Cardona. Là commencèrent le 18 une série de soulèvements dans la petite ville de Figols (connue pour ses riches dépôts de potasse), qui avaient été peu auparavant le théâtre d'un grand meeting de la FAI. S'étaient adressés à cette assemblée, Buenaventura Durruti, Pérez Combina, et Arturo Parera ; qui, tous ensemble, avaient réussi à fouetter les sentiments anti-républicains de leur auditoire en soulignant l'échec des réformes sous la république et en exhortant les ouvriers à s'armer et à se soulever contre les classes dirigeantes. L'impact de cette campagne de propagande put être compris quelques jours plus tard quand un groupe de femmes entraîna les ouvriers du textile de Figols dans une grève pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Leur action fut immédiatement soutenue par les mineurs qui, sous la direction de l'ancien mineur asturien Manuel Prieto, assumèrent bientôt un rôle dirigeant dans la grève et la révolte qui suivit. En quelques jours, villages et villes voisines, notamment Manresa, Cardona, Gironella et Sallent, suivirent Figols en déclarant la grève générale et à partir de là l'établissement d'une forme sans Etat de communisme, le « comunismo libertario ». Dans chaque ville, ces soulèvements communaux se déroulèrent de la même façon et dans les années trente et pendant les premiers mois de la guerre civile, ce cadre d'action devait se répéter un certain nombre de fois. On appelait à une grève comme signal de la révolte ; les ouvriers s'emparaient alors de l'hôtel-de-ville (*ayuntamiento*) local, déployaient le drapeau rouge et noir de la CNT-FAI et célébraient l'avènement du « comunismo libertario ». Puis ils établissaient un système de comités ouvriers élus par le peuple pour administrer les affaires de la « commune », levaient une milice et proclamaient l'abolition de la monnaie et autres formes du système capitaliste ¹⁴.

Peu après l'explosion des troubles à Figols, le gouvernement républicain avait dépêché des troupes dans les zones perturbées. Le 25, la ville était encerclée et par conséquent coupée du reste de la Catalogne. En dépit du fait que les ouvriers assiégés étaient bien armés avec des fusils et de sommaires grenades à main, ils décidèrent qu'il était futile de s'engager dans le combat. Le résultat fut la reprise de Figols, sans incident et la fin de la brève expérience de communisme libertaire.

Comme le célèbre soulèvement de Jerez quarante ans auparavant, la rébellion de Figols entra très vite dans la légende anarchiste comme un exemple de la résolution du peuple d'inaugurer l'aube de la révolution sociale. Figols était en réalité le signe avant-courreur de nombreux soulèvements semblables qui éclatèrent en Espagne pendant les « années rouges » entre 1932 et le début de la guerre civile. Pour le rôle qu'elle joua comme principal promoteur de cette vague d'insurrections, la FAI acquit la réputation de représentante irresponsable des classes ouvrières, surtout chez les éléments modérés de la CNT, les *treintistas*. En fait, la plupart des révoltes inspirés par la FAI étaient des épisodes pauvrement orchestrés, qui, presque toujours, provoquèrent de sérieuses représailles gouvernementales. Il n'est pas surprenant que l'effet d'ensemble en fut désastreux pour la CNT en particulier et le mouve-

ment ouvrier en général. Un exemple en est l'incident bien connu de Casas Viejas en janvier 1933.

Comme nombre des exercices de « gymnastique révolutionnaire » de la FAI, le soulèvement de Casas Viejas était le produit de l'échec d'un mouvement de grève générale. Dans ce cas, la rébellion fut sauvagement réprimée par le gouvernement : Gardes civils et d'Assaut prirent le petit village, tuant quelques vingt anarcho-syndicalistes et paysans. Tout de suite après cette attaque, les forces gouvernementales essayèrent de balayer toute source potentielle d'agitation révolutionnaire supplémentaire en écrasant brutalement les branches locales de la CNT. Loin de faire avancer la cause anarchiste dans la région, l'incident de Casas Viejas sapa en réalité le fondement organisationnel des ouvriers que la CNT et la FAI essayaient d'établir pour assurer le succès de leurs grèves ¹⁵.

Tandis que des soulèvements comme celui de Casas Viejas coûtaient un prix élevé au mouvement anarcho-syndicaliste, le FAI capitalisa néanmoins sur l'atmosphère révolutionnaire que de tels événements suscitaient inévitablement. Pendant leur impressionnante campagne abstentionniste (« No Votad ! ») de 1933, par exemple, les *faistas* exploitèrent habilement la vague d'indignation publique et de colère contre le gouvernement qui se produisit en résultat de l'affaire de Casas Viejas. Le fait qu'un nombre significatif d'ouvriers — peut-être près du million — boycottèrent les élections de novembre, attesta du succès de la FAI dans la conquête d'un substantiel soutien à son mot d'ordre : « Frente a las urnas, la Revolución social ! » (Contre les urnes, révolution sociale !) ¹⁶.

A la fin de 1933, la FAI était devenue la force prédominante dans la CNT. Jusque-là, seul un courant critique de *cenetistas* — les *treintistas* — avait offert une vigoureuse opposition aux méthodes insurrectionnelles de la FAI. Ce groupe était apparu à la fin du turbulent été 1931, quand trente dirigeants syndicalistes, dont Àngel Pestana, Juan López et Juan Peiró, publièrent un manifeste anti-FAI. C'est ensuite, qu'avec tous ceux qui critiquaient la FAI, ils furent baptisés *treintistas*. Depuis le début cependant, les circonstances semblèrent conspirer contre leur plan pour empêcher la CNT de poursuivre sa voie ultra-révolutionnaire. En octobre de cette année, ils perdirent le contrôle de la rédaction du quotidien important *Solidaridad Obrera*, maintenant aux mains des extrémistes, comme le *faista* Felipe Alaíz et Federica Montseny. L'année suivante vit l'exode de milliers de *treintistas*, soit qu'ils aient démissionné, soit que, plus fréquemment, ils aient été exclus de la CNT. Après 1932, la majorité des *treintistas* espéraient exercer une influence contraignante sur la FAI en opérant à l'extérieur de la CNT et, en conséquence, ils établirent leurs propres *ateneos*, diffusèrent un journal rival, *La Cultura libertaria* et, en janvier 1933, constituèrent une organisation syndicaliste en opposition à la CNT, les *Sindicatos de Oposición*. Sauf peut-être ces derniers qui en 1936 comptaient environ quarante mille adhérents, aucune de ces mesures n'avait menacé de miner la position de la FAI dans la CNT ¹⁷.

Plus encore, entre 1932 et 1936, l'influence *treintista* est restée confinée à certains districts industriels catalans, à Badalona, Manresa et Sabadell — et dans une enclave aux Asturies (où les *treintistas* travaillaient dans la CNT),

tandis que la FAI contrôlait le centre industriel clé de Barcelone et conservait des bastions dans toute l'Espagne. En tout cas, le conflit entre *faïstas* et *treintistas* ne faisait pas trop de mal à la CNT puisque, au congrès de Saragosse tenu à la veille de la guerre civile, les divergences idéologiques entre les deux groupes s'étaient atténuées au point que les syndicalites préalablement exclus ainsi que les *Sindicatos de Oposicion* furent réadmis dans l'organisation anarcho-syndicaliste officielle.

Entre-temps, la CNT, dans sa campagne anti-électorale, avait atteint deux objectifs convoités : la campagne avait clairement démontré aux adversaires de la CNT le degré de contrôle qu'elle exerçait sur l'électorat ouvrier et, deuxièmement, elle avait aidé à porter au pouvoir les parties du Centre et de la Droite, un développement que la CNT et surtout la FAI présentaient comme essentiel pour développer le plus possible la fermentation des antagonismes sociaux et économiques dans la société espagnole. Ainsi les élections générales de 1933 avaient mis un terme aux deux dernières années de règne de la coalition Républicains-socialistes de Manuel Azana et marqué le début des deux années de règne réactionnaire que la Gauche allait appeler le *bienio negro*. Pendant cette période, la Gauche dans son ensemble a subi les conséquences d'un régime qui cherchait avant tout à démanteler la législation ouvrière introduite dans le premier *bienio* tout en mettant en échec la puissance grandissante de groupes de gauche comme la CNT et la FAI... C'est dans ce contexte d'aggravation des tensions de classe que la Gauche avança rapidement vers l'adoption d'une stratégie révolutionnaire qui renforcerait sa position vis-à-vis des forces de la droite.

L'Alliance ouvrière

L'idée de former l'Alliance ouvrière a été initialement lancée par Maurín, un ancien *cenévista* devenu célèbre dans les années trente comme théoricien marxiste et organisateur de parti, fondateur du Bloc Obrero Camperol (BOC) en 1931 et co-fondateur du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) en 1935¹⁸. Après le succès électoral de la droite en novembre 1933, Maurín constitua pour la première fois une alliance de plusieurs organisations de gauche catalanes comprenant des groupes comme le BOC, la Federación Sindicalista Libertaria récemment fondée par Pestana et la Izquierda comunista trotskyste d'Andreu Nin. Peu après, les socialistes eux-mêmes, sous la direction de Largo Caballero, s'emparèrent de l'idée de Maurín et commencèrent à former des liens avec d'autres groupes prolétariens. Vers la fin de février 1934, une Alianza Obrera dirigée par les socialistes commençait à prendre forme : à l'exception du Parti communiste d'Espagne (P.C.E.) et des secteurs de la CNT dominés par la FAI, elle représentait presque tous les partis de gauche importants.

Pour plusieurs raisons, la CNT s'abstint de rejoindre l'A.O. La cause en était dans sa longue rivalité avec les socialistes et aussi le scepticisme anarcho-syndicaliste à l'égard du ralliement des socialistes — et surtout de Largo Caballero — à une politique révolutionnaire. Mais, par-dessus tout, la CNT redoutait d'être engagée dans une alliance dominée par les socialistes.

Momentanément au moins, la réunion de la gauche socialiste et marxiste sous le drapeau de l'A.O. servit à isoler la CNT et la FAI du courant principal du mouvement révolutionnaire. Car, dans ce qui devenait rapidement une grandissante hostilité politique, il fut bientôt clair que les anarcho-sindicalistes par eux-mêmes ne pourraient plus supporter un cycle d'insurrections. Ce fut clairement démontré d'abord en décembre 1933 quand un mouvement de grève nationale monté par la CNT s'effondra, en grande partie parce qu'il n'eut aucun soutien d'autres groupes et à nouveau en mars-avril 1934 quand une grève générale déclenchée à Saragosse avorta aussi. Le CNT sortit de ces campagnes épuisée et trop mutilée physiquement pour reprendre son rôle dirigeant dans l'avant-garde révolutionnaire. En fait, la plus importante des rébellions ouvrières du *bienio negro*, la Révolution d'Octobre aux Asturies, fut le résultat non pas de la « gymnastique révolutionnaire », mais le produit de l'Alliance ouvrière.

Dans les mois qui menaient à la Révolution d'Octobre, à l'Octobre rouge comme on disait aussi, la Gauche en général et la base socialiste en particulier se tournait vers une politique d'action directe en grand nombre, comme moyen de s'opposer à la droite. Une manifestation impressionnante de leur combativité croissante se produisit en juin quand le syndicat des ouvriers agricoles, Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra (FNTT) dirigea une grève générale pour protester contre les mesures anti-ouvrières qu'un gouvernement tourné de plus en plus à droite essayait d'appliquer¹⁹.

En dépit des protestations de ce type, cependant, les partis de droite, la Confederación Espanola de Derechas Autonomas (CEDA) — une fusion des partis catholiques de droite dirigée par José Maria Gil Robles et perçue par la gauche comme une formation fasciste — continua à progresser dans le gouvernement. En octobre 1934, le radical Alejandro Lerroux fit entrer trois membres de la CEDA au gouvernement et la Gauche réagit rapidement pour empêcher ce qu'elle considérait comme le premier pas vers l'établissement d'un Etat cléricalo-fasciste. Un mouvement national dirigé par les socialistes et l'A.O. fut lancé à Madrid, en Catalogne, au pays basque et aux Asturies. Dès le début cependant, il souffrit de ce que les soulèvements de Madrid et de Catalogne étaient ou mal préparés ou trop sporadiques pour être de quelque conséquence. Ainsi les ouvriers de la région minière des Asturies restèrent-ils seuls à combattre.

Il existe plusieurs raisons pour lesquelles la région asturienne convenait de façon exceptionnelle à une révolte ouvrière de grandes proportions, la moindre n'étant pas que les mineurs — indépendamment de leurs affiliations idéologiques — avaient une longue tradition militante. En mars, socialistes, bloquistes et les branches locales de la CNT avaient conclu un pacte que le P.C.E. rejoignait en septembre, formant une Alliance ouvrière. C'est dans une large mesure du fait de cette manifestation de solidarité que les ouvriers purent tenir devant des forces supérieures. Pendant presque deux semaines, ils réussirent à administrer une commune ouvrière tout en se défendant contre les féroces attaques des troupes gouvernementales et de la Légion étrangère, amenées du Maroc. Avant d'être finalement écrasé, le soulèvement des Asturies avait, selon les paroles de Raymond Carr, « atteint les dimensions d'une

guerre civile ». Outre les pertes (évaluées entre mille et quatre mille morts) et les destructions provoquées par les combats, il y eut jusqu'à trente mille ouvriers emprisonnés dans toute l'Espagne comme résultat de cette manifestation du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière.

De l'expérience de cette Commune était née une phrase, « l'Unión de los Hermanos Proletarios », UHP, qui exprimait l'espoir de la classe ouvrière d'un front unique contre ses ennemis de droite. C'était vrai même chez les *faistas* de la CNT, bien qu'avant octobre 1934 ils aient refusé de participer à l'Alianza Obrera. Bien entendu, les *faistas* n'étaient pas prêts à s'allier formellement à d'autres groupes. Pourtant, en se solidarisant publiquement de la Commune asturienne et en faisant référence dans leurs publications aux événements qui s'y déroulaient comme des exemples de l'appel anarchiste à la révolution sociale, les *faistas* pouvaient revendiquer la révolte asturienne comme leur œuvre. Aussi, alors que la CNT et la FAI furent incapables par leurs seules forces d'organiser des offensives couronnées de succès contre l'État en 1934 et juillet 1936, on peut cependant les créditer d'avoir initié et renforcé la trajectoire révolutionnaire des ouvriers espagnols, laquelle les conduisait inévitablement d'abord aux Asturies, puis à la guerre civile.

NOTES

- * George R. Esenwein travaille à la Bibliothèque de l'Université de Stanford, il a étudié à Austin (Texas), Durham (Gr.Br.) et prépare une thèse (Ph. D.). Cet article est le texte d'une communication de décembre 1984 au congrès annuel de l'American Historical Association.
- 1. La source fondamentale de l'histoire de la 1^{re} Internationale en Espagne est *El Proletario Militante* d'Anselmo Lorenzo, Madrid, Alianza, 1974, qui est l'unique témoignage détaillé disponible pour la période 1868-1883. Il existe aussi quelques études secondaires utiles sur cette question : Abad de Santillán, Diego, *Contribución a la Historia del movimiento obrero español*, vol. I, II, Puebla (Mex.), Cajica, 1962-1965 ; Murray Bookchin, *The Spanish Anarchists : the Heroic Years*, N.Y., Harper & Row, 1977 ; Emma Kaplan, *Anarchists of Andalusia 1868-1903*, Princeton U.P., 1977 ; Max Nettlau, *La 1^{re} Internationale en Espagne*, Dordrecht, P.B., 1969 ; Josep Termes, *Anarquismo y sindicalismo en Espana*, Barcelone, Ariel, 1972.
- 2. Sur l'introduction de l'anarcho-sindicalisme en Espagne, voir : Joaquín Romero-Maura, « Les Origines de l'Anarcho-sindicalisme en Catalogne, 1900-1909 », *Anarchici e Anarchia nel Mondo contemporaneo*, Torino, Einaudi, 1969.
- 3. Joaquín Romero-Maura, « The Spanish Case », James Joll & David Apter, *Anarchism Today*, Londres, Macmillan, 1971. Également, John Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución en Espana, 1930-1937*, Barcelone, Ariel, 1974.
- 4. On peut trouver une discussion intéressante des réactions anarchistes à la Révolution russe dans Raimundo Martínez Fraile, « Comentarios a la Revolución Rusa aparecidos en *Solidaridad Obrera* durante el año 1917 », *Cuadernos de Historia Económica de Catalunya*, XII, 1974, pp. 146-183. Un compte rendu très vivant du congrès de la Comedia en 1919 est donné dans Gerald Meaker, *The Revolutionary Left in Spain*, Stanford, U.P., 1974, pp. 233-248. Buenacasa lui-même donne un bref compte rendu de cette réunion dans son *El Movimiento obrero español 1886-1926*, Gijón, Jucar, 1977, pp. 57-92. En 1922, le goût de la CNT pour le Comintern et le Profintern (l'Internationale syndicale rouge) avait disparu. Au congrès de Saragosse en 1922, il y eut une majorité éclatante pour que la CNT rompe ses liens avec ces organisations et s'affilie au contraire à l'Association internationale des travailleurs (AIT) pro-anarchiste.
- 5. Sur l'histoire de la F.A.I., voir les ouvrages suivants : *El Movimiento libertario español*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974 ; « El Anarquismo ibérico / la FAI y la CNT », suppl. n° 870,

- Espoir*, Toulouse ; Juan Gómez Casas, *La Historia de la FAI*, Madrid, Zero, 1977 ; José Peirats, *Anarchists in the Spanish Revolution*, Detroit, Black & Red, pp. 237-248. Pour une caractérisation différente de la tendance FAI, voir la thèse de Shirley Fredericks, *The Social & Political Thought of Federica Montseny*, Université de Mew Mexico, 1972, p. 156 sq, et l'étude d'Antonio Elorza, *La Utópia anarquista bajo la Segunda República*, Madrid, Ayuso, 1973.
6. Dans une lettre à Burnett Bolloten (juillet 1981), Federica Montseny confirme ce fait. Elle a aussi fait référence à ses relations avec la FAI dans plusieurs publications. Voir particulièrement « El Anarquismo ibérico... » (voir n. 5) : « Pendant de nombreuses années, même après la fondation de la FAI, nombre d'anarchistes ont continué à l'être sans appartenir à l'organisation anarchiste. Par exemple, mon père n'y a jamais appartenu. Je n'ai moi-même pas rejoint la FAI avant 1936... » ; et Agusti Pons, *Converses amb Federica Montseny*, Barcelone, Laia, p. 132.
 7. Brademas, *op. cit.*, p. 77.
 8. Juan García Oliver discute la formation et le rôle des Comités de Defensa dans son autobiographie, *El Eco de los pasos*, Paris, Ruedo ibérico, 1978, pp. 118-137, tandis que Ricardo Sanz décrit la fonction des Comités pro-Presos dans *El Sindicalismo y la Política*, Toulouse, 1966, pp. 157-176.
 9. Martha Ackelsberg, « The Practice of Anarchist Revolution : The position of Women in Spanish Anarchist collectives », étude inédite, p. 7.
 10. Dans ses mémoires, Abad de Santillán évalue le tirage de *Tierra y Libertad* à plus de vingt mille, chiffre énorme pour la période, surtout parmi les travailleurs, *Memorias, 1897-1936*, Barcelone, Planeta, 1977, p. 186.
 11. Pour une discussion des idées de Mella sur la théorie de l'éducation, voir *Cuestiones de Enseñanza Libertaria*, Madrid, Zero, 1979. Soit dit en passant, Mella critiquait les idées sur l'éducation défendues par Francisco Ferrer, peut-être le plus connu des pédagogues libertaires espagnols.
 12. Abel Paz, *Durruti : the People Armed*, Montreal, Black Rose, 1977, p. 127.
 13. García Olivier, *op. cit.*, p. 129.
 14. Sur l'insurrection de Figols, voir Pedro Flores, *Las Luchas sociales en el Alto Llobregat y Cardener*, Barcelone, 1981, et Eduardo de Guzman, « Cuando Figols proclamó el Comunismo libertario », *Tiempo de Historia*, Madrid, Janvier 1976, pp. 48-57.
 15. La meilleure étude sur Casas Viejas est de Jerome Mintz, *The Anarchists in Casas Viejas*, Chicago U.P., 1982. Voir également d'intéressants articles : G. Brey et J. Maurice, « Casas Viejas : réformisme et anarchisme en Andalousie (1870-1933) », *Le Mouvement social*, n° 83, Paris, 1973, pp. 95-135 ; Rafael Abella, « Casas Viejas », *Historia* 16, n° 82, 1983, pp. 11-18.
 16. Cité par James Joll, *The Anarchists*, Harvard U.P., 1982, p. 232.
 17. On peut trouver une étude approfondie du mouvement trentista dans Eulalia Vega, *El Trentisme a Catalunya*, Barcelone, 1980. Voir également Bar Cendón, « La Confederación Nacional del Trabajo a la II República », *Estudios sobre la II República Española*, selection y presentacion por Manuel Ramírez, Madrid, Tecnos, 1975.
 18. Sur le rôle de Maurín comme syndicaliste communiste, voir Meaker, *op. cit.* De brefs comptes rendus des activités politiques et des idées de Maurín sont donnés dans George Esenwein, « Joaquín Maurín Julia », *Historical Dictionary of the Spanish Civil War*, édité par James Cortada, Greenwood Press, 1982, et « Joaquín Maurín Julia », *Biographical Dictionary of NeoMarxism*, édité par Robert A. Gorman, Greenwood Press, encore inédit. La meilleure étude sur l'Alianza Obrera est de Victor Alba, *La Alianza Obrera*, Madrid, Jucar, 1978.
 19. Paul Preston, *Coming of the Spanish Civil War*, Londres, Macmillan, 1978, p. 114.
 20. La littérature sur le soulèvement asturien est très vaste. Le contexte est le sujet de *Hacia la Revolución* d'Adrian Shubert, Barcelona, Grijalbo, 1984. Parmi les meilleures études sur l'insurrection elle-même : Bernado Díaz-Nosty, *La Comuna asturiana : Revolución de 1934 en Asturias*, Madrid, Zero, 1974 ; Manuel Grossi, *La Insurrección de Asturias*, Barcelone, 1935 (Une traduction française a été publiée en 1972 par E.D.I. et le texte espagnol réédité par Jucar, Madrid, 1978 ; J.A. Sánchez et G. Saucó, *La revolución de 1934 en Asturias*, Madrid, 1974, et Manuel Villar, *El Anarquismo en la insurrección de octubre*, Buenos Aires, 1936.

Chronologie de l'anarchisme espagnol 1909-1936

1909. — La « Semaine tragique », la crise marocaine précipite une grève générale appelée par les anarchistes (Solidaridad Obrera) et les socialistes (Unión General de Trabajadores, UGT). Exécution de l'éducateur rationaliste et éducateur anarchiste Francisco Ferrer.

1910. — Premier congrès de la CNT à Barcelone. La CNT mise hors-la-loi par le gouvernement.

1914 - 1917. — Début de la première guerre mondiale. Les effectifs de la CNT grandissent beaucoup. En mars 1917 commence la première phase de la Révolution russe. En août 1917, grève générale appelée par l'UGT (soutenue plus tard par la CNT) qui se termine par l'arrestation de dirigeants socialistes comme Largo Caballero et Julian Besteiro. La Federación Obrera de la Región Andaluza, FORA, est constituée à la fin de 1917.

1918 - 1920. — L'inflation en spirale, l'augmentation du chômage, l'exemple révolutionnaire donné par les bolcheviks radicalisent la classe ouvrière espagnole. L'Espagne méridionale vit trois années d'agitation sociale intense appelée le « trienio bolchevique ». Inspirée par la formation de la FORA, la Fédération régionale catalane (CRT) tient un congrès régional à Sans à l'été de 1918. C'est là qu'est adoptée l'idée de *sindicato único*. La CNT lance une grève massive contre la firme canado-britannique « La Canadiense ». Le 2^e congrès de la CNT se tient à Madrid en décembre 1919. Débat sur la question de l'adhésion à l'Internationale communiste. Le « *sindicato único* » officiellement adopté comme une forme d'organisation, rejet de l'idée d'une Fédération nationale d'industries. La CNT adhère provisoirement au Comintern.

1921 - 1923. — La délégation de la CNT, dominée par les personnalités pro-communistes comme Andreu Nin et Joaquín Maurín, assiste au 3^e congrès du Comintern et au congrès de fondation du Profintern (I.S.R.). Les éléments hostiles à l'Internationale communiste l'emportent au congrès de Saragosse en 1922. La CNT décide d'adhérer à l'A.I.T. récemment formée avec une orientation anarchiste. Début du *pistolero*. Le 10 mars 1923, Salvador

Seguí tombe victime du *pistolero*. En septembre, début de la dictature de Primo de Rivera, qui va durer presque sept ans. La CNT est obligée de passer dans la clandestinité.

1927. — Fondation à Valence de la Federación Anarquista Ibérica (FAI).

1930. — Départ de Primo de Rivera. Début de la « Dictablanca » du général Berenguer. En août, républicains, socialistes et autres groupes anti-monarchistes forment une alliance appelée « pacte de Saint-Sébastien ». La CNT appelle une grève générale pour la fin de l'année.

1931. — Elections municipales en avril : proclamation de la II^e République le 14 avril. En mai, incendies d'églises à Madrid, qui sont attribués aux anarchistes et aux ennemis de la République. Le 3^e congrès extraordinaire de la CNT est convoqué à Madrid. Premier débat public entre *faistas* et « syndicalistes » de la CNT. Les progrès de l'influence de la FAI dans la CNT incitent des dirigeants syndicaux comme Juan Peiró et Angel Pestana à signer un manifeste anti-FAI connu comme « Manifeste des Trente ». Depuis les adversaires de la tendance de la FAI sont appelés de façon populaire les *treintistas*.

1932. — Début du cycle de révoltes inspirées par la FAI dans le district minier du Haut Llobregat. Les ouvriers occupent plusieurs villes dont Figols, Manresa et Cardona. Conséquence de ces troubles, ainsi que d'une grève de solidarité appelée à Barcelone, Buenaventura Durruti, García Oliver, Francisco Ascaso et d'autres sont arrêtés. Sortie de la CNT de milliers de trentistes.

1933. — Début janvier, l'échec d'une grève générale appelée par la CNT-FAI aboutit à un soulèvement avorté dans le village de Casas Viejas. Création des Sindicatos de Oposición de la CNT. Campagne abstentionniste de la FAI. Les élections de novembre amènent la fin de la coalition républicains-socialistes au pouvoir depuis 1931. Formation d'un gouvernement de centre-droite sous Alejandro Lerroux. Joaquín Maurín et le BOC constituent l'Alianza Obrera avec des organisations ouvrières de Catalogne. Avortement d'un mouvement insurrectionnel de la CNT. Entre décembre et janvier 1934, Pestana constitue le Partido Sindicalista.

1934. — Une grève générale appelée par la CNT à Saragosse dure presque un mois (mars-avril). « Octobre rouge » : entrée de la CEDA dans le gouvernement Lerroux et mouvement de grève générale. Soulèvements en Catalogne et au Pays Basque, vite écrasés, mais Commune ouvrière aux Asturies établie par l'Alianza Obrera locale (comprenant la CNT). Pour presque deux semaines, les ouvriers tiennent tête aux troupes gouvernementales.

1935. — Une série de crises gouvernementales, comme le « scandale du Straperlo » en septembre-octobre, culmine avec la dissolution des Cortes fin décembre.

1936. — En janvier, accord électoral des organisations de gauche. Bien que la CNT-FAI ne soit officiellement pas incluse dans la coalition du « Front populaire », bien des anarcho-syndicalistes vont aux urnes pour l'appuyer. Le « Front populaire » sort victorieux des élections de février. Le 1^{er} mai, la CNT tient ce qui sera son dernier congrès national avant la guerre civile, à Saragosse. Là, les « treintistas » rejoignent la CNT-FAI. A la suite de la formation du gouvernement Casares Quiroga en mai, une vague de grèves secoue l'Espagne en général et Madrid en particulier. L'insurrection militaire commence le 17 juillet au Maroc.

M.W. Attignies

Complot « franquiste » en France : la Cagoule.

Il y a cinquante ans, le ministre socialiste Marx Dormoy, ministre de l'intérieur, annonçait par un communiqué de presse du 23 novembre 1937 la découverte d'un « véritable complot contre les institutions républicaines » : l'affaire de « la Cagoule » commençait. Elle est depuis lors un objet de dérision ou de polémique et n'a pas fait l'objet d'une recherche scientifique. Les documents disponibles, en vertu des lois sur les archives judiciaires ne sont pas accessibles aux historiens, mais à d'autres. Deux livres lui ont été consacrés, à une dizaine d'années d'intervalle, par des journalistes chanceux ayant pu accéder à certains documents et interroger des témoins qu'ils ne nomment pas, suivant les règles de leur profession et contrairement à la déontologie du travail historique ¹. On trouve des informations complémentaires dans les « Carnets » d'un chef cagoulard publiés par Christian Bernadac ², ainsi que dans les mémoires d'hommes qui ont touché de près cette conspiration, comme le colonel Groussard ou le commandant Loustaunau-Lacau ³ et dans les recueils documentaires ou travaux historiques consacrés à Pétain et à l'histoire de Vichy ⁴. C'est mince. Notre mise au point n'a d'autre prétention que de souligner les lacunes de notre information, suggérer des directions de recherche, donner des arguments pour la pression à exercer sur ceux qui tiennent encore la vérité sous le boisseau, pour qu'elle soit enfin connue, un demi-siècle après — sans trop d'illusions cependant, puisque, nous le verrons, l'une des véritables raisons de la difficulté qu'il y a aujourd'hui à bien connaître cette affaire, est qu'une partie des chefs de l'armée de l'époque étaient certainement compromis avec elle : or, dans tous les Etats modernes, comme la femme de César, l'armée ne peut être soupçonnée !

La version « officielle » de la Cagoule

Nos auteurs-journalistes distinguent, comme la presse et finalement l'instruction du procès avant-guerre l'avaient fait auparavant, entre une « Cagoule civile » et une « Cagoule militaire ». Seule la première bénéficie d'une existence reconnue : c'est elle qui a été l'objet de poursuites, c'est elle qui a été jugée et dont un certain nombre de membres ont été condamnés

— seuls les civils qui en étaient membres ont été poursuivis. Le portrait de cette organisation est facile à reconstituer tant à partir des comptes-rendus de presse que des livres des journalistes Jean Raymond Tournoux et Philippe Bourdrel. Aux yeux de cette « histoire »-là, il n'y a pas de véritable « Cagoule militaire » et pour certains même pas de militaires dans la « Cagoule ».

On sait que c'est Maurice Pujol, dans *l'Action française*, qui a affublé ses anciens compagnons du surnom de « cagouleurs » destiné dans son esprit à les discréditer et que leurs amis ont repris pour minimiser l'affaire et ridiculiser l'organisation en question. A l'époque de sa découverte, policiers et journalistes l'appellent le CSAR — Comité secret d'organisation révolutionnaire — et Christian Bernadac, sur la base des archives mentionnées plus haut, dit qu'elle s'appelait en réalité OSARN — Organisation secrète d'action révolutionnaire et nationale —, de sa naissance en 1936 à juillet 1937, pour devenir simplement l'OSAR ensuite ⁵.

Nous sommes en présence d'une organisation clandestine construite sur le modèle des sociétés secrètes du XIX^e — une « franc-maçonnerie retournée », dira son chef ⁶ — fortement centralisée, avec un organigramme calqué sur celui de l'état-major, quatre bureaux, un service de renseignements, des groupes d'action et par-dessus le marché un rituel initiatique pour ceux qu'on appelle « les abonnés », les membres qui prêtent serment. C'est une armée secrète, rigoureusement cloisonnée et subdivisée de la division à la cellule, lourde ou légère, sous un « chef ». Elle a ses liaisons, ses transports, son service médical, ses armes et ses munitions, ses signes de reconnaissance, ses services de faux papiers. Elle a même une « doctrine » du coup d'Etat, mélange grotesque de remarques de Trotsky sur la technique de l'insurrection et de banalités tirées du livre de Malaparte *Technique du Coup d'Etat*. Elle a beaucoup d'argent, elle achète, construit, corrompt.

Elle tue aussi. A son palmarès figurent plusieurs assassinats, celui de deux émigrés italiens antifascistes, les frères Rosselli, du Russe Navachine et d'autres sans doute. Elle a également à son actif des opérations de commandos menées sur les aérodromes ou les chemins de fer français contre l'acheminement de matériel de guerre à l'Espagne républicaine. Elle a aussi commis des attentats dont ses dirigeants souhaitaient qu'ils fussent attribués aux « communistes » : les bombes de la rue de Presbourg et de la rue Boissière dans les locaux d'organisations patronales furent l'œuvre de la Cagoule. Il faut ajouter les stocks énormes d'armes qu'elle a constitués, ses cinq mille grenades dont l'explosion fit quatorze morts et de nombreux blessés, ses mitrailleuses Hotchkiss, ses fusils-mitrailleurs français, allemands ou italiens, ses fusils, ses munitions.

Elle avait prévu aussi ses « prisons privées », un labo où des chimistes s'essayaient à la propagation des épidémies ou d'armes « secrètes » ⁷.

Telle est l'image de la Cagoule telle qu'elle a été diffusée par la presse, puis par les journalistes en mal d'histoire. On comprend que, sous ce visage un peu rudimentaire, elle puisse être qualifiée par un historien sérieux, Pierre Milza, d'« épiphénomène politique » ⁸. Mais ce n'est là que la partie visible d'un iceberg que nous voulons faire deviner, dans la mesure du possible, en commençant par un historique.

Décus de février et apeurés de la révolution

C'est au 6 février 1934, la fameuse émeute des Ligues, et aux affrontements devant le Palais-Bourbon, qu'il faut aller chercher les origines de ce regroupement d'activistes. En février 1934, les futurs « Cagouleurs » appartenaient aux Ligues d'extrême-droite, Action française, Croix de Feu, Jeunesses patriotes. C'est à partir de cette date qu'ils se sont détournés de chefs jugés trop « mous » et qui n'ont pas voulu aller jusqu'au bout.

Ce sont des militants des Camelots du Roy du XVI^e qui semblent avoir pris l'initiative. Sous la direction de Jean Filliol, mais à l'inspiration d'Eugène Deloncle et Aristide Corre, les Camelots du beau quartier animent une opposition qui rédige son manifeste, le *Mémoire sur l'Immobilisme*, signé de 97 noms immédiatement exclus de l'Action française fin 1935⁹. Ce sont les mêmes qui agressent Léon Blum lors des funérailles de Bainville. En mai, ils déposent les statuts d'un parti « nouveau », le parti révolutionnaire national et social. A l'autre bout de la France, un autre ancien combattant de 14-18, Joseph Darnand, qui est monté à Paris pour demander des explications à Maurras et Daudet et les a traités de « vieux cons », rejoint, lui, le PPF et une petite organisation secrète, les « Chevaliers du Glaive »¹⁰.

Une démarche parallèle s'effectue au même moment à partir des activistes Croix-de-Feu mécontents de l'« opportunisme » du colonel de La Rocque. Deux hommes connus en prennent la tête : le très riche duc Pozzo di Borgo, aristocrate corse, et le général Duseigneur, héros de la chasse pendant la Grande Guerre, cherchent de leur côté à fonder une organisation d'autodéfense qu'ils baptisent UCAD — Union des comités d'auto-défense¹¹.

Tous ces dirigeants portent l'empreinte de l'extrême-droite française, un nationalisme extrémiste se complaisant dans la xénophobie et l'antisémitisme, la haine, non seulement de la révolution, mais de la république et de la démocratie, le mépris du parlementarisme, l'exaltation des vertus raciales et guerrières, l'horreur de ce qu'ils appellent « le communisme » et qui englobe toute action ouvrière, toute organisation des travailleurs. Il s'y ajoute, chez cette minorité qui rompt avec des installés trop prudents à son goût, un besoin d'action immédiate, un appétit de violence, une soif de représailles, un culte de la force, qui les rapprochent des troupes nazies et fascistes.

Les choses se précipitent avec la dissolution des Ligues le 20 juin 1936 et c'est le 1^{er} juillet suivant que le noyau de Deloncle, le général et le duc, décident la constitution des deux organisations gigognes, l'UCAD, légale, qui sera le périscope de la clandestine, l'OSARN¹². Et pour commencer, les deux s'emploient à unifier sous leur égide les « groupes nationaux » et d'« auto-défense » qui se sont constitués en province, formés de décus comme eux.

A ce moment-là, les conspirateurs ont devant eux une menace précise. Le 6 février n'a pas commotionné les seuls activistes de droite. La secousse a réveillé le mouvement ouvrier français qui reprend, dans l'action, confiance en ses propres forces, ce qui se manifeste avec éclat dans la victoire électorale du Front populaire et le mouvement de grèves de juin 1936. La droite hait plus que personne celui qu'elle appelle « la Chamelle », « le Juif Blum », et son « gouvernement du Talmud ».

Bientôt la guerre d'Espagne donne le coup de pouce à la conspiration. Les activistes reconnaissent chez les « nationaux » leur propre combat, leur haine du « rouge » et de la « canaille », leur volonté de croisade pour défendre l'ordre politique, social, moral et religieux, contre ce qu'ils tiennent pour « la chienlit ». Sans trop s'apesantir sur le programme « social » un peu court de généraux plutôt réactionnaires, ils célèbrent leur « social » au communisme et les opposent à leurs vieux adversaires des Ligues traditionnelles, « les cocus de la droite » — auxquels ils enlèvent sans vergogne, par un noyautage presque ouvert, les anciennes et nouvelles recrues que l'exemple espagnol invite à l'action.

Des Messieurs conspirateurs

Présentant avec un peu d'ironie celui qui fut le « Chef » de la conspiration, Philippe Bourdrel écrit :

« Quand sonne l'heure de l'action directe, M. l'Administrateur appelle son chauffeur, monte dans sa voiture et va vendre *L'Action française* à la sortie de la messe [...]. L'homme qui, la veille ou le soir même, siégeait aux réunions d'importantes sociétés aux côtés d'administrateurs vénérables, rejoint les « Camelots » pour des empoignades de portes et de rues » 13.

Eugène Deloncle, dont le visage a quelque chose de mussolinien, n'a pas un passé de socialiste comme le Duce. Il s'en faut. Ce n'est pas non plus un « petit monsieur », un de ces « senoritos » qui fournissent les groupes de choc des phalangistes espagnols. C'est un grand « Monsieur ». Fils de capitaine au long cours, élève de Polytechnique, puis du Génie Maritime, cet ingénieur est devenu ingénieur-expert et administrateur de sociétés importants, de l'armement de bateaux au pétrole. Il a longtemps milité à l'AF et a été responsable de ses ingénieurs avant d'être, selon sa propre expression, un « réveillé de 34 » 14. Forte personnalité, suscitant autour de lui des dévouements aveugles et sans limites, il a des talents d'organisateur à défaut d'une pensée originale, de l'habileté, de l'entregent, du fanatisme et beaucoup de relations dans l'armée et le monde des affaires.

Ses collaborateurs les plus proches : son frère Henri, son ami d'enfance, l'« homme de lettres » Aristide Corre, son secrétaire, Jacques Corrèze, fils d'un banquier auxerrois, son homme à tout faire 15, Jean Filliol. Le deuxième cercle comprend des hommes du même milieu. Le docteur Martin 16, médecin à Paris, ancien interne, vient aussi de l'AF, c'est l'homme du renseignement au fichier célèbre pendant un demi-siècle. Il y a aussi le lieutenant-colonel de réserve Georges Cachier et l'ingénieur électricien Moreau de la Meuse, « administrateur de sociétés » également et eux aussi originaires de l'AF 17. A ce petit noyau — les « intimes » disent-ils eux-mêmes —, on peut ajouter le nom de François Métenier, un industriel de Clermont et Chamalières, officier de réserve, grand voyageur, chargé des contacts avec l'Italie et l'Espagne, « ministre des affaires étrangères » de Deloncle 18, mais aussi efficace collecteur de fonds.

Le duc Pozzo di Borgo, ancien lieutenant, devenu impitoyable accusateur, du colonel de La Rocque, richissime aristocrate d'une famille qui n'a pas

craint de rivaliser en Corse avec les Bonaparte, et le général Duseigneur, glorieux aviateur de la Première guerre mondiale, commandeur de la Légion d'Honneur, croix de guerre avec neuf citations, les deux porte-drapeau de l'UCAD, sont la partie visible de l'iceberg, mais pas les véritables chefs, bien que ce soient aussi des « messieurs ».

À la différence de ces gens bien nés, Joseph Darnand s'est fait lui-même. Ancien combattant de 1914-1918, cité à l'ordre de l'armée, comme « artisan de la Victoire » pour un coup de main réussi, mais pas pris comme officier d'active, cet ancien ouvrier ébéniste est devenu patron d'une entreprise de transports et déménagements à Nice, et aussi chef départemental des Camelots du Roy qu'il a rejoints en 1928. C'est lui qui anime les sinistres « Chevaliers du Glaive » et il organise pour ses débuts un attentat terroriste contre une synagogue ¹⁹. Ce patriote va, du fait de sa profession et de sa situation géographique, organiser le trafic d'armes avec l'Italie fasciste. Il est une figure, pas encore un grand chef. Responsable départemental du PPF qu'il a rejoint après sa rupture orageuse avec l'AF, il y revient à la base pour ne pas le compromettre par des activités clandestines qui l'occupent toujours plus ²⁰.

L'appui de l'étranger

De même que les futurs « franquistes » espagnols sont allés chercher aide et appui auprès de Mussolini d'abord, de Hitler ensuite, dans la guerre civile qu'ils avaient enclenchée contre leur propre peuple, de même les conspirateurs français ont été demandeurs, auprès de Franco d'abord, de Mussolini ensuite, et non sans succès.

Les contacts semblent avoir été pris avec les franquistes par Filliol, à Saint-Sébastien. Eugène Deloncle s'est ensuite personnellement rendu en Espagne, en février 1937, avec le général Duseigneur. Les contacts ont eu lieu avec Nicolas Franco, le frère du Caudillo, puis avec le général Mola lui-même ²¹. Les conspirateurs ont incontestablement une base d'appui en Espagne comme le montre l'opération destinée à camoufler l'un de leurs assassinats en France en mort d'un volontaire français dans l'armée nationaliste, une opération réalisée avec la complicité d'un grand journal de Salamanque ²². C'est plus tard, en Espagne franquiste avec Filliol toujours, mais aussi avec le malheureux Corre, qui a facilité la répression en conservant une liste des abonnés « en clair », avec leurs adresses, que se réfugient une partie de ceux qui échappent à la première vague d'arrestations en 1937 ²³.

En ce qui concerne l'Italie, nous laissons la parole à Philippe Bourdrel :

« L'initiative des contacts revient à la Cagoule dont les dirigeants cherchent à se faire connaître des milieux proches de Mussolini. Ils y réussissent assez rapidement, rencontrant audience au ministère des Affaires étrangères que dirige le comte Ciano, obtenant la confiance des organismes italiens chargés de l'espionnage, de la lutte secrète et de la liquidation des ennemis du régime réfugiés à l'étranger. Pour être plus précis le Service de l'Information militaire, à la tête duquel figure le général Roatta et le contre-espionnage, animé par le colonel Emanuele Santo » ²⁴.

Les procès, notamment ceux des gens de l'OVRA, et de Filippo Anfuso, ancien chef de cabinet du comte Ciano — d'ailleurs acquitté —, ont permis

de faire quelque lumière sur ces contacts que les Cagouleurs, dans leur procès, n'ont pas nié, mais essayé de présenter comme des missions de la diplomatie du 2^e Bureau inspirées par le désir de substituer un axe Paris-Rome-Madrid à l'axe Rome-Berlin. Nous savons qu'Anfuso a donné le feu vert pour les premiers contacts qui ont eu lieu entre Méténier, d'un côté, le commandant Navale, du contre-espionnage de Turin de l'autre. Les contacts se multiplient ensuite, à Nice, Monte-Carlo, San Remo et Rome même. Le rapport du colonel Santo, du 12 août 1937, dans lequel sont consignées les déclarations et propositions de l'organisation clandestine française et notamment leur engagement de s'occuper « des personnalités républicaines qui ont quitté les pays fascistes et se sont réfugiées en France, en premier lieu des Italiens ». Relevons également le désir de l'OSARN de « gagner la confiance et la sympathie du chef du fascisme », à qui elle reconnaît « le grand mérite d'avoir propagé le mouvement nationaliste et anticommuniste dans le monde »²⁵. Nous connaissons également un rapport de 1937 du Service d'information militaire²⁶ qui décrit l'organisation comme formée « d'éléments nationalistes et monarchistes [...] dégoûtés par les divisions des forces nationales entretenues par les politiciens professionnels (exemple : le colonel de La Rocque) ». Le rapport du SIM juge précieuse cette organisation susceptible de « mettre dans l'embarras » le gouvernement de Front populaire. Les documents sont donc clairs. La Cagoule est la débitrice et l'obligée de Franco et de Mussolini.

Une version aseptisée

Les anecdotes, les explosions, le poignard et le revolver, rien ne manque au suspense du roman de la Cagoule tel qu'il nous parvient, dans une version que nous avons pourtant toutes raisons de penser qu'elle est aseptisée et qu'il lui manque une dimension fondamentale : le rôle de l'armée française et de ses chefs.

Il n'y a de notre part aucun parti-pris à l'affirmer. Ce sont un certain nombre de militaires, bien placés ou haut placés, dont le témoignage oblige à considérer que la Cagoule avait une dimension militaire et que cette dimension disparaît totalement dans l'interprétation de la Cagoule banalisée par le procès et finalement l'autorité judiciaire. Le commandant Loustaunau-Lacau, proche collaborateur du maréchal Pétain, reconnaît avoir été « en mission » pour renseigner son chef sur l'activité de la Cagoule et avoir eu connaissance de l'existence de ses stocks d'armes. Il reconnaît avoir rencontré Deloncle en présence du maréchal Franchet d'Esperey qui leur demanda de travailler ensemble²⁷. Le colonel Groussard admet avoir été envoyé en mission par Franchet d'Esperey auprès de la Cagoule et assure que Deloncle ne lui a rien caché²⁸.

La part de ces officiers, spécialistes du renseignement et qui jouissaient de la confiance de grands chefs de l'armée française, est évidemment difficile à déceler dans la conspiration. Il nous paraît cependant plus que probable que ni Groussard ni Loustaunau-Lacau n'ont pour l'essentiel rien ignoré des activités et des objectifs réels de la Cagoule — et que, bien entendu, ils ont fait bénéficier leurs chefs directs des informations que ceux-ci leur avaient deman-

dées. Et ce n'est pas la protestation de Pétain, assurant devant le juge d'instruction, en 1945, qu'il a chassé Loustaunau-Lacau dès qu'il a appris qu'il était « cagoulard », qui peut nous faire changer d'avis.

A partir du moment où l'on commence à admettre que les principaux chefs militaires étaient informés d'une conspiration dont bien des indices semblent montrer d'ailleurs qu'elle avait des liens avec le 2^e bureau, il est impossible de ne pas examiner de plus près la question des relations entre la Cagoule et l'armée, entre les conspirateurs et le corps des officiers. Cela peut se faire sous deux angles : en soi d'abord, du point de vue de la pénétration de la Cagoule dans l'armée, de l'appartenance d'officiers à la conspiration, mais aussi du point de vue stratégique de la place réservée à l'armée dans les plans des conspirateurs — place, nous le verrons, essentielle.

Il est en tout cas clair que nous nous trouvons ici en présence d'une étape de l'histoire de l'armée française qui a été presque entièrement occultée. Nous avons toutes raisons de penser que, précisément, l'épisode de la Cagoule, loin d'être un « épiphénomène politique », fut un événement important et pratiquement entièrement nouveau par l'importance qu'il revêtit dans la politique de l'Armée française, c'est-à-dire de ses chefs traditionnels, informés de son existence, de son activité et de ses plans.

Quand « la Grande muette » bégaie

En principe, l'Armée française est bien « la Grande muette », surtout depuis que le maréchal Foch a cessé de se faire entendre. Ses chefs répètent volontiers leur loyalisme et leur refus de jouer un rôle politique, même d'influence. Mais la réalité est différente. Les « écuries » rivales, groupées autour des grands chefs ont des couleurs ou des nuances et la sélection naturelle est dure entre elles. Ainsi le général Sarrail, franc-maçon républicain, ancien chef de l'armée d'Orient, fait-il naufrage devant la révolte des Druses ²⁹. Ainsi le maréchal et proconsul au Maroc Hubert Lyautey est-il mis sous le boisseau au temps d'Abd-el-Krim par Pétain en personne ³⁰. Ainsi « le Templier », de Curières de Castelnaud, fougueux animateur de la Fédération nationale d'action catholique, tente-t-il de troquer un rôle militaire faible pour un rôle politique dans la presse ³¹.

Dès la fin des années vingt, il ne reste plus en présence que les deux grands rivaux, à la tête de leurs écuries respectives, le général Weygand, successeur de Foch, et le maréchal Pétain. Le premier passe pour un réactionnaire déterminé et un ennemi juré de l'URSS, qu'il a d'ailleurs combattue en Pologne, mais il professe le devoir d'obéissance. Le second, vieux mécréant paillard et moralisant, jouit d'une réputation de « républicain », modéré il est vrai. Au-delà de la génération de transition, plutôt falote, des Gamelin et des Giraud, les héritiers sont déjà en place et se font les griffes dans le contact politique et le métier d'écrivain d'état-major : Charles de Gaulle, qui a servi sous Weygand devant Varsovie après une longue captivité, historien militaire, est un des brillants produits, vite révolté, de l'écurie Pétain. Jean de Lattre de Tassigny — une guerre de « gloire » — est l'homme de confiance de Weygand, celui-là même qui prend pour lui, à partir du tournant de la situation

internationale en 1933, les premiers contacts avec l'attaché militaire soviétique à Paris. Le lieutenant de réserve Edouard Daladier, professeur d'histoire et député radical-socialiste, s'abonne des années durant au portefeuille de la Guerre : flanqué de son fidèle collaborateur, le lieutenant-colonel Barthe ³², il n'a pas rétabli le système abhorré des « fiches » ³³ et laisse tranquillement les chefs assurer eux-mêmes, à son abri, la direction de l'armée française, ce qui lui vaut leur confiance.

Pourtant, les hommes tranquilles de l'état-major commencent à s'agiter singulièrement à partir de 1933 et surtout de 1934. C'est que l'avènement de Hitler commande de profonds réalignements, puisque la société française elle-même connaît des convulsions dont la crise de février 1934 est la plus éclatante illustration. Le général Weygand, très tôt partisan déclaré de sonder les possibilités d'une « alliance russe », n'a pas hésité non plus en 1933 à s'afficher dans une messe pour les maréchaux, organisée par le colonel de La Rocque, et à passer en revue des drapeaux des Croix-de-Feu. On murmure même avec insistance que le général était l'un des trois membres du directoire que l'émeute du 6 février, victorieuse, eût installé au pouvoir ³⁴. En outre, son homme de confiance, le lieutenant-colonel de Lattre de Tassigny, se commet lui aussi beaucoup en politique et passe pour être lié au ministre Eugène Frot, un homme de gauche dont on sait qu'il s'est fait le champion d'un « pouvoir fort » — au point que les chefs de l'AF vont suspecter de fringant officier de jouer à droite le rôle d'« agent provocateur » ³⁵. C'est enfin le maréchal Lyautey, agité comme jamais, qui s'attache le 4 février à convaincre ses collègues du Conseil supérieur de la Guerre qu'ils doivent effectuer une démarche collective auprès du président Lebrun pour empêcher le renvoi de Weygand après celui de Chiappe ³⁶. Il reçoit chez lui dans la matinée du 7 février tout ce que la droite et l'extrême-droite compte de têtes à Paris et n'hésite pas à menacer l'Élysée de prendre lui-même, dans la rue, la tête des manifestants si Daladier n'a pas démissionné dans la journée ³⁷. Le 18 mars, il effectue le geste public le plus avancé de l'un des « grands chefs » à l'égard des Ligueurs : il va recevoir des mains de Pierre Taittinger le béret de membre d'honneur des « phalanges universitaires » des Jeunesses Patriotes ³⁸.

Pétain est épargné par les rumeurs de complot. Celui qui reste le symbole vivant de l'Armée française accepte cependant des fonctions politiques pour la première fois en devenant ministre de la Guerre dans le gouvernement de Gaston Doumergue, constitué après la démission de Daladier et qui se fixe l'objectif d'une révision de la Constitution dans un sens autoritaire. Bien informé, mais circonspect, l'historien Jacques Nobécourt écrit au sujet de son action au ministère :

« Pétain [...], dès son arrivée rue Saint-Dominique, opposa aux députés enquêteurs (sur le 6 février) les impératifs des secrets militaires et le respect de la " Grande Muette " » ³⁹.

Henri Guillemin, de son côté, raconte que Pétain, à peine installé, à la caserne des Célestins, rappela sèchement aux cadres de la gendarmerie, de la garde républicaine et de la garde mobile qu'on ne traite pas une émeute

d'honnêtes gens comme ils l'ont fait le 6, comme s'il s'agissait de « la canaille » 40.

L'armée et la guerre civile espagnole

On sait que Léon Blum invoqua comme une des raisons de sa politique de non-intervention, sa crainte, une quasi-certitude, que le corps des officiers, violemment hostile à toute « intervention » pro-républicaine, ne se laisse entraîner dans un coup à la Franco 41. Aucun document, nul témoignage ne corrobore cette interprétation. L'historien Martin S. Alexander, par ailleurs convaincu que les chefs de l'armée ont accepté sans broncher l'autorité du Front populaire de Blum, reste muet sur ce point 42.

En réalité, les études consacrées en France à la Cagoule sont loin de donner le sentiment d'une unanimité loyaliste de l'armée et de ses grands chefs. Les outrances verbales du général de Castelnau dans *L'Echo de Paris*, sur le *Frente crapular*, celles du contre-amiral Joubert, aussi bien que les doctes « leçons » du général Duval 43 correspondent sans doute aux sentiments réels de la majorité des officiers français, en outre unilatéralement informés et impressionnés par le massacre des officiers de marine jetés à la mer avant d'avoir pu se « prononcer » comme l'avaient fait les chefs de l'armée de terre. Et le général Weygand, préfaçant Duval, n'hésite pas à prédire la victoire des armées de Franco car, assure-t-il, « la victoire ne peut sortir de l'anarchie et de l'ignorance »...

Il n'est pas contestable que la préoccupation des Cagouleurs d'empêcher toute aide officieuse ou secrète à la République à partir des arsenaux ou aérodromes militaires français rencontre la sympathie de nombre d'officiers, solidaires de la lutte « des Espagnols » contre « le communisme international ». On connaît pas mal d'exemples de sabotage d'avions destinés à l'Espagne républicaine. J.R. Tournoux et Bourdrel soulignent au passage la complicité de nombreux officiers d'active avec les réservistes utilisés par les Cagouleurs pour le sabotage des avions à destination de l'Espagne : on mentionne, parmi les organisateurs de ces opérations de commando, le célèbre pilote Jean Mermoz, Croix-de-Feu militant, ami de La Rocque et de Doriot, partisan convaincu de l'action directe 44.

La grande question est cependant de savoir dans quelle mesure, à partir de la guerre d'Espagne, de son déroulement, de ses leçons, en un mot du « modèle » franquiste, des officiers français ont accepté de collaborer avec les « franquistes » organisés sur leurs marges dans l'OSARN pour les conspirateurs de France, comme l'avaient fait quelques mois plus tôt leurs équivalents espagnols avec carlistes et phalangistes. Dans les deux pays, les défenseurs de la cause « nationaliste » — et en particulier leurs chefs — sont convaincus que leur unique chance de succès se trouve dans la réussite de l'entreprise préliminaire consistant à faire basculer l'armée et à la lancer dans l'offensive au nom de la « défense contre le communisme », fût-ce au prix de l'invention d'un « complot communiste ».

Là-dessus, nos deux sources principales présentent des explications qui, bien que reposant dans l'ensemble sur les mêmes documents et les mêmes témoins, sont en réalité substantiellement différentes.

La « Cagoule militaire » selon Tournoux

J.R. Tournoux, dans *l'Histoire secrète*, a donné la première version de ce qu'il appelle la « Cagoule militaire », les groupes d'autodéfense constitués dans l'armée contre l'infiltration communiste, un dessein qui, dit-il, « s'affirme à mesure que la guerre d'Espagne étend ses ravages »⁴⁵. Selon lui, rumeurs et faux documents espagnols prévoyant l'assassinat des officiers ont nourri les sentiments qui inspirent l'autodéfense.

L'initiative de centraliser les renseignements, de coordonner les actions et les enquêtes, revient à un officier de l'état-major de Pétain où il est entré le 10 octobre 1934, le commandant Georges Loustaunau-Lacau⁴⁶. Parti d'un « groupe secret de renaissance », il aboutit à un réseau appelé « réseau Corvignolles » ou « Cercle bleu-blanc-rouge », il compte parmi ses premières recrues le capitaine Bonhomme, officier d'ordonnance du maréchal. Le conspirateur range ses documents secrets dans le coffre-fort de son chef. Invité à témoigner au procès Pétain, il assurera avoir reçu une somme importante du maréchal Franchet d'Esperey pour son réseau, avoir rencontré Eugène Deloncle à l'initiative de ce dernier et dans son propre bureau, avoir refusé tout travail permanent avec la Cagoule autre que l'échange d'informations. Il ajoute :

« Suivit une discussion orageuse avec Deloncle. Je savais que déjà un certain nombre d'officiers et non des moindres, étaient inscrits dans ses rangs [...] J'acceptai de recevoir les renseignements de Deloncle qui concernaient strictement l'action communiste dans les casernes et, en échange, je lui demandai de me remettre la liste des officiers inscrits chez lui et de les délier de leur serment »⁴⁷.

J.R. Tournoux cite la déposition en 1945 du général en retraite Lavigne-Delville, créateur en 1936 de la bandera Jeanne d'Arc de combattants français chez Franco et, pendant la guerre, inspecteur général de la Légion tricolore contre l'U.R.S.S. Le général reconnaît avoir eu des contacts réguliers avec Deloncle et avoir préparé, pour lui, une « étude tactique concernant la reprise de certains points occupés dans Paris par les communistes, par les troupes de l'ordre, aidées du CSAR ». Il dit avoir été informé des liens de Deloncle avec certains officiers d'état-major et avoir, de lui-même, « fait le rapprochement avec l'activité du commandant Loustaunau-Lacau ». Il ajoute avoir lui-même donné des informations au 2^e bureau avec la conviction qu'elles seraient transmises à Deloncle et explique au juge que les troupes du CSAR étaient des « forces supplétives »⁴⁸.

C'est dans le même sens que vont, selon Tournoux, les déclarations aux enquêteurs du général Duseigneur : il s'agissait selon lui de « se mettre à la disposition de l'armée pour une mobilisation immédiate, l'accès aux casernes étant assuré à l'aide de cartes bleues »⁴⁹. Le même auteur, s'appuyant partiellement sur les dépositions de Deloncle et ses déclarations publiques du temps de l'occupation, entreprend de raconter l'opération « intox » de Deloncle en direction de l'armée pour la faire basculer, sous le prétexte de la préparation d'un putsch communiste dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937⁵⁰. Il mentionne les dépositions du général Dufieux, intermédiaire, selon lui, entre Deloncle et Gamelin en la circonstance, et d'un officier géné-

ral qui a voulu garder l'anonymat. L'opération échoue finalement, faute d'un coup de pouce et aussi de putsch communiste : les généraux ne veulent pas d'action préventive, alors même que nombre d'entre eux — c'est, assure-t-il, le cas de Giraud — ont accepté de s'intégrer dans le système général d'autodéfense⁵¹. On ne peut pas ne pas relever que le prétendu « complot communiste » — emprunté à l'arsenal nazi — fut brandi par Franco en Espagne pour justifier le soulèvement militaire.

L'OSARN vivait à l'époque ses derniers mois et même ses dernières semaines d'existence : elle avait été infiltrée par la police et plusieurs de ses membres parlaient beaucoup. Finalement elle est démantelée par les arrestations : Deloncle est pris, ainsi que Méténier, Filliol se réfugie en Espagne, Jeante et Martin en Italie... Mais les enquêteurs se calment vite. J.R. Tournoux écrit :

« Le complot est peu à peu minimisé, étouffé... Les enquêtes s'arrêtent, la plupart du temps, aux portes des casernes... Daladier [...] interroge tous les membres du Conseil Supérieur de la Guerre et il leur demande sur leurs honneurs d'officiers généraux, s'ils ont rencontré des Cagoulards. Tous affirment : *non*. Le chef du gouvernement ne veut pas briser l'armée par une nouvelle affaire des fiches, par une nouvelle affaire Dreyfus. Raison d'Etat, secret d'Etat. M. Daladier pense que la Cagoule n'est pas une succursale de l'armée, que, dans la Cagoule, il y a des "assassins", alors que l'armée ne compte à peu près que des "dupes romantiques" »⁵².

J.R. Tournoux est bien informé, mais l'opinion de Daladier a beaucoup d'importance à ses yeux. N'est-ce pas celle de la « raison d'Etat » ? Et la raison d'être du travail de M. Tournoux n'est-elle pas à la fois de nous transmettre l'existence de cette « raison d'Etat » — et de piquer suffisamment la curiosité du lecteur pour faire du livre un *best-seller* ? Sur la base des mêmes dossiers, des mêmes documents, des mêmes témoignages, M. Philippe Bourdrel apporte quelques années plus tard une interprétation, parfois concordante, mais parfois singulièrement divergente, de la « Cagoule militaire »...

La « Cagoule militaire » selon Bourdrel

Bourdrel s'efforce de replacer la naissance de la Cagoule dans un contexte historique : la « Cagoule militaire » naît, selon lui, essentiellement des déclarations anti-militaristes et du sentiment, répandu parmi les officiers, que le Front populaire démobilise moralement les Français. Puis il reprend le récit de Tournoux — ils ont les mêmes sources — sur la genèse du réseau Corvignolles, l'entrevue entre Deloncle et Loustaunau-Lacau chez Franchet d'Esperey, etc. Fort heureusement, il cite par-dessus le marché un certain nombre de documents que J.R. Tournoux n'avait pas utilisés.

Il cite d'abord une note au juge d'instruction, rédigée, écrit-il par « l'un des principaux inculpés », laquelle assure que Deloncle avait pris, en août ou septembre 1936, « ses premiers contacts avec les officiers de l'Etat-Major de l'armée ». Elle précise :

« Entre l'armée d'active et nous, les liaisons ont été très poussées. Deux réseaux ont d'abord agi séparément. Nous nous sommes ensuite réunis au mois d'octobre 1936 à l'échelon le plus élevé de notre organisation, Eugène Deloncle et ses collaborateurs

d'un côté et plusieurs officiers haut-placés d'un autre. Une convention a été passée qui posait les bases d'un travail en commun. ».

Confirmant à sa façon et, à bien des égards, infirmant, le récit de Loustaunau-Lacau qui constitue la base de la version de Tournoux, la note poursuit :

« Tandis qu'au CSAR nous nous engageons à ne pas recruter chez les militaires, les militaires nous assuraient qu'ils ne recueilleraient pas d'adhésions chez les civils. Nous avons procédé à un échange, nous avons repris les civils en main et vice versa... Plusieurs commandants de régions, dont, à Metz, le général Giraud, qui était parmi les plus déterminés, avaient souscrit à cette collaboration »⁵³.

Philippe Bourdrel apporte par ailleurs d'autres documents sur ce qu'il appelle « la réalité de cette collaboration entre militaires et Cagouards ». Dans les documents qu'il cite, deux dirigeants de la Cagoule, Raymond Lainey et le colonel Cachier mentionnent les cartes bleues qui devaient, au jour J, permettre aux conspirateurs civils d'entrer et d'être armés dans les casernes. Le colonel Cachier précise qu'il a rencontré deux officiers supérieurs du Gouvernement militaire de Paris, car, explique-t-il, « les forces supplétives groupées autour de l'organisation Deloncle devaient être encadrées et armées par l'armée régulière »⁵⁵. Selon Bourdrel, le général Dufieux, inspecteur général de l'infanterie, confirme ces déclarations devant le juge Bêteille⁵⁶. Loustaunau-Lacau précise que les conspirateurs avaient des relations avec trois membres du Conseil Supérieur de la Guerre⁵⁷.

Dans une situation où, de toute évidence, la majeure partie de la hiérarchie militaire semble avoir été sérieusement compromise — au moins parce qu'elle était fort bien informée —, l'action du gouvernement apparaît d'une prudence extrême. Les seules sanctions véritables frappent le général Gérodias, sous-chef d'état-major chargé du 2^e bureau et du renseignement, et Loustaunau-Lacau, le premier muté au commandement d'une brigade d'infanterie et le second mis en disponibilité. Il est reproché au général Gérodias d'avoir de sa propre initiative diffusé auprès des régions militaires un « document espagnol » — en fait un « faux » — préconisant le massacre préventif des officiers. Loustaunau-Lacau lui aurait fait tenir le document en question⁵⁸. En fait, la mutation de Gérodias provoqua une crise entre l'état-major et le ministère : finalement, le général Bourret, qui avait pris l'initiative de la sanction, fut affecté au gouvernement militaire de Paris, à la fureur des Cagouards d'ailleurs.

Pour le reste, les dépositions et souvenirs de Daladier et du général Gamelin citées par Bourdrel coïncident sur une version identique de l'enquête chez les officiers généraux — si l'on peut, dans ce cas, employer le mot d'enquête. Gamelin en effet s'oppose résolument à ce que les généraux soient interrogés par les enquêteurs civils. Bourdrel reprend ici le récit de Tournoux : sur « ordre de Daladier », prenant à son compte l'exigence du général Gamelin, ce dernier reçoit individuellement les membres du Conseil supérieur de la Guerre, *maréchaux exceptés*, et leur demande d'affirmer sur l'honneur qu'ils n'ont eu aucun rapport avec la Cagoule. Tous donnent leur parole d'honneur : il y a, à coup sûr, plusieurs parjures !⁵⁸

Suivrons-nous Philippe Bourdrel, qui pense que l'épisode marqua une rupture morale entre la République et son armée — entendons les chefs de cette armée ? ⁵⁹ Certainement pas. Avec la bénédiction de Daladier — « accepté » depuis des années par les chefs militaires —, le général Gameelin ne fait que respecter, à l'égard des militaires cagoulards — vraisemblablement les hommes de Loustaunau-Lacau, organisés parallèlement à la Cagoule civile —, la règle à laquelle Pétain s'était conformé en février 1934 : l'armée est au-dessus de toute enquête, sinon de tout soupçon, et demeure un Etat dans l'Etat, assurée d'une impunité qui relève de son droit.

Autres révélations

Les bavardages d'Aristide Corre dans ses « carnets » et ses imprudentes confidences n'étanchent pas notre curiosité mais confirment les soupçons et le scepticisme. Corre donne beaucoup de détails d'ordre chronologique, des précisions sur la préparation des assassinats comme des attentats, les achats d'armes, les projets d'enlèvement du général Bourret ou du banquier Finaly ⁶⁰, le projet d'un émetteur national à Laon, l'achat d'une villa « aménagée pour amener des gens — salopards ou autres ». Mais il est également bavard sur les liens militaires.

A la date du 8 juillet 1937, il note que Deloncle, « en compagnie des militaires, a rassemblé une dizaine environ de potentats de l'industrie », les militaires appuyant Deloncle qui demandait de l'argent : il a obtenu une dizaine de millions et des promesses ⁶¹. Il fait également une revue rapide des relations entre l'organisation et l'armée. Elles ont, dit-il, été « mauvaise » de novembre 1936, l'époque « de Groussard », à avril 1937, car l'armée ne voyait que Doriot et surtout, pour beaucoup, c'était Daladier le sauveur. Il ajoute : « Aujourd'hui, au contraire, l'accord entre l'armée et nous est complet ». Il indique en outre que des arrangements pratiques ont été conclus avec elle, déterminant, entre autres, l'uniforme (celui des dragons portés) que porteront au jour J les hommes de la Cagoule épaulant l'armée. Il précise qu'une réunion identique a eu lieu entre « chefs provinciaux et militaires de province », ce qui semble indiquer une collaboration au niveau des régions militaires ou tout au moins de certaines d'entre elles ⁶².

Le 12 juillet 1937, il déplore que le commandant militaire de Paris soit le général Bourret et que l'« infect » général Lucien, créature du Front populaire, ait été nommé commandant de l'Ecole militaire de Saint-Cyr ⁶³. Le 11 août, il note : « Le 72^e d'artillerie de Vincennes est des nôtres en entier. Le colonel l'a dit à Grosset » (H. Deloncle). Avec le 182^e, précise-t-il, « nous avons plus que des intelligences ». « La garnison d'Orléans est entre nos mains. Le 8^e chasseurs à cheval commandé par Pérez marchera comme un seul homme »... Nous arrêterons là ces citations instructives ⁶⁴.

Le 27 septembre, Corre mentionne dans ses « carnets » le général Weygand, qu'il traite de « valet » parce qu'il s'est « lâchement dégonflé » de prendre la parole à une cérémonie aux morts, alors que, retraité, il n'a rien à redouter. A son attitude, il oppose le courage et le sens des responsabilités de chefs militaires qu'il espère gagner, et note la prise de contact avec le colonel

de Bellefond, le général de La Laurencie et le général d'Humières, commandant la division de cavalerie de Paris ⁶⁵. Le 28, il note quelques commentaires sur de Bellefond, membre de la maison militaire du Président de la République et apparemment « très national » ⁶⁶.

Le 7 novembre, réfugié en Espagne, tout préoccupé du putsch en préparation à Paris, il note qu'un de ses compagnons d'organisation est venu en Espagne porter à Nicolas Franco une lettre du général Gamelin et une autre du général Dufieux. Il continue à se plaindre du général Bourret qui « ralentit la concentration » ⁶⁷. Le 5 décembre, il indique en passant que l'un des signataires d'une pétition réclamant la libération du général Duseigneur est « le colonel Josse », indiquant entre parenthèses qu'il s'agit d'un Cagoulard ⁶⁸.

Le 30 décembre, il note que le général Dufieux est en rapports avec l'organisation « pour les affaires d'Espagne » et que Deloncle a pris contact avec le colonel de Bellefond ⁶⁹. Dans son bilan de 1937, il relève le 10 mars une rencontre entre Cachier et Deloncle d'un côté, le général Prételat, commandant militaire de Paris — qu'il tient pour un « national » — de l'autre, en signale une seconde en juin, à la demande pressante de ce dernier. Il devient également sur les contacts avec le général d'Humières et le colonel de Bellefond ⁷⁰.

En 1964 enfin, dans *Pétain et de Gaulle*, J.R. Tournoux, devenu très audacieux, écrit que « les prolongements (de la conspiration) dans l'armée [...] se révèlent innombrables... un maréchal de France [...] Trois généraux commandants de région [...] sont affiliés » ⁷¹... Paul-Marie de La Gorce écrit en clair que c'était le général Dufieux, le « grand chef » compromis qui fut parjure en présence de Gamelin ⁷².

Les secteurs protégés

Le refus d'enquêter, finalement opposé par l'état-major, n'est contesté ni par Tournoux ni par Bourdrel. Curieusement, nos deux chroniqueurs se retrouvent pour s'en prendre avec vigueur à la thèse, très répandue à la Libération dans les milieux de la « Résistance », de « Pétain cagoulard ». En fait, ils jouent sur les mots. Bien entendu, le maréchal Pétain n'a jamais enfilé de cagoule ni participé à des réunions conspiratives, voire rencontré ès-qualités les conspirateurs : c'eût été pure folie de la part d'un homme que l'on sait prudent. Mais il n'en a rien ignoré. Il a au moins connu son existence clandestine, son mode d'organisation, de financement, ses objectifs, le fait qu'elle était armée, ses liens avec Loustaunau-Lacau qui lui fit rapport sur le fait notamment qu'elle était détenait des armes ⁷³. Un simple citoyen au courant de tant de secrets eût été incontestablement en danger de se voir accusé de « non-dénonciation de malfaiteurs ».

Les documents italiens mentionnent comme « tête » de l'organisation, non seulement Pétain, mais l'amiral Darlan. Il n'est pas possible de balayer cette mention par un haussement d'épaules. La confusion avec Darnand est invraisemblable de la part de professionnels informés ⁷⁴. On ne peut certes exclure l'hypothèse d'une « intox » de la part des Cagoulards, se valorisant

ainsi. Mais il serait naïf d'exclure complètement des liens entre les conspirateurs et Darlan ⁷⁵. En 1940, le D^r Martin, de la Cagoule, travaille pour lui ⁷⁶ et, de 1940 à sa mort, des liens demeurent très étroits entre Deloncle et lui : les deux hommes communiquent même quand le premier est à Paris, et le second à Alger ! ⁷⁷

Il n'y a aucun doute en revanche en ce qui concerne le maréchal Franchet d'Esperey, qui a lui-même collecté de l'argent pour l'organisation de Deloncle, établi des contacts pour elle, cautionné les conspirateurs ⁷⁸. On peut seulement se demander pourquoi le colonel Groussard, qui fut son homme et ne le cache pas tout à fait, a été finalement plus épargné que Loustaunau-Lacau, dont la position au compte de Pétain était très semblable à la sienne auprès de Franchet d'Esperey — s'il n'était pas plus qu'un « visiteur » ce qui est probable.

En tout cas, ce n'est pas par hasard que le général Gamelin décide finalement de ne pas interroger les maréchaux sur leurs rapports avec la Cagoule.

Il faut sérieusement mettre en question le degré de clandestinité de la Cagoule dans certains milieux. Nous venons de voir combien de chefs militaires étaient, au moins, informés. Mais la haute administration et les milieux d'affaires n'étaient pas tenus dans l'ignorance, il s'en faut. Pour la première, un exemple suffira : Deloncle, ébloui par la personnalité et les capacités d'Henry du Moulin de la Barthète, inspecteur des finances, futur homme de confiance de Pétain à Vichy, lui propose tout de go de devenir le trésorier général de l'organisation. Offre déclinée, mais la discrétion reste de vigueur ⁷⁹.

Directement ou indirectement, notamment par l'intermédiaire de l'UCAD et du général Duseigneur, l'organisation secrète a été amenée à se découvrir au moins en tant qu'organisation anticommuniste d'« autodéfense » auprès des milieux susceptibles de la financer. Nos auteurs mentionnent le directeur des huiles Lesieur, Jacques Lemaigre-Dubreuil, par ailleurs dirigeant de la puissante organisation « apolitique de droite », la Ligue des Contribuables ⁸⁰. On parle aussi de Michelin ⁸¹, l'industriel de Clermont, et Corre, sans le nommer, désigne clairement Louis Renault dans ses « carnets » ⁸².

Des rumeurs répétées font référence à la présence dans l'entourage des dirigeants de la Cagoule, sinon dans son état-major, d'un ancien maître des requêtes du conseil d'Etat devenu, lui aussi « administrateur de sociétés », Raphaël Alibert. Lié à Pétain dès avant la guerre ⁸³, il était, selon Robert Aron, son « précepteur politique » et allait être en 1940 son chef de cabinet en mai, son ministre de la Justice en juillet...

Philippe Bourdrel écrit à propos des officiers « cagouleurs » :

« Les militaires bénéficieront d'une impunité totale [...] La police reçoit l'ordre d'arrêter immédiatement les procédures quand elles visent des militaires en activité. L'enquête s'arrête aux portes des casernes. Lorsque, par hasard, il y a méprise, le suspect interrogé a droit à des excuses [...] Il n'y a pas de doute, pour les anciens de la Cagoule, sur le fait que le ministre de la Guerre, Edouard Daladier fut à l'origine de cette décision qui s'appliquera à l'ensemble des militaires d'active affiliés au CSAR : silence, abstention, discrétion » ²⁴.

Officiellement, du point de vue de la justice, il n'y eut donc pas plus de « Cagoule militaire » que de militaires impliqués dans la conspiration. Notre point de vue est quelque peu différent. Il nous semble que la Cagoule n'était pour les chefs militaires qu'un secret de Polichinelle. Plus ou moins directement, avec plus ou moins de réserves, les hommes du Conseil supérieur de la guerre ont suivi et laissé faire le développement de l'organisation secrète qu'ils contrôlaient plus ou moins par l'intermédiaire des Groussard ou Loustaunau-Lacau — ce curieux conspirateur qui entreposait ses dossiers dans le coffre de Pétain qui assurera plus tard qu'il ne savait rien !

La discussion concernant l'appartenance formelle à la Cagoule de Pétain ou de Darlan, de tel ou tel officier général, Dufieux, Giraud ou Prételat, nous paraît vaine. Politiques avisés, les chefs de l'armée, au minimum, avaient plusieurs fers au feu dont l'un s'appelait Daladier et l'autre Deloncle — et ils en étaient indépendants : les « troupes » de Deloncle n'ont jamais été que d'éventuels « supplétifs » dans le cadre d'une action de l'armée. En attendant, les généraux laissaient jouer conspirateurs et tueurs, sachant bien que le discrédit ne retombait pas sur eux et qu'ils demeuraient le suprême recours.

Soyons clairs : les Deloncle et les Métenier, les Alibert et les Darnand, n'étaient pas aux yeux des chefs militaires des criminels de droit commun, ni même de dangereux irresponsables, mais sans doute un peu comme les services secrets en général, des gens marginaux qu'il faut utiliser en sachant fermer les yeux et parler à demi-mot. C'est que, répétons-le, pour ces chefs, l'armée, qu'ils incarnent et dont ils édictent la volonté, glaive de la patrie, est au-dessus de ses lois.

D'autres ont remarqué, bien avant, le peu de zèle des enquêteurs, avant comme après la guerre, pour éclairer la question des fonds de la Cagoule et des contributions volontaires qui affluèrent dans ses caisses : pénalement parlant, il y avait là pas mal de « complices ». Il est de même impossible de ne pas considérer comme tels les organes de presse qui ont contribué à la diffusion des légendes et des faux. Bien des noms et des titres sont ici compromis. Les « révélations » de Jacques Bardoux sont d'origine étrangère⁸⁵. *Le Matin* et *L'Echo de Paris* publie des documents de toute évidence fabriqués à Salamance, Rome, voire Berlin. Le directeur du *Matin*, Bunau-Varilla, informe Corrè s-qualités⁸⁶. Au lendemain de l'attentat de l'Etoile, son journal et *L'Echo de Paris* s'empressent d'attribuer le crime aux communistes, comme le souhaitent les chefs des terroristes. Et nous n'oublions pas le reste de la presse « nationale », dont les invectives, faux et calomnies confèrent le sceau de l'authenticité aux fables des conspirateurs qui cherchent à se justifier par l'« autodéfense ».

Destin des Cagouleurs

Le 6 juillet 1939, le juge Bêteille signe son rapport. La guerre interrompt tout, et d'abord détention et exil des conspirateurs. Deloncle, libéré début septembre, est affecté à un poste important à l'Armement au ministère de la Marine. Les inculpés sont mis en liberté provisoire ; les exilés négocient leur retour. La plupart vont faire la guerre. L'un au moins, le lieutenant Joseph

Darnand, bénéficie pour un fait d'armes de la publicité majeure de l'époque, la couverture de *Match*.

Après la défaite, l'armistice, la démobilisation, il se retrouve au premier plan partout où on s'intéresse à la guerre et à la lutte contre « le communisme ». Il y a deux Cagouleurs connus dans l'entourage de de Gaulle à Londres, Maurice Duclos et Pierre Fourcaud. L'entourage de Pétain, avec lequel ils auront des contacts, est truffé d'anciens Cagouleurs : Alibert, ministre, va inspirer la législation d'exception contre Juifs, francs-maçons et gaullistes. Gabriel Jeantet est au cabinet du Maréchal, chargé de l'information. Le « capitaine Métenier » dirige les G.P. — Groupes de protection — de Vichy : il a été choisi par un ancien du 2^e bureau, le colonel Groussard, lié à Franchet d'Esperey et Loustaunau-Lacau, qui connaît bien la Cagoule, on le sait, et fonde un réseau de renseignements, le CIE. Filliol est à Vichy aussi, ainsi que le D^r Martin. Loustaunau-Lacau, délégué de la Légion française des combattants, pose les fondements de ce qui deviendra le fameux réseau nationaliste et anticommuniste « Alliance ». En zone dite « libre », sous l'aile de Pétain, Darnand, membre du réseau Groussard, passe de la Légion à son Service d'ordre (SOL) où il se distingue encore contre des synagogues, puis à la sinistre et sanglante Milice où se retrouvent les Cagouleurs Filliol, Degans, Lécussan, un ancien officier qui assassinera le vieux Victor Basch, et d'autres encore...

Eugène Deloncle est aussi à Vichy. Le 10 juillet 1940, dans une lettre à sa femme, il se vante de son rôle dans le suicide de la III^e République — une revanche qu'il dégoûte — et l'intronisation de Pétain ³⁷. On le retrouve à Paris, avec Déat au RNP, à la tête du MSR, ne s'engageant à fond — anticommunisme oblige — que quand la Wehrmacht attaque l'URSS. Selon Paxton, il organise avec le SD allemand, dans la nuit du 2 au 3 octobre 1941, sept attentats à la bombe contre des synagogues ⁸⁸. Il semble que l'idée de volontaires français contre le bolchevisme lui revienne. Président du CC de la LVF, il fait quelques séjours à l'arrière du front russe. Selon nos auteurs, il est alors l'homme de Darlan et le reste quand ce dernier s'est embarqué à Alger sur le bateau frété par les Américains où l'on retrouve de vieilles connaissances, Lemaigre-Dubreuil et le général Giraud. Il est ainsi engagé dans le complot international de l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, pour une paix séparée entre l'Allemagne et les Occidentaux et une croisade générale contre l'URSS ⁸⁹. Ce sont probablement ses liens avec Canaris qui valent à Deloncle une première arrestation puis une descente de la Gestapo en 1943 : il résiste, arme au poing, et est abattu ⁹⁰.

Plus chanceux, Gabriel Jeantet, engagé aussi avec les gens de Canaris à Nice, arrêté, revient de déportation. Loustaunau-Lacau, arrêté par Vichy, condamné, interné et livré aux Allemands, a été déporté à Mauthausen d'où il revient en piteux état. Entretemps son réseau, Alliance, a organisé le départ de Giraud pour Alger. Groussard, menacé du sort de Loustaunau, travaille en Suisse avec les renseignements alliés. Le D^r Martin, interné par Vichy, devient résistant et resurgira, toujours grand spécialiste du renseignement, dans les rangs activistes lors de la guerre d'Algérie ⁹¹. Aristide Corre, revenu d'Espagne, est exécuté par les Allemands sous une fausse identité. Filliol, un

moment interné par Vichy, dirige, avec Jean Degans, un autre Cagoulard, nommé directeur des R.G. à Vichy par Darnand, l'organisation technique de la Milice en Allemagne en 1945, organisant parachutages et sabotages en France. Fourcaud, un des plus efficaces agents de la « France libre », devenu colonel, dirigera après la guerre le contre-espionnage français.

Mais c'est en définitive Joseph Darnand qui aura le destin politique le plus éclatant et le plus significatif dans son ignominie. Grand chef de la Milice, homme fort de Vichy, il a songé en 1943 à rejoindre le camp des Alliés et a vu ses offres de service repoussées par les gaullistes. Secrétaire d'Etat de Vichy au maintien de l'Ordre, supplétif des troupes allemandes dans les opérations contre les maquis, il finit sous l'uniforme des Waffen SS dans le gouvernement fantoche d'Allemagne avec les Déat, Doriot, de Brinon. Condamné à mort et fusillé, il semble avoir eu comme ultime souci de connaître l'opinion de Charles de Gaulle à son sujet ⁹²...

D'une conspiration à l'autre

Il nous a semblé intéressant pour conclure d'esquisser une comparaison avec les franquistes d'Espagne. Compte tenu évidemment de la différence essentielle dans le cours des événements : les Cagoulards ne sont pas arrivés au pouvoir ou dans ses allées à travers leur complot et un coup d'état militaire prétendument préventif d'un putsch anti-communiste, comme ce fut le cas de leurs confrères espagnols, mais à la suite de la défaite de l'armée française et de l'occupation étrangère.

Une autre différence saute aux yeux, au début du processus. En dépit, souvent, d'une vive hostilité personnelle, malgré l'explosion de concurrence, voire de rivalités, dépassées par la force des choses en Espagne, les chefs de la droite traditionnelle, essentiellement la CEDA, qui avait voulu le jeu de la légalité et de la compétition électorale au besoin frauduleuse, n'apparaissent pas comme des adversaires politiques des conspirateurs pendant les mois qui précèdent le « Movimiento ». Bien au contraire, ils les aident, financièrement, matériellement, politiquement même comme Gil Robles, dont les dénonciations tonitruantes de la « terreur rouge » fournissent une couverture opportuniste aux *pistoleros* de l'extrême-droite. En France au contraire, ceux qui ont été avant le 6 février les chefs des Ligues factieuses mais légales, les Maurras, Taittinger, La Rocque, dénoncent avec force les aventuriers et les provocateurs de l'ombre, qui menacent directement leur prestige et leur autorité, voire leur existence politique et débauchent leurs troupes sous leurs yeux. Dans les deux cas cependant, les partis « légaux », CEDA-JAP d'une part, Ligues et leurs succédanés d'après dissolution de l'autre — PSF, PNSR, etc. —, servent de viviers aux activistes de droite qui les noyautent d'ailleurs plus qu'ils ne débauchent leurs militants, et la presse de droite fournit l'alibi protecteur de l'« atmosphère ».

Activistes français et phalangistes espagnols savent parfaitement qu'ils ne peuvent prendre le pouvoir sur la base d'un mouvement de masse, « à la fasciste », qui n'existe pas. Ils ne peuvent que s'employer avec ténacité à faire « basculer » l'armée sous prétexte d'un complot communiste : ils y parvien-

dront en Espagne, mais pas en France, et il n'y avait dans l'un ni l'autre pays de complot communiste ! Ils ont nette conscience de la nécessité d'un travail en commun avec l'armée, qu'ils ne veulent pas diviser et dont ils ne veulent être que les supplétifs. Ils discutent donc, voire négocient avec ses chefs, cherchant à les entraîner, établissant aussi les accords qui feront de leurs troupes, « hommes d'ordre » et « supplétifs », les civils qui, au jour J, accéderont aux casernes, y seront équipés, armés et encadrés pour le « coup ». Mais ni en Espagne, ni en France, les « civils » n'envisagent d'intervenir sans l'armée. En revanche, dans la division du travail, les vilaines besognes — on peut même dire les basses — sont réservées aux conspirateurs civils. Ce n'est pas le commandant Loustaunau-Lacau, ni *a fortiori* un membre du Conseil Supérieur de la Guerre qui va négocier en Italie avec le « D' Nobile » : c'est Métenier, aisément désavouable. De la même façon, ce sont les civils carlistes, c'est le phalangiste José Antonio Primo de Rivera, et accessoirement quelque officier général retraité sans signification, qui vont chercher à Rome la coopération de l'Italie fasciste, l'argent, les armes pour leur entreprise. C'est la Cagoule « civile » qui construit les cellules de la prison future où l'on enfermera les « otages de gauche ». C'est elle qui accepte les meurtres en commandite. De même, en Espagne, ce sont des *pistoleros* phalangistes ou carlistes, civils en tout cas, qui abattent les militants socialistes et syndicalistes ou les officiers républicains gênant pour l'entreprise commune ⁹⁴.

Nous avons vu en France le ministre radical du gouvernement de Front populaire — socialiste et communiste — Edouard Daladier, arrêter l'enquête aux portes des casernes et des bureaux des officiers, pendant que son collègue de l'intérieur fait arrêter et emprisonner les Cagouleurs « civils ». En Espagne, le républicain de gauche Casares Quiroga fait aussi arrêter et inculper José Antonio Primo de Rivera et un quarteron de phalangistes terroristes, mais se contente de la parole d'honneur d'un colonel Yagüe pour assurer à tous les échos de sa totale confiance dans le « loyalisme » des officiers espagnols. A la veille de l'éclatement du *pronunciamiento*, au moment décisif, il donne même l'ordre de lever l'encercllement policier du couvent d'Irache où le général Mola est en train de donner ses ultimes instructions pour le jour J à ses collaborateurs civils et militaires ⁹⁵.

Faut-il voir dans le développement ultérieur du « franquisme », dans l'un et l'autre pays, sous des formes très différentes, la conséquence du fait que l'armée « bascula » en Espagne et s'engagea donc dans le *pronunciamiento*, alors que les chefs de l'armée française choisirent de « préserver l'unité nationale » jusqu'à leur défaite militaire qui les porta au pouvoir ? Sans aucun doute. Mais il faut se garder de schématiser, car le développement qui explique ce comportement politique de l'armée est lui-même infiniment plus complexe. C'est le mouvement ouvrier français imposant l'unité à ses dirigeants qui a décidé, au fond, en février 1934, d'un renversement du rapport des forces en France, du report des émeutes et de la renonciation au moins temporaire au coup d'Etat contre-révolutionnaire.

Ces réflexions auront atteint leur but si elles ont permis de préciser trois idées. La première est que c'est être dupe d'une mise en condition très élaborée que de penser que la Cagoule fut « un épiphénomène ». Elle est au con-

traire un fil rouge qui faufile une des plus sanglantes décennies de l'histoire de France. La seconde est que les franquistes d'Espagne, valorisés par leur victoire militaire, n'étaient pourtant au fond qu'une variante hispanique de grands et petits bourgeois enragés — à l'image de ces hommes que leurs pairs mieux nés ou plus chanceux appellent volontiers « des soldats perdus », ces Deloncle et Darnand qui ne sont pourtant que la lie de la terre. La troisième est qu'il n'y a aucun exceptionnalisme de l'armée française — ni d'ailleurs de toute autre armée : ce sont des institutions étatiques, des outils politiques au service de la classe dirigeante, mais avec des intérêts spécifiques et une indépendance relative de la caste des officiers. La frontière entre l'armée espagnole et l'armée française en 1936 n'est pas un goufre béant. Ne perdons pas de vue qu'Edouard Daladier, que les Ligueurs de 1934 appelaient « le fusilleur », radical Front populaire, le poing levé le 14 juillet 1935, ministre de la Guerre du gouvernement Blum, comme il l'avait été d'autres, était l'homme de confiance, le civil supportable au ministère de la Guerre aux yeux de l'état-major français, et qu'à la différence de ses collègues importants du gouvernement Léon Blum, il ne figurait pas sur la « liste noire » de la Cagoule.

Il est vrai que le régime qu'il instaura en France à partir de 1939, régime d'exception et de confiscation des droits et libertés démocratiques, n'était qu'une introduction à Vichy, lui-même peu différent par nature du « franquisme ».

NOTES

- * M. W. Attignies est le pseudonyme d'un diplômé d'histoire et de science politique qui désire, pour le moment et en fonction de raisons d'ordre personnel, conserver l'anonymat pour sa collaboration à notre revue, ce que nous avons accepté.
- 1. Les ouvrages « de base » sur la Cagoule sont l'œuvre de journalistes à qui leurs relations ont ouvert des sources interdites au commun des mortels, Jean-Raymond Tournoux, *L'Histoire secrète* (La Cagoule), Plon, 1962, et Philippe Bourdrel, *La Cagoule. 30 ans de combat*, Albin Michel, 1970, (Nous faisons ici les références à leurs éditions de poche, respectivement « Voici » et « J'ai lu »).
- 2. C'est en 1977, aux éditions France-Empire, que le journaliste Christian Bernadac a présenté « Dagore ». *Les carnets secrets de la Cagoule*. Dagore était le pseudonyme d'Aristide Corre qui fut l'un des dirigeants de la Cagoule. Il avait tenu un journal dans des « carnets » écrits en France puis en Espagne, qui ont été remis à Bernadac en 1969 par un ancien Cagoulard, l'abbé Joseph Fily. Le document a subi des coupures.
- 3. Serge A. Groussard, *Services secrets* et P. Loustaunau-Lacau, *Mémoires d'un Français rebelle*.
- 4. Nous avons notamment utilisé le *Pétain* de Herbert Lottman et *La France de Vichy* de Robert O. Paxton.
- 5. Bernadac, *op. cit.*, p. 15, précise que l'organisation est devenue en 1937 par l'OSAR pour admettre son caractère international. Il ne cite aucune source : peut-être a-t-il trouvé l'information dans les *Carnets* de Corre ?
- 6. Interview d'Eugène Deloncle par Ramon Fernandez, *La Gerbe*, 25 septembre 1941.
- 7. Tournoux, *op. cit.*, pp. 60-67. Bourdrel, *op. cit.*, pp. 104-107, cite comme responsable du labo des poisons l'ingénieur Henri Philippe R., pour lequel Bernadac et Corre donnent le nom de Roidot.
- 8. Pierre Milza, *Les Fascismes*, p. 293.
- 9. Bernadac, *op. cit.*, p. 21.
- 10. Tournoux, *op. cit.*, p. 273.

11. *Ibidem*, pp. 164-165. C'est dans l'hebdomadaire *Choc*, du 15 juillet 1937, que Pozzo di Borgo lança contre La Rocque une campagne qui se termina par la déroute du colonel de La Rocque devant les tribunaux. Il semble que tous les auteurs n'aient pas compris que le discrédit — mérite ou non, là n'est pas la question — de La Rocque était une nécessité politique pour le développement de l'extrême-droite activiste. Herbert Lottman, *Pétain*, p. 206, montre que le maréchal contribua à cette opération.
12. Bernadac, *op. cit.*, pp. 23-24. L'UCAD dut modifier ses statuts et ne fut enregistrée en définitive qu'en décembre 1936.
13. Bourdrel, *op. cit.*, p. 66.
14. *La Gerbe*, 25 septembre 1941.
15. Bourdrel, *op. cit.*, p. 75.
16. Le D^r Martin est prénommé Félix par Tournoux et Bourdrel, et Henri par Bernadac et Corre. Il se prénommait en fait Félix, Victor, Henri, ce dernier étant son prénom usuel.
17. Bourdrel, *op. cit.*, p. 77.
18. *Ibidem*, *op. cit.*, pp. 77-78.
19. Tournoux, *op. cit.*, p. 273. Pierre Milza écrit dans *Les Fascismes*, p. 397, que Darnand était « plus ou moins lié à la Cagoule ». Le journal de Corre atteste qu'il l'était plutôt plus que moins et le colonel Groussard fait aussi état de cette appartenance.
20. J.P. Brunet, *Jacques Doriot*, p. 263.
21. Bourdrel, p. 137, Tournoux, *op. cit.*, p. 140, et Corre in Bernadac, *passim*.
22. La *Gaceta regional* de Salamanca, pour rendre service à la Cagoule, publia le 19 janvier 1937 la photographie du « Volontaire français Raymond Petit, membre de la Bandera Jeanne d'Arc, tué au combat ». Il s'agissait d'abuser la justice française, car la photo était celle de Léon Jean-Baptiste, poignardé à Nice par des cagouleurs. Corre s'étend sur cette affaire dans ses *Carnets* (Bernadac, *op. cit.*, p. 388).
23. La police trouva chez Corre une liste des membres, en clair et cela facilita le démembrement de l'organisation, déjà profondément infiltrée par la police. Filliol et Corre s'enfuirent en Espagne, Gabriel Jeantet en Italie. Les *Carnets* de Corre publiés par Bernadac sont une triste chronique de cette émigration.
24. Bourdrel, *op. cit.*, pp. 144-145.
25. *Ibidem*, pp. 145-149. C'est à la suite de ces négociations que les Cagouleurs assassinèrent les deux frères Rosselli, militants italiens en émigration : les Italiens avaient commandité le meurtre de Carlo et son frère Nello fut assassiné par-dessus le marché (Bourdrel, *op. cit.*, pp. 153-160) et Tournoux, *op. cit.*, pp. 69-72.
26. *Ibidem*, pp. 149-151.
27. Loustaunau-Lacau fait le récit dans ses mémoires, *op. cit.*, pp. 114-116, et c'est celui que reprend J.R. Tournoux, *op. cit.*, pp. 114-116.
28. Le colonel Groussard, *op. cit.*, p. 92, raconte qu'il avait contacté la Cagoule sur instructions du maréchal Franchet d'Esperey et l'avait observée jusqu'à la date de décembre 1936, après avoir conclu à son « impuissance » dans la lutte contre les communistes dans l'armée. Il mentionne également un « contact avec certains éléments [...] dont la puissance et le dynamisme semblaient d'utiles atouts dans le combat intérieur contre le bolchevisme et le précollaborationisme avec le III^e Reich » (p. 298). Corre mentionne ce qu'il appelle « l'époque de Groussard ». Pourquoi certains auteurs sont-ils plus discrets que le colonel lui-même, dont Loustaunau-Lacau a confirmé qu'il était en contact avec lui et qu'ils avaient travaillé parallèlement ?
29. Jacques Nobécourt, *Histoire politique de l'Armée, 1919-1942*, pp. 125-135.
30. *Ibidem*, pp. 148-150.
31. *Ibidem*, pp. 153-168.
32. *Ibidem*, pp. 244-245. Loustaunau-Lacau, *op. cit.*, p. 109, écrit que Daladier, sa bête noire, laissait « les rênes militaires » aux généraux Bourret et Delcamp.
33. Franc-maçon, le général André, ministre du gouvernement Combes, avait fait établir sur les officiers des « fiches » comportant des renseignements sur les opinions politiques, la pratique religieuse, etc.
34. Nobécourt, *op. cit.*, p. 236.
35. *Ibidem*, p. 242.
36. *Ibidem*, p. 247.
37. *Ibidem*.

38. *Ibidem*, p. 238.
39. *Ibidem*, p. 239.
40. Guillemin, *op. cit.*, p. 366, n. 4.
41. Le ton de la presse « nationale » et les opinions professées par nombre de cadres de l'armée française ne rendaient nullement invraisemblable une telle hypothèse.
42. Martin S. Alexander, « Hommes prêts à tout accepter. The French officer corps and the acceptance of leftist governance, 1935-1937 », Colloque (15-17 avril 1986). L'auteur n'examine pas la guerre d'Espagne et son impact sur l'attitude du corps des officiers.
43. Le général Duval et le contre-amiral Joubert étaient deux des « écrivains militaires » les plus connus parmi les officiers généraux.
44. Mermoz avait été Croix-de-Feu et Doriot a fait état de leur amitié personnelle à l'annonce de sa mort. Le père Fily, cagoulard et agent du 2^e bureau, qu'Aristide Corre (Dagore) appelle « Armand », a parlé à Bernadac de 400 avions ainsi sabotés. L'un des attentats les plus célèbres, celui de Toussus-le-Noble, vit la première utilisation du plastic dans un but terroriste, à notre connaissance du moins.
45. Tournoux, *op. cit.*, p. 26.
46. *Ibidem*, pp. 26-30. Tournoux suit ici les mémoires de Loustaunau-Lacau, *op. cit.*, p. 110.
47. *Ibidem*, pp. 37-38.
48. Tournoux, *op. cit.*, pp. 48-51.
49. *Ibidem*, p. 87.
50. *Ibidem*, pp. 107-117.
51. *Ibidem*, p. 121.
52. *Ibidem*, pp. 143-144.
53. Bourdrel, *op. cit.*, p. 202.
54. *Ibidem*, p. 203.
55. *Ibidem*.
56. *Ibidem*.
57. La version présentée par Bourdrel, *op. cit.*, pp. 199-201, se heurte à des obstacles chronologiques. La note en question a été diffusée en octobre 1936 et c'est le 2 mars 1938 que Loustaunau-Lacau a été mis à pied. Il raconte, *op. cit.*, p. 126, qu'il fut dénoncé par son correspondant à Nancy et membre du 2^e bureau, Hanus, pour son rôle dans Corvignolles. Il allait continuer son activité conspirative dans l'Union militaire française, dite aussi « mouvement anti-spiralien », qui était anticommuniste, antisémite et antimaçonnique, édita les revues *Barrage* et *Notre Prestige* où il signait « Navarre » (Lottman, *Pétain*, p. 637). Le 22 septembre 1939, il adressait à Pétain un long rapport sur un projet pour remplacer le gouvernement Daladier par un gouvernement Pétain-Laval. Dans son interrogatoire du 1^{er} juin 1945, Pétain assure qu'il se débarrassa de Loustaunau-Lacau dès qu'il sut, en 1938, « qu'il était Cagoulard » (L. Noguères, *Le véritable Procès du maréchal Pétain*, p. 49).
58. Bourdrel, *op. cit.*, p. 204. A propos des liens entre chefs militaires et Cagoule, retenons une petite phrase de Loustaunau-Lacau sur sa rencontre de 1936 avec le colonel Groussard, « qui connaissait bien la Cagoule » (*op. cit.*, p. 113) : « Il me familiarisa avec cette idée que certains grands chefs pourraient nous soutenir et nous comprendre ». Groussard dirigeait aussi un réseau de renseignements sur « l'infiltration communiste » et, selon Corre, le temps de Groussard prit fin en décembre 1936 (Bernadac, *op. cit.*, p. 103).
59. Bourdrel, *op. cit.*, p. 205.
60. Bernadac, *op. cit.*, pp. 39 (Bernadac) et 302 (Corre). Banquier, Horace Finaly était une cible rêvée, puisque Juif et partisan du Front populaire. Le général Bourret, ainsi que le général Billote, était pour Corre un « salopard » : c'était lui qui avait fait limoger Gérodias. Il est plusieurs fois orthographié « Bonnet » dans le livre de Bernadac.
61. *Ibidem*, pp. 102-103.
62. *Ibidem*, p. 103.
63. *Ibidem*, p. 106.
64. *Ibidem*, pp. 121-122.
65. *Ibidem*, p. 151.
66. *Ibidem*, pp. 151-152.
67. *Ibidem*, p. 195.
68. *Ibidem*, p. 233.
69. *Ibidem*, p. 265.

70. *Ibidem*, p. 303.
71. Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, p. 163.
72. Paul Marie de la Gorce, *La France et son Armée*, p. 311.
73. Bourdrel relate, *op. cit.*, p. 195 que Pétain, apprenant que les Cagoullards avaient des armes, l'avait déploré : « Quand on a des armes, on a envie de s'en servir ». Il cite Loustaunau-Lacau, *op. cit.*, p. 112, qui disait tenir l'information du général Duseigneur, fin 1936. Au même moment, si l'on en croit (*op. cit.*, p. 92), le colonel Groussard n'avait découvert « aucun indice de complot » bien que Deloncle, « beau joueur », ne lui ait « rien caché » ! Celui qui serait tenté de se fier à des mémoires de conspirateurs sera rapidement guéri à la lecture de ceux des Cagoullards, voire des « observateurs militaires » chez eux !
74. P. Bourdrel, *op. cit.*, p. 149, n. 2, parle d'« erreur évidente » à propos de la mise en cause de Darlan par le colonel italien Santo.
75. Tournoux, *op. cit.*, p. 53, écrit que Deloncle était « ami ou agent » de Darlan, sans donner de date. Deloncle avait travaillé au ministère de la Marine et un lien personnel avec Darlan n'est pas exclu.
76. C'est Loustaunau-Lacau, *op. cit.*, p. 221, qui assure qu'en 1940 le D' Martin faisait partie du « service de renseignement personnel » de Darlan.
77. Voir plus loin.
78. Loustaunau et Groussard, comme plus tard Tournoux et Bourdrel, tiennent pour acquise la position de Franchet d'Esperey comme « parrain » des conspirateurs.
79. Bourdrel, *op. cit.*, pp. 211-212.
80. *Ibidem*, p. 111.
81. H. Guillemin, *Nationalistes et Nationaux*, p. 81.
82. Aristide Corre (Bernadac, *op. cit.*, p. 102), mentionne « le grand industriel de l'automobile » qui n'était pas avec les autres « potentats de l'industrie » qui ont rencontré Deloncle et des militaires en juillet mais précise qu'il aide l'organisation depuis longtemps ; le 16 juillet, il note que « le grand industriel de l'automobile » a envoyé la veille « deux millions comptant ».
83. Robert Aron, *Histoire de Vichy*, pp. 52-53. Aron désigne Alibert comme l'inspirateur de la brochure de Gustave Hervé, *C'est Pétain qu'il nous faut*, écrite en 1935. Il donne par ailleurs sur Alibert des éléments qui suggèrent un comportement maniaco-dépressif. Guillemin, peu fiable sur les détails, assure, *op. cit.*, p. 390, n. 1, que c'est en novembre 1939 qu'Alibert fut présenté à Pétain par Lémery. H. Lottman, *op. cit.*, pp. 160-163, cite des témoignages selon lesquels les deux hommes se connaissent depuis le début des années trente où ils s'étaient rencontrés au Redressement français. Le même, *ibidem*, p. 223, écrit qu'au temps où le maréchal était en Espagne, Alibert était déjà son « mentor politique ». Le colonel Groussard insiste sur l'animosité entre Alibert et Deloncle en 1940.
84. Bourdrel, *op. cit.*, pp. 310-311. Loustaunau-Lacau ne fut pas poursuivi avant la guerre, mais inculpé en 1946 de « complot contre la sûreté de l'Etat », et bénéficia d'un non-lieu. Selon lui, le juge d'instruction ne put récupérer le « rapport d'ensemble » qu'il avait rédigé sur l'activité de Corvignolles.
85. On peut citer *Les Soviétiques contre la France, Le Chaos espagnol*, et divers articles : l'auteur « révélait » l'existence d'un complot pour « instaurer la dictature rouge » et, ajoutait-il « ouvrir les frontières à l'invasion allemande ». La propagande nazie (*Robbuch über Spanien*) faisait les mêmes « révélations » dont H. Southworth pense que la source est identique.
86. Corre (Bernadac, *op. cit.*, p. 46) désigne Bunau-Varilla, directeur du *Matin* comme « notre source ».
87. Tournoux, *op. cit.*, pp. 153-154.
88. Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, p. 243.
89. Tournoux, *op. cit.*, p. 216, Bourdrel, *op. cit.*, pp. 355-356.
90. *Ibidem*, pp. 216-219 et Bourdrel, pp. 355-356.
91. Bourdrel retrace la carrière du D' Martin, *op. cit.*, pp. 323, 325, 331-335 et 370-371.
92. Tournoux, *op. cit.*, p. 279. Selon le R.P. Bruckberger, qui porta à de Gaulle une lettre de Darnand à la veille de son exécution, la réponse de l'homme de Londres fut : « Mon Père, dites à Darnand que j'ai reçu sa lettre... Oui, sur le strict plan militaire, je le tiens pour un bon et très brave soldat... Personnellement, je comprends ce qui s'est passé... Je ne lui en veux pas... Il sera fusillé. Au nom de la raison d'Etat ». Notons que Loustaunau-Lacau (*op. cit.*, pp. 208-209) regrette de n'avoir pu en 1940 rencontrer Darnand qu'il connaissait et qui

- eût, selon lui, fait « un magnifique Résistant », et que le colonel Groussard, en juillet 1943, était prêt à le prendre sous ses ordres et à le couvrir.
93. On peut se reporter à l'article de Maurras dans *L'Action française* du 29 juillet 1936, où il dénonce « l'intrigue secrète » d'anciens de l'AF, dément le moindre rapport avec cette entreprise et met en garde contre la provocation. Même attitude dans *Le Flambeau* du 14 novembre, sous la plume de La Rocque qui parle d'agissements « provocateurs ». Le même, le 23 février 1937, se plaint qu'on « sollicite particulièrement les membres du PSF ». Bourdrel a raison d'écrire (*op. cit.*, p. 175) que, si la police ne savait rien, il lui suffisait de lire ces deux journaux pour connaître l'existence d'une conspiration.
 94. Dans « La Coalition rebelle », *L'Émancipation nationale*, 19 septembre 1936, Pierre Drieu La Rochelle, alors membre du PPF de Doriot, montre qu'il a très bien compris le mécanisme de la dialectique activistes civils/armée, en écrivant : « Pendant (la) période de débordement du Front populaire par ses éléments subversifs ou combattifs, la Phalange pâtit beaucoup. Elle eut des dizaines de tués, des centaines de blessés, des milliers d'emprisonnés. Mais c'est elle qui prépara l'atmosphère de révolte et de vengeance où Franco et Mola purent mûrir leur entreprise ». Aucun auteur proche des activistes de droite n'ose écrire aujourd'hui la vérité là-dessus, à savoir que la « Cagoule » prépara avec la presse l'atmosphère de révolte et de vengeance dont les franchistes français avaient besoin et qu'ils n'exploitèrent qu'en 1940.
 95. Voir P.B., « La Navarre, un révélateur ? », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 28, décembre 1986.

Gérard Roche

Malraux et Trotsky : La rencontre de la Légende et de l'Histoire *

Il est remarquable que Malraux, comme Breton évoquent, à leur manière, devant la figure historique de Trotsky, le Roi Lear, le personnage shakespearien. Malraux décrit au célèbre critique américain Edmund Wilson « le côté Lear de Trotsky »¹, et parle de la tragique grandeur de sa solitude. En 1938, sur le bateau qui le ramène en France, André Breton tente d'expliquer son « complexe de Cordélia » devant l'exilé de Mexico qu'il admire et place sur le même plan que Lautréamont et Rimbaud. Dans *Littérature et révolution*, Trotsky a écrit à propos des drames de Shakespeare que « la passion individuelle est portée à un tel degré de tension qu'elle dépasse l'homme, se suspend au-dessus de sa personne et devient une sorte de destin ». ² Malraux, qui n'a pas encore lu ces lignes, mais qui ne les aurait certainement pas désavouées, écrit, un an après sa rencontre avec Trotsky, que la présence de celui-ci « posait à la pensée l'une des plus fortes questions : le rapport du caractère et du destin ». ³

Mais, alors que Breton vient de rédiger avec Trotsky le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, Malraux, de son côté, a rompu tous les ponts avec l'exilé après une violente polémique à propos des procès de Moscou. Pourtant, Trotsky a exercé une profonde fascination sur l'auteur de *La Condition humaine*. Le souffle qui anime l'*Histoire de la Révolution russe* paraît à l'écrivain comparable à celui qui anime l'*Histoire de la Révolution française* de Michelet. Trotsky, c'est « Michelet moins la générosité [...] Il y a les bras ouverts chez Trotsky. Il y a une fraternité profonde et assez belle, mais c'est la fraternité profonde et assez belle, mais c'est la fraternité, ce n'est pas la générosité » confie-t-il à Roger Stéphane. ⁴ Cette fascination est au moins égale à celle qu'exercèrent de Gaulle ou Mao. Mais Malraux n'a pas rejoint le combat politique de Trotsky. De quelle nature est le dialogue qui se noue entre les deux hommes ? Trotsky a-t-il compris la personnalité de l'écrivain et

l'originalité de son système de valeurs ? Pourquoi Malraux, en définitive, après s'être approché de très près, non seulement de la personne de Trotsky, mais aussi du programme politique de l'Opposition de gauche au début des années 30, s'en est-il éloigné pour se faire en Espagne le compagnon discipliné du Front populaire, c'est-à-dire d'une politique que Trotsky combattait ?

Ce dialogue, et les relations passionnées et complexes entre les deux hommes font apparaître des convergences incontestables mais qui, en fin de compte, ne doivent pas masquer deux démarches intellectuelles se situant sur un plan différent, et qui révèlent une philosophie et une conception de la vie radicalement différentes.

Malraux, Trotsky et la Révolution chinoise

Il est impossible de parler de Malraux et de Trotsky sans évoquer le débat littéraire et politique soulevé par *Les Conquérants* à propos de la Révolution chinoise. Il n'est pas dans notre intention de traiter ici, de manière approfondie ce sujet qui a fait, par ailleurs, l'objet de nombreuses études.

Malraux a déclaré à plusieurs reprises que les origines profondes de son engagement révolutionnaire se trouvaient dans son expérience indochinoise : « Tout mon domaine révolutionnaire a pour origine le colonialisme et non le prolétariat. Tout s'est joué sur l'Indochine. [...] Mon éducation marxiste autodidacte, est, elle aussi liée à l'Indochine ». ⁵ On comprend, dans ces conditions, pourquoi Malraux a été autant fasciné par les événements grandioses qui secouent le continent chinois vers le milieu des années vingt et pourquoi il choisit de camper les personnages des *Conquérants* sur la toile de fond de la grande grève-boycott de Canton-Hong-Kong qui éclate en juin 1925. Trotsky, alors exilé à Prinkipo, qui, quelques années plus tôt, a mené au sommet de l'Internationale communiste une âpre lutte de tendance sur la question chinoise, est frappé par la qualité du roman. Il salue avec admiration le style « dense et beau » du livre, l'observation « originale et hardie » de l'auteur. L'importance du roman tient non seulement à son incontestable valeur artistique, mais aussi et surtout, à ce qu'il offre une source d'enseignements politiques de premier ordre sur l'échec de la grève ; enseignements qui découlent du récit lui-même à « l'insu de l'auteur » et témoignent, d'une certaine manière, contre lui. ⁶ Cette rencontre, inattendue, entre le génie créateur du romancier et le déroulement réel des forces de la Révolution chinoise impressionne vivement Trotsky. Mais l'ancien chef de l'Armée rouge conteste que Borodine représente la psychologie et les traits spécifiques des cadres des bolcheviks. Borodine n'est pas le représentant typique de la génération d'Octobre, il est, au contraire, le type même du thermidorien, un représentant cynique et corrompu de l'Internationale de Staline. Il incarne l'aventurier qui croit pouvoir manœuvrer les masses, alors que « la révolution ne peut se commander » ; on peut, seulement, écrit Trotsky, « donner une expression politique à ses forces intérieures ». Le fonctionnaire aventurier « se place au-dessus de toutes les classes de la nation chinoise. Il se croit appelé à dominer décider, commander, indépendamment des rapports internes entre les forces

qui existent en Chine » [...] il édifie une politique basée sur des équivoques [...], se fait avaleur de sabre et piétine les principes ». ⁷

Trotsky voit dans les principaux personnages des *Conquérants* des symboles sociaux : le vieux Chen-Daï, le représentant de l'aile droite du Guomindang, incarne la « vieille culture chinoise, traduite dans la langue de la culture européenne » et craint plus la révolution que le joug des impérialistes anglais. A l'opposé, Hong reflète la masse des opprimés « qui s'éveille » mais qui ne trouve pas sa voie par la faute des Borodine et des Garine. Trotsky a bien vu l'originalité de Garine, plus proche du type révolutionnaire que du bureaucrate, mais, dépourvu de formation, c'est un « dilettante et une vedette de passage ».

En fait, le dialogue qui s'instaure à partir des *Conquérants* repose sur un malentendu : Trotsky pense que le livre est une « chronique romancée de la Révolution chinoise » dont les qualités sont « corrodées par les outrances de l'individualisme et du caprice esthétique ». Malraux, qui n'a rien négligé pour laisser courir la légende de sa participation aux événements de la Révolution chinoise en 1926, précise, dans sa réponse à Trotsky, que le roman et avant tout « une accusation de la condition humaine » et que l'accent principal est mis sur « le rapport entre les individus et une action collective, non sur l'action collective seule ». D'après Malraux, son contradicteur ne voit pas que « l'optique du roman domine le roman ». ⁸ En fait, Garine intéresse Malraux plus que Borodine qui se place sur un plan strictement politique. Au contraire, Garine se situe sur le « plan humain » et incarne, face au caractère « presque mécanisé » de Borodine, le « sens tragique de la solitude qui n'existe guère pour le communiste orthodoxe ». ⁹ Garine n'est pas marxiste, il ne considère pas le marxisme comme « un socialisme scientifique ». Dans *Les Conquérants*, Garine découvre que « le communisme, comme toutes les doctrines puissantes, est une franc-maçonnerie ». ¹⁰ Auteur dans sa jeunesse d'un ouvrage critique sur la franc-maçonnerie dont il est l'ennemi farouche, Trotsky, qui a également purgé avec intransigeance le P.C.F., en 1922, de ses membres franc-maçons, n'a certainement pas pu lire ces lignes sans sursauter ! Malraux précise ailleurs que la question fondamentale pour Garine « est bien moins de savoir comment on peut participer à une révolution que de savoir comment on peut échapper à ce qu'il appelle l'absurde [...] en fuyant dans l'humain ». ¹¹ Il est certain que Trotsky a du mal à comprendre cette dimension métaphysique de Garine qui s'apparente plus au monde intérieur tourmenté de Dostoïevsky qu'à l'univers romanesque d'un Gorky. Garine est au fond un révolté métaphysique. C'est ce qu'a bien vu, selon nous, le critique américain Edmund Wilson qui a remarquablement analysé la fuite existentielle de Garine dans la révolution en comparant le personnage de Malraux à René de Chateaubriand. Garine, « sombre, torturé, révolté solitaire », cherche dans la révolution « ce que René cherchait dans les forêts du Nouveau Monde, s'accrochant désespérément à son bureau de propagande comme Byron s'accrochait à son expédition en Grèce ». ¹² Remerciant Wilson pour sa critique, Malraux ne conteste pas celle-ci :

« Il y a du vrai dans ce que dit Trotsky de Garine et de ce que vous en dites vous-même. Peut-être faudrait-il tenir compte d'une certaine objectivité. Que ce person-

nage soit marxiste, certes non. Peut-être a-t-il tort, mais c'était ainsi [...] Car il est fort vrai que le rôle joué dans mes livres par l'objectivité n'est pas de premier plan, et que *Les Conquérants* sont un roman « expressionniste » comme, toutes proportions gardées, *Wuthering Heights* ou les *Karamazoff*,¹³

Mais Malraux a choisi de répondre à Trotsky sur un terrain politique. Dans son article d'avril 1931 dans la N.R.F., il affirme qu'en 1925, il était impossible au jeune et faible parti communiste chinois de maintenir une existence autonome. La fusion avec le parti bourgeois nationaliste Guomindang était donc nécessaire. Selon lui, le refus de la fusion avec le Guomindang aurait précipité inutilement le massacre des communistes chinois.

Trotsky est visiblement désappointé par la réponse de Malraux qui lui paraît « encore plus éloigné du prolétariat et de la révolution qu'il ne l'est en qualité d'artiste ». ¹⁴ Il ne pense désormais plus que « l'inoculation du marxisme », qu'il avait préconisée à Garine dans son premier article, soit nécessaire. La polémique avec Trotsky a très certainement marqué Malraux et l'a influencé.

On peut se demander en effet, si, d'une certaine manière, Malraux, en écrivant *La Condition humaine*, n'a pas voulu répondre à Trotsky ainsi qu'à d'autres critiques, en tenant compte de celles-ci sans toutefois renoncer à l'originalité de sa propre vision des choses.

Avec *La Condition humaine*, Malraux atteint, non seulement un niveau artistique supérieur, mais parvient également à une compréhension plus grande des problèmes politiques de la révolution, comme l'attestent la richesse et la complexité du roman. Malraux s'est plongé, pour écrire son livre, dans l'abondante littérature politique traitant de la Révolution chinoise et a puisé des matériaux considérables qu'il a intégré, selon sa fameuse méthode de « transfiguration du réel » qui s'inspire de Balzac. Au cours des années 1930 à 1933 il rencontre à plusieurs reprises des militants de la Ligue communiste, l'organisation française de l'Opposition de gauche, lit leur presse, notamment *La Vérité*, qu'il soutient financièrement de temps à autre, et *La lutte des classes* dans laquelle il a pu lire la lettre ouverte du vieux dirigeant communiste chinois Chen Duxiu qui sera pour lui une importante source d'information et qu'il utilisera dans *La Condition humaine*. Parmi les différentes sources politiques du roman que nous avons découvertes figure l'ouvrage d' A. Neuberg *L'Insurrection armée*, paru en 1931 ¹⁵. Neuberg est le pseudonyme collectif d'une équipe de collaborateurs officiels de l'Internationale communiste. Plusieurs chapitres sont consacrés aux insurrections de Shanghai et de Canton furent rédigés par l'Etat-major de l'Armée rouge parmi lequel figurait le fameux général Gallen, instructeur en Chine des troupes du Guomindang. La plupart des rédacteurs de l'ouvrage, de même que Toukhatchevsky, étaient en réalité opposés à la ligne officielle de l'Internationale de Chine. La préface des éditeurs mettait d'ailleurs en cause les chapitres en question, dont l'analyse ne coïncidait pas avec la ligne de l'I.C. Malraux trouve dans *L'Insurrection armée* une masse d'informations techniques et historiques sur l'insurrection de Shanghai de mars 1927, mais aussi une analyse politique des raisons de la défaite de la révolution chinoise qui confirme ce

qu'il a pu lire dans la presse de l'Opposition de gauche et dans les écrits de Trotsky.

Le mérite revient à Lucien Goldmann d'avoir démontré le premier, à travers une analyse structurelle des valeurs dans *La Condition humaine*, l'importance de la « perspective trotskyste » du roman.¹⁶ Dans le conflit entre la communauté révolutionnaire de Shanghai et les envoyés de l'Internationale, dans l'opposition entre la « valeur trotskysante de la *communauté révolutionnaire* immédiate et la valeur stalinienne de la *discipline* » se dessine l'opposition beaucoup plus profonde entre la stratégie de la « révolution permanente » et celle du « socialisme dans un seul pays ». Mais, d'après nous, Lucien Goldmann s'est trompé lorsqu'il affirme qu'il est impossible d'établir avec certitude que l'auteur de *La Condition humaine* a été influencé par sa discussion avec Trotsky et qu'en fin de compte, malgré la « perspective trotskyste » du roman, la position « conceptuelle » de Malraux, au moment où il l'écrit, n'est pas trotskyste, mais au contraire « assez proche des positions stalinienne ».

Il nous semble cependant, que *La Condition humaine*, de même que *Les Conquérants*, ne peuvent être réduits à des romans à thèse politique. Trotsky a d'ailleurs très bien compris que Malraux a développé dans *La Condition humaine* les grands thèmes qui n'ont jamais cessé de le préoccuper : « la vie et la mort, l'amour et l'héroïsme, l'individualité et la société ». Dans une lettre à l'éditeur américain Clifton Fadiman, qui lui demande quel auteur français mérite d'être publié aux Etats-Unis, Trotsky écrit à propos de *La Condition humaine* :

« C'est un roman des destinées humaines et des passions personnelles auquel la révolution communique la force-limite de tension. L'individualiste et pessimiste s'élève en fin de compte au-dessus de l'individualisme et du pessimisme. Seul un grand but supra-individuel, pour lequel l'homme est prêt à payer de sa vie, donne un sens à l'existence humaine — telle est la signification dernière du roman, qui est étranger à la didactique philosophique et qui reste du commencement à la fin une véritable œuvre d'art. »¹⁷

« Le vieux de la montagne »

D'après les témoignages que nous avons recueillis, il semble que ce soit Trotsky qui, dès son arrivée en France, vers la fin juillet 1933, ait demandé à ce que Malraux lui rende visite. Trotsky est véritablement enthousiasmé par *La Condition humaine* et fait part à son entourage de son admiration pour le génie balzacien de l'auteur. Il a l'impression d'avoir converti un artiste à la cause de l'Opposition de gauche. Le 7 août 1933, Malraux arrive dans la soirée à la villa *Les Embruns* qui « bourdonnait de disciples ». Il est frappé d'entendre ceux-ci appeler familièrement Trotsky « le Vieux », ce qu'il traduit aussitôt dans son esprit par « le Vieux de la montagne » de la légende.¹⁸ Lorsque trente-huit ans plus tard, Jean Vilar l'interroge sur l'impression que fit sur lui le prestigieux dirigeant de la Révolution d'Octobre, Malraux répond :

« Considérable. De toute évidence, l'égal de sa légende. Il donnait l'impression éclatante du génie. Il parlait très bien le français et avait une éloquence naturelle tout à fait indépendante de l'éloquence politique. Devant lui, on était sûr d'être devant un très grand esprit ». ¹⁹

Malraux est aussi frappé par le « visage d'aigle » de Trotsky qui, lorsqu'il riait, faisait apparaître « un visage d'enfant ». Malraux a raconté, à sa manière, les longues conversations qui se déroulèrent dans la soirée du 7 août et dans la journée du 8 août. Il a précisé par ailleurs qu'il n'a donné de ces longues discussions qu'un compte-rendu partiel dans son grand article paru dans *Marianne* en avril 1934. On trouve, en effet, éparpillés dans son œuvre et dans les interviews, de nombreuses allusions à la légendaire rencontre avec « l'éblouissant fantôme de Saint-Palais ». Allusions et confidences parfois fantaisistes, contradictoires ou même sujettes à caution. Il n'est pas possible de nous livrer ici à une enquête minutieuse sur un terrain aussi miné. Il n'est guère surprenant que les entretiens de Saint-Palais roulent sur les principaux problèmes qui préoccupent l'écrivain et qui trouvent chez Trotsky un écho exceptionnel : la création artistique, la culture, la stratégie militaire. Parmi ces différentes questions, il y a la problématique fondamentale de *La Condition humaine* des rapports entre individualisme et communisme. Toute la démarche intellectuelle de Malraux à ce moment là tend vers un dépassement dialectique de cette antinomie. Malraux fait dire à l'un de ses personnages des *Conquérants* : que « l'individualisme est une maladie bourgeoise ». ²⁰ Trotsky, de son côté, a écrit en 1923, mais Malraux l'ignore très certainement, que « la tragédie de notre époque se manifeste dans le conflit entre l'individu et la collectivité, ou dans le conflit entre deux collectivités hostiles au sein d'une même personnalité » ²¹. Malraux questionne Trotsky :

« Il ne vous est donc pas impossible d'admettre la persistance de l'individualisme dans le communisme ; d'un individualisme communiste aussi différent de l'individualisme bourgeois, par exemple, que celui-ci l'était de l'individualisme chrétien ? » ²²

Trotsky n'écarte pas la possibilité d'un « individualisme communiste », d'une résolution dialectique du conflit, mais il reconnaît, en même temps, que les périodes difficiles que traverse l'U.R.S.S., « celle des plans » sont nécessairement défavorables « à tout individualisme même communiste ». Interrogé par Malraux, Trotsky confie qu'il attend du communisme la formation d'un homme nouveau. Pour lui, écrit Malraux, les « perspectives du communisme étaient *infinies* ». Un an plus tard, à Moscou, Malraux devait déclarer qu'il croyait à la « naissance prochaine, non d'un individualisme, mais d'un humanisme soviétique, analogue, mais évidemment pas semblable à ceux de Grèce, de Rome et de la Renaissance ». ²³ Il y avait incontestablement une grande imprudence dans ces affirmations, six mois avant l'affaire Kirov et la sinistre chaîne des exécutions qui allait suivre. Mais, la conviction de Malraux puisée dans la confiance de Trotsky y était certainement aussi pour quelque chose.

Le dernier grand sujet abordé avant de se séparer fut la mort. Alors que, pour l'écrivain, la mort représente une force tragique, métaphysique, celle de l'homme confronté à sa propre destinée, Trotsky répond en matérialiste con-

vaincu. Jean van Heijenoort, le secrétaire de Trotsky a donné de ces derniers instants un tableau émouvant :

« Le soir, avant de se quitter, Trotsky et Malraux partirent à pied dans la campagne. Je les accompagnai. Nous arrivâmes à un promontoire qui dominait l'océan. Le soleil venait de se coucher. Les gestes saccadés de Malraux se profilaient sur le ciel qui s'assombrissait. Trotsky avait les gestes précis, contrôlés, didactiques, de quelqu'un qui explique. Au pied du promontoire, la mer battait les rochers. Le dernier sujet de conversation, ce fut la mort. « Il y a une chose que le communisme ne pourra jamais vaincre, c'est la mort », dit en substance Malraux. Trotsky lui répliqua : « Quand un homme a accompli la tâche qu'il s'est donnée, quand il a fait ce qu'il voulait faire, la mort est simple ». 24

Van Heijenoort raconte qu'après le départ de Malraux, Trotsky ne fit à son entourage aucun commentaire sur ses conversations avec l'écrivain. Le secrétaire de Trotsky en donne pour principale raison l'urgence des tâches politiques du tournant opéré par l'Opposition vers la construction d'une IV^e Internationale après la défaite du mouvement ouvrier allemand, dans laquelle la politique de Staline porte une lourde responsabilité. Il n'est pas impossible de penser que Trotsky a peut-être été déçu par l'attitude de l'écrivain ; du moins s'est-il inquiété de son évolution politique qui le rapprochait plus de la III^e Internationale que de l'Opposition de gauche. Quelques mois après la visite de Malraux, Trotsky demande à l'une de ses secrétaires de ne pas révéler sa nouvelle adresse à l'écrivain, qu'il jugeait « assidûment courtisé par le P.C.F. » et qui s'appretait à se rendre en U.R.S.S.

Cependant, en avril 1934, lorsque Trotsky est menacé d'expulsion par le gouvernement français, Malraux apporte sans restriction aucune son autorité intellectuelle et son soutien financier au comité qui s'est constitué et que préside l'écrivain prolétarien Marc Bernard. Le 4 mai il participe, salle Albouy, à Paris, à un meeting contre l'expulsion de Trotsky. Aux côtés de Pierre Frank, Gérard Rosenthal et Maurice Parijanine, il prononce un discours enflammé qui reprend les grandes lignes de son article paru quelques jours plus tôt dans *Marianne*.

L'art est une conquête

Jusqu'en 1934, Malraux veut concilier son admiration pour Trotsky avec son engagement aux côtés du P.C.F. qu'il croit être plus efficace dans son combat anti-fasciste. Ce n'est qu'au cours de l'année 1935, après la parution du *Temps du mépris* et la tenue en juin de la même année à Paris, du Congrès international des Ecrivains pour la défense de la culture, qu'il prend nettement ses distances, sinon avec Trotsky lui-même, du moins avec l'Opposition de gauche. Lors de son voyage à Moscou de juin à septembre 1934, ses différentes déclarations, témoignent d'une indépendance de pensée incontestable vis-à-vis des thèses officielles de l'Internationale communiste, en particulier dans sa conception de l'art. Sur ce point, il ne fait aucun doute que Malraux se sent plus proche de l'analyse de Trotsky que de la nouvelle théorie du « réalisme socialiste » qui a succédé à l'orientation sectaire de la « littérature prolétarienne » de la R.A.P.P. (L'Association des Ecrivains prolétariens de Russie)

dont Trotsky a déjà dénoncé les méthodes de progromes à l'encontre des artistes et écrivains véritablement créateurs.

Malraux défend, au sein de l'A.E.A.R., des positions originales et très personnelles qui, sans être identiques à celles de Trotsky, offrent néanmoins des similitudes remarquables et qui méritent d'être soulignées. Nous croyons nécessaire de rappeler qu'en 1934, les théories de Trotsky sur l'art et la littérature sont largement méconnues, pour ne pas dire inconnues et que son célèbre ouvrage, *Littérature et révolution* ne sera traduit en France que trente ans plus tard, en 1964 ! Seuls, quelques fragments ont parus de manière éparsée dans *Clarté* et dans *La Vérité*. Breton, au sein de l'A.E.A.R., est alors le seul à s'en être inspiré, d'ailleurs non sans quelque prudence. Mais Malraux a l'avantage de s'être longuement entretenu avec l'auteur de *Littérature et révolution* de la création artistique. Lorsque Malraux déclare que « l'art obéit à sa logique particulière, d'autant plus imprévisible que la découvrir est précisément la fonction du génie. »²⁵, il est très proche de Trotsky pour qui la création artistique « obéit à ses lois propres, même quand elle se met consciemment au service d'un mouvement social ». ²⁶ Pour Malraux, concevoir « une littérature comme l'application d'une doctrine, ne correspond jamais à une réalité ». ²⁷ Il refuse également la « vieille chimère d'un art dirigé et soumis aux masses ». Comment ne pas penser ici à Trotsky qui a combattu les thèses des partisans de l'art prolétarien et dénoncé leurs « méthodes de laboratoire » coupées du mouvement vivant de la création artistique ? La création artistique ne souffre aucune contrainte et a besoin de liberté. Mais, nous dit Malraux, la liberté qui compte pour l'artiste n'est pas « la liberté de faire n'importe quoi : c'est la liberté de faire ce qu'il veut faire »²⁸. Là aussi, l'accord est total entre Malraux et Trotsky, comme il le sera également plus tard, à Coyoacan avec Breton.

Trotsky et Malraux ont une vision commune de la culture et du processus essentiellement dynamique de son appropriation par l'humanité à travers l'histoire. Lorsque Malraux affirme en 1936, à Londres, que « l'héritage culturel ne se transmet pas il se conquiert »²⁹ il fait écho aux paroles de Trotsky qui lui avait déclaré à Saint-Palais que « l'humanité n'abandonne jamais ce qu'elle a conquis une fois ». Pour l'écrivain, l'art, comme la culture, est une conquête permanente pour « transformer le destin en conscience », c'est-à-dire, nous dit encore Malraux, pour « étendre jusqu'aux limites des connaissances humaines la nature dans laquelle l'homme puise pour devenir davantage un homme, la possibilité infinie des réponses à ses questions vitales ». ³⁰ Pour Malraux, « l'assimilation d'un héritage culturel est, en soi, un acte de création ». :

« De même que la société bourgeoise replit, en le modifiant par le seul fait que c'était elle qui le reprenait, l'héritage de la pensée féodale, de même le prolétariat reprend, en le modifiant, l'héritage culturel du passé. Une œuvre d'art n'est pas une pierre, c'est une graine qui change avec le terrain où on la fait germer.

Mais on peut aider à la germination ». ³¹

Ici, la pensée de l'artiste, exprimée de manière poétique, rejoint de façon surprenante celle du grand théoricien marxiste :

« Pour expliquer plus concrètement l'idée de « période d'édification culturelle » dans le développement de la classe ouvrière, considérons la succession historique non des classes, mais des générations. Dire qu'elles prennent la succession les unes des autres [...] signifie que chacune ajoute son dépôt à ce que la culture à accumuler jusque là. Mais avant de pouvoir le faire, chaque génération nouvelle doit traverser une période d'apprentissage. Elle s'approprie la culture existante et la transforme à sa façon, la rendant plus ou moins différente de celle de la génération précédente. Cette appropriation n'est pas encore créatrice, c'est-à-dire création de nouvelles valeurs culturelles, mais seulement une prémisses pour celle-ci. [...] Rappelons une fois de plus que la couche supérieure, bourgeoise, du Tiers Etat fit son apprentissage sous le toit de la société féodale ; qu'encore dans le sein de celle-ci, elle avait dépassé, au point de vue culturel, les vieilles castes dirigeantes et qu'elle était devenue le moteur de la culture avant d'accéder au pouvoir. Il en va tout autrement du prolétariat russe en particulier : il a été forcé de prendre le pouvoir avant de s'être approprié les éléments fondamentaux de la culture bourgeoise par la violence révolutionnaire précisément parce que cette société lui barrait l'accès à la culture »³².

Au terme de cette démonstration, on peut se demander pourquoi une telle convergence de vues entre les deux hommes n'a pas abouti concrètement à la rédaction d'un manifeste comme ce sera le cas, plus tard, au terme de la rencontre entre Trotsky et Breton à Mexico. A cette question on peut avancer plusieurs explications possibles. La situation politique de l'année 33, où se dessinent les prémisses de l'explosion révolutionnaire de 1936 en France et en Espagne, ne ressemble en rien à l'année 38, très noire qui débouche sur Munich. En 1933, la nécessité d'un manifeste et d'un rassemblement des intellectuels pour défendre l'indépendance de l'art ne s'imposait pas. Le fascisme n'en était qu'à ses débuts de la liquidation du mouvement ouvrier en Allemagne et de la chasse à « l'art dégénéré ». Mais surtout, un an avant l'affaire Kirov, Malraux et Trotsky n'avaient qu'une bien faible idée de l'étouffement bureaucratique de l'art en U.R.S.S. et une connaissance incomplète des persécutions des écrivains et artistes qui refusaient de se plier à l'art officiel. Mais il y a peut-être une autre raison : il se peut que Trotsky n'ait pas senti chez l'écrivain un accord suffisamment profond sur les questions politiques essentielles pour aller au-delà d'un échange de vues circonstanciel. Les conceptions philosophiques de Malraux étaient sans doute trop éloignées aux yeux de Trotsky du matérialisme dialectique dont Breton, lui, se réclamait ouvertement, ce qui favorisera beaucoup l'accord exceptionnel, en juillet 1938, à Coyoacán. Il ne fait aucun doute que Trotsky a éprouvé un certain malaise devant la quête métaphysique de Malraux, comme en témoigne justement cette lettre qu'il écrit à Breton :

« J'ai suivi non sans intérêt ses premiers pas littéraires. Il y avait déjà en lui, à ce moment là, un fort élément de pose et d'affectation. Assez souvent on se sentait mal à l'aise devant ses recherches, prétentieusement froides, d'héroïsme chez autrui. Mais il était impossible de lui refuser du talent ».³³

Légende et histoire

On peut comprendre aisément le malaise de Trotsky devant les recherches de Malraux qui se situent sur un terrain plus proche de Dostoïevsky et de

Nietzsche que de Marx. Malraux est avant tout un écrivain qui considère que le « héros de l'histoire est le frère du héros du roman ». ³⁴ Il veut se situer à la fois dans la légende et dans l'histoire, non sans une certaine ambivalence, comme il l'a souligné lui-même. En fait, la conception de l'histoire chez Malraux prend sa source à la fois chez Marx et chez Nietzsche, avec un penchant incontestable pour ce dernier, qui est « le plus grand irrationnaliste de son temps » ainsi qu'il le précise à Jean Vilar. L'irrationnel et la subjectivité nourrissent la légende et interviennent fort peu dans l'Histoire régie par le déterminisme.

L'historien comme l'artiste se trouvent placés devant la nécessité d'une reconstruction du réel ; mais, pour Trotsky, l'historien marxiste doit envisager l'histoire comme une science des lois objectives des rapports humains, il doit s'efforcer de découvrir le « *déterminisme social* » des événements historiques. L'histoire n'est pas un champ clos où se mesurent les documents ou les règles de la morale » ; l'histoire est une science « non moins objective que la physiologie ». ³⁵ Malraux, au contraire, se méfie des déterminismes sociaux, il n'a jamais vraiment accepté au fond la théorie marxiste de la lutte des classes et du matérialisme historique, qui lui demeure en partie étrangère. Pour lui, l'histoire est dépourvue de sens a priori : « Nous ne sommes homme que par la pensée ; nous ne pensons que ce que l'histoire nous laisse penser, et sans doute n'a-t-elle pas de sens » ³⁶ écrit Malraux. Malraux n'est pas marxiste, même s'il est un admirateur de Trotsky historien de la Révolution russe, l'histoire n'explique pas l'absurdité et la mort qui fascinent les personnages de Malraux, les Garine, Hong, Tchen et Kyo.

Alors que, pour Trotsky, l'histoire de la révolution est d'abord le récit « d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées », chez le romancier, la révolution est vécue comme un événement tragique de la destinée de l'homme, lui donnant la possibilité de dépasser l'absurdité de sa condition et de parvenir à la dignité. C'est sans doute la raison pour laquelle il sous-estime la réalité des contradictions dans la révolution, qui se réfractent dans la pensée des individus et dans l'action des partis. A cet égard, il est significatif de voir Malraux s'efforcer de croire que la révolution est une et indivisible, malgré ce qu'il sait de la Révolution chinoise. Dans *Marianne*, il écrit à propos des masses soviétiques : « Malgré tout ce qui sera dit, imprimé, crié, la Révolution russe est pour eux un bloc ». ³⁷ Malraux choisit la Légende et non la réalité de l'histoire. Trotsky, sur ce point, pense exactement le contraire. Malraux a pu lire dans la préface à *l'Histoire de la révolution russe* la phrase de Trotsky :

« On a souvent cité certain aphorisme de Clemenceau, disant que la révolution doit être prise « en bloc » ; ce n'est tout au plus qu'une spirituelle dérobade : comment se déclarerait-on partisan d'un tout qui porte essentiellement en lui la division ». ³⁸

Nous avons peut-être dans cette conception une explication du choix que Malraux fera en Espagne et de son acharnement à faire taire les divergences dans le camp républicain, pour faire triompher non pas la révolution mais la victoire militaire sur Franco.

La rupture

C'est le drame espagnol et les exécutions sanglantes des procès de Moscou, qui trouvent leur prolongement jusqu'en Espagne même, qui vont être à l'origine de la rupture définitive entre Trotsky et Malraux. Il n'est malheureusement pas possible ici d'analyser ce que fut l'attitude politique de Malraux en Espagne. Nous laisserons également de côté l'analyse de *L'Espoir* qui, sans doute, donne les clés essentielles de cette attitude. Nous nous contenterons de résumer brièvement le scénario de la rupture et ce qui était l'enjeu. Plus que son soutien à la politique du Front populaire espagnol c'est son attitude devant les procès de Moscou qui sera la cause de la violente polémique qui oppose Malraux et Trotsky en 1937.

Le 2 septembre 1936, quelques jours après le premier procès Kamenev-Zinoview, Léon Sedov, le fils de Trotsky ; s'adresse à l'écrivain :

« Cher camarade Malraux,

Le procès de Moscou et les exécutions qui l'ont suivi sont un des plus grands crimes commis dans l'histoire.

Est-il possible qu'un homme comme Malraux se taise ? » 39

Malraux ne répondra pas à l'appel pressant de Sedov, pas plus qu'à celui du *Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou* qui est constitué début octobre par Marguerite Rosmer et Marcel Martinet et que rejoignent Jean Giono, Victor Marguerite et André Breton. Mais après le deuxième procès Radek-Piatakov, en janvier 1937, Trotsky a un besoin urgent du témoignage de Malraux pour démonter les fausses accusations et les truquages du G.P.U., notamment sa prétendue rencontre avec Vladimir Romm en juillet 33 au bois de Boulogne, alors qu'il se trouvait en réalité à Royan. Mais au moment où se met en place, avec d'incroyables difficultés, une commission internationale d'enquête chargée d'entendre Trotsky et que doit présider le vieux philosophe américain John Dewey, Malraux se rend aux Etats-Unis pour une tournée de propagande en faveur du gouvernement républicain espagnol. C'est l'interview que Malraux accorde au journal mexicain *El Nacional* qui déclenche les hostilités avec Trotsky. Pressé par le journaliste de donner son opinion sur Trotsky, le trotskysme en U.R.S.S. et les procès de Moscou, Malraux, déclare que l'on doit faire une différence entre Trotsky, le trotskysme et les trotskystes, en fonction des pays. Quant à la question des procès, il répond qu'en Espagne « se joue le destin de l'humanité » et que l'on doit « laisser de côté les questions théoriques » pour se consacrer uniquement à la défense du peuple espagnol. Il est « quasi criminel », poursuit Malraux, « de perdre des heures et des mois entiers à spéculer sur des choses qui peuvent attendre » [...] parce qu'il est urgent de donner sa vie pour l'Espagne, pendant que le sang de ses fils est versé, par une lutte titanique contre les forces les plus barbares et les plus inhumaines ». 40

New-York est devenu en février 1937, le centre où s'affrontent partisans et adversaires de la Commission internationale d'enquête. Trotsky croit que Malraux a un rôle à jouer. Peut-être l'a-t-il surestimé. Trotsky est indigné par l'interview paru dans *El Nacional*. Il accuse Malraux de « mener une campagne de défense du travail judiciaire de Staline-Vychinsky ». 41 Le conflit

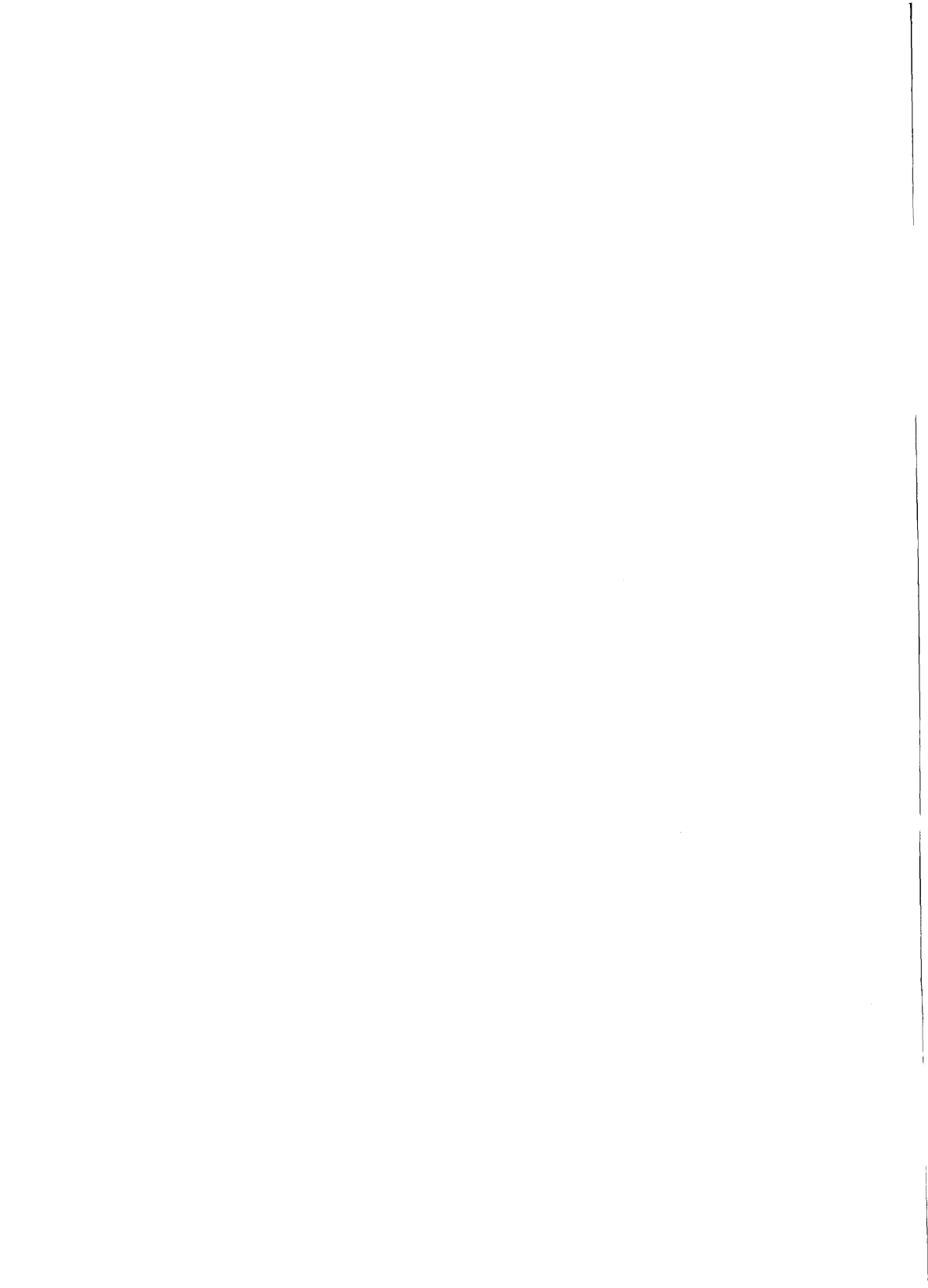
s'envenime après la réponse de l'écrivain qui assimilait les procès au « drame personnel » de Trotsky. L'indignation de celui-ci était à son comble : pour lui il était clair que la mission de Malraux aux Etats-Unis consistait à « détourner l'opinion publique des impostures et des assassinats gigantesques vers d'autres tâches ». ⁴²

Dans la sombre tragédie qui se jouait en Espagne et en U.R.S.S., au milieu des forces contraires de la révolution et de la contre-révolution broyant impitoyablement les hommes, la légende et l'histoire ne pouvaient plus faire bon ménage. Il fallait choisir son camp. Désormais, leurs chemins divergent pour toujours, même si l'auteur des *Antimémoires* conserve au vieux révolutionnaire, au « Vieux de la montagne », une place dans son Panthéon imaginaire.

NOTES

- * Le texte de Gérard Roche que nous publions ci-dessus est une intervention prononcée aux *Rencontres internationales André Malraux* qui se sont déroulées à Angers du 6 au 10 novembre 1986.
1. Edmund Wilson, *The Fifties*, Farrar, Strauss et Giroux, 1986. Extrait paru dans *Le Magazine littéraire*, n° 234, octobre 1986, p. 26.
 2. Trotsky, *Littérature et révolution*, U.G.E., p. 276.
 3. A. Malraux, « Trotsky », *Marianne*, 25 avril 1934.
 4. Roger Stéphane, *André Malraux, entretiens et précisions*, Gallimard, 1984, pp. 157-158.
 5. Malraux à Pierre Galante, in Pierre Galante, *Malraux*, Le Cercle du Nouveau Livre, 1971, p. 46.
 6. Trotsky, « La révolution étranglée », 9 février 1931.
 7. *Ibidem*.
 8. A. Malraux, « Réponse à Trotsky », N.R.F., avril 1933.
 9. A. Habaru, « A. Malraux nous parle de son œuvre », *Monde*, 28 octobre 1931.
 10. *Les Conquérants*, Gallimard, collection de la Pléiade, p. 148.
 11. « La question des *Conquérants* », intervention de Malraux au débat organisé par l'Union pour la Vérité, le 8 Juin 1929, in « André Malraux », *Cahiers de l'Herne*, 1982, p. 34.
 12. Edmund Wilson, « A. Malraux », *The new Republic*, 9 août 1933, repris dans *The Shores of lights*, New-York, 1979, pp. 566-572.
 13. André Malraux à Edmund Wilson, le 2 octobre 1933, *Ibidem*, pp. 573-574.
 14. Trotsky, « De la révolution étranglée et de ses étrangleurs. Réponse à M. Malraux », 12 juin 1931.
 15. Gérard Roche, « Malraux, Trotsky et la Révolution chinoise. Les thèses de l'Opposition de gauche dans *La Condition humaine*, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 15, septembre 1983, pp. 40-70.
 16. Lucien Goldmann, *Pour une sociologie du roman*, Gallimard, 1964.
 17. Trotsky à Clifton Fadiman, le 9 novembre 1933, in Trotsky, *Œuvres*, 3, Publication de l'Institut Léon Trotsky, pp. 43-44.
 18. A. Malraux, *Antimémoires*, Folio, Gallimard, p. 439.
 19. Jean Vilar, « Un entretien avec A. Malraux », *Magazine littéraire*, n° 54, juillet-août 1971.
 20. *Les Conquérants*, p. 150.
 21. Trotsky, *Littérature et révolution*, p. 278.
 22. Malraux, « Trotsky », *op. cit.*
 23. Malraux, « Déclaration à des journalistes russes », août 1934, in « Malraux », *Cahiers de l'Herne*, p. 286.
 24. Jean van Heijenoort, *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, Les Lettres Nouvelles, 1978, p. 81.
 25. A. Malraux, « Sur l'héritage culturel », discours prononcé à Londres, le 21 juin 1936, *Commune*, n° 37, septembre 1936.

26. Trotsky, « L'art et la révolution » lettre à *Partisan Review*, 17 juin 1938, *Œuvres*, 18, I.L.T., pp. 93.
27. Malraux, « Discours de compte-rendu du Congrès des Ecrivains soviétiques », 23 octobre 1934, *Cahiers de l'Herne*, pp. 289-293.
28. *Ibidem*.
29. « Sur l'héritage culturel », *op. cit.*.
30. *Ibidem*.
31. A. Malraux, « L'art n'est pas une pierre », entretien avec les journalistes soviétiques, août 1934, *Cahiers de l'Herne*, p. 287.
32. Trotsky, *Littérature et révolution*, pp. 225-226.
33. Trotsky à Breton, 22 décembre 1938, *Clé*, n° 2, janvier 1939. Leure reprise dans une nouvelle version dans : Trotsky, *Œuvres*, 19, pp. 279-281.
34. Malraux, *La corde et les souris*, Gallimard, Folio, p. 176.
35. Trotsky, « Qu'est-ce que l'objectivité historique », 15 juillet 1933, *Œuvres*, 3, I.L.T., p. 101..
36. Malraux, *Les Noyers de l'Altenburg*, p. 141.
37. Malraux, « Trotsky », *op. cit.*
38. Trotsky, « Préface à l'*Histoire de la Révolution russe* » Seuil, 1967, p. 37.
39. Archives de l'Institut Léon Trotsky.
40. *El Nacional*, 1^{er} mars 1937.
41. « A. Malraux, les procès de Moscou et la Révolution espagnole », 8 mars 1937, *Œuvres*, 13, pp. 49-51.
42. Trotsky, « Quelques questions concrètes à A. Malraux », 13 mars, 1937, *Ibidem*, pp. 74-77.



Notes de lecture

Serge Denis, **Un syndicalisme pur et simple. Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis 1919-1939**, Boréal, Montréal.

Les lecteurs des *Œuvres* de Trotsky et particulièrement de leurs notes, connaissent déjà le nom de Serge Denis, politologue d'Ottawa, dont la thèse soutenue à Grenoble en 1981 sur *Le Mouvement ouvrier américain et l'action politique 1919-1939* donne la réponse à de nombreuses questions soulevées par le contexte, les particularités et le cours concret du développement du mouvement ouvrier aux États-Unis.

La thèse de S. Denis comptait 1 281 pages dactylographiées. Sa publication a nécessité concentration, suppressions, résumé. Elle paraît aujourd'hui en un volume de 500 pages, avec une préface de Pierre Broué.

Le lecteur français y trouvera une étude très sérieuse de l'histoire du mouvement ouvrier américain, avec une égale attention portée aux appareils syndicaux et aux petits partis politiques, une égale préoccupation de ne rien laisser échapper des grands mouvements qui balaient le pays aux frémissements qui les annoncent, de grands débats d'actualité comme des discussions théoriques qui sous-tendent les affrontements qui auront lieu, des années plus tard, avec les masses.

Dans le cours de ses trois parties, « De l'Ambition à l'impuissance », qui couvre les années 1929-1932, « L'Époque du New Deal », de 1932 à 1937, et « La Consolidation d'un appareil dirigeant », qui marque les conclusions sur la situation en 1938, Serge Denis trace un panorama qui tient souvent de la fresque, mais dans lequel l'ampleur du sujet ne nuit jamais à l'exactitude et à la précision du trait. Le public français informé, qui connaissait les ouvrages de Daniel Guérin, retrouvera des analyses familières : l'opposition de la bureaucratie syndicale des années trente — les partisans du « syndicalisme pur et simple » — à la syndicalisation de masse des travailleurs non qualifiés, le raz-de-marée de la naissance d'un syndicat industriel de masse, le C.I.O., qui balait les résistances et jette les bases du syndicalisme moderne aux États-Unis après avoir sérieusement alarmé tous les conservateurs. Mais il trouvera en outre chez Serge Denis une analyse très fine de la politique des différents secteurs de la bureaucratie syndicale, en particulier de John L. Lewis qui sut chevaucher le mouvement pour mieux le canaliser et manifesta toujours un grand souci de contrôler « l'action politique ».

Le neuf dans la thèse de Serges Denis, c'est avant tout son analyse de la politique des partis méprisés des historiens traditionnels du mouvement ouvrier. Le sectarisme de la troisième période du P.C. américain épaulé comme un fait exprès l'opportunisme des dirigeants syndicaux, tandis que sa réputation « radicale » sera l'un des atouts permettant à la bureaucratie C.I.O. naissante de juguler un mouvement ouvrier qui menace de la déborder : le « passage du côté de l'ordre bourgeois », selon la formule de Trotsky, est manifeste dans une politique de Front populaire qui signifie aux Etats-Unis la subordination totale à Roosevelt. Sous la plume de Serge Denis, socialistes, trotskystes, « mustites », cessent d'être une abstraction et le lien se rétablit entre la vie politique et les débats théoriques.

On retiendra particulièrement comme une leçon de méthode scientifique les remarques finales, dans une conclusion où Serge Denis se demande pour ses lecteurs s'il existe ou non un « exceptionnalisme américain ». Bien entendu, il n'y nourrit aucun schématisme et, à la différence des champions de l'« exceptionnalisme américain », nulle conception idéologique préétablie a priori. A l'écoute des faits, il saisit parfaitement l'originalité du mouvement ouvrier américain, fruit d'un corps social à l'histoire originale et marqué de l'empreinte du développement économique du pays. Cette originalité se manifeste du point de vue de l'évolution générale par une particulière lenteur, un retard d'organisation et un rythme de développement par bonds dont il décrit très précisément l'un, celui de l'organisation industrielle de la masse des travailleurs non qualifiés.

L'analyse de Serge Denis, analyse historique et analyse concrète, le conduit à penser que la constitution d'un parti de classe des travailleurs américains a été en fait le principal enjeu des luttes de classes depuis le début de ce siècle et continue à l'être : sa réalisation bouleverserait les rapports de classe à l'échelle des Etats-Unis et du monde entier.

Le livre de Serge Denis est une lecture indispensable, pas seulement pour des militants, mais pour ceux qui cherchent de façon générale à comprendre les Etats-Unis et ne se contentent pas des schémas de la grande presse ou des organisations traditionnelles : l'humanité y a sous les yeux son passé comme son avenir, et peut-être même les clés de ce dernier.

J.R.

Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Vichy 1940-1944. Quaderni e documenti inediti di Angelo Tasca. Archives de guerre d'Angelo Tasca, a cura di Denis Peschanski, 1986.

C'est une édition commune CNRS-Institut Feltrinelli — un label de qualité — qui nous vaut ce volume des *Annali* 1985 intitulé « Vichy 1940-1944 », construit à partir des archives de guerre d'Angelo Tasca. L'entreprise est louable : Tasca, ancien du noyau de l'*Ordine nuovo*, diri-

geant de la droite du P.C. d'I. et de l'I.C., sous le nom de Serra, exclu au moment de la troisième période, avait rejoint en France la S.F.I.O. et collabora au *Populaire* sous la signature d'André Leroux. Ce vétéran communiste renégat a cru en Vichy comme le manifestent ses archives, véritable mine d'informations sur le régime Pétain et sur le courant issu du parti socialiste qui a cru pouvoir s'y frayer un chemin. Le numéro des *Annali* publié sous le titre ci-dessus réunit des études d'auteurs français et italiens, d'un intérêt d'ailleurs fort inégal, et des documents, tous d'un intérêt indiscutable, d'où émergent les *Cahiers* rédigés par Tasca à partir de 1942 et qui couvrent la deuxième période de Vichy et celle de la Libération, qui fut pour Tasca celle de la prison.

Entreprise louable, avons-nous écrit. A la condition que les collaborateurs d'une telle entreprise veuillent la mener à bien avec plus de soin et de respect pour leurs lecteurs dans la rédaction ou la lecture des notes dites explicatives. Il n'est déjà guère acceptable que le lecteur ne puisse trouver Jeanne d'Arc dans l'index et soit contraint de se reporter à « Giovanna di Arco » alors que la référence renvoie à ce nom en français. Les fautes commises sur les noms propres, pas corrigées et qui, pour nombre d'entre elles, figurent dans les notes comme dans l'index, sont vraiment trop nombreuses : Gabriel Ludenet pour Cudenet (p. 77, n. 46), Tixier Vignancourt pour Vignancour (n. 91), La Cour Grandmaison pour Le Cour (n. 66), Montgomery pour Montgomery (n. 192), Vichynski à la vichyssoise (n. 531) pour Vychinski, de Lattre pour de Lattre (n. 742), Malch pour Maschl (n. 824), Bosny pour Bonny (n. 612), Max pour Marx Dormoy (n. 706), « le gal » systématiquement pour « le général », Loustanau pour Loustaunau (n. 709), Martineau-Deplat pour Martinaud-Deplat (index), Franchey d'Espéret pour Franchet d'Espérey (n. 731), Laffargue pour Lafargue (n. 688), cela fait tout de même beaucoup. Coquilles ? Un auteur sérieux se doit de corriger sérieusement ses épreuves, surtout quand ses propres notes corrigent l'orthographe des textes qu'il présente. Ici les fautes aux noms propres sont si nombreuses qu'on en est gêné pour les rédacteurs des notes. Comme on est gêné d'apprendre que quelqu'un « témoigne d'exagération » (n. 594) et qu'un autre est « connu pour sa vénération au maréchal » (n. 644).

Il y a malheureusement pire que ces négligences et ces à peu-près, ces phrases écrites sur le genou, comme disait Trotsky. Il y a l'ignorance et le bluff, l'affirmation sans preuve, la bourde grossière. On mentionne parmi les Cagoulards le général Lamotte-Delville : c'est évidemment de Lavigne-Delville qu'on veut parler : on a travaillé de mémoire ! Quand on aborde le mouvement ouvrier et particulièrement son secteur socialiste, on éprouve le sentiment désagréable que l'auteur des notes est un illettré en la matière, ou qu'il a rédigé avec un œil sur la télévision. Toute personne un tant soit peu familière avec l'histoire de la S.F.I.O. sait que le député de l'Isère, Arnol, un « paulfauriste » — est-ce inutile de le préciser ? —, ne se prénomme pas Jean, contrairement à ce qu'on nous assure aussi bêtement que gratuitement (mieux vaudrait ne rien écrire !), mais Justin (n. 234), qu'il y avait un Alexandre Varenne, pas d'Alexandre de Varenne (n. 786) — peut-être confondu avec Alexandre de Marenches ? La note sur la G.R., le P.S.O.P. et Mar-

ceau Pivert est scandaleuse et déshonore son rédacteur : celui-ci ignore visiblement que Marceau Pivert était en 1938 secrétaire de la Fédération de la Seine de la SFIO, mais encore que le parti qu'il fonda était le Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.) et non, comme il l'assure avec un aplomb déconcertant, le Parti ouvrier et paysan français (P.O.P.F.), se gardant bien toutefois de donner une autre référence que son propre pouce !

Certaines notes, d'ailleurs, ne s'imposaient pas et d'autres, qui s'imposaient, ne figurent pas. Mais il faut aller plus loin malheureusement et dire qu'à certains moments l'auteur de la note n'a même pas pris la peine de lire le texte qu'il annote. Ainsi, p. 542, alors que Tasca indique dans ses *Carnets* que « les Allemands demandent la tête de Chenu de Leyritz », la note 545 s'indigne : « il est inexact de prétendre que le préfet régional Chenu de Leyritz a été " limogé " ». Nous venons de le voir, Tasca ne prétend pas cela, le mot " limogé ", malgré les guillemets dont l'affuble la note, ne figure pas dans le texte. Alors, de qui se moque-t-on ? Sinon du lecteur ?

Comment, dans ces conditions, recommander la lecture de documents passionnants, présentés ici, avec la caution du C.N.R.S. et de l'Institut Feltrinelli, par des notes dont au moins une partie a été bâclée et une autre rédigée par un ignorant ? Le lecteur ordinaire peut certes relever les âneries qui relèvent de ce qu'il connaît, mais le nombre de bourdes relevées en quelques minutes est inquiétant pour l'ensemble. Un étudiant peut-il se fier aux notes improvisées des bas de page ? Peut-on finalement, sans passer pour un mauvais coucheur, dire que le lecteur ordinaire, qui exige surtout qu'on lui donne confiance, s'irrite de voir que ces « docteurs-chercheurs », comme on les présente ici, écrivant n'importe quoi sur des sujets qu'ils ne connaissent pas, ne se donnent même pas la peine d'utiliser le dictionnaire qui, lui, est en général à la portée de la main du lecteur ordinaire ? Un peu de respect pour le lecteur, s'il vous plaît !

J.R.

Willy Buschak, **Das Londoner Büro. Europäische Linksozialismus in den Zwischenkriegszeit**, Amsterdam, Publications de l'Institut international d'histoire sociale, 1985, 360 p.

Les lecteurs des *Œuvres* et des *Cahiers Léon Trotsky* ont souvent rencontré au fil des pages, le « bureau de Londres », une des cibles de prédilection de Trotsky après 1934 et, selon lui, paradigme du centrisme. Cette organisation, ainsi dénommée à cause du siège de son secrétariat, s'appelait en fait le Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire », continuation de l'I.A.G. — communauté de travail internationale — créée en 1930 à laquelle s'affilièrent des organisations aussi connues que le S.A.P. allemand, l'I.L.P. britannique ou le D.N.A. norvégien. Le bureau de Londres a fait l'objet d'une thèse de troisième cycle de notre ancien collaborateur M. Drey-

fus, à qui le travail de Buschak adresse nombre de piques que nous ne relèverons pas, puisque cette thèse n'a pas été publiée.

Willy Buschak a réalisé un travail remarquable, érudit et soigneux : il a lu tout ce qu'il fallait lire sur la question, *Œuvres* de Trotsky et *Cahiers* compris ; il a travaillé dans les principaux fonds d'archives européens et nous laisse ainsi entrevoir la richesse du fonds déposé par Willy Brandt à celui de la social-démocratie à Bonn.

Son livre reconstitue l'histoire de ces « socialistes de gauche dans l'entre-deux guerres » et dégage les trois grandes phases de leur existence et de leur tentative de se frayer un chemin médian entre les deux grands blocs des social-démocraties et des partis communistes stalinisés.

L'I.A.G. prend naissance à la fin des années vingt, lorsque l'I.L.P. cherche à regrouper les différents courants de gauche du socialisme européen, privés de centre et d'organisation propre après la dissolution-fusion de 1923 de « l'Internationale 2 1/2 » dans la II^e Internationale, rebaptisée Internationale ouvrière et socialiste (I.O.S.).

Elle se constitue formellement en août 1930, lors d'un camp d'été de l'I.L.P. où John Paton, Fenner Brockway, principaux dirigeants de ce parti, Josef Kruk, du N.S.P.P. polonais, Edward Bull, du D.N.A., mais aussi Dora Fabian et Kurt Rosenfeld, du groupe *Klassenkampf* du S.P.D. et Peter J. Schmidt ainsi qu'Edo Fimmen, de la gauche du parti social-démocrate néerlandais, décident de créer une « communauté de travail » pour mieux coordonner leurs actions.

Willy Buschak montre bien l'étrangeté de cette structure et les raisons de son caractère « clandestin » dans l'Internationale : des cinq composantes, trois sont des partis constitués et l'une, le D.N.A. n'est même pas adhérente à l'I.O.S. Deux autres ne sont que des tendances à l'intérieur de partis social-démocrates typiques. L'I.A.G. n'apparaît donc au grand jour qu'à la conférence de Berlin en mai 1932, après la constitution du S.A.P. et de l'O.S.P. par les gauches allemande et néerlandaise, et un peu avant la désaffiliation de l'I.L.P. du Labour Party en juillet.

S'ouvre alors la deuxième phase de son existence, la plus riche, marquée par les contrecoups de la « catastrophe allemande » et la question de la « nouvelle Internationale » qui traverse ses rangs et provoque de nouveaux alignements : Schmidt et Kruk sont les premiers à poser le problème d'une nouvelle Internationale, alors que les dirigeants de l'I.L.P., en accord avec Walcher, le nouveau dirigeant du S.A.P., demeurent suspendus à un changement de direction en U.R.S.S. et que le D.N.A. bat en retraite vers la social-démocratie.

C'est à ce moment que le S.A.P. et l'O.S.P. entrent en relation avec les trotskystes, puis Trotsky en personne, après son arrivée à Saint-Palais. Buschak rend compte des discussions — connues des lecteurs des *Œuvres* — qui vont aboutir à la « Déclaration des quatre » et narre par le menu le déroulement de la conférence de Paris en août 1933.

Il caractérise chacune des organisations participantes — « le spectre organisationnel », effectifs, direction, débats internes, activité militante — et souligne l'enthousiasme — d'autres diront les illusions — de leurs adhérents,

certains d'une « percée » politique à court terme : lors du congrès de désaffiliation de l'I.L.P., James Maxton prophétise une « majorité parlementaire dans les cinq ans », car, assure-t-il, le Labour s'est « compromis sans espoir » et l'I.L.P. va prendre la tête des masses qu'il a déçues...

On connaît le destin du « Bloc des quatre » et les arguments de Trotsky pour expliquer sa rupture (*Œuvres*, 3, pp. 176-185, 239-246) Buschak revient sur la question, estimant que sa fin n'est pas due à un « recul » du SAP, mais un malentendu initial imputable à Trotsky qui n'aurait pas « saisi » ou « consciemment négligé » (p. 82) la volonté du S.A.P. de demeurer dans l'I.A.G. pour y construire une « aile communiste », ce qui impliquait le refus de rompre avec le D.N.A. son aile la plus conservatrice.

On nous permettra de contester cette appréciation. Les contacts entre S.A.P. et Opposition de gauche ne débutent pas à Saint-Palais et ne sont pas à l'initiative exclusive de l'Opposition de gauche ; ils se nouent au printemps 1933 en Tchécoslovaquie (voir notre article dans *C.L.T.* n° 22 de juin 1985) et révèlent dès le départ les oscillations de Walcher et des siens, partagés entre leur volonté de s'unifier « avec Trotsky » et leur méfiance à l'égard des sections nationales de l'Opposition de gauche. La déclaration des quatre est sans doute le point extrême de l'oscillation du S.A.P. vers l'Opposition et Willy Buschak note très justement que les liens avec les éléments socialistes en voie de radicalisation (en France, où le sapiste Boris Goldenberg adhère à la S.F.I.O., en particulier) leur semblent vite « plus importants et plus fréquents que les éternelles querelles avec la L.C.I. » (p. 118).

De 1934 à 1940, le Bureau de Londres — qui prend cette appellation après février 1935 — est confronté aux grandes questions de l'époque : le Front populaire et son attraction, la révolution espagnole, le procès de Moscou, en attendant la guerre qui emportera tout et ne laissera subsister que quelques noyaux du P.O.U.M. et de l'I.L.P. Il est impossible de rendre compte en quelques lignes de ces chapitres. Les discussions sont décrites avec le plus grand soin, appuyées sur le maximum d'informations disponibles. Nous relèverons seulement une idée qu'on trouve en filigrane dans l'ensemble du travail : Buschak explique l'échec final du bureau de Londres par le caractère défavorable de la période : la révolution espagnole n'a pas régénéré le mouvement ouvrier européen comme l'avait fait d'une certaine façon la révolution russe car elle resta prise dans les rêts des grandes puissances. L'auteur estime que « seule la force unie du mouvement ouvrier européen » aurait pu retourner la situation. Constatant qu'aucune des deux grandes Internationales n'était prête à soutenir l'indépendance de la révolution, il conclut :

« Le renouveau [...] espéré par les socialistes de gauche ne pouvait plus venir d'une Espagne où la révolution gisait au sol, étranglée. Tout ce que le bureau de Londres pouvait faire à partir de là, c'était maintenir la cohésion de ses cadres, les former, se préparer à la longue nuit noire de la guerre mondiale qui venait, et essayer de maintenir en éveil l'esprit socialiste pendant la guerre » (p. 320).

Dans les pages même où il formule cette constatation un peu « objectiviste », il repousse l'idée du concept de « centrisme » pour caractériser les

organisations affiliées, aucun des critères proposés par Trotsky — écartisme théorique, refus de dire clairement ce qui est — ne rendant compte, selon lui, de leur réalité...

Nous pensons, quant à nous, qu'on peut poser la question autrement. Ne doit-on pas s'expliquer l'échec du S.A.P., du P.O.U.M., de l'I.L.P., par leurs immenses difficultés politiques à se déterminer fermement dans un contexte très difficile, à déjouer les pièges et comprendre la réalité derrière des formules comme « défense de l'U.R.S.S. », « unité antifasciste », « Front populaire », etc. ? En un mot, n'est-ce pas justement leur centrisme, leur oscillation entre les deux pôles, marxisme et réformisme, qui expliquent leur sensibilité aux pressions de l'opinion publique officielle ? Comment ne pas définir comme centriste une organisation internationale qui est chaque fois déchirée par les grands événements ? Ce qui sera particulièrement dramatique lors des procès de Moscou...

En septembre 1936, le S.A.P. condamne d'emblée les procès comme un mélange rare d'infamie, de stupidité politique et d'effrénées chimères policières » (*Neue Front*, septembre 1936, cité p. 272). L'I.L.P. au contraire renvoie dos à dos victimes et bourreaux :

« Nous reconnaissons ne pas pouvoir répondre aux questions posées : pas plus le témoignage de Radek, d'une part, que les questions posées par Trotsky, de l'autre » (*New Leader*, 28 janvier 1937, cité p. 274).

La moyenne était difficile entre ces deux extrêmes et la déclaration du bureau en septembre 1936 est proche des positions de l'I.L.P. : il est « opposé à toute la campagne terroriste contre les dirigeants de la Russie soviétique [...] opposé à toute politique qui pourrait mener à une guerre civile ». Willy Buschak y voit à juste titre la fourniture aux procès d'un « brin de légitimation » et qualifie de « honteux » le refus du bureau de Londres de se joindre à la commission Dewey, qualifiant de « point de vue fractionnel étroit » le refus de Walcher de donner son témoignage sur sa visite à Saint-Palais. On peut lui trouver une autre explication en tenant compte de la participation du S.A.P. au Front populaire allemand en exil à Paris. D'ailleurs, au même moment, le P.O.U.M. déplorait la mollesse des réactions du S.A.P. devant la réaction stalinienne dont il était victime et affirmait que l'influence stalinienne que ce dernier subissait le mettait en danger en tant que parti indépendant (*La Batalla*, 2 mai 1937, cité p. 248).

Ces remarques critiques qui pourraient être l'objet — pourquoi pas ? — d'une véritable discussion, honnête et sereine, ne font pas oublier les éclatantes qualités de ce livre. Un bon livre stimule la réflexion et permet de lancer la discussion. Avec le travail de Willy Buschak, nous disposons désormais, sur le bureau de Londres, d'un ouvrage de référence.

Les départs

Rae Spiegel (Raya Dunayevskaya) (1910-1987)

Rae Spiegel était née dans l'empire du tsar Nicolas II le 1^{er} mai 1910. Elle est morte à Chicago le 9 juin 1987.

Emigrée aux Etats-Unis avec ses parents en 1922, elle fut gagnée très jeune par les idées socialistes et rejoignit l'Opposition de gauche aux Etats-Unis, qui s'appelait alors Communist League of America. En 1932, elle était secrétaire-sténographe, employée du parti et manifesta son caractère dans un conflit de travail qu'elle avait eu avec le dirigeant du groupe à l'époque, Arne Swaback.

En 1937, apprenant les difficultés de travail auxquelles Trotsky se heurtait faute de secrétaire-dactylographe connaissant la langue russe, Rae décida d'apprendre la sténographie et la dactylographie en russe, en même temps que de se perfectionner dans cette langue, afin de pouvoir offrir à Trotsky ses services de militante comme secrétaire à Coyoacán.

D'abord sceptique, Trotsky fut rapidement convaincu et elle demeura au Mexique dans sa maison pendant une année, en 1937-1938. Elle a écrit sur cette période un beau texte intitulé « Trotsky, l'Homme », qu'elle a confié en 1979 aux *Cahiers Léon Trotsky* qui l'ont publié dans leur numéro 2 d'avril-juin de cette année.

Revenue aux Etats-Unis à la fin de 1938 à la suite d'une série de deuils familiaux, elle travailla quelque temps pour le *Biulleten Oppositsii* qu'elle essaya d'ancrer en Amérique. Lors de la scission de 1940, elle se rangea du côté de la minorité avec Max Shachtman et se retrouva au Workers Party. Elle y milita jusqu'à l'après-guerre sous le nom de Freddie Forest, animant une tendance dite « Johnson-Forrest » avec C.L.R. James, dit « Johnson » et rejoignant quelque temps, peu après la guerre le Socialist Workers Party avec ses camarades. Elle défendait alors l'idée de l'Union soviétique comme un capitalisme d'Etat. Après sa rupture avec James en 1955, elle fonda avec Charles Denby les « News and Letters Committee » — une organisation qu'elle appela « marxiste-humaniste ». Elle a été la première à traduire en anglais les manuscrits de Marx de 1844 et *l'Abstrait de la « Science de la Logique » de Hegel*, de Lénine.

Parmi ses ouvrages, signalons *Marxism and Freedom* (Marxisme et Liberté) (1958), *Philosophy and Revolution* (1973), *Rosa Luxemburg. Women's Liberation and Marx's Philosophy of Revolution* (La Libération des

femmes et la philosophie de la révolution de Marx) (1982), *Women's Liberation and the Dialectics of Revolution : Reaching for the Future*, (1985), qui ont été traduits en plusieurs langues. Ses archives ont été déposées à la Wayne State University de Detroit et ses amis ont ouvert un fonds pour la publication de ses inédits (Raya Dunayevskaya Memorial Fund, 59. Van Buren, Room 707, Chicago Ill. 60605.).

Gérard Bloch (1920-1987)

Gérard Bloch est mort le 14 août 1987. Né dans une famille de petite bourgeoisie parisienne, il se tourna très tôt vers le mouvement ouvrier : il n'avait que 18 ans quand il rejoignit les Jeunesses socialistes révolutionnaires, nées de l'exclusion de l'entente de la Seine des Jeunesses socialistes par l'appareil de la S.F.I.O. en 1935. Quelques mois plus tard, il rejoignait les rangs du P.O.I. (Parti ouvrier internationaliste), la section française de la IV^e Internationale, proclamée en septembre 1938. Passé dans l'illégalité avec le début de la seconde guerre mondiale, il participa à la constitution du comité français pour la IV^e Internationale qui fut à l'origine de la reconstitution clandestine du P.O.I. dont il fut membre de la direction en zone sud. Il était alors étudiant en mathématiques.

A la suite d'une perquisition à son domicile lyonnais, le 2 août 1942, permettant à la police de découvrir des brochures de Trotsky et du matériel de reprographie, il fut arrêté le 5 juin, porteur de journaux et de tracts. Il fut inculpé d'« activité communiste » et « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat », traduit devant le Tribunal permanent de la 14^e division de Lyon par un commissaire du gouvernement du nom de... Marx, le 14 août 1942 et condamné le 7 septembre à douze ans de travaux forcés. Il fut emprisonné à la centrale d'Eysses où il dut subir en cellule la quarantaine et les grossièretés de détenus appartenant à l'appareil du P.C.F. Il y organisa victorieusement, avec son camarade Solano, du P.O.U.M., la lutte contre la terreur stalinienne en prison. Il fut déporté à Dachau le 18 juin 1944 et en revint, sa santé très ébranlée, en mai 1945.

Il rejoignit presque aussitôt les rangs du P.C.I., section unifiée de la IV^e Internationale, dont il fut le candidat aux élections législatives à Clermont-Ferrand en juin 1946. Il gagna à cette époque un procès en diffamation contre l'organe du P.C.F. *La Voix du Peuple* qui l'avait traité d'« hitlérien » !

Lors de la scission de 1948, il fut l'un des rares adhérents de la tendance « de droite » à rester au P.C.I. et à refuser de rallier le R.D.R. En 1950, il fut l'un des premiers à comprendre l'importance du conflit entre l'U.R.S.S. stalinienne et la Yougoslavie de Tito et consacra à cette question plusieurs articles et beaucoup d'efforts. En 1952, il faisait partie du noyau des dirigeants du P.C.I. qui refusèrent d'appliquer la politique d'« entrisme sui generis » des trotskystes dans les organisations du P.C.F. qui prétendait imposer Michel Pablo, avec le soutien du secrétariat international. Son histoire se confond avec celle du P.C.I./O.C.I. pour le compte duquel il avait été poursuivi en

1957, toujours pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », mais cette fois en rapport avec la révolution algérienne. Il fut l'auteur du Manifeste de l'O.C.I. et directeur de *La Vérité*, utilisant de nombreux pseudonymes, comme Varenne, Monge, Octave Boisgontier.

Au cours de ces dernières années, il s'était consacré à la republication de la biographie de Karl Marx par Franz Mehring dont il écrivait dans les notes une deuxième biographie érudite. Il est mort sans avoir réussi à terminer ce travail auquel il tenait tant.

Cette brève biographie ne permettra sans doute pas à ceux qui ne l'ont pas connu d'avoir une idée de l'homme qu'était Bloch. Cet agrégé de mathématiques, dévoreur de livres de science-fiction, d'une culture éblouissante et aux connaissances encyclopédiques, était parfaitement indifférent à toutes les contingences qui comptent aux yeux de la petite bourgeoisie, à commencer par le choix de ses vêtements et l'attention aux détails de son habillement. Cet homme, dont la supériorité intellectuelle et morale s'imposait à tous ses camarades quand ceux-ci étaient uniformément vêtus du costume rayé des déportés, pouvait passer pour un « professeur Nimbus », dans ses vêtements civils, aux yeux de ceux qui ne le connaissaient pas. Il est vrai que ses préoccupations scientifiques et théoriques, sa continuelle activité mentale — il détestait le sommeil qui lui faisait perdre du temps de travail — l'éloignaient de tout ce qu'il considérait comme des détails sans intérêt : ses « ailes de géant » l'empêchaient de marcher. Ceux qui l'ont connu ont eu la chance de percevoir, derrière un abord souvent grognon et rarement chaleureux, la qualité de cet « homme nouveau » qu'il attendait de la réalisation du communisme. Il fut la terreur d'un juge d'instruction qu'il s'était appliqué à soumettre à interrogatoire et dont il avait même pris occupé la chaise sans rencontrer de résistance. Il fut le maître de bien des militants, l'ami et le camarade qui ne ressemblait à personne. Les *Cahiers Léon Trotsky* partagent la douleur de Lucienne, sa compagne d'un demi-siècle, et des siens.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{ie}A



EN OCTOBRE 1987
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3416. *Imprimé en France*

DÉPOT LÉGAL : OCTOBRE 1987

ŒUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication va se terminer prochainement avec son 24^e volume. Le plan prévu est de publier ensuite la seconde série des *Œuvres* couvrant la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, à 1933, date de l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée », pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert - C.L.T. : 2, rue Bayard, F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky ★ Diffusion La Pensée Sauvage